

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

HONNEUR – FRATERNITÉ – JUSTICE

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL

**DIRECTION DES STRATÉGIES DE LA COOPÉRATION ET DU
SUIVI - EVALUATION**



**PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT
RURAL (2020 –2025)**

Rapport définitif

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	I
LISTE DES FIGURES	III
ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES	IV
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	1
INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE – CONTEXTE	2
1. CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL	2
2. CONTEXTE SECTORIEL	3
2.1. Agriculture	3
2.1. Elevage	10
2.2. Filières agropastorales	17
2.3. Cadre institutionnel et parties prenantes	52
2.4. Recherche – Formation – Conseil rural	58
2.5. Financement du secteur rural	59
2.6. Contexte financier : Revue des dépenses du secteur rural	60
DEUXIEME PARTIE - LE PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT RURAL	62
1. VISION	62
2. ARTICULATION AVEC LES STRATEGIES NATIONALES	63
3. PRINCIPAUX OBJECTIFS DU PNDR	67
3.1. Objectif général	67
3.2. Objectifs spécifiques	67
4. PROGRAMMES DU PNDR	67
4.1. Programme 1. Intensification et diversification de la production agricole et animale	67
4.2. Programme 2.Santé animale et Santé Publique Vétérinaire	94
4.3. Programme : Développement du Pastoralisme et de l'Elevage Familial	95
4.4. Programme 4. Promotion de la compétitivité des filières agricoles et animales	98
4.5. Programme 5 Amélioration de la gestion durable des ressources naturelles	107
4.6. Programme 6. Amélioration de la capacité des services agricoles et pastoraux	112
5. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PNDR	124
5.1. Rôles des acteurs dans la mise en œuvre du PNDR	124
5.2. Dispositif institutionnel de coordination de la mise en œuvre du PNDR	125
5.3. Suivi et évaluation du PNDR	129
6. COUTS ET FINANCEMENT DU PNDR	131
7. HYPOTHESES ET RISQUES	132
7.1. Hypothèses	132
7.2. Risques	132
8. CADRE DE RESULTATS DU PNDR	134
8.1 Cadre de résultats du PNDR 2020-2025 / Agriculture	134
8.2 Cadre de résultats du PNDR 2020-2025 / Elevage	140
ANNEXES	106
ANNEXE 1 – PNDA - Situation prévue en 2025 et projections par filière	106
ANNEXE 2-Coûts du PNDR par programmes et sous programmes à l'horizon 2025	138
ANNEXE 3 – Projets du Développement Rural	142

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : - Répartition des superficies agricoles potentielles par système de production _____	5
Tableau 2 : Situation actuelles des périmètres irrigués (SAU) _____	8
Tableau 3 : Superficies agricoles _____	8
Tableau 4 - Situation des barrages, digues, diguettes et autres retenues d'eau _____	8
Tableau 5 - Grands barrages à réaliser par la DAR _____	9
Tableau 6 - Evolution des effectifs du cheptel de la Mauritanie (Source : ME/DPCSE 2016) _____	13
Tableau 7 - Evolution de la part des secteurs dans l'emploi 1988-2013 _____	13
Tableau 8 - Superficies des périmètres rizicoles : situation décembre 2019 _____	17
Tableau 9 - Série de production _____	18
Tableau 10 - Principales contraintes de la filière rizicole _____	20
Tableau 11 - Répartition par typologie des superficies destinées aux céréales traditionnelles _____	23
Tableau 12 - Superficies, rendements et productions des céréales traditionnelles (moyenne de 5 ans : de 2014/2015 à 2018/2019) _____	23
Tableau 13 - Importations de céréales traditionnelles de 2015 à 2019 _____	24
Tableau 14 - Principales contraintes qui affectent la filière céréales traditionnelles _____	26
Tableau 15 - Estimation des besoins des principales spéculations maraîchères (tonnes/an) _____	33
Tableau 16- Principales contraintes de la filière maraîchère _____	34
Tableau 17-Principales contraintes de la filière phoenicicole _____	37
Tableau 18 - Production de viandes rouges en Mauritanie (en Tonnes) _____	41
Tableau 19 - . Prix au consommateur de la viande rouge (euros/kg) - 2015 _____	42
Tableau 20 - Productions laitières (Ministère de l'élevage, 2017) _____	43
Tableau 21 - Productions Peaux et cuirs (Ministère de l'Elevage, 2017) _____	45
Tableau 22 - Principaux acteurs économiques et leurs capacités de production _____	48
Tableau 23 - Productions viandes blanches _____	49
Tableau 24 - Importations de poussins, œufs et aliments en volume sur la période de 2009-2014 _____	50
Tableau 25 - Evolution des dépenses exécutées dans le cadre du budget du Département sur la période 2009-2019 (en millions MRU) _____	61
Tableau 26 - Objectifs généraux des axes stratégiques et domaines d'appui de la SDSR liés au développement rural _____	63
Tableau 27 - Données et valeurs de référence retenues pour les projections de la filière riz à l'horizon 2025 _____	69
Tableau 28 - Résumé filière riz _____	70
Tableau 29 - Données et valeurs de référence retenues pour les projections de la filière blé à l'horizon 2025. _____	75
Tableau 30 - Evolution des différents facteurs de la filière blé à l'horizon 2025 _____	76
Tableau 31 - Evolution des superficies et des productions maraîchères à l'horizon 2025. _____	78
Tableau 32 - Céréales traditionnelles : situation de référence et finale _____	83
Tableau 33 - Evolution de la filière phoenicicole _____	87
Tableau 34 - Synthèse des besoins de financement du PNDR par programme en millions d'ouguiyas (MRU) et en millions de dollars des Etats Unis (USD) _____	131
Tableau 35 - Evolution de superficies exploitées, rendements, productions et taux de couverture des besoins par culture à l'horizon 2025 Cibles visés en 2025 et conditions d'exploitation _____	106
Tableau 36 - Résumé des objectifs visés en 2025 _____	107

Tableau 37 - Cibles visés en 2025 et conditions d'exploitation _____	127
Tableau 38 - Riz: projection à l'horizon 2025 _____	128
Tableau 39 - Blé: projection à l'horizon 2025 _____	129
Tableau 40 - Céréales traditionnelles: projection à l'horizon 2025 _____	130
Tableau 41 - Oignon: projection à l'horizon 2025 _____	132
Tableau 42 - Pomme de terre: projection à l'horizon 2025 _____	133
Tableau 43 - Autres produits maraîchers: projection à l'horizon 2025 _____	134
Tableau 44 - Dattes : projection à l'horizon 2025 _____	135
Tableau 45 - Lait : projection à l'horizon 2025 _____	136
Tableau 46 - Poulets de chair : projection à l'horizon 2025 _____	137
Tableau 47 - Coûts du PNDR par programme et sous-programmes à l'horizon 2025 (x 1 000 000 MRU) _____	138
Tableau 48 - Projets du Développement rural _____	142

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Carte de la Mauritanie.....	3
Figure 2 : Spécialisation des zones agroécologiques en matière d'élevage	12
Figure 3 : Evolution des importations de riz de 2014 à 2019	19
Figure 4 : Variation des productions des céréales traditionnelles de 2014 à 2019	23
Figure 5 : Evolution des importations de blé de 2017 à 2019	29
Figure 6 : Importation des produits maraîchers frais de 2015 à 2019	32
Figure 7 : Importation de fruits de 2015 à 2019	33
Figure 8 : Importations de dattes fraîches et séchées de 2015 à 2019	37
Figure 9 : Importation de sucre de 2017 à 2019	39
Figure 10 : Evolution des effectifs volailles	47
Figure 11 : Volume et origine des importations de l'aliment de bétail en Mauritanie	50
Figure 12 : Evolution des dépenses du secteur rural	61
Figure 13 : Synthèse du dispositif de coordination et de mise en œuvre du PNDA.....	129

Abréviations, Acronymes et Sigles

AAID	Agence Arabe d'Investissement Développement Agricole
ACF	Action contre la faim
ADC	Association de développement Communautaire
ADECA	Association Développement, Environnement et Communication en Adrar
AECID	Agence espagnole de coopération internationale pour le développement et humanitaire
AFEDLP	Association pour la Formation, l'encadrement, le développement à la base et la Lutte contre le Paludisme
AFRICA RICE	Centre du riz en Afrique de l'Ouest (ADRAO)
AGPO	Associations de Gestion Participative des Oasis
AGR	Activité Génératrice de Revenu
AMAD	Association Mauritanienne pour l'Auto Développement
ANADELP	Association nationale pour le développement local participatif
ANAPEJ	Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes
APC	Approche par les compétences
AUCCB	Association des Usagers du Centre de Conditionnement de Boghé
AUG	Association des Usagers du Gouère
AUGS	Association des Usagers de Garack Sokam
AUW	Association des Usagers du walo de Maghama
BAD	Banque Africaine de Développement
BCI	Budget consolidé d'investissements
BID	Banque Islamique de Développement
BM	Banque Mondiale
CAIE	Centrale d'Approvisionnement en Intrants d'Elevage
CAF	Currency Adjustment Factor
CCL-PNDA	Cadre de concertation local du PNDA
CCQSP	Centre de Contrôle de Qualité des Semences et Plants
CCR	Cadres de concertation régionaux
CCR-PNDA	Cadre de concertation régional du PNDA
CDD	Caisse des Dépôts et de Développement
CDMT	Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CDTAM	Centre de Démonstration des Techniques Agricoles de M'Bagne
CECA	Caisse d'épargne et crédit agricole
CEP	Champ Ecole Paysan
CES	Conservation Eau et Sol
CFD	Caisse Française de Développement
CFPRB	Centre de Formation des Producteurs Ruraux de Boghé
CICSLCP	Comité interministériel du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CILSS	Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement. France
CNCC-PNDA	Comité National de Coordination et de concertation du PNDA
CNOA	Conseil National d'Orientation Agropastoral

CNRADA	Centre National de Recherche Agronomique et de Développement Agricole
CODEP	Commissions départementales
COMASUD - SA	Compagnie Mauritanienne de Sucre et Dérivés
CONTREPART	ONG internationale pour le renforcement des capacités des populations
CORAF	Conférence des Responsables de Recherche Agronomique Africains
CP	Comité de Pilotage
CPB	Casier Pilote de Boghé
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSC	Contre saison Chaude
CSGPC	Conseil Supérieur des Grands Périmètres Collectifs
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DAA	Direction de l'Aménagement Agricole
DAO	Dossier d'appel d'Offre
DSV	Direction des Services Vétérinaires
DDFARA	Direction Développement de Filières Animales et Ressources Alimentaires
DDFCA	Direction du Développement des Filières et du Conseil Agricole
DSCSE	Direction des Stratégies de de la coopération, du suivi et de l'évaluation
ECODEV	ONG école du développement local en Mauritanie
EMEA	Enquête des Ménages et des Exploitants Agricoles
ENFVA	Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole
EPCV	Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des ménages
FADES	Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social
FAEM	Fédération des Agriculteurs et Eleveurs de Mauritanie
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FLM	Fédération Luthérienne Mondiale
FMI	Fonds Monétaire International
FNE	Fédération Nationale de l'Elevage
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
FSD	Fonds Saoudien pour le Développement
GDM	Grands Domaines de Mauritanie
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Coopération technique Allemande)
GNAP	Groupe National des Associations de coopératives pastorales
GRDR	Groupe de Recherches et de réalisation pour le Développement Rural
GS-DRSA	Groupe sectoriel Développement Rural et Sécurité alimentaire
HCR	Haut-Commissariat aux Réfugiés
ICARDA	Centre international de recherches agricoles dans les régions arides
IDA	Association internationale de développement (Banque mondiale)
IDE	Investissements Directs Etrangers
ISSET	l'Institut Supérieur d'Enseignement Technologique
ISFP	Initiative sur la flambée des prix

KFW	Coopération Financière Allemande
LFTP	Lycée de formation technique et professionnelle de Boghé
LOAP	Loi d’Orientation Agro Pastorale
MA	Ministère de l’Agriculture
MCG	Mauritanian Consulting Group
MDR	Ministère du Développement rural
MEF	Ministère de l’Economie et des Finances
MELMEPSP	Ministère de l’Économie et de la Promotion des Secteurs Productifs
MICO	Mutuelles d’Investissement et de Crédit Oasien
MPE	Micro et Petites Entreprises
MRO	Monnaie mauritanienne, (ouguiya mauritanien)
ODM	Objectifs de développement du millénaire
OIE	Organisation Mondiale de la Santé Animale
OMC	Organisation mondiale pour le commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMVS	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
ONARDEL	Office National de Recherches Développement de l’Elevage
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONS	Office National de la Statistique
OSP	Organisation SocioProfessionnelle
OP	Organisation des Producteurs
OXFAM	Confédération internationale contre la pauvreté et l’injustice
PACDM	Projet d’Amélioration des Cultures de Décru à Maghama
PAHABO	Projet d’Aménagement Hydro-agricole du Brakna Ouest
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PASK II	Programme de lutte contre la pauvreté dans l’AFTOUT Sud et le KARAKORO phase II
PDDAA	Programme Détaillé pour le Développement de l’Agriculture Africaine
PDDO	Programme de développement durable des oasis
PDRI	Programme de développement rural intégré
PFG	Périmètre de Foug Gleïta
PGIRE	Projet de Gestion Intégré des Ressources en eau
PIB	Produit intérieur brut
PIP	Programme d’Investissements Publics
PMA	Pays les Moins Avancés
PNDA	Plan National de Développement Agricole
PNDE	Plan National de Développement de l’Elevage
PNDEA	Plan National de Développement de l’Elevage et de l’Agriculture
PNIA-SA	Programme National d’Investissement Agricole et Sécurité Alimentaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPAAO/WAAPP	Programme de productivité agricole en Afrique de l’ouest
PPG	Périmètre pilote du Gorgol
PPP	Partenariat Public Privé
ProLPRAF	Programme de Lutte contre la Pauvreté Rurale par l’Appui aux Filières

PTF	Partenaire Technique et Financier
RGE	Recensement Générale de l’Elevage
RGPH	Recensement Général de la Population et de l’Habitat
RISAP	Revue Institutionnelle du Secteur Agricole et Pastorale
RNB	Revenu National Brut
SAB	Superficie Aménagée Brute
SABF	Superficie Aménagée Brute Fonctionnelle
SAU	Superficie Agricole Utile
SAVS	Stocks Alimentaires Villageois de Sécurité
SCAPP	Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée
SDSR	Stratégie de Développement du Secteur Rural
SNAAT	Société Nationale d’Aménagement Agricole et de Travaux
SNAT	Schéma National de l’Aménagement du Territoire
SNSA	Stratégie Nationale de Sécurité alimentaire
SONADER	Société Nationale de Développement Rural
SONIMEX	Société Nationale pour l’Importation et l’Exportation
SV	Services Vétérinaires
UE	Union Européenne
UMA	Union du Maghreb Arabe
UM/MRU	Unité monétaire (ouguiya)
UNCACEM	Union Nationale des Coopératives Agricoles de Crédit et D’Epargne de Mauritanie
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l’Education
UNMICO	Union Nationale des Mutuelles d’Investissement et de Crédit Oasien et des zones pluviales
UPAM	Union des Producteurs Agricoles de Mauritanie
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USD	Dollar américain
WV	World Vision

Résumé exécutif

1. Aperçu sur le PNDR

Le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie s'est doté en 2012 d'une Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR), et d'une Loi d'orientation Agropastorale (LOA) pour définir sa politique de développement rural. Cette stratégie est en harmonie avec les objectifs de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP), la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA) et répond aux 4 (quatre) piliers du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA). Elle est, aussi, en harmonie avec les orientations du Programme Taahoudati qui constitue, avec la SCAPP, le cadre actuel de mise en œuvre des politiques pbilques pour le développeemnt du pays.

Le Plan national de développement agricole (PNDA) et le Plan national de développement de l'élevage (PNDE) ont été conçus respectivement en novembre 2016 et en mars 2018 pour mettre en œuvre les orientations définies par la SDSR adoptée comme cadre de référence des interventions de l'Etat, des Partenaires au Développement et de l'ensemble des acteurs opérant dans le cadre du développement du secteur rural, notamment les opérateurs privés nationaux et les investisseurs potentiels étrangers.

Le PNDA et le PNDE tiennet compte des programmes et initiatives des sous secteurs de l'agriculture et de l'élevage, existants dans plusieurs documents programmatiques et plans élaborés au cours de ces dernières années et constituent la première déclinaison opérationnelle des objectifs globaux de la SCAPP.

En cohérence avec les orientations stratégiques de la SDSR, de la loi d'orientation agropastorale qui en découle, des objectifs globaux de la SCAPP et du **Programme Taahoudati de Monsieur le Président de la République, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani**, le Plan National de Développement Agricole (PNDA) - horizon 2025 et le Plan National de Développement de l'Elevage (PNDE) - horizon 2025, visent à confirmer la volonté politique du Gouvernement sous forme d'actions prioritaires et de programmes d'investissements clairement définis, ainsi qu'à répondre aux différentes préoccupations en mettant en place un cadre cohérent d'interventions pour tous les acteurs du secteur. Il intègre également les engagements de la Mauritanie portant sur la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté à l'échelle régionale et internationale. Ainsi, les nouvelles orientations politiques en matière de développement économique et social du pays nécessitent l'actualisation des plans programmatiques du secteur rural pour la période 2020-2025 et leur fusion en un cadre unique, le Plan National de Développement Rural 2020-2025.

2. Justification et enjeux

Malgré les entraves du climat désertique sahélo-saharien aride, caractérisé par une désertification galopante ponctuée par des phénomènes de sécheresses répétées et exacerbée par la vulnérabilité du pays aux changements climatiques, la Mauritanie dispose d'atouts naturels qui encouragent l'investissement public et privé dans le secteur rural. Il s'agit, d'une part, d'un potentiel agricole supérieur à 513 000 hectares qui offre d'importantes possibilités d'intensification, de diversification et d'amélioration de compétitivité et interpelle les différents acteurs quant à leur capacité à concevoir et asseoir des systèmes de gestion durables pour la consolidation des acquis dans ce cadre et, d'autre part, d'un cheptel important estimé en 2017

à plus de 19 millions de petits ruminants, de 1,9 millions de bovins et de 1,4 millions de camelins répartis dans les différentes zones agro écologiques du pays et pouvant conduire à un un secteur intensif et compétitif, par le développement privilégié des filières animales d'une part, mais également la valorisation de l'élevage extensif d'autre part, à travers notamment la gestion durable des ressources naturelles.

Pour l'agriculture, le potentiel agricole comprend :

- ✓ *une superficie irrigable de plus de 135 000 ha dont moins de 50% ont fait l'objet d'aménagements hydro agricoles, et environ 35% (environ 48 000 ha) sont actuellement fonctionnels ;*
- ✓ *une superficie d'environ 100 000 ha exploitables en décrue (naturelle et contrôlée) et derrière barrages à travers la réalisation d'ouvrages de retenue d'eau (barrages, digues et seuils), ainsi qu'un potentiel de 12 000 ha à vocation horticole en zone côtière ;*
- ✓ *environ 20 000 ha exploités en système de production oasien, très ancré dans la culture mauritanienne et qui mérite d'être revalorisé, et*
- ✓ *une superficie de plus de 360 000 ha destinés aux cultures extensives pluviales.*

L'existence d'importantes terres agricoles et d'un important cheptel sont supportés par :

- ✓ *la volonté politique de mettre en place des mesures d'accompagnement permettant d'attirer les investissements dans le secteur rural pour intensifier et diversifier les productions agricole et animale en vue d'améliorer la sécurité alimentaire, l'emploi rural et la diversification des sources de revenus, et*
- ✓ *la volonté des acteurs nationaux et des partenaires techniques et financiers de mettre en place des mécanismes institutionnels indispensables à la relance de la production agricole et animale et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des conditions de vie des populations rurales.*

En dépit de ces opportunités et de ce potentiel en terres agricoles et en cheptel, la contribution du secteur rural à la croissance du PIB reste assez variable, étant fortement dépendante de la pluviométrie et des condition agro-climatiques. En 2019, le PIB du secteur rural était de 15,3% avec 5,3% pour l'agriculture et 10% pour l'élevage. Le secteur rural représente environ 78/ du PIB nominal du secteur primaire. Les productions agricoles ne parviennent pas à couvrir de manière adéquate les besoins alimentaires des populations. Le niveau de rendements des principales cultures, notamment les céréales, ainsi que l'inefficacité des systèmes de stockage, de transformation et de distribution des denrées alimentaires limitent la disponibilité des produits agricoles et la régularité des approvisionnements. C'est le cas aussi des productions animales ou seules les viandes rouges assurent une autossuffisance. Le lait et les viandent blanchent couvrent à peine une partie des besoins de la population.

Les producteurs, surtout les femmes et les jeunes, ainsi que les autres acteurs impliqués dans le processus de production, de transformation et de commercialisation, rencontrent des difficultés tout au long de la chaîne de valeur des principales filières agricoles et animales. Cette situation justifie l'adoption d'une approche filière dans la mise en œuvre de nouvelles interventions dans le secteur rural ,non seulement pour augmenter la production et valoriser les potentiels au niveau des différents systèmes de production, mais aussi pour améliorer la

¹ Rapport annuel 2019 BCM

conservation, la transformation et l'écoulement des produits.

Pour répondre aux besoins alimentaires grandissants du pays et assurer une croissance accélérée du secteur rural, il est nécessaire d'élaborer un plan national de développement rural, qui tire son essence des plans de développement de l'agriculture et de l'élevage mis en œuvre pour le développement du secteur et actualisés à l'horizon 2025 à la lumière des nouvelles orientations politiques.. Pour la mise en œuvre du PNDR à l'horizon 2025, il y a lieu d'œuvrer pour: (i) le renforcement du rôle de l'Etat et de ses PTF, (ii) la promotion de l'investissement privé responsable et solidaire, (iii) la responsabilisation des acteurs et la promotion du Partenariat Public-Privé et (iv) l'assainissement des conditions cadre des systèmes de production et l'amélioration du climat des affaires.

Un des enjeux de la réussite de ce PNDR sera de mettre en place des mécanismes de coordination et de suivi-évaluation suffisamment souples et transparents, axés sur la recherche de synergies et de partenariats. Ceux-ci visent à maximiser l'impact du plan et de ses programmes et d'aider à la mobilisation des ressources et moyens nécessaires pour la mise en œuvre de ses programmes .

3. Plan National de Développement Rural (PNDR)

Objectifs

L'objectif global du PNDR est de « Promouvoir une agriculture et un élevage modernes, compétitifs et durable par le développement des filières végétales et animales à fortes potentialités de croissance ». Cet objectif contribue à la réalisation des objectifs globaux des différentes Stratégies (SDSR, SNSA, SCAPP) ainsi que du Programme Taahoudati.

Les objectifs spécifiques s'appuient sur les orientations stratégiques retenues et sont en phase avec celles de la SCAPP. Ils sont définis comme suit:

- 1. Promouvoir l'intensification et la diversification des productions agricoles et animales pour satisfaire les besoins nationaux (horizon 2025),*
- 2. Promouvoir la compétitivité des filières agricoles,*
- 3. Promouvoir la compétitivité des filières animales,*
- 4. Promouvoir la gestion durable et participative des ressources naturelles,*
- 5. Accroître l'opérationnalité des structures d'appui au secteur rural.*

Orientations stratégiques

Le PNDR intègre pour sa mise en œuvre les cinq (5) orientations stratégiques (vision 2025) de la SDSR à savoir : (i) le maintien par le Gouvernement de sa politique de libéralisation à travers des mesures utiles pour amorcer réellement son désengagement de manière progressive et en fonction d'un calendrier de responsabilisation des acteurs des filières, tout en garantissant la pérennité des activités du secteur; (ii) le développement de filières porteuses de croissance, génératrices d'emplois permanents et de revenus incitatifs en s'appuyant sur des mécanismes structurés de concertation et de gestion efficace des filières au bénéfice des organisations des acteurs , en tenant compte de la dimension « genre » ; (iii) l'intégration du secteur agricole au marché national et international, (iv) l'application d'innovations technologiques performantes et adaptées pour l'intensification et la diversification de la production agricole, tout en restant respectueuses de l'environnement, (v) le développement intégré et participatif.

Tableau 1 : Axes stratégiques de la SDSR

Plan National de Développement de l'Agriculture et de l'Élevage

	Objectifs Globaux	Principaux Champs d'intervention
1 Promotion de l'élevage	Développement des filières animales pour accroître les productions et renforcer la compétitivité	Promotion d'un sous secteur de l'élevage intensif et compétitif par le développement des filières animales porteuses et la valorisation de l'élevage extensif par la gestion durable des ressources naturelles
2 Promotion de l'agriculture	Développement des filières végétales pour accroître les productions et renforcer la compétitivité	Promotion d'une agriculture compétitive par le développement des filières végétales à fortes potentialités de croissance
3 Développement local	Appui renforcé au développement local pour passer de l'agriculture de subsistance à des productions animales et végétales compétitives	Implication et renforcement des compétences des organisations socioprofessionnelles (OSP) et communales
4 Maîtrise de la gestion des ressources naturelles	Gestion rationnelle et participative des ressources naturelles pour un développement durable des filières animales et végétales	Structuration, formation et responsabilisation des OSPs dans la gestion rationnelle des ressources naturelles
5 Adaptation du Cadre juridique et institutionnel	Bonne gouvernance et responsabilité des acteurs	Consolidation et complément du cadre juridique et institutionnel actuel pour un accompagnement efficient et adapté à l'opérationnalisation de la stratégie de développement du secteur

9

9

En plus, le PNDR dans sa conception intègre les objectifs et les initiatives retenues prioritaires et fonctionnelles pour le développement du secteur rural et inclus dans les autres axes stratégiques et domaines d'appui de la SDSR. Il s'agit notamment des axes stratégiques concernant (i) le développement local, (ii) la gestion des ressources naturelles et (iii) l'adaptation du cadre juridique et institutionnel, et des domaines d'appui suivants : (a) appui aux infrastructures, (b) recherche, (c) conseil rural et formation, (d) appui au financement du secteur rural.

Sur cette base, le PNDR comme la SDSR a opté pour la mise en place et le développement de filières jugées stratégiques, à savoir les céréales (riz, blé, céréales traditionnelles), filières horticoles (légumes et fruits), filière oasienne (dattes), filières agroindustrielles (sucre), filière lait, filière viande rouge et filière avicole, etc..

Programmes et sous-programmes

Les objectifs spécifiques se traduisent en six programmes principaux, déclinés en sous-programmes à savoir :

Programme 1. Intensification et diversification de la production agricole et animale :

- ✓ Sous-programme 1.1. Intensification et diversification de la production agricole irriguée (filières : riz, blé, horticoles, fourragères, sucrière),
- ✓ Sous-programme 1.2. Amélioration des systèmes de productions pluviales pour la

valorisation des cultures traditionnelles (filière céréales traditionnelles),

- ✓ *Sous-programme 1.3. Appui au développement des cultures oasiennes (filière phœnicicole).*
- ✓ *Sous-programme 1.4. Valorisation du bétail sur pied et la production des viandes rouges et les sous produits d'abattage*
- ✓ *Sous-programme 1.5. Développement de la filière laitière*
- ✓ *Sous-programme 1.6 Développement de la Filière Aviculture*

Programme 2. Santé animale et Santé Publique Vétérinaire

- ✓ *Sous-programme 2.1 Renforcement des capacités des services vétérinaires et zootechniques*
- ✓ *Sous-programme 2.2 Amélioration de la santé publique vétérinaire*
- ✓ *Sous-programme 2.3 Amélioration de la couverture vaccinale contre les maladies prioritaires*

Programme 3 Développement du pastoralisme et de l'élevage familial

- ✓ *Sous-programme 3.1 Amélioration de la gestion des ressources pastorales et hydrauliques*
- ✓ *Sous-programme 3.2 Appui aux populations pastorales et aux petits éleveurs*
- ✓ *Sous-programme 3.3 Développement de l'élevage de basse cours et la diversification*

Programme 4. Promotion de la compétitivité des filières agropastorales :

- ✓ *Sous-programme 4.1. Amélioration des infrastructures et des équipements de stockage, transformation, conditionnement, conservation*
- ✓ *Sous-programme 4.2. Amélioration de la commercialisation des produits de l'agriculture et de l'élevages,*
- ✓ *Sous-programme 4.3. Appui à la mise en place d'un environnement favorable à la compétitivité du secteur.*

Programme 5. Gestion durable des ressources naturelles :

- ✓ *Sous-programme 5.1 Amélioration de la gestion foncière, protection et réhabilitation des terres agricoles*
- ✓ *Sous-programme 5.2 Amélioration de la gestion et mise en valeur des zones humides.*

Programme 6. Amélioration de la qualité des services agricoles et pastoraux

- ✓ *Sous-programme 6.1. : Renforcement des capacités institutionnelles des services publics du secteur rural :(i) Renforcement des capacités des services centraux, décentralisés et déconcentrés du Ministère du Développement Rural ; (ii) Renforcement des capacités du système de recherche agropastorale ; (iii) Développement de programme national d'amélioration génétique (iv) Amélioration du dispositif de conseil agropastoral ; (v) Renforcement du système de formation agropastoral ; (vi) Appui à l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes; Amélioration du système d'informations agropastorales..*

- ✓ *Sous-programme 6.2. Renforcement des capacités des producteurs et de leurs organisations,*
- ✓ *Sous-programme 6.3. Mise en place de produits financiers adaptés au secteur rural et le développement des systèmes d'assurance agricole.*

Impact et résultats attendus

La mise en œuvre des activités retenues par chaque programme pour atteindre les objectifs fixés à l'horizon 2025, permettent d'envisager les résultats résumés ci-dessous.

- *Une augmentation des taux de couverture des besoins alimentaires de 81% à 121 % en riz, de 0,7% à 6,4% en blé, de 33% à 46% en céréales traditionnelles, de 56% à 82% pour le lait, de 42% à 48% pour les viandes blanches, de 12% à 37% en oignon, de 5% à 22% en pomme de terre et de 15% à 59% pour les autres produits maraîchers, de 57% à 63% en dattes. .*
- *Une augmentation des superficies exploitables, à savoir : (i) 35 000 ha de périmètres irrigués (nouveaux et réhabilités) destinés au riz, au blé et aux cultures horticoles et fourragères, et (ii) 9 935 ha de superficies derrière barrages ou autres retenues d'eau (nouveaux ou réhabilités) pour le blé et les céréales traditionnelles.*
- *Une augmentation des différentes productions agricoles et animales, grâce : (i) à l'amélioration de l'accès aux facteurs de production (terre, eau, intrants, crédit, services agropastoraux, ...), (ii) au renforcement des capacités techniques et de gestion aussi bien des petits producteurs/trices que des services d'accompagnement (recherche, formation, conseil agropastoral, ...), et (iii) à l'application des itinéraires techniques et des pratiques agricoles et pastorales plus performants et résilients par rapport aux effets des aléas et des changements climatiques,*
- *Des infrastructures de collectes, de transformation et de conservation des produits d'origine animale et végétale.*
- *Des structures de post récolte performantes, pouvant valoriser les productions agricoles et en réduire les pertes.*
- *Des réseaux d'acteurs des filières structurés et organisés permettant d'améliorer et de valoriser les productions agropastorales tout au long de la chaîne de valeurs,*
- *Un environnement institutionnel renforcé dans sa capacité de réponse aux besoins des acteurs des différentes filières, et attractif pour les investisseurs privés,*
- *Un mécanisme de coordination et suivi-évaluation du PNDR pouvant capitaliser les acquis et renforcer davantage la contribution des différents acteurs.*

4. Dispositif de pilotage et de coordination du PNDR

Le dispositif institutionnel du PNDR prend en compte l'implication des divers acteurs aussi bien au niveau central que régional et local, à savoir les démembrements du Ministère du Développement Rural aux différents niveaux, les Structures administratives décentralisées (Wilaya, Moughata, Commune, villages), les organisations de la société civile, les organisations paysannes et des producteurs, les organisations et associations d'éleveurs, les associations des femmes, les associations des jeunes, les organisations faîtière d'agriculteurs et d'éleveurs, le secteur privé et les partenaires au développement.

Le cadre institutionnel et les mécanismes de pilotage, de coordination, de gestion, de

programmation et de suivi évaluation se composent des organes suivants :

Organes d'orientation

- ❖ *Conseil National d'Orientation Agropastoral (CNOA), présidé par le Président de la République*
- ❖ *Comité interministériel du cadre stratégique de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP)*

Organes de coordination et de concertation

- ❖ *au niveau national : Comité National de Coordination et de Concertation du PNDR (CNCC-PNDP) présidé par le Ministre en charge du Développement Rural*
- ❖ *au niveau régional (Wilaya) : Cadre de concertation régional du PNDR (CCR-PNDR) présidé par le Waly*
- ❖ *niveau local : Cadre de concertation local du PNDR (CCL-PNDR) présidé par le Hakem*

Organes d'appui technique et de suivi – évaluation

- ❖ *au niveau central : Le Comité technique multisectoriel logé au niveau de la Direction des Stratégies de la Coopération et du Suivi-Evaluation (DSCSE) du Ministère du Développement Rural, qui sera créé par Arrêté du Ministre en charge du Développement Rural ;*
- ❖ *au niveau régional : Le Comité technique régional logé au niveau de la Délégation régionale du Développement Rural, qui sera créé par Arrêté du Wali ;*
- ❖ *au niveau local : Le Comité technique départemental logé au niveau de l'Inspection du Développement Rural, qui sera créé par Arrêté du Hakem*

5. Mise en place d'un système d'information et de suivi-évaluation

La mise en place d'un système d'information et de suivi-évaluation performant et efficace pour le suivi de la mise en œuvre du PNDR s'appuiera sur la collecte et la diffusion des informations aux différents niveaux et sur la définition claire des indicateurs de suivi-évaluation. Le système de suivi-évaluation sera constitué autour d'une base de données et permettra d'aider les décideurs aux niveaux national, régional et local et de participer au mécanisme de suivi-évaluation de la SDSR, de la SNSA, de la SCAPP et du Programme Taahoudati pour le développement du secteur rural. Le PNDR fera l'objet d'évaluations intermédiaires qui seront réalisées tous les deux ans afin de vérifier son état d'avancement et de procéder aux éventuels recadrages qui pourraient s'avérer nécessaires.

6. Financement

Le montant global des coûts et des financements nécessaires pour la mise en œuvre du programme sur la période 2020-2025 est estimé à environ 37 milliards 550 millions d'ouguiyas (MRU), soit environ 1,019 milliard de dollars USD.

7. Conditions et risques liés à la mise en œuvre du PNDR

Plusieurs conditions sont nécessaires pour rendre opérationnelle et effective la mise en œuvre du PNDR. Il s'agit notamment de: (i) La mise en place des organes de pilotage et de coordination, tant au niveau national, régional que local ; (ii) la mobilisation des financements sur les ressources propres de l'Etat; (iii) la mobilisation des financements extérieurs auprès

des partenaires techniques et financiers, à travers des actions de plaidoyer, entre autres, l'organisation d'une table ronde sur la mise en œuvre des actions et des investissements du PNDR ayant des impacts directs à court, moyen et long termes sur le développement du secteur rural, et (iv) la mobilisation des financements privés aussi bien nationaux qu'étrangers.

Des réformes et mesures préalables devraient être mises en œuvre pour faciliter l'exécution du PNDR. Il s'agit principalement de : (i) des mesures incitatives pour rendre les activités agriopastorales rentables et encourager les investissements dans le secteur et, ii) des mesures visant à rendre l'environnement plus favorable à la production agropastorale, notamment à l'accès aux facteurs de production (terre, eau, crédit, ...) et aux services agropastoraux.

Les risques potentiels liés à la mise en œuvre du PNDR sont essentiellement d'ordre :

- (i) Social : faible niveau d'appropriation et de participation des producteurs, des éleveurs et des autres acteurs du secteur rural aux initiatives de relance de l'agriculture et de l'élevage;*
- (ii) économique: augmentation du coût de la vie, flambée des prix des denrées alimentaires de première nécessité et des intrants de l'agriculture et de l'élevage;*
- (iii) financier : insuffisance des ressources financières allouées par l'Etat au secteur et faible participation et coordination des PTF ;*
- (iv) environnemental: dégradation des ressources naturelles, sécheresse, inondations, ennemis de cultures, épizooties, changements climatiques, etc.*

INTRODUCTION

Pour optimiser le potentiel en matière de développement du secteur rural dans le cadre des objectifs de développement économique et social qui lui sont assignés, le Ministère chargé du Développement Rural (MDR) a défini, en 2012, sa politique de développement à travers l'élaboration et l'adoption d'une Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR), et d'une Loi d'Orientation Agropastorale (LOA), en harmonie avec le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP 2011-2015), et la Stratégie Nationale de Sécurité alimentaire (SNSA - 2012).

La SDSR détermine les conditions de mise en valeur des potentialités agro-pastorales et des ressources naturelles du pays. Elle vise non seulement à contribuer aux objectifs de réduction de la pauvreté dans le secteur rural et de l'insécurité alimentaire tels qu'ils sont définies par les orientations générales de la SCAPP et la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA), mais aussi à satisfaire les besoins du marché national et accéder aux marchés régional et international à l'horizon 2025.

Pour la concrétisation de la SDSR, deux plans nationaux de développement de l'agriculture et de l'élevage (PNDA et PNDE) - horizon 2025 précisant les investissements à réaliser au niveau du secteur rural pour son essor et son développement ont été préparés en 2016 et en 2018. A la suite des changements survenus avec l'élection de son Excellence Monsieur Mohamde Ould Cheikh Eg Ghazouani à la présidence du pays, les PNDA et PNDE sont actualisés pour tenir compte des nouvelles orientations politiques et économiques. Ils sont fusionnés en un seul document-cadre (Plan National de Développement Rural-PNDR) pour la promotion et le développement du secteur rural à l'horizon 2025. En cohérence avec les orientations stratégiques de la SDSR, le PNDR vise à confirmer la volonté politique du Gouvernement par la mise en œuvre d'actions prioritaires et de programmes d'investissements clairement définis, et pour répondre aux différentes préoccupations en mettant en place un cadre cohérent d'interventions à court, moyen et long termes pour tous les acteurs intervenant dans le secteur.

Le Plan national de développement rural est conçu pour mettre en œuvre les orientations définies par la Stratégie de Développement du Secteur Rural adoptée comme cadre de référence des interventions de l'Etat, des Partenaires au Développement, et de l'ensemble des acteurs opérant pour le développement du secteur rural, notamment les opérateurs privés nationaux et les investisseurs potentiels étrangers. Il est en harmonie avec la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) et avec . le Programme Taahoudati de son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, élu en juin 2019 à la présidence de la République.

PREMIERE PARTIE – CONTEXTE

1. CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL

La Mauritanie couvre une superficie de 1 030 700 Km² dont plus des 2/3 désertique et 0,5 % potentiellement disponible pour l'agriculture, elle compte 3 537 368 habitants selon le dernier recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2013. Avec un taux d'accroissement annuel de la population de 2,77 % (RGPH - moyen de la période 2000-2013) et une densité de 3,4 habitants par Km², environ plus de la moitié de la population vit en milieu rural.

Du point de vue géographique, le pays est divisé en quatre zones caractérisées ainsi par leur capacité productive prédominante à savoir: (i) le nord minier et pastoral, (ii) le sud-est agropastoral, (iii) la vallée du fleuve Sénégal sédentarisée et agraire et (iv) le littoral étendu et riche, propice aux activités de pêche.

L'agriculture et l'élevage demeurent les principales sources de revenus d'environ le cinquième de la population selon les résultats de l'EPCV, malgré les entraves du climat désertique sahélo-saharien aride, caractérisé par une désertification galopante ponctuée par des phénomènes de sécheresses répétées. Cette situation est exacerbée par la vulnérabilité du pays aux changements climatiques ayant entraîné la dégradation de l'environnement en général et celle des terres en particulier. Cette situation est aggravée par la fragilité des ressources végétales et forestières et la raréfaction ainsi que l'accès difficile de celles en eau, aussi bien de surface que souterraine. Par contre, la Mauritanie dispose de ressources halieutiques très abondantes ainsi que d'importantes ressources minières. En effet, le pays exporte des minerais de fer, de l'or et du cuivre et dispose d'une modeste production pétrolière et d'importants gisements de gaz naturel offrant ainsi des perspectives d'exploitation conséquentes. Les secteurs de la pêche, des mines et du pétrole apportent la quasi-totalité des recettes en devises du pays.

L'incidence de pauvreté touche 42% de la population en 2008 et 31% en 2014 selon l'Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des ménages (EPCV).

La contribution du secteur rural reste assez variable étant fortement dépendante de la pluviométrie. Pour l'agriculture, ce pourcentage était égal à 3,2% en 2017, 4,8% en 2018 et 5,3% en 2019. Quant à l'élevage, il était de 18,5% en 2017, 18,2% en 2018 et 10% en 2019. Le RNB estimé en 2019 à 1 737,7 dollars par habitant, situe la Mauritanie dans la catégorie des Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Le développement rural (agriculture et élevage) participe pour 21,7 % au PIB (BCM, 2018).

Sur le plan budgétaire, l'État tire près d'un tiers de ses ressources des recettes fiscales et non fiscales apportées par les mines. Le fer, l'or et le cuivre, ainsi que le pétrole, qui composent également les quatre cinquièmes des exportations, le reste étant pour l'essentiel constitué de produits de l'agriculture et de la pêche. Les importations sont majoritairement des produits manufacturés et le pays dispose d'importantes réserves de change, de plus d'un milliard de dollars.

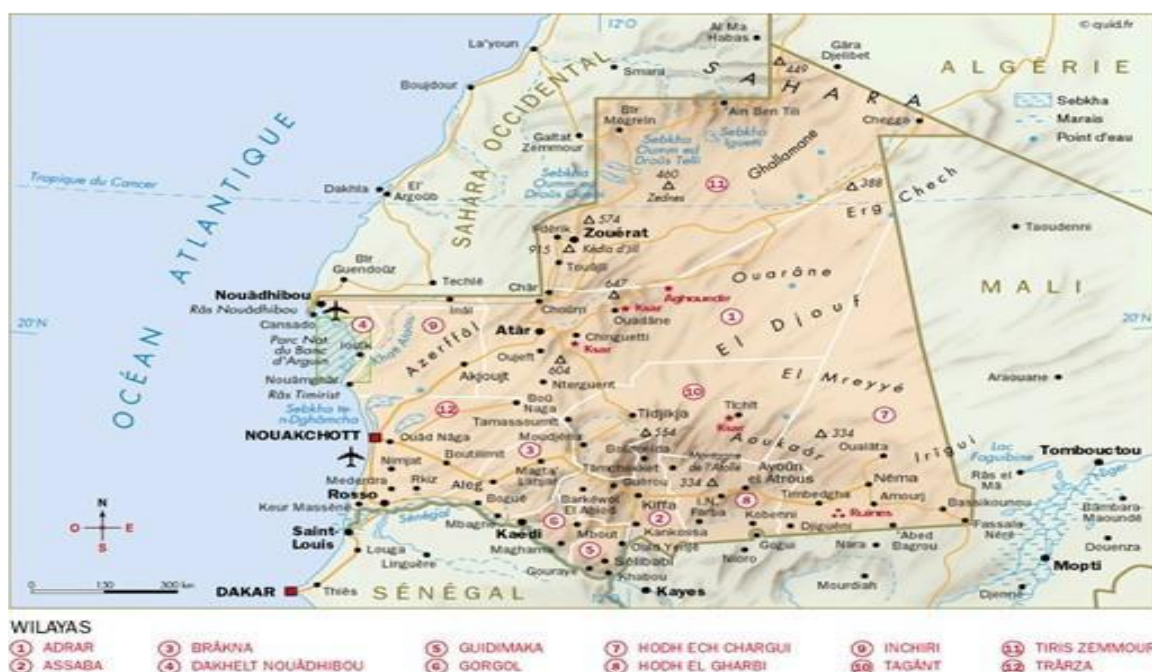
2. CONTEXTE SECTORIEL

2.1. Agriculture

2.1.1. Zones agro-écologiques et systèmes de production

La Mauritanie est caractérisée par un climat désertique aride et une disponibilité limitée de ressources en eaux, influençant fortement les systèmes de production agricole.

Figure 1 : Carte de la Mauritanie



Les **zones agro écologiques** sont au nombre de quatre avec des potentialités naturelles et productives spécifiques: (i) la zone aride, (ii) la zone sahélienne, (iii) la zone de la vallée du fleuve Sénégal et (iv) la zone maritime.

La zone aride qui couvre 80 % du territoire, comprend les Wilayas du Tiris Zemour, de l'Adrar, du Tagant, et de l'Inchiri et les 3 Moughataa du nord de l'Assaba et des deux Hodhs où le peuplement végétal est quasi-inexistant du fait des températures très élevées, de la sécheresse de l'air et de la très faible pluviométrie. Le système de production prédominant est de type oasien caractérisé par la culture du palmier dattier et les cultures irriguées associées (céréales, luzerne, légumes et fruits). L'élevage et les cultures pluviales occupent des places secondaires.

La zone sahélienne comprend les 3 wilayas du sud-est mauritanien notamment l'Assaba, les deux Hodhs (à l'exception des 3 Moughataa incluses dans la zone aride), les Moughataa du Nord du Brakna, du Gorgol, du Trarza et Ould Yengé au Guidimakha. L'existence d'une saison des pluies estivale qui s'alterne à une saison sèche hivernale, permet la production de cultures pluviales. Dans la partie Est, l'élevage est prédominant par rapport aux cultures pluviales des céréales traditionnelles (sorgho, mil, maïs). Par contre, la partie ouest et sud est caractérisée par la culture des céréales traditionnelles derrière barrages, digues et au niveau des bas-fonds, notamment en Assaba (en Affolé), au Brakna (Magta Lahjar et Aleg) et dans les Moughataa de M'Bout et Monguel au Gorgol. Dans ces zones, l'élevage est de type transhumant.

La zone de la vallée du fleuve Sénégal bien qu'elle couvre seulement 2% de la superficie

totale du pays, dispose des ressources en eau et de la végétation permettant le développement des activités agro-sylvo-pastorales. Dans cette zone, le système de production prédominant est l'agriculture sous ces diverses formes avec en tête le système de cultures en irriguées, suivi par le système de cultures de décrue naturelle ou contrôlée du walo et celui des cultures pluviales. L'élevage est de type sédentaire, semi intensif avec une courte transhumance pendant la saison de culture. La zone couvre le sud des 4 wilayas de la vallée du fleuve (Trarza, Brakna, Gorgol, Guidimakha) où les pressions anthropiques et animales sur les ressources sont de plus en plus accentuées et engendrent des processus de dégradation du milieu naturel déjà soumis aux effets de la sécheresse.

La zone maritime couvre une étroite bande littorale de 50 km de large qui s'étire de Nouadhibou jusqu'à l'embouchure du fleuve Sénégal pour une superficie totale de 25 000 km². L'important potentiel halieutique du littoral en fait une zone très convoitée par les pêcheurs industriels étrangers alors que la pêche artisanale reste limitée et profite essentiellement aux populations locales. Néanmoins, une possibilité de développement de l'horticulture existe dans cette zone. L'élevage de type urbain y est développé dans les zones périurbaines.

Dans ces zones écologiques, on rencontre aussi des zones humides servant de transit aux oiseaux migrateurs. Les principales zones humides du pays sont : (i) le fleuve Sénégal, (ii) le lac de R'kiz, (iii) le lac d'Aleg, (iv) le lac de Mâle, (v) la Tamourt N'nâj, (vi) le Parc National du Banc d'Arguin, (vii) le Parc National de Diawling, (viii) la mare de Kankossa, (ix) la zone de Vengé, et (x) la zone de Mahmouda.

Les cinq principaux **systèmes de production**, tributaires des zones agro-écologiques sont : (i) le système de culture extensif pluvial en zone sablonneuse ou « diéri », (ii) le système de cultures derrière barrages et bas-fonds, (iii) les systèmes de décrue naturelle ou contrôlée du walo, (iv) le système oasien et (v) l'agriculture irriguée en maîtrise totale de l'eau.

Le système de culture extensif pluvial en zone sablonneuse ou « diéri » - Les cultures pratiquées au niveau du diéri sont le sorgho, le mil et le maïs avec d'autres cultures associées (niébé, pastèques, courges, oseille de Guinée,...). Les superficies cultivées varient considérablement en fonction de la pluviométrie. Au cours des trois précédentes campagnes agricoles, elles ont été respectivement de 146 349 ha en 2016/2017, 101 894 en 2017/2018 et 172 777 en 2018/2019. La superficie moyenne exploitée par ménage dépend de la gestion du foncier dans la zone. Dans le Guidimakha, la superficie par ménage est de 1,25 à 3 ha pour les mieux nantis² et les terres sont traditionnellement transmises par héritage. Au Gorgol, ces terres sont considérées comme des biens de la communauté et donc accessibles à tous. Les semis sont effectués pendant les premières pluies en juin/juillet et la récolte a lieu en octobre pour les cultures à maturation précoce - ou en décembre pour le sorgho à maturation tardive.

Le système de culture derrière barrages et bas-fonds – Ce type d'exploitation se développe sur une superficie qui peut varier d'une année à l'autre jusqu'à 60 000 ha où sont cultivés le sorgho, le maïs, le blé et les légumes. Les superficies emblavées et les productions varient en fonction de la pluviométrie, de l'entretien des infrastructures et de l'importance des pertes dues aux ravageurs (y compris la sésamie) qui, parfois, attaquent les cultures de maïs et de sorgho. La culture est pratiquée à partir de la première décade d'octobre (époque de semis) jusqu'en fin février (époque de récoltes).

Le système de cultures de décrue naturelle ou contrôlée du Walo - La culture de sorgho et

² Profil de Moyens d'Existence – Des Agriculteurs de la Zone agricole Pluviale – Moughattaa de Sélibabi, Guidimakha – Save the Children – Juillet 2009.

celle du maïs sont pratiquées dans la plaine alluviale du fleuve Sénégal et de ses affluents et défluent en profitant de l'inondation naturelle (décrue naturelle) ou contrôlée (décrue contrôlée). Actuellement ce système de culture est pratiqué sur environ 44 500 hectares (les superficies cultivées ont fluctué sur la période 1983-2019 entre un minimum de 8 423 ha en 1983/1984 et un maxima de 40 44 461 ha en 2007/2008). Ce système de culture est déterminé pour 50 % environ par le barrage de Manantali, à partir duquel des lâchers d'eau sont opérés pour renforcer la crue naturelle. Les apports de cette crue naturelle restent dépendants des affluents non régularisés tels que la Falémé et le Bakoye. La régulation, qui s'opère par le barrage hydroélectrique de Manantali, limite l'amplitude des crues et des surfaces inondées. Les pertes de cultures dues aux insectes - foreurs découragent la pratique de la culture céréalière, même lorsque les disponibilités d'eau sont suffisantes. Les semis débutent en général dans la première décade du mois de septembre et les récoltes s'effectuent à la fin mars.

Le système oasien - Il s'agit du système de production présent dans les 352 oasis inventoriées au niveau des wilayas de l'Adrar, du Tagant, de l'Assaba et des deux Hodhs dans lesquelles évoluent 26 836 exploitations (source : rapport provisoire sur le « Recensement des palmiers dattiers, novembre 2012 - PDDO et DPCSE/MDR) sur une superficie de 19 949 ha. L'agriculture pratiquée dans les oasis repose en grande partie sur le palmier dattier qui demeure une culture importante tant du point de vue économique que culturel et à laquelle est associé aussi le maraîchage. La production oasienne (essentiellement les dattes) est caractérisée par un rendement très faible. La valorisation et la commercialisation sont limitées par l'enclavement de ces zones de production.

L'agriculture irriguée en maîtrise totale de l'eau – Ce type d'agriculture est pratiqué essentiellement dans la vallée du fleuve Sénégal et concerne : (i) le riz, la principale culture, en hivernage, (juillet-octobre), (ii) le riz en contre saison chaude à partir du 25 février et (iii) les légumes, le maïs et le sorgho et le blé, en contre-saison froide (novembre- février).

Au cours des trois décennies passées, plus de 1 200 périmètres ont été aménagés (source : rapport Mauritanian Consulting Group (MCG)/DAR-MA 2008). Selon les données fournies par le Ministère du Développement Rural à travers ses Délégations Régionales en mars 2015, la superficie totale aménagée était de 63 070 ha, dont 73% sont des périmètres fonctionnels et 27% non fonctionnels et/ou abandonnés. A cette superficie, se sont ajoutés 5 401 ha de périmètres hydro-agricoles qui ont été aménagés ou réhabilités. Parmi les causes de cet abandon des superficies aménagées, il y a lieu de citer : (i) l'aménagement sommaire avec des caractéristiques techniques ne permettant pas d'être physiquement viables et économiquement durables; (ii) la dégradation des sols (salinité, envahissement des canaux par le typha) et, (iii) la faiblesse des capacités de mise en valeur des producteurs, conduisant à une faible intensité culturelle et des rendements moyens encore bas.

Pour la campagne 2018-2019, la superficie aménagée brute fonctionnelle (SABF) était estimée à plus de 50 000 ha pour une superficie agricole utile (SAU) d'environ 43 000 ha répartie en petits, moyens et grands périmètres collectifs et individuels.

Tableau 1 : - Répartition des superficies agricoles potentielles par système de production

Système de production	Superficie agricole exploitable estimée (*)		Cultures	Zone agro-écologique
	Ha	%		
Système de cultures extensif pluvial en zone sablonneuse ou « diéri »	250 000	49	Sorgho, mil, maïs, légumes	Zone sahélienne

Système de production	Superficie agricole exploitable estimée (*)		Cultures	Zone agro-écologique
	Ha	%		
Système de cultures derrière barrages et bas-fonds	60 000	12	Sorgho, maïs, légumes	Zone sahélienne
Systèmes de décrue naturelle ou contrôlée du Walo	40 000	8	Sorgho, maïs, légumes	Zone de la vallée
Système oasien	16 000	3	Palmier dattier, légumes fruits, luzernes	Zone aride
Agriculture irriguée en maîtrise totale de l'eau.	135 000	26	Riz, maïs, sorgho, légumes, fruits	Zone de la vallée du fleuve Sénégal
	12 000	2	Légumes et fruits	Zone maritime
Total	513 000	100		

(*) Source: SDSR

L'association agriculture et élevage et leur complémentarité au sein des différents systèmes de production se développent sur la base des potentialités et caractéristiques des différentes zones agro-écologiques et jouent un rôle important dans l'exploitation familiale.

2.1.2. Foncier agricole

Depuis plusieurs années, les changements climatiques ont accentué la pression sur le foncier. En effet, le phénomène de dégradation de l'environnement entraîne une mobilité des populations des régions les plus arides vers les régions les moins arides du pays. Les géographes qualifient un tel phénomène de « basculement démographique » qui ira en s'intensifiant avec le changement climatique. Il justifie le recul drastique du nomadisme dans ce pays. Les zones qui connaîtront de fortes pressions foncières du fait de ce basculement démographique sont la zone maritime et particulièrement la zone de la vallée du fleuve Sénégal en ce qui concerne l'accès aux terres agricoles et pastorales. La sécurisation foncière individuelle ou collective est un élément essentiel pour encourager les producteurs dans l'investissement et le maintien des aménagements, ouvrages et équipements et pour améliorer leur productivité. La loi foncière assure dans ses principes la sécurisation foncière et contient donc les incitations à des investissements durables. Cependant, l'application est toujours marquée par la non finalisation de la procédure foncière, le paiement partiel des redevances foncières et l'absence de bornage. La protection des espaces vitaux et des réserves foncières doit aussi être renforcée.

Selon la Revue Institutionnelle du Secteur Agricole et Pastorale (RISAP), la gestion du foncier accuse un certain nombre de contraintes notamment à caractère institutionnel dont:

- Le retard dans la prise de décisions concernant (i) la répartition de l'espace foncier rural, (ii) la définition, la délimitation et la démarcation des couloirs de passage du cheptel, (iii) la délivrance des actes administratifs et la réalisation des plans d'aménagement des espaces vitaux, (iv) la spéculation foncière gelant les terres agricoles ;
- La lenteur du processus aboutissant à la concession définitive avec obtention de titre foncier de dossiers de concession provisoire justifiant déjà du paiement des redevances;

Pour remédier à ces insuffisances, le Gouvernement a adopté le Décret n°89-123 du 14 septembre 1989 instituant un comité interministériel chargé des affaires foncières.

En complément de ce texte, le Gouvernement a repris le Décret n°2000-089 du 17 juillet 2000³ portant réorganisation foncière et domaniale pour préciser les mécanismes de gestion et attribution des terres domaniales en zone rurale ainsi que l'implication des acteurs (autorités

³ Décret abrogeant et remplaçant le Décret n°90.020 du 31 janvier 1990 portant application de l'Ordonnance 83.127 du 5 juin 1983)

administrative compétentes, élus locaux, société civile et organisations socioprofessionnelles rurales), ainsi que la création des organes de gestion : Commission Foncière de Wilaya et Commission Foncière de Moughataa.

Par ailleurs, la Loi d'Orientation Agricole, tenant compte des textes juridiques précédents, précise dans son chapitre IX, les objectifs et dispositions pour la gestion du foncier agricole, indiqués ci-dessous :

- Les objectifs de la politique foncière et d'aménagement du territoire (Article 37), à savoir : (i) favoriser l'affectation prioritaire du sol à des fins d'activités agricoles, dans la zone agricole, (ii) créer et pérenniser une base territoriale pour la pratique agricole, (iii) améliorer la structure des exploitations agricoles et protéger les terres de parcours, (iv) assurer une saine cohabitation et synergie entre les activités agricoles et non agricoles.
- La protection des terres à vocation agricole qui ne peuvent être affectées qu'aux activités agricoles (Article 38). Le schéma National de l'Aménagement du Territoire (SNAT) et les autres outils à caractère stratégique de l'aménagement du territoire prévus par la loi d'orientation n°2010-01 du 7 janvier 2010 sur l'aménagement du territoire prennent en compte les inventaires et les mesures de classement prévus à l'article 39.
- Les inventaires périodiques et les mesures de classement des terres agricoles et à vocation agricole (Article 39). Le classement est défini par Arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Agriculture et du Ministre chargé des Finances ;
- Le mode d'exploitation des terres domaniales de l'Etat qui peuvent faire l'objet de concession à une personne physique ou morale privée (Article 40) ;
- Les règlements du remembrement rural et les normes d'aménagement applicables aux parcelles, aux équipements hydro-agricoles et aux ouvrages de protection (Article 41). Ceci pour : a) valoriser le patrimoine foncier et de le protéger, b) améliorer la qualité des produits agricoles, c) réduire les coûts inhérents à l'activité agricole, d) mettre en place un parcellaire qui s'adapte aux exigences environnementales et notamment la protection des eaux et de la biodiversité ;
- Les conditions de mise en valeur des terres agricoles (Article 42) que les propriétaires fonciers doivent respecter pour atteindre les objectifs de développement fixés par l'Etat. A cet effet l'Etat prévoit aussi des mesures de lutte contre l'inexploitation des terres. A ce niveau il est indiqué que la Stratégie Nationale de Développement Rural et le Plan National de Développement Agricole fixent les objectifs de mise en valeur ;
- Les sanctions de la non mise en valeur des terres agricoles (Article 43) concédées provisoirement ou définitivement par l'Etat, pour une durée de trois ans consécutifs, sans motif valable et qui prévoit le retrait de la concession ;
- La protection des sols agricoles (Article 44). Les mesures visées à l'article 42 de la loi n° 2000-045 du 26 juillet 2000 portant code de l'environnement et destinées à garantir la protection des sols et leur utilisation durable, sont précisées par Arrêté conjoint des Ministres chargés de l'Agriculture et de l'Environnement ;
- Les règles et les mécanismes pour la gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs (Article 47).
- La mise en place d'Institutions Communautaires d'Arbitrage (Article 48) sur la base de la loi n°2000.06 du 18 janvier 2000 portant code de l'arbitrage.

De 2009 à 2014, le Gouvernement à travers le décret 079-2014 a complété les dispositions du décret 2010-080 par la mise en place des commissions foncières. En plus, par décision prise en Conseil des Ministres, le prix de cession de la terre est passé de 100 UM/m² à 20 UM/m².

Par ailleurs, d'autres actions ont été entreprises, notamment : (i) un inventaire exhaustif de

l'ensemble des dossiers en demande de régularisation, (ii) l'attribution d'environ 200 titres fonciers, (iii) l'établissement d'un titre foncier mère pour la zone irriguée du Trarza et du Haut Fleuve, (iv) l'organisation d'une campagne de sensibilisation auprès des autorités administratives et des agriculteurs. (v) La création d'une Cellule chargée du foncier dirigée par le conseiller technique chargée des affaires juridiques. Elle est chargée de superviser et de coordonner les activités des bureaux fonciers régionaux. Actuellement, le Gouvernement envisage de mener une réforme foncière juste et équitable pour favoriser le développement économique.

2.1.3. Infrastructures hydro-agricoles

Des efforts considérables ont été effectués dans la réalisation d'importantes infrastructures hydro-agricoles dont, entre autres, les périmètres irrigués et les barrages pour améliorer les cultures en irrigué et en décrue. Ci-dessous des tableaux qui résument l'état actuel des périmètres irrigués, des barrages existants et autres retenues d'eau réalisées.

Tableau 2 : Situation actuelles des périmètres irrigués (SAU)

Wilaya	Périmètres des coopératives			Périmètres privés			Totaux
	Fonctionnels	Non fonctionnels	Total	Fonctionnels	Non fonctionnels	Total	
	Superficies aménagées (ha)	Superficies aménagées (ha)		Superficies aménagées (ha)	Superficies aménagées (ha)		Superficies aménagées (ha)
Brakna	8 142	1 054	9 196	285	678	963	10 159
Gorgol	4 290	2 099	6 389	237	0	237	6 626
Guidimagha	1 173		1 173	8		8	1 181
Trarza	10 564	3 221	13 785	26 791	9 600	36 391	50 176
Totaux	24 169	6 374	30 543	27 321	10 278	37 599	68 142
%	35.47%	9.35%	44.82%	40.09%	15.08%	55.18%	100.00%

Tableau 3 : Superficies agricoles

Types de périmètre		Superficies (ha)		
		Ha	% par type	% sur total existants
Périmètres fonctionnels		51 490	100,0%	76%
Coopératives		24 169	47%	
Privés (individuels)		27 321	53%	
Périmètres non fonctionnels		16 652	100,0%	24%
Coopératives		6 374	38%	
Privés (individuels)		10 278	62%	
TOTAL		68 142		100%

Source : MDR/DSCSE – La répartition entre coopératives et privés dans le Trarza a été calculé sur la base des proportions estimées par l'étude MCG/DAR du 2008

Tableau 4 - Situation des barrages, digues, diguettes et autres retenues d'eau

Wilaya	Inventaire retenues d'eau (année 2008)				Barrages réalisés de 2009 à 2019		TOTAL REALISATIONS JUSQU'EN 2019		REALISATIONS en cours (DAR+PDDO+PARIIS)	
	Nombre total			Superfici e (ha) (*)						
	Total	Retenues sans superficie identifiée (*)	Retenues avec superficie identifiée		Nombre	Superficie (ha)	Nombre	Superficie (ha)	Nombre	Superficie (ha)
Adrar	45	5	40	3 749	5	717	45	4 466	2	200

Wilaya	Inventaire retenues d'eau (année 2008)				Barrages réalisés de 2009 à 2019		TOTAL REALISATIONS JUSQU'EN 2019		REALISATIONS en cours (DAR+PDDO+PARIIS)	
	Nombre total			Superficie (ha) (*)	Nombre	Superficie (ha)	Nombre	Superficie (ha)	Nombre	Superficie (ha)
	Total	Retenues sans superficie identifiée (*)	Retenues avec superficie identifiée							
Assaba	245	34	211	12 893	5	435	215	13 328	6	390,5
Brakna	113	49	64	3 825	21	3 320	82	7 145	2	409
Gorgol	107	21	86	3 871	8	585	93	4 456	2	126
Guidimakha	34	21	13	1 270			13	1 270	1	46
H, Charghi	339	17	322	24 751	7	970	326	25 721	7	1357,5
H, Gharbi	138	54	84	6 991	5	510	88	7 501		137
Inchiri	15	1	14	444	1	100	15	544		100
Tagant	141	25	116	11 384	15	2 600	130	13 984	3	205
Tiris Zemour									1	150
Total retenues sans superficie identifiée			950	69 178						
Total retenues sans superficie identifiée		227		3 405			227	3 405		
TOTAL GENERAL			1 177	69 178	67	9 237	1 234	81 820	24	3 121

(*) Superficies identifiées + superficies estimées pour les 227 retenues d'eau dont la superficie n'était pas été identifié

(Source données : DAR-Ministère du Développement Rural)

L'inventaire effectué en 2008 des ouvrages et retenues d'eau (barrages/digues/diguettes, seuils, ...) ne permet pas de préciser la superficie qui revient aux barrages et celle liée aux autres types de retenues d'eau. A partir de cet inventaire et des données concernant les barrages réalisés entre 2009 et 2019 (source : DAR), la superficie totale est estimée à environ 82 000 ha. Il serait nécessaire d'actualiser l'état des ouvrages pour actualiser aussi le potentiel en terres réellement disponible derrière barrages. Cette actualisation est en cours avec le concours du projet RIMDIR. Elle est effective pour la wilaya de l'Assaba et se poursuit au niveau des deux Hodhs. Cependant, selon la SDSR, le potentiel des terres derrière barrage et celles de bas-fonds, est de 60 000 ha.

Le Barrage de Foum Gleïta qui permet l'irrigation de 1 950 ha au niveau du périmètre de Foum Gleïta et , dans le futur, le périmètre sucrier (10 000ha) dans la wilaya du Gorgol

En termes de programmation, l'Etat à travers la Direction de l'Aménagement Rural, prévoit actuellement la réalisation de petits ouvrages de retenue d'eau et de six (6) grands barrages⁴ dont la superficie totale est de 7 799 ha, comme indiqué dans le tableau qui suit :

Tableau 5 - Grands barrages à réaliser par la DAR

Wilaya	Site	Superficie (ha)
Gorgol	Beilougue El Yetama	500
	Ouad Abari	70
Tagant	Wad Leghne	35
Guidimakha	Vreyee El Kittane	57
H, Gharbi	Bargatanni	552
	Bedr	85

⁴ L'importance du barrage (grand ou petit) est liée à son gabarit et à la taille des ouvrages

Wilaya	Site	Superficie (ha)
Total	6	7 799

Source : DAR/Ministère du Développement Rural

Il y a lieu de noter que les études des quatre (4) grands barrages de El Gharga en Assaba (1 927 ha), Taghoutalla au Gorgol (1 680 ha), Tachott Medalla (168 ha) et Morfiale (4 140 ha) au Guidimakha sont disponibles. D'autre part, le projet RIMDIR envisage de réaliser dans son programme dix (10) barrages de retenue d'eau.

La gestion de l'eau et la maintenance des infrastructures hydroagricoles est une question qui se pose avec acuité tant au niveau des infrastructures principales des périmètres qu'au niveau des ouvrages structurants (adducteurs, émissaire de drainage, digue piste, ...). Cette problématique touche également les périmètres de décrue contrôlée (infrastructures du walo de Maghama, ouvrage du Gorgol, infrastructures du Brakna ouest,...), et les infrastructures destinées à retenir ou ralentir l'écoulement des eaux de pluies en vue de la réalisation de cultures (barrages, digues, diguettes, seuils de ralentissements, cordons pierreux,...).

Depuis quelques années, les pouvoirs publics ont soutenu la création des associations d'usagers dans l'optique d'une délégation future de la gestion desdites infrastructures. Malheureusement, en raison du manque d'évolution du processus, les infrastructures ne sont pas convenablement entretenues et le risque de dégradation s'est accru. Le principal enjeu est la bonne gestion des infrastructures par la mise en place de systèmes durables, impliquant dans la prise en charge des coûts, tant l'Etat qui en est le propriétaire, que les producteurs qui en sont les usagers. Le défi est « la création d'un cadre juridique, économique et institutionnel apte à prendre en charge la gestion de l'eau et la maintenance des infrastructures hydroagricoles ».

2.1.Elevage

Le secteur de l'élevage est au cœur de l'économie de subsistance même si le mode de vie nomade régresse surtout dans le Sud du pays, (5% aujourd'hui contre 60% dans les années 1960).

L'élevage mauritanien reste pour l'essentiel de type extensif. Le taux de croissance net était estimé en 2002 (étude EIPC) à 0,7% pour les camelins, 1,4 pour les bovins et 5,1% pour les ovins et caprins. Cependant, il y a lieu de noter qu'il n'existe aucune base fiable qui permettrait de connaître les effectifs de différentes espèces animales présentes en Mauritanie.

La Mauritanie a connu une bonne mise en œuvre des actions vétérinaires d'amélioration de la santé animale, ce qui a conduit à l'éradication de PBA et la réduction de la prévalence des épizooties majeures. Les ressources pastorales (parcours, eau, cheptel) sont très importantes, en particulier dans l'Est mauritanien qui concentre +70% des bovins, 50% des PR et 40% des camelins.

L'élevage extensif basé sur la mobilité du cheptel est le système d'exploitation le plus adapté à la variabilité, à la dispersion et à la rareté des ressources naturelles par la mise en valeur d'espaces naturels impropres à d'autres activités, la fertilisation des sols, la facilitation de la pénétration de l'eau dans le sol par le piétinement des animaux, et le transport de graines pour l'accroissement de la biodiversité végétale.

Le savoir-faire traditionnel des éleveurs est réputé et permet de mettre en valeur un cheptel important et diversifié avec des races adaptées.

La couverture des besoins en viandes par l'offre nationale permet de dégager un surplus estimé à 40% de la production nationale exportée sur pied dans la sous-région, principalement en au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Une grande portion de la population mauritanienne (60 à 70%) tire des revenus de l'élevage, qui constitue également une ressource complémentaire à l'économie globale du pays (augmentation des rendements agricoles, services financiers, sécurité alimentaire au travers de la consommation du lait et pourvoyeurs de nombreux emplois dans les communautés pastorales et dans les circuits de transformation et commercialisation).

Des avancées significatives ont été enregistrées sur le plan réglementaire avec l'élaboration du code de l'élevage et son décret d'application, d'une lettre de politique de développement de l'élevage et d'une Loi d'orientation agropastorale (LOAP).

La Mauritanie a connu une bonne mise en œuvre des actions vétérinaires d'amélioration de la santé animale, ce qui a conduit à l'éradication de PBA et la réduction de la prévalence des épizooties majeures. Les ressources pastorales (parcours, eau, cheptel) sont très importantes, en particulier dans l'Est mauritanien qui concentre +70% des bovins, 50% des PR et 40% des camélins.

L'élevage extensif basé sur la mobilité du cheptel est le système d'exploitation le plus adapté à la variabilité, à la dispersion et à la rareté des ressources naturelles par la mise en valeur d'espaces naturels impropres à d'autres activités, la fertilisation des sols, la facilitation de la pénétration de l'eau dans le sol par le piétinement des animaux, et le transport de graines pour l'accroissement de la biodiversité végétale.

Le savoir-faire traditionnel des éleveurs est réputé et permet de mettre en valeur un cheptel important et diversifié avec des races adaptées.

La couverture des besoins en viandes par l'offre nationale permet de dégager un surplus estimé à 40% de la production nationale exportée sur pied dans la sous-région, principalement en au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Une grande portion de la population mauritanienne (60 à 70%) tire des revenus de l'élevage, qui constitue également une ressource complémentaire à l'économie globale du pays (augmentation des rendements agricoles, services financiers, sécurité alimentaire au travers de la consommation du lait et pourvoyeurs de nombreux emplois dans les communautés pastorales et dans les circuits de transformation et commercialisation).

Des avancées significatives ont été enregistrées sur le plan réglementaire avec l'élaboration du code de l'élevage et son décret d'application, d'une lettre de politique de développement de l'élevage et d'une Loi d'orientation agropastorale (LOAP).

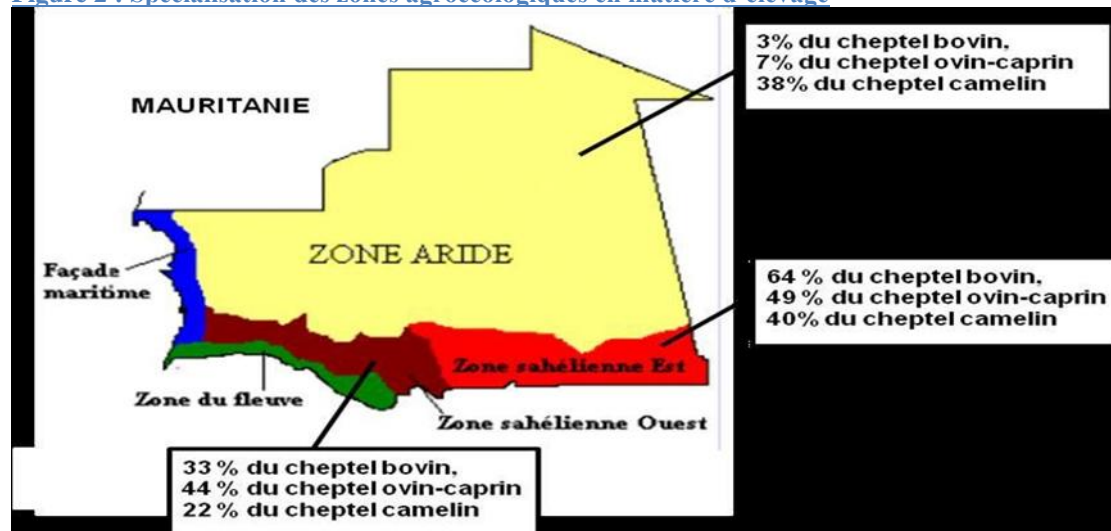
Au cours des 3 dernières décennies, le secteur de l'élevage a été marqué par des évolutions profondes provoquées principalement par les sécheresses occasionnant une forte diminution du cheptel et des perturbations socio-économiques au sein des communautés pastorales et agropastorales dans une moindre mesure. L'accélération consécutive de l'exode rural et la tendance à la concentration des troupeaux aux mains de grands propriétaires surtout urbains ont

suscité des dynamiques complexes aux conséquences multiples sur les systèmes d'élevage, les moyens d'existence, la compétition pour l'accès au foncier et aux ressources naturelles. Par la suite, le retour des bonnes pluviométries de ces dernières années semble avoir permis une reconstitution globale du cheptel et une stabilité relative des petits exploitants. Parallèlement, les dernières décennies ont été le moment d'une forte sédentarisation de populations à l'origine occupant des terroirs pastoraux. Ce mouvement a entraîné une sortie d'acteurs du secteur d'élevage avec des répercussions négatives sur les systèmes d'élevage comme la régression des systèmes nomades, la réduction spatiale et temporelle des transhumances, l'obligation de pouvoir survivre en dehors des réseaux traditionnels communautaires ou familiaux et également par une compétition accrue sur les ressources pastorales.

2.1.1. Zones Agro écologiques

Le potentiel en terres pâturables est estimé à 102 millions d'hectares. Deux grandes zones d'élevage se distinguent en fonction des caractéristiques agroécologiques du pays. Le Sud-est (Wilayas des deux Hodhs et de l'Assaba) est la zone d'élevage la plus importante qui assure l'approvisionnement de la capitale et des villes du nord en viandes rouges. La deuxième zone d'élevage est le Sud-ouest (Wilayas du Trarza, du Brakna et du Gorgol) qui assure l'approvisionnement en lait de la grande majorité des unités industrielles.

Figure 2 : Spécialisation des zones agroécologiques en matière d'élevage



(Source : Profil fourrager Mauritanie, FAO, 2003)

2.1.2. Effectifs

La Mauritanie dispose d'un cheptel important. Aucune base fiable (absence de recensement Général de l'Elevage) n'est disponible pour permettre une estimation réelle des effectifs des différentes espèces animales présentes.

En 2002, les effectifs estimés étaient de 1 497 000 bovins, 1 114 000 camélins, 5 171 000 ovins et 3 414 000 caprins. Pour les périodes plus récentes, les estimations varient suivant les références et les plus actuelles rapportées comme estimations statistiques publiées par le Département donne pour 2016 des effectifs qui marquent une progression régulière des effectifs

avec en particulier une rapide progression des petits ruminants à plus de 19 millions de têtes contre 1,9 millions de bovins et 1 418 000 camelins.

Tableau 6 - Evolution des effectifs du cheptel de la Mauritanie (Source : ME/DPCSE 2016)

Têtes	2012	2013	2014	2015	2016	Taux d'évolution (% différence)
Bovins	1 749 076	1 773 563	1 798 393	1 823 537	1 907 420	2,2
Ovins	9 593 464	10 073 138	10 576 795	11 105 634	11 816 395	5,4
Caprins	6 394 326	6 714 042	7 079 744	7 402 232	7 942 735	5,6
Camelins	1 379 417	1 389 037	1 398 796	1 408 588	1 473 383	1,7
TOTAL	19 116 283	19 949 780	20 853 728	21 739 991	23 139 933	4,9

Les effectifs du cheptel mauritanien ont donc subi des variations importantes depuis 1964 (date des premières statistiques disponibles). Malgré des baisses périodiques dues aux différentes sécheresses, les bovins ont eu sur la durée des effectifs stables alors que les petits ruminants et les camelins ont beaucoup moins souffert de la sécheresse du fait de leurs aptitudes physiologiques.

Il est admis que les troupeaux se sont reconstitués et leurs effectifs sont supérieurs à ceux existants avant les cycles de sécheresses commencés en 1968. L'évolution récente de ces effectifs est liée à la relative stabilité de la prévalence des principales maladies animales mais aussi du fait d'une bonne pluviométrie enregistrée lors de cette dernière décennie.

2.1.3. Importance socio-économique et culturelle de l'élevage

Le secteur de l'élevage est pourvoyeur d'emplois au niveau des systèmes de production comme aux divers échelons des filières. On cite de nombreux emplois à temps plein ou partiel et des chaînes déterminées par les itinéraires techniques et le niveau de spécialisation dans les chaînes de valeur (bergers, largement recrutés parmi les éleveurs ayant perdu leur cheptel ou auprès de ceux qui ne disposent que d'un petit nombre d'animaux pour assurer leur survie, les piseurs d'eau, les collecteurs, les bouchers, les transformateurs et vendeurs de lait, artisans du cuir, emplois liés au transport urbain par charrette asine etc.).

D'après les données de l'ONS, la répartition de la population occupée selon l'activité principale montre que l'élevage occupe la troisième position avec 14,6% après les activités du commerce (25,86%) et l'administration (22,3%).

Tableau 7 - Evolution de la part des secteurs dans l'emploi 1988-2013

Secteur	1988	2000	2008	2013
Agriculture	30,3%	34,8%	23,0%	9,9%
Elevage	18,9%	13,0%	12,0%	14,6%

Secteur	1988	2000	2008	2013
Pêche	1,8%	2,4%	4,9%	3,3%
Industries Extractives	1,4%	0,9%	1,7%	2,6%
Industries Manufacturières	1,5%	4,8%	4,0%	6,8%
Energie	0,3%	0,5%	0,3%	1,0%
BTP	3,0%	2,5%	7,9%	7,6%
Commerce	16,6%	17,3%	32,5%	25,9%
Transport Communication	2,0%	2,9%	3,7%	5,4%
Banques/ Assurances	0,3%	0,3%	0,3%	0,6%
Administrations/services	20,1%	15,8%	9,9%	22,3%
Non déterminés	3,9%	4,9%	0,0%	0,0%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : EPCV 2014

Le secteur de l'élevage est également un secteur d'activités à forte incidence sociale car il est à la base de mécanismes de solidarité sociale traditionnelle et religieuse. Inspiré par les préceptes de la Charia, de nombreux mécanismes de redistribution de la richesse et d'appui aux plus pauvres contribuent à des filières de protection sociale qui jouent un rôle important pour le maintien de la paix sociale et la réduction de la marginalisation au sein des communautés vivant de l'élevage et soumis à ses aléas.

On distingue ainsi la Zakat, mécanisme de prélèvements annuels de surplus économiques (animaux) ou financiers (argent) au profit des plus démunis. Ce mécanisme permet des transferts de propriété à but de reconstitution ou de consolider des cheptels familiaux. La Mniha, quant à elle, est constituée par un prêt pour une durée déterminée d'une femelle en lactation afin que le ménage bénéficiaire puisse disposer de l'usufruit de l'animal et puisse lui garantir une sécurité alimentaire sous forme de lait ou de revenu tiré du lait. Après une période convenue, l'animal et ses produits sont rendus.

D'autres formes de solidarité traditionnelle ou communautaire s'appuient sur l'élevage à travers le partage et le don de produits de l'élevage au bénéfice de ménages démunis (lait, viande après des sacrifices ou lors des cérémonies).

2.1.4. Systèmes d'élevage

On distingue globalement trois types d'élevage : (i) l'élevage extensif, (ii) l'élevage sédentaire, (iii) l'élevage périurbain. Les principales filières porteuses sont celles des viandes rouges et du lait dont la croissance moyenne annuelle a été estimée à 2,1% pour la viande rouge, 2% pour la viande blanche, 1,4% pour le lait (FAO, 2016).

Selon l'IEPC (2002), les systèmes de production dits pastoraux peuvent être classés comme suit : (i) systèmes pastoraux nomades, (ii) systèmes pastoraux et agropastoraux transhumants,

(iii) systèmes agropastoraux à élevage sédentaire associé à l'agriculture, (iv) systèmes extensifs urbains, (v) systèmes semi-intensifs. En Mauritanie, traditionnellement, les éleveurs transhumants élevaient principalement le camelin, l'ovin et le caprin dans la partie nord des axes de transhumance. La partie nord correspond pour eux à la bande Dhar, Aouker et Baten. Quant aux éleveurs de bovins, ils exploitaient de tout temps les zones centrale et sud du pays.

En 2016, la répartition géographique du bétail ruminant reflète une translation vers l'Est et une concentration subséquente du cheptel à raison de 64 % des bovins, 50 % des camelins et 49 % des petits ruminants. Une telle configuration a déterminé le choix des zones privilégiées dans l'intervention du PRAPS consacré aux systèmes pastoraux et aux zones de concentration et de passage transfrontaliers.

La dernière analyse pour le PRAPS résume la situation du secteur qui reste soumis à « un certain nombre de contraintes » réduisant l'accès aux ressources pastorales et la mobilité des pasteurs dont notamment : (i) les crises climatiques répétitives liées à la sécheresse (déficit pluviométrique pouvant dépasser le 80% de la normale), (ii) l'extension non raisonnée des cultures au détriment des droits d'usage pastoraux, (iii) la surexploitation et les feux de brousse, (iv) les épizooties et les crises sociales transfrontalières, (vi) un cadre institutionnel peu incitatif se traduisant par un système de conseil rural faible en ressources humaines qualifiées, une politique relative à la recherche-développement quasi-inexistante et peu adaptée, de faibles capacités de suivi et de contrôle, (vii) la non application des textes législatifs et réglementaires, (viii) la non maîtrise des statistiques de l'élevage qui rend les régimes fiscaux peu favorables au secteur, (ix) la quasi absence de mécanismes de financement et de formation appropriés pouvant créer de nouveaux revenus pour les ménages vulnérables, (x) le déficit d'infrastructures hydrauliques, de passage, de repos du bétail facilitant la mobilité dans l'espace, (xi) le déficit d'infrastructures d'accès au marché et de commercialisation (PRAPS, 2014).

2.1.5. Typologie des animaux domestiques

Les animaux domestiques élevés en Mauritanie appartiennent aux différentes espèces rencontrées dans les zones saharo-sahéliennes et sahélo-soudaniennes. Les animaux domestiques constituent des ressources zoogénétiques qui ont été pour l'essentiel conservées et utilisées au cours des siècles par des populations dont l'élevage fait partie de leur identité traditionnelle, culturelle et culturelle. Ces ressources ont pu être entretenues grâce à des savoirs et des savoir-faire locaux dans le domaine des pratiques d'élevage, la santé animale et l'exploitation des ressources naturelles.

Il est cependant indéniable que ces ressources subissent également les phénomènes d'érosion génétique signalées dans le monde et singulièrement en Afrique du fait des croisements non maîtrisés, du désintérêt pour la valorisation des races locales souvent jugées peu productives, la sous-estimation de leur potentiel dans des milieux difficiles et à hauts risques sanitaires.

Le cheptel bovin est constitué de zébu maure représentant 75% des effectifs. Sa rusticité et sa résistance à la soif lui permettant de n'être abreuvé que tous les deux jours facilitent sa remontée assez loin au nord parfois au-delà de l'isohyète 150 mm. Le zébu peut se rencontrer exclusivement dans le sud du pays, surtout dans le Gorgol, l'Assaba et le Guidimakha. Du fait de la transhumance, il est certain que la pureté de ces deux races est pour une large part entamée par les croisements non maîtrisés ou les stratégies propres des producteurs pour tenir compte de préférences du marché pour les animaux lourds.

Le potentiel ovin de la Mauritanie est diversifié avec en Mauritanie les deux moutons maures à poils ras et à poils longs (plus petits) qui sont appréciés respectivement pour leurs qualités bouchères et leur poil de couleur noire assez long pour être tissé. Les moutons peuls qui ont des caractéristiques voisines de celles des moutons maures à poils ras se rencontrent uniquement au sud du pays. Les races ovines de Mauritanie sont particulièrement prisées dans la sous-région et elles fournissent des effectifs importants pour les réseaux de commercialisation courante et saisonnière liée à la Tabaski.

Les caprins sont diversifiés avec 4 races : la chèvre du Sahel ou chèvre bariolée dans tout le pays, la chèvre du Sahara ou chèvre espagnole ou Gouéra et la chèvre naine de l'est ou Djouguer.

Les camelins sont représentés par le dromadaire du Sahel ou Rgueïbi et le dromadaire de l'Aftout ou chameau de Berabiches.

Les équins bien que pas très nombreux sont représentés par le cheval barbe et le cheval arabe ou race des deux Hodhs. L'âne de Mauritanie est présent dans tout le pays et joue un rôle méconnu dans le transport rural des personnes et biens.

L'aviculture traditionnelle est basée essentiellement sur les races locales et sur les pintades et les canards qui sont méconnus et dont l'élevage souffrent de conditions rudimentaires.

L'aviculture industrielle s'appuie sur du matériel génétique habituel importé ou reproduit localement par des accoueurs spécialisés peu nombreux.

2.2. Filières agropastorales

2.2.1. Filières agricoles

4.1.1.1. Filière riz

La Mauritanie dispose d'un potentiel de 513 000 ha, dont environ 135 000 ha irrigables situés sur la rive droite du Fleuve Sénégal. Selon plusieurs sources d'information, on estime actuellement à environ 51 000 ha la superficie aménagée fonctionnelle⁵ en maîtrise totale de l'eau le long de la Vallée y compris les zones de Fouta Djallon et de R'kiz. Ce potentiel irrigué est essentiellement rizicultivable en raison de plusieurs facteurs dont la texture des sols à dominante argileuse (pH voisins de 6,5) et la vocation des périmètres aménagés aussi bien ceux exploités par les coopératives villageoises que ceux relevant d'une gestion individuelle. Ces aménagements sont répartis entre la wilaya du Trarza qui concentre environ 74% des superficies, et celles du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha.

Tableau 8 - Superficies des périmètres rizicoles : situation décembre 2019

Désignation	Ha	Source
Superficie aménagée brute SAB	65 605	MDR
Superficies des périmètres non fonctionnels	14 115	"
Superficie aménagée brute fonctionnelle (SABF) dédiée au riz	47 682	"
Superficie agricole utile (SAU) (85% de la SABF)	40 530	Calculé
Superficie moyenne cultivée (campagnes 2014 à 2019)	51 066	MDR
Intensité culturale	1,26	Calculé

Zones de production - La culture du riz est pratiquée essentiellement dans les quatre wilayas de la vallée du fleuve Sénégal notamment celles du Trarza, du Brakna, du Gorgol et du Guidimagha, au niveau des périmètres irrigués qui se situent au bord du fleuve, de ses affluents et défluent y compris les zones de R'kiz et de Fouta Djallon situées plus en retrait. Les aménagements à vocation rizicole se composent (i) des grands périmètres irrigués réalisés sur fonds publics notamment les périmètres Pilotes du Gorgol (PPGI et II), le Casier Pilote de Boghé (CPB), le Périmètre Irrigué de Fouta Djallon, (PIF), le grand périmètre irrigué de R'kiz, le périmètre de M'Pourié à Rosso, le périmètre de Bellara à Keur Macéne, le périmètre de Aéré M'Bar, le périmètre de Beguemoune, le périmètre de Dakhlet Tekane, le périmètre de N'kik et de Tenyider et celui de Maghama III (à réhabiliter), (ii) de plusieurs dizaines de petits et moyens périmètres réalisés également sur fonds publics, (iii) des périmètres privés réalisés par des promoteurs privés essentiellement situés au niveau de la wilaya du Trarza.

Productions - Les superficies exploitées en riziculture durant la campagne agricole 2018/2019 ont été de 62 772 ha dont 31 047 ha en hivernage et 31 725 en contre saison chaude. La production de paddy de cette campagne a été de 305 345 tonnes pour l'obtention de 174 047 tonnes de riz blanc avec un taux d'extraction de 57% (source : DSSIA du Ministère du Développement Rural).

Toutefois, les moyennes des cinq dernières années (de 2014/2015 à 2018/2019) s'élèvent à 51 066 ha de superficies exploitée réparties entre 27 975 ha en hivernage et 23 090 ha en contre

⁵ Hors superficies dégradées abandonnées

saison chaude. La production moyenne de la période est de 265 676 tonnes, avec une moyenne de 128 725 T en hivernage et 136 951 T en CSC. Le rendement moyen durant la période est 5,2 tonnes à l'hectare. En moyenne les emblavures de l'hivernage constituent 48,45 % des superficies exploitées en riz annuellement. Le tableau ci-dessous expose l'évolution des superficies emblavées et des productions de riz en hivernage et en contre saison chaude durant les cinq dernières années.

Tableau 9 - Série de production

Année	Production					Superficie					Rendements		
	Hivernage	%	CSC	%	Totaux	hivernage	%	CSC	%	Totaux	hivernage	CSC	Moyenne
2014/2015	177 123	60,41%	116 096	39,59%	293 219	34 791	60,93%	22 313	39,07%	57 104	5,09	5,20	5,13
2015/2016	121 400	54,74%	100 382	45,26%	221 782	28 425	65,64%	16 328	36,48%	44 753	4,27	6,15	4,96
2016/2017	87 603	42,25%	119 735	57,75%	207 338	18 609	61,73%	17 975	49,13%	36 584	4,71	6,66	5,67
2017/2018	131 956	43,88%	168 738	56,12%	300 694	27 005	60,93%	27 111	50,10%	54 116	4,89	6,22	5,56
2018/2019	125 542	41,11%	179 803	58,89%	305 345	31 047	60,65%	31 725	50,54%	62 772	4,04	5,67	4,86
	128 725	48,45%	136 951	51,55%	265 676	27 975	65,29%	23 090	45,22%	51 066	4,60	5,93	5,20

Source données : EMEA - DSSIA / MDR

Structure des exploitations - Selon la taille, les exploitations, se différencient en petits, moyens et grands périmètres, tandis que le mode de gestion fait ressortir (i) des périmètres collectifs gérés par les coopératives villageoises et (ii) des périmètres individuels privés.

Au niveau des périmètres collectifs gérés par les coopératives villageoises, l'exploitation est morcelée et exigüe avec des parcelles d'une taille moyenne de l'ordre de 0,7 ha. Ces exploitations sont peu mécanisées et reposent sur la main d'œuvre familiale de plus en plus limitée à cause de l'émigration des jeunes et des bras les plus valides. Cela pose le problème de la capacité des ménages attributaires à exploiter des superficies plus importantes même si celles dont ils disposent actuellement ne leur permettent pas d'assurer la couverture de leurs besoins d'autoconsommation.

Au niveau des périmètres individuels, la taille de l'exploitation est relativement importante et va de quelques dizaines d'hectares à plus de 100 ha. L'exploitation s'appuie sur la main d'œuvre salariée et une mécanisation des opérations culturales notamment la préparation des sols et la moisson.

Accès aux intrants - Les producteurs s'approvisionnent en engrais et en herbicides auprès du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)⁶. La procédure d'acquisition est conditionnée par l'éligibilité de l'exploitant (périmètre fonctionnel, pas d'endettement) et les modalités d'accès aux intrants sont fonction de l'évolution des opérations culturales.

Des problèmes importants subsistent par rapport à la qualité (pureté, propreté) des semences, ainsi qu'à leur exigences variétales (cycle court) dictés par la nécessité de passer à la double campagne, et ce, malgré l'existence d'un centre de contrôle créée à cet effet, d'une réglementation des conditions de production des semences de base et de deuxième génération.

Il n'y a pas de suivi rigoureux quant à l'acquisition et l'utilisation des produits phytosanitaires

⁶ Le CSA a remplacé la SONIMEX qui assurait auparavant l'approvisionnement en intrants depuis plus d'une dizaine d'années.

. Il s'agit essentiellement des herbicides utilisés surtout par les agriculteurs privés qui pratiquent quasi –exclusivement le semis direct.

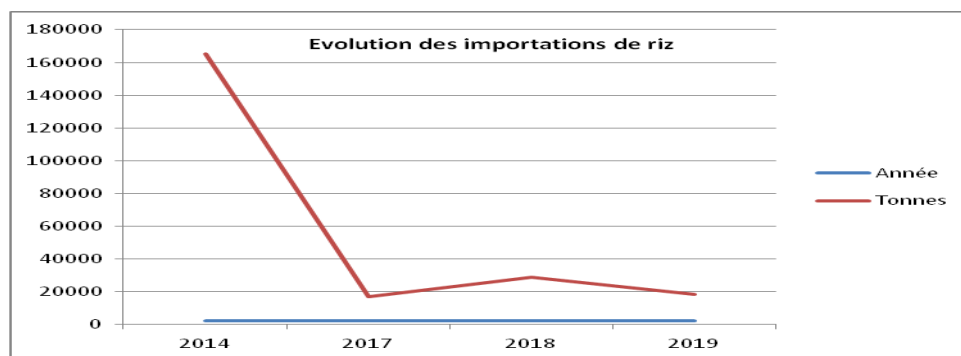
Stockage et conditionnement - Au niveau des petits agriculteurs des périmètres collectifs, le stockage se fait dans de petits magasins familiaux souvent ne répondant pas aux normes techniques de conditionnement et de stockage. Il est estimé que ces magasins arrivent à stocker plus de la moitié de la production de riz. Néanmoins, il y a aussi une cinquantaine de magasins appartenant aux coopératives qui servent de relais pour le stockage des redevances avant leur vente pour environ 2 000 tonnes (Sources SONADER). Les périmètres privés dont les productions sont plus importantes, nécessitent des magasins pouvant contenir les quantités produites. Actuellement il est estimé l'existence d'un nombre important de magasins fonctionnels avec une capacité de stockage allant de 200 à 1000 tonnes par magasin pour une capacité totale de stockage estimée à 180 000 tonnes environ. Le riz est généralement conditionné et emballé dans des sacs en polyéthylène ou en jute de 50 kg.

Transformation - La transformation du paddy en riz blanc est faite par de petites décortiqueuses qui sont gérées soit par des petits promoteurs ou des organisations de producteurs au niveau des villages, ou par des propriétaires de rizeries relativement bien réparties en fonction des capacités productives des zones. Les estimations font ressortir actuellement 17 rizeries privées dont une rizerie à Kaédi initialement gérée par le GIE commercialisation des PPG, une mini-rizerie collective non fonctionnelle (GIE commercialisation du riz à Boghé), et un grand nombre de petites décortiqueuses sont dénombrées au niveau de la vallée. Le taux d'extraction au niveau des rizeries est actuellement de 57%. La relation entre les riziers prestataires de services et les producteurs se heurte souvent au problème de la détermination de la qualité du paddy par le biais de testeurs dont les mécanismes ne sont pas maîtrisés par les petits producteurs.

Commercialisation / Importation - Les petits producteurs destinent la production à l'autoconsommation. Néanmoins le paiement des redevances et le remboursement du crédit font normalement l'objet d'un dépôt de paddy au niveau de leur coopérative qui se charge de vendre le produit aux riziers.

La vente du riz blanc aux consommateurs est faite par un réseau de commerçants qui s'approvisionnent auprès des usiniers et autres propriétaires de décortiqueuses pour la production nationale et auprès de grossistes pour le riz importé. Selon les informations issues des données de la douane, les importations du riz ont été de 72 813 tonnes en 2019. Ces importations étaient de 165 250 tonnes en 2014. L'évolution des importations de riz au cours des trois premières années de mise en œuvre du PNDA est présentée ci-après :

Figure 3 : Evolution des importations de riz de 2014 à 2019



Source : ONS/Douanes

Consommation - Sur la base des normes de consommation de 46 Kg par personne et par an⁷ (norme CILSS) et du nombre d'habitants recensés (RGPH 2013), les besoins de la Mauritanie en riz blanc en 2019 étaient estimés à 191 706 tonnes. La production nationale de 154 542 tonnes a donc couvert près de 81% des besoins du pays soit un gap de 37 165 tonnes. Selon les données de la douane, les importations en 2019 se sont élevées à 72 813 tonnes ce qui dépasse largement le gap. Il y a cependant d'autres facteurs à prendre en considération. En effet, les importations ne sont pas forcément égales au gap à couvrir car bien des importateurs veillent toujours à avoir un stock de sécurité, en plus il est prouvé qu'il y a un circuit de réexportation vers certains pays voisins.

Acteurs de la filière - L'ensemble des personnes, groupements, sociétés ou organismes publics et privés, (fournisseurs de biens et prestataires de services pour la production, la transformation et l'écoulement du paddy, puis du riz, forme la filière , au sein de laquelle ces différents intervenants, constituent les maillons des chaînes de valeurs de cette filière .

Les producteurs agricoles sont de deux types : (i) les petits producteurs organisés en coopératives, situés tout le long de la vallée du fleuve et de ses bras (Foum ,Rkiz , Koundi etc.) et dont la vocation est d'assurer la sécurité alimentaire de leurs ménages ; (ii) les producteurs « individuels » qui sont des promoteurs / investisseurs ayant des fins commerciales.

Les prestataires de services publics sont la recherche agricole (CNRADA), le Centre de contrôle de qualité des semences et des plants, les dispositifs de conseil agricole et d'appui-conseil (Délégations régionales du MDR, SONADER) et les structures de crédit agricole (CAM , UNMICO et autres agences de microcrédits).

Hormis le nombre important de coopératives villageoises , ils existent des prestataires de services qui couvrent tous les maillons de la filière. Il s'agit entre autres (i) des importateurs d'équipements de pompage et d'intrants, (ii) des prestataires de services liés aux travaux (Aménagements, préparation des sols, récolte et battage, transformation), (iii) des producteurs de semences certifiées, ainsi que des services de contrôle de la qualité des semences (iv) des promoteurs intervenant dans les opérations culturales mécanisées, (v) des services de recherche et de conseil agricole, (vi) et une structure de crédit essentiellement orientée vers la riziculture. Les principales contraintes de la filière rizicole sont résumées dans le tableau suivant :

Tableau 10 - Principales contraintes de la filière rizicole

Domaine	Contraintes
Aménagements hydro-agricoles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Vétusté et dégradation des périmètres et absence d'une pratique de gestion et de maintenance durable, ➤ Aménagements des périmètres collectifs peu adaptés à la récolte mécanisée (Exiguïté des parcelles entraînant beaucoup de pertes à la récolte et la destruction des diguettes), ➤ Mauvaise qualité des aménagements réalisés par les producteurs individuels souvent hors normes (manque de nivellement, absence de drainage, mauvais planage, ...) ➤ Capacité faible d'exécution des entreprises privées nationales.
Financement de la riziculture	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Procédures d'octroi de crédits peu adaptées aux conditions d'exploitation agricole et aux objectifs de diversification et

⁷ Il s'agit de normes de consommation définies par le CILSS et adoptées par l'Etat mauritanien et qui considèrent une consommation globale par personne et par an de 176 Kg de céréales, dont 46 Kg de riz, 71 Kg de blé et 59 Kg de céréales traditionnelles. Ces normes sont en cours d'actualisation par le CILSS.

Domaine	Contraintes
	d'intensification . ➤ Non accès des producteurs individuels aux financements des PTF
Processus de production	➤ Manque de contrôle de la qualité des intrants et des produits phytosanitaires , ➤ Energie chère et peu disponible , ➤ Semences certifiées peu disponible en particulier pour les variétés de riz adaptées à la double culture, ➤ Insuffisance des mesures de protection des cultures
Mécanisation	➤ Insuffisance en quantité et qualité du matériel agricole de préparation des sols et d'entretien des cultures , ➤ Type de mécanisation non adapté aux plans parcellaires des petits aménagements qui entraîne une forte consommation d'énergie, ➤ Absence de mécanisation intermédiaire .
Récolte et battage	➤ Insuffisance des engins de récolte (moissonneuses batteuses, tracteurs, wagon) très préjudiciable aux producteurs manquant de main d'œuvre (producteurs individuels, et certains producteurs collectifs) , ➤ Insuffisance de main d'œuvre pour assurer la récolte manuelle dans les délais .
Transformation du paddy	➤ Manque de décortiqueuses et insuffisance d'infrastructures de stockage pour un meilleur traitement de la production. ➤ Manque de maîtrise des techniques d'usinage du paddy au niveau des rizeries.
Commercialisation	➤ Manque d'organisation du système de commercialisation du paddy.
Appui-conseil	➤ Inexistence d'un maillage judicieux et opérationnel du dispositif d'appui conseil pour couvrir les producteurs rizicoles et tous les espaces affectés à la riziculture , ➤ Absence d'une vision filière .
Acteurs de la filière	➤ Insuffisance du niveau d'organisation et de coopération entre acteurs de la filière (producteurs, fournisseurs de biens et services, transporteurs, commerçants, structures d'appui conseil, consommateurs), ➤ Faibles capacités d'organisation et de gestion des producteurs, ➤ Absence de cadres de concertation entre acteurs de la filière .
Recherche	➤ Absence de variétés tolérantes au froid, ➤ Absence de recherche et résultats fiables en malherbologie , ➤ Absence de recherche sur (i) les systèmes d'exhaure et d'économie d'eau, (ii) l'évolution des sols sous irrigation, (iii) la gestion de la fertilité et , (iv) les techniques post-récoltes, ➤ Faibles résultats sur la tolérance des variétés à la salinité et à l'alcalinité, ➤ Faible et irrégularité de la production de semences de pré-base de riz, ➤ Faible valorisation des sous-produits rizicoles (balles de riz).

Enjeux - Les principaux enjeux de la filière rizicole peuvent se résumer comme suit : (a) la réalisation de périmètres rizicoles aménagés selon les règles de l'art, et à un rythme permettant de satisfaire les objectifs nationaux en matière de production , (b) une gestion rentable et

durable des périmètres rizicoles et des infrastructures les desservant pour un niveau de productivité pouvant satisfaire les besoins du pays en riz, (c) une gestion durable des infrastructures hydroagricoles ou d'intérêt général ayant des retombées sur la riziculture, ce qui suppose la mise en place de fonds d'entretien et la maintenance des périmètres irrigués et des infrastructures susmentionnées avec une implication active de l'Etat et des bénéficiaires, et (d) la constitution d'une filière rentable et compétitive, avec des acteurs dynamiques organisés en réseaux, ce qui suppose le renforcement de leurs capacités d'organisation et de gestion.

Pour ce faire, il est nécessaire de créer un environnement institutionnel permettant (i) le respect des itinéraires techniques recommandés pour la culture du riz, (ii) l'existence d'intrants de bonne qualité et en quantité suffisante, (iii) la réduction des temps de travaux pour contribuer à l'augmentation de l'intensité culturale, (iv) la réduction des pertes avant, pendant et après récolte, (v) la production d'un riz de bonne qualité avec un bon rendement à l'usinage, (vi) l'obtention de revenus conséquents sur toutes les chaînes d'approvisionnements et de valeurs, et (vii) le renforcement des capacités des acteurs de la filière.

4.1.1.2.Filière céréales traditionnelles

Les céréales traditionnelles sont étroitement liées aux aléas climatiques qu'il s'agisse de sécheresses, d'inondations, d'ensablement, d'érosion hydrique et éolienne des sols pauvres,.... Selon les années, la SAU totale peut varier pratiquement du simple au double en fonction de la pluviométrie.

La céréaliculture traditionnelle (mil, sorgho, maïs) est dominée par des petites exploitations familiales ou collectives, aux pratiques agricoles rudimentaires et tournées vers l'autosubsistance. Elle n'a pas encore connu les améliorations devant lui permettre de contribuer davantage à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté rurale.

Zones de production - Les céréales traditionnelles sont cultivées dans presque toutes les wilayas du pays .

Productions - La culture des céréales traditionnelles est pratiquée sur les sols sablonneux du *diéri* dépendants directement des pluies, ainsi que sur les terres de décrue, naturelle et contrôlée, y compris celles des bas-fonds et celles situées derrière les barrages qui permettent d'obtenir des revenus plus intéressants. Sur les trois dernières campagnes, la superficie moyenne cultivée en céréales traditionnelles est estimée à 209 108 ha soit 60% du potentiel de la zone pluviale qui s'élève à environ 350 000 ha.

Les superficies de *diéri* (moyenne des trois dernières années) représentent environ 67% du total des terres cultivées en céréales traditionnelles avec un rendement moyen de 0,39 t/ha. Par contre les rendements plus intéressants, soit 0,71 tonnes/ha, sont enregistrés au niveau des terres de décrue contrôlée qui représentent 4% de la superficie totale exploitée. Les rendements du walo qui étaient caractérisées par de meilleurs rendements par rapport au *diéri*, ont baissé ces dernières années. Cette diminution est due aux conditions d'exploitation du walo qui se sont fortement dégradées à cause (i) de la réduction des temps de submersion des terres de décrue résultant des effets du changement climatique (quantité et distribution des pluies), (ii) des attaques des ravageurs et en particulier des oiseaux granivores et de la sésamie dont la propagation est généralisée et, (iii) de la divagation des animaux sur les champs qui provoque des dégâts de plus en plus importants à tous les stades des cultures.

La répartition des superficies destinées aux céréales traditionnelles (moyennes de 3 dernières années : campagne agricole 2016/2017; 2017/2018 et 2019/2020) est présentée ci-après :

Tableau 11 - Répartition par typologie des superficies destinées aux céréales traditionnelles

Description	Diéri		Bas-fonds Trad		Barrages/ Dignes		Walo		Décrue Contrôlée		Moyenne / an	
Superficie moyenne exploitée (ha)	140 340	67%	33 504	16%	19 326	9%	8 460	4%	7 478	4%	209 108	100%
Rendement moyen (t/ha)	0,39		0,59		0,62		0,38		0,71		0,46	
Production brute moyenne (t)	55 014	58%	19 775	21%	11 913	13%	3 251	3%	5 331	6%	95 283	100%
Production nette moyenne (t)	46 762	58%	16 808	21%	10 126	13%	2 764	3%	4 531	6%	80 991	100%

Source données : EMEA - DSSIA / MDR

Avec un rendement moyen de 0,46 t/ha toutes céréales confondues, la production brute annuelle moyenne des céréales traditionnelles s'élève à 95 283 tonnes et une production nette de 80991 tonnes (85% de la production brute).

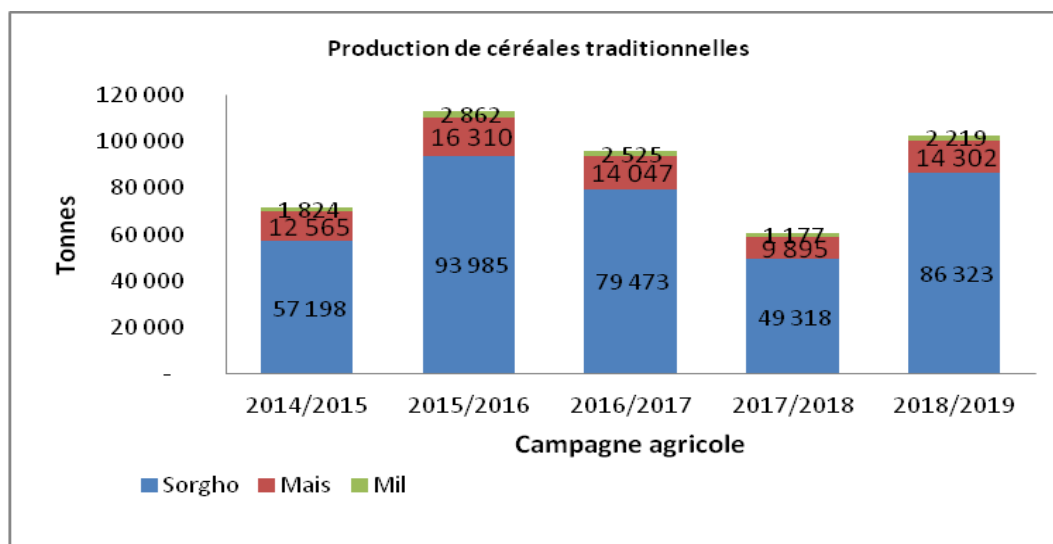
Le sorgho couvre 89% des superficies annuellement emblavées en céréales traditionnelles et sa production nette par rapport à la production totale de ces céréales est de l'ordre de 84% (voir tableau ci-après).

Tableau 12 - Superficies, rendements et productions des céréales traditionnelles (moyenne de 5 ans : de 2014/2015 à 2018/2019)

Description	Sorgho		Maïs		Mil		Total	
Superficie exploitée (ha)	168 486	88,87%	18 939	9,99%	2 153	1,14%	189	100%
Rendement (t/ha)	0,43		0,71		0,23		0,46	
Product brute (tonnes)	72 449	83,86%	13 447	15,56%	495	0,57%	86 391	100%
Production nette (brute-pertes) (tonnes)	61 581	84%	11 564	16%	421	1%	73 432	100%
% Production nette/ brute	85%		86%		85%		85%	

Source données : EMEA - DSSIA / MDR

Le graphique 1 ci-dessous montre la variation des productions des cinq dernières années ainsi que le poids du sorgho sur le total des céréales traditionnelles.

Figure 4 : Variation des productions des céréales traditionnelles de 2014 à 2019

Source données : EMEA - DSSIA / MDR

Structure des exploitations – Les exploitations se caractérisent par un morcellement des champs dans les différents lieux-dits des terroirs généralement pour répondre à une stratégie de réduction des risques liés aux variations de la pluviométrie et des crues. La taille des

exploitations varie en fonction des zones de production, du statut juridique traditionnel de la terre et des catégories d'agriculteurs. Bien qu'elle soit très variable, la taille moyenne de l'exploitation est estimée à 1,7 ha pour le *diéri*, 1,32 ha pour les bas-fonds et 0,6 ha pour le walo. L'exploitation repose sur le travail manuel basé sur la main d'œuvre familiale, et des outils de travail généralement archaïques (daba, houe, bâton fousseur,).

Accès aux intrants - La filière des céréales traditionnelles souffre du (i) faible niveau d'utilisation des intrants et de leurs coûts élevés (semences, techniques culturales, fumure organique et produits phytosanitaires), (ii) du faible niveau d'incitation, (iii) caractère limité des capacités techniques et organisationnelles des producteurs, (iv) du faible pouvoir d'achat conduisant à l'endettement permanent, et (v) du manque de formation des producteurs sur les modes d'utilisation et les précautions à prendre par rapport à la manipulation des pesticides.

Récolte, battage, conditionnement, transport et stockage – La récolte et le battage sont manuelles. Le conditionnement des céréales traditionnelles est fait dans des sacs en polyéthylène ou en jute de 50 kg, alors que le transport est effectué avec des animaux trainant des charrettes ou par des véhicules dans de mauvaises conditions entraînant ainsi d'importantes pertes.

Le stockage sous forme de grains conditionnés ou en vrac sous forme d'épis, est individuel au niveau des greniers appartenant aux ménages. Actuellement ces greniers d'une capacité allant de 10 à 20 tonnes, dans les zones de production sont en nombre insuffisant, parfois fortement dégradés et présentent souvent des risques d'incendie à cause des matériaux de construction inflammables. Avec les nouveaux aménagements prévus dans les prochaines années, et l'amélioration attendue des rendements du sorgho, du maïs et du mil, la capacité de stockage sera insuffisante et nécessitera des investissements supplémentaires.

Des expériences de banques de céréales existent au niveau des zones de production dans plusieurs wilayas du pays, ainsi que des magasins multifonctionnels associées au warrantage. Il s'agit de magasin d'une capacité moyenne de 30 tonnes. Par ailleurs, dans le cadre des activités du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), des magasins qui fonctionnent comme banque de céréales ont été mis en place pour créer des Stocks alimentaires villageois de sécurité (SAVS) au niveau de tous les villages dont la population dénombrée compte 100 ménages et plus. Une première dotation en blé fournis à titre de fonds de roulement par le CSA et d'autres partenaires est vendue permettant l'achat d'autres céréales. Actuellement ils sont gérés par des comités villageois ou des coopératives d'usagers qui impliquent très peu les producteurs.

Transformation - La transformation des céréales traditionnelles est effectuée manuellement par les femmes rurales ou par des moulins à grains gérés soit par des petits promoteurs, soit par des organisations de producteurs au niveau des villages.

Commercialisation / Importation - La commercialisation des céréales traditionnelles se fait généralement de façon sporadique au niveau des marchés locaux des villages et des villes. Les quantités importées sont quasi inexistantes au niveau statistique comme indiqué dans le tableau qui suit, bien que des circuits parallèles d'importation et de commercialisation existent au niveau des zones frontalières avec le Mali et le Sénégal.

Tableau 13 - Importations de céréales traditionnelles de 2015 à 2019

Produit	Quantités importées (tonnes) par année				
	2015	2016	2017	2018	2019
Maïs	1 123	127	1 565	14	40

Millet	70	90	5 000	-	-
Autres céréales	529	242	-	635	1
Mil	185	-	-	-	-
Total	1 907	459	6 565	649	41

Source données : Douane et ONS

Consommation - Sur la base des normes admises au niveau du CILSS pour les céréales traditionnelles (sorgho, mil, maïs) qui font en moyenne 59 kg/pers/an, et du nombre d'habitants pour l'année de référence 2013 qui s'élève à 3 537 368 personnes, les besoins du pays en céréales traditionnelles en 2019 étaient estimés à 245 884 tonnes. Ces besoins sont couverts à hauteur de 33% par la production nationale estimée à 80 991 tonnes (moyenne des 3 dernières années).

Acteurs de la filière - De la production à la commercialisation, plusieurs sont les acteurs qui interviennent dans la filière des céréales traditionnelles.

Au niveau des petites exploitations, les producteurs sont des petits paysans exploitants des champs à dominance céréalière des zones du diéri, du walo, des bas-fonds et des cultures derrière barrages. Leurs organisations sont de type formel (coopératives, associations d'usagers) ou informel (comités villageois de développement, comités d'entretien des infrastructures). Il est à noter que des systèmes de faire valoir indirect subsistent dans certaines zones de productions bien qu'ils accusent une nette régression au niveau national.

Les commerçants sont les opérateurs qui rachètent les productions. Souvent l'opération commerciale est faite par le biais de pratiques usuraires.

Les prestataires de biens et services privés sont : (i) les fournisseurs d'intrants qui se limitent essentiellement aux semences, aux produits phytosanitaires et quelques fois aux engrais ; (ii) les prestataires privés pour la réalisation de travaux d'entretien au niveau des barrages et digues, la mouture des céréales traditionnelles ; (iii) les artisans spécialisés dans la fabrication des charrettes pour le transport, des outils traditionnels pour le décapage, le foussement, le sarclage, etc.

En plus, il y a les prestataires de services publics essentiellement composés par les dispositifs de d'appui-conseil des délégations régionales du Ministère de l'Agriculture, de la SONADER Centre de contrôle de qualité des semences et des plants et celui de la recherche agricole (CNRADA).

Autour des infrastructures plusieurs formes d'organisation sont nées pour en assurer l'utilisation ainsi que l'entretien et la maintenance. Il s'agit notamment : (i) d'organisations formelles sous forme de coopératives et/ou d'associations⁸ d'usagers d'infrastructures existantes dans la quasi-totalité des wilayas du pays, (ii) de structures informelles telles que a) les comités d'entretiens d'infrastructures et d'équipements constitués au niveau de la zone pluviales du Brakna, de l'Assaba et du Gorgol, b) de comités villageois de développement chargés d'assurer la gestion des terres du walo au niveau des département de Maghama, de M'Bout et de Sélibaby et de jouer le rôle de maître d'ouvrage pour des programmes de développement villageois ; (iii) de prestataires de services en matière de travaux d'entretien des infrastructures et des équipements.

⁸ ADC : association pour le développement communautaire, AUW : association des usagers du walo de Maghama, Association des usagers d'axes hydrauliques, ...

Tableau 14 - Principales contraintes qui affectent la filière céréales traditionnelles

Domaine	Contraintes
Accès à la terre	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Morcellement des exploitations agricoles ; ➤ Absence de cadastres fonciers et quasi absence de régularisation foncière en zone pluviale
Aménagements et infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Absence d'une pratique de gestion et de maintenance durable entraînant la vétusté et la dégradation des ouvrages au niveau des périmètres de décrue contrôlée, des barrages et des digues de retenue d'eau ➤ Insuffisance des aménagements destinés aux céréales traditionnelles ➤ Insuffisance, mauvaise qualité et manque d'entretien des infrastructures productives (barrages, digues, seuils de rétention d'eau, aménagements de bassins versants, puits, etc.),
Financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accès difficile pour la mobilisation des financements issus des PTF , ➤ Absence de système de financement orienté vers les céréales traditionnelles.
Processus de production	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Forte exposition aux aléas climatiques (sécheresses, inondations, etc.), ➤ Intense pression démographique déterminant l'altération des systèmes traditionnels de cultures : suppression des jachères, accélération de la baisse de la fertilité des sols, perte de biodiversité, ..., ➤ Appauvrissement et fragilité des sols exposés à l'érosion hydrique et éolienne, au surpâturage, à l'ensablement, etc., ➤ Manque de contrôle de la qualité des semences, des herbicides et des produits phytosanitaires contre le charbon, la sésamie, les sauteriaux, ➤ Absence de semences certifiées (sorgho, maïs, mil), ➤ Insuffisance des mesures de protection des cultures de fléaux biotiques (insectes ravageurs, oiseaux granivores, maladies cryptogamiques, ...) entraînant des pertes annuelles pouvant aller jusqu'à 30%, ➤ Insuffisance des mesures de protection des cultures contre les fléaux anthropiques (feux de brousse, pratiques agricoles destructrices de l'environnement, ...) ➤ Insuffisance du nombre, de la qualité et de l'entretien des infrastructures productives (barrages, aménagements de bassins versants, puits); ➤ Faiblesse des investissements en services agricoles : équipements agricoles, intrants, formation et organisation des agriculteurs ; ➤ Faible niveau d'utilisation, et coût élevé des intrants (semences, fumure organique et produits phytosanitaires) ; ➤ Faible pouvoir d'achat conduisant à l'endettement permanent, dans un environnement bancaire peu accessible ;
Mécanisation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Très faible niveau de mécanisation et insuffisance du matériel agricole de préparation des sols et d'entretien des cultures au niveau du diéri et de bas-fonds ; ➤ Faible niveau de mécanisation intermédiaire ;
Récolte et battage	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Forte exigence en main d'œuvre pour la récolte et le battage ➤ Absence de solution alternative
Transformation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Insuffisance de nombre de moulins à grains au niveau des villages ,

Domaine	Contraintes
et stockage	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Insuffisance des magasins et mauvaises conditions de stockage des céréales, ➤ Mauvaise qualité des techniques utilisées , ce qui impacte la qualité sanitaire et nutritionnelle des produits, ➤ Pertes importantes dues aux mauvaises conditions de transport et de stockage ;
Commercialisation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Manque d'organisation du système de commercialisation du sorgho, mil et maïs, marqué par la mainmise des commerçants usuriers ➤ Faiblesse des excédents commercialisables, et faible niveau d'intégration à l'économie nationale; ➤ Enclavement de certaines zones de production et coût de transport assez élevé.
Appui-conseil	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Insuffisance en quantité et en qualité des moyens humains et logistiques et maillage inadéquat pour couvrir toutes les zones de productions pluviales et de décrue, ➤ Absence d'une vision filière et confinement de la mission du vulgarisateur à des opérations de traitements contre les déprédateurs .
Acteurs de la filière	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faible niveau d'organisation et de coopération entre les acteurs de la filière (producteurs, fournisseurs de biens et services, transporteurs, commerçants, structures d'appui conseil, consommateurs) ➤ Faibles capacités d'organisation et de gestion des producteurs ➤ Absence de cadres de concertation entre acteurs de la filière
Recherche	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faible niveau d'investissement en matière : (a) de semences productives et à cycle court, (b) de la lutte contre les principaux ravageurs, (c) de techniques culturales adaptées (conservation des eaux, fertilisation,), (d) de valorisation et d'intégration dans l'économie nationale ➤ Insuffisance d'impacts des acquis de la recherche agricole et des innovations technologiques sur la productivité des cultures des céréales traditionnelles, ➤ Quasi inexistence de la production de semences de pré-base de sorgho, de maïs et de mil ➤ Insuffisance de banques de conservation des géotypes et écotypes locaux .

Enjeux - Les principaux enjeux de la filière céréales traditionnelles peuvent se résumer comme suit : (a) La réalisation d'infrastructures hydroagricoles selon les règles de l'art, et à un rythme permettant de satisfaire les objectifs nationaux en production céréalière , (b) une gestion durable des ces infrastructures grâce à la mise en place de fonds d'entretien et la maintenance avec une implication active de l'Etat et des bénéficiaires, (c) le renforcement des capacités des acteurs de la filière notamment dans les domaines techniques, organisationnel et de gestion, (d) l'amélioration de la productivité et de la compétitivité de la filière .

Pour ce faire, il est nécessaire de créer un environnement institutionnel permettant le respect des itinéraires techniques recommandés pour la culture des céréales traditionnelles. Cela suppose (i) une amélioration des résultats de la recherche et leur impact sur ce système de cultures (ii) des intrants de bonne qualité, en quantité suffisante et au moments opportuns (iii) à la l'amélioration des pratiques relatives à la préparation des sols, (iv) la réduction des pertes

avant, pendant et après récolte, (v) l'amélioration des rendements et des techniques de transformation, (vi) l'obtention de revenus conséquents sur tous les maillons de la chaîne de valeurs de la filière, et (vii) la formation et l'appui-conseil au profit des acteurs de la filière.

4.1.1.3.Filière blé

La Mauritanie est un pays grand consommateur de blé et presque totalement dépendant des importations.

Introduit avec le palmier dattier, le blé a été traditionnellement cultivé sur de très petites parcelles irriguées au niveau des oasis et en décrue dans les bas-fonds et derrière les barrages, principalement au Tagant, en Assaba et en Adrar. Vu son importance dans la consommation, la production de blé a été soutenue par le Ministère chargé du Développement rural dans certaines Wilayas (Trarza, Gorgol et Tagant) à partir de la campagne agricole 2009/2010. Ensuite la SDSR, a accordé une attention particulière à cette filière, étant considérée comme suffisamment porteuse en raison des fortes potentialités de croissance qu'elle offre.

La production du blé est encouragée par des résultats satisfaisants de la recherche⁹, l'existence de terres agricoles aptes à la conduite de la culture de blé en irrigué et derrière barrage et les conditions climatiques de la contre saison froide favorable à sa culture.

Il existe un marché potentiel pour l'écoulement et la commercialisation des productions locales de blé dur, grâce à la présence de l'industrie de transformation et de fabrication de farine, de semoule et de pâtes alimentaires à Nouakchott. En plus, la disponibilité de la paille de blé et des résidus de culture en période de soudure a un grand intérêt pour les éleveurs.

Zones de production – La culture du blé est actuellement pratiquée au niveau des périmètres irrigués et derrière les barrages et digues, dans les wilayas de l'Est (Hodh El Gharbi), du Centre (Tagant) du Fleuve (Trarza et Brakna) et du Nord (Inchiri, Adrar).

Principaux résultats des tests - Les essais réalisés au cours des dernières années ont donné des résultats de productivités assez intéressants pour plus de 5 variétés sur un total de 29 variétés introduites .

Les superficies emblavées en blé au cours de la campagne de contre saison 2018 -2019 ont atteint en irrigué 139 ha et 1 612 ha en décrue et derrière barrages avec un rendement moyen pour les deux typologies de 1,67 t/ha et une production nette totale de 3282 tonnes soit un taux de couverture des besoins de 0,7%.

Structure des exploitations – La culture du blé est réalisée en contre saison froide au niveau (i) des périmètres irrigués avec de petites et grandes parcelles à l'instar de celles exploitées en riz par des producteurs collectifs et individuels, et (ii) au niveau des zones de cultures derrière barrages et digues avec la même structure que les champs de sorgho. Toutefois, en l'absence d'une pratique de fertilisation, le risque d'appauvrissement rapide des terres se pose.

Accès aux intrants - La filière blé est encore dans sa phase initiale et bénéficie d'une attention particulière en ce qui concerne l'approvisionnement en intrants agricoles. Au cours des premières années, l'Etat s'est chargé de l'acquisition et de la fourniture des semences et des engrais. Actuellement, les producteurs s'approvisionnent comme pour la riziculture .

Gestion de l'eau et maintenance des infrastructures hydroagricoles - Cette question se pose de la même manière tant pour la riziculture que pour la culture du blé sur les mêmes périmètres (voir filière riz), ainsi que pour les céréales traditionnelles cultivées derrière barrage (voir filière

⁹ Les variétés Mexipag, Chenab, SA42, Siete Cerros, Lahish, Aurore, Miriam et Shafir ont donné des rendements supérieurs à 4 tonnes/ha et des tests récents sur 28 variétés ont confirmé des rendements supérieurs à 4t/ha pour 4 variétés.

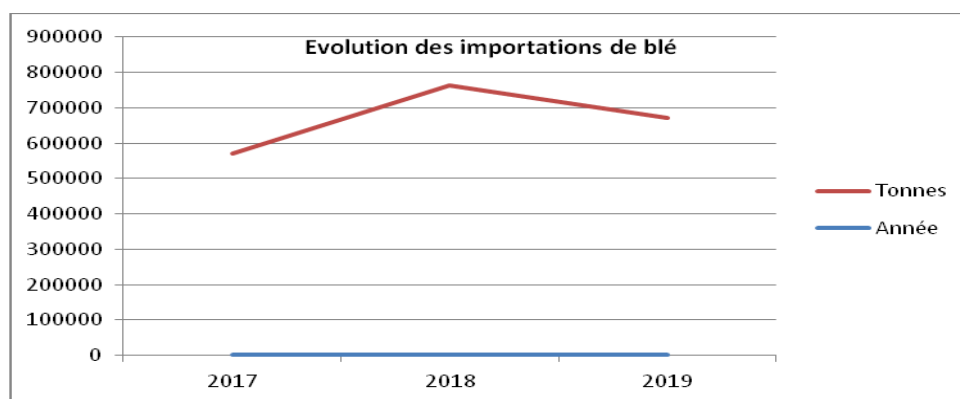
céréales traditionnelles).

Stockage et conditionnement – Au niveau du système irrigué, le stockage et le conditionnement se font de la même manière que le riz, et donc au travers de petits magasins familiaux ou de magasins avec une capacité plus importante pour les grandes exploitations privées. Au niveau de la décrue derrière barrages/digues, le stockage et le conditionnement se fait de la même manière que pour les céréales traditionnelles en pluvial et les mêmes greniers sont utilisés.

Transformation - La transformation du blé est faite soit par de petites décortiqueuses qui sont gérées par des petits promoteurs ou des organisations de producteurs au niveau des villages, soit par des propriétaires de moulins au niveau des villages.

Commercialisation / Importation - La commercialisation de la production nationale de blé se fait selon deux circuits essentiels : (i) la vente directe du blé au niveau des marchés locaux des villages et des villes , ou (ii) la vente aux minoteries. Selon les données de la douane/ONS, les importations de blé ont été de 668 366 tonnes en 2019. Leur évolution au cours des trois dernières années est ci-dessous présentée :

Figure 5 : Evolution des importations de blé de 2017 à 2019



Source : ONS/Douanes

Consommation - Sur la base des normes de consommation de 71 Kg par pers et par an (norme CILSS) et du nombre d'habitants recensés (RGPH 2013), les besoins de la Mauritanie en blé en 2019 étaient estimés à 295 894 tonnes. La production nationale qui est de 2 011 tonnes en 2019 ne couvre que 0,7 % des besoins du pays soit un gap de 293 883 tonnes.

Acteurs – Les acteurs de la filière sont les producteurs et leurs organisations, les structures de l'Etat (CNRADA , conseil agricole de la SONADER et des Délégations Régionales), les fournisseurs de biens et prestataires de services pour la production, la transformation et l'écoulement du blé et les PTF.

Contraintes – La filière blé est confrontée aux mêmes contraintes que les céréales traditionnelles pour les cultures derrière barrage et celles pour le riz dans le cas de la culture du blé irrigué.

Néanmoins, étant une culture d'introduction plus récente, il faut mettre en exergue parmi ces contraintes, celles concernant (i) la recherche de variétés plus adaptées, (ii) en semences améliorées grâce à leur multiplication et diffusion au niveau des producteurs.

Enjeux - Les principaux enjeux de la filière blé peuvent se résumer comme suit : (a) la mise en valeur d'une superficie pour produire une quantité de blé permettant d'améliorer la couverture des besoins de cette en cette denrée à l'horizon 2025, (b) une gestion rentable et durable des périmètres emblavés en blé et des infrastructures structurantes les desservant, ainsi que des

digues et barrages permettant la culture du blé en décrue (c) une gestion durable des infrastructures hydroagricoles ou d'intérêt général ayant des retombées sur la culture du blé ce qui suppose la mise en place de fonds d'entretien et la maintenance des périmètres irrigués et des infrastructures susmentionnées avec une implication active de l'Etat et des producteurs, et (d) la constitution d'une filière rentable et compétitive, avec des acteurs organisés en réseaux ce qui suppose le renforcement de leurs capacités d'organisation et de gestion.

2.2.2. Filières horticoles

La Mauritanie dispose d'un potentiel de production maraîchère lié : (i) aux conditions agro-écologique permettant la culture de contre saison dans plusieurs zones du pays , (ii) à un savoir-faire existant, (iii) à une certaine dynamique au niveau des acteurs de la filière, (iv) à une forte demande du marché national confirmée par les importations effectuées chaque année pour satisfaire les besoins nationaux. De plus, le maraîchage joue un rôle important dans la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté . En effet , il constitue une occupation et une activité génératrice de revenus surtout pour les femmes et les jeunes.

L'arboriculture fruitière est très peu développée , de manière très sporadique des arbres fruitiers se trouvent au niveau des zones de l'irrigués et dans les oasis. Seule la banane commence à être objet d'investissement dans la région du Trarza.

Des expériences existent au niveau de la station de recherche du CNRADA de Rindiao (Kaédi), d'une superficie de 25 ha. Cette station, qui a pour vocation l'appui au développement de la filière horticole, a mis en place depuis les années soixante-dix plusieurs espèces et variétés d'arbres fruitiers notamment les manguiers, les goyaviers, les agrumes, les bananiers ainsi que quelques essais maraîchers. La production de cette station actuellement est essentiellement limitée à la vente de plants greffés aux producteurs.

Zones de production - Les cultures maraîchères en Mauritanie se développent au niveau des périmètres irrigués dans les zones objet d'aménagements hydro-agricoles, ainsi qu'au niveau des jardins maraîchers dotés de puits, tant au niveau des villages que des oasis. Les principales zones de productions sont : 1) les périmètres irrigués de la vallée du fleuve Sénégal, 2) la zone périurbaine de Nouakchott et Nouadhibou, 3) les oasis, 4) les zones de décrue (notamment le Walo de Maghama), 5) les zones péri-urbaines des principales autres grandes villes notamment, Kiffa, Aioun, Selibaly, Kaédi, Boghé, etc.

Production - Les surfaces exploitées en maraîchage au niveau des périmètres irrigués de la Vallée, sont souvent des terres placées à côté des aménagements hydro-agricoles réalisés pour la culture du riz. Il s'agit de superficies relativement importantes par rapport à celles au niveau pluvial et des oasis dont la taille varie selon la disponibilité de l'eau. Les petits exploitants maraîchers souvent réunis en groupements partageant les investissements (clôture, système d'approvisionnement et exhaure d'eau), mais chacun cultive individuellement des parcelles qui varient de 20 m² à 40 m². Toutes les opérations culturales sont manuelles. Les techniques d'irrigation d'économie d'eau (systèmes goutte-à-goutte) sont encore très peu diffusées.

Le recensement des périmètres maraîchers réalisé par la Direction des Statistiques et des Systèmes d'Information Agropastorale (DSSIA) du MDR pour la campagne agricole 2018-2019 fait ressortir une superficie mise en valeur en cultures horticoles de 2094,21 ha avec 75% des superficies cultivées au niveau de la zone de l'irrigué.

Au niveau des périmètres irrigués, les espèces les plus cultivés sont la patate douce, l'oignon, la carotte et les choux. A elles seules, elles occupent 52% des emblavures maraîchères. L'aubergine, le navet, la tomate, la betterave, la courge, le gombo et la menthe sont assez

importantes dans les assolements maraîchers. La carotte est la spéculation prédominante dans les oasis. Les surfaces maraîchères périurbaines produisent surtout menthe, carotte, tomate et choux.

La production nationale annuelle varie selon les années. Elle dépend fortement des conditions climatiques, de la disponibilité en eau, du matériel végétal et des itinéraires techniques adoptés. L'horticulture, notamment le maraîchage, est un secteur en évolution. Pour cela et pour le fait que souvent le maraîchage est pratiqué sur des petites parcelles éparpillées, la collecte d'informations sur les productions n'est pas tellement organisée et n'est pas exhaustive. Le rendement moyen pour le maraîchage étant estimé à environ 16,24 tonnes/ha, les productions de la campagne agricole 2018-2019 ont été estimées à environ 34 010 tonnes de produits horticoles. L'oignon représente environ 16,5% des superficies emblavées, soit à peu près 6 781 tonnes (rendement de 19,62 tonnes/ha), la pomme de terre environ 1 329 tonnes (rendement de 22 tonnes/ha) pour 2,9% des cultures maraîchères.

Accès aux intrants – L'accès des producteurs aux semences de qualité ainsi qu'aux autres intrants (engrais et produits phytosanitaires) est assez limité. En plus des intrants distribués par les services publics, les producteurs s'approvisionnent sur le marché et le choix est conditionné par le prix. Ce qui fait que parfois les semences et les variétés utilisées ne sont pas adaptées aux conditions agro-climatologiques des zones de production. Le contrôle du CCQSP sur les semences maraîchères est très limité et concerne essentiellement l'oignon et la tomate.

Stockage et conditionnement – Le stockage intéresse surtout les oignons pour lequel sont utilisés des systèmes traditionnels peu efficaces. Les chambres froides pour la gestion des stocks des produits horticoles sont presque inexistantes. Actuellement il y a des petites unités installées essentiellement autour du grand marché de légumes à Nouakchott. A Atar, une station privée pour le conditionnement des fruits et légumes est fonctionnelle ainsi qu'un centre de conditionnement de dattes et légumes géré par le Ministère du Développement rural. Dans le cadre du projet PPDIAM, une unité de froid a été réalisée à Rosso, une autre chambre froide non équipée a été réalisée à Boghé (Projet PAHABO). Il y a d'autres infrastructures de stockage réalisées par le ProLPRAF en Assaba (Trois containers de conservation de 30 tonnes et deux hangars). Le conditionnement et l'emballage des produits maraîchers se basent souvent sur des techniques traditionnelles et l'utilisation de sacs en polyéthylène ou jute de 50 kg.

Transformation - La transformation des produits maraîchers est presque inexistante. Le séchage, à l'exception de celui de l'oignon, n'est pas tellement développé à cause de la faible demande du marché et/ou de la mauvaise qualité du produit fini.

Commercialisation / Importation - La production maraîchère nationale est commercialisée selon deux principaux circuits : a) la vente directe du producteur au niveau du marché local ou des centres urbains; b) la vente bord champs aux intermédiaires, qui ensuite commercialisent les produits au niveau des centres urbains. Le principal marché est celui de Nouakchott. Les productions nationales sont insuffisantes pour satisfaire la demande. En 2019 sur un total d'environ 186 500 tonnes de produits maraîchers frais importés pour une valeur CAF de 459 600 000 MRU UM, 21,38% est représenté par les oignons, soit 39 875 tonnes, 12,78% par les pommes de terre, soit 23 829 tonnes et 65,84% par les autres produits (sources : ONS et Douanes)¹⁰.

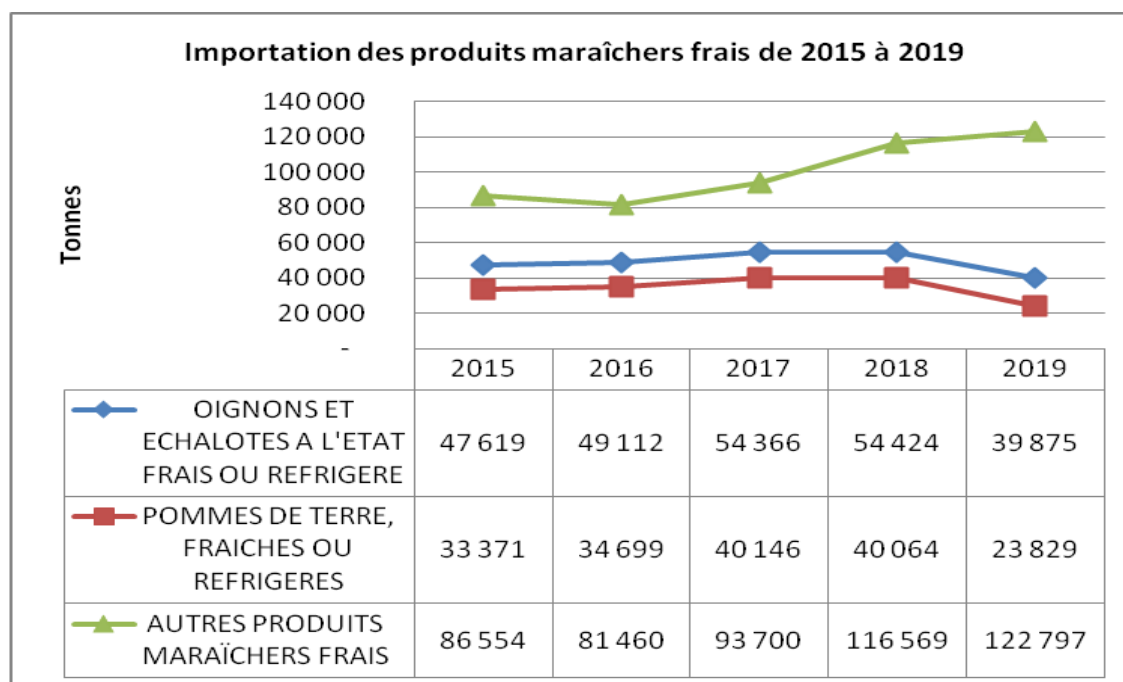
Le transport se fait dans de mauvaises conditions, ne tenant pas compte de la périssabilité des produits maraîchers. Selon la distance de la zone de production du marché ainsi que de

¹⁰ Ces chiffres ne comprennent pas les légumes secs (lentilles) et les produits congelés et transformés.

l'opérateur, le transport est fait en utilisant des charrettes et/ou des véhicules non spécialisés, notamment des petits camions et les coûts de transport sont élevés. En plus, les mauvaises conditions de transport entraînent des méventes occasionnées par des pertes de produit et de valeur (baisse des prix de vente).

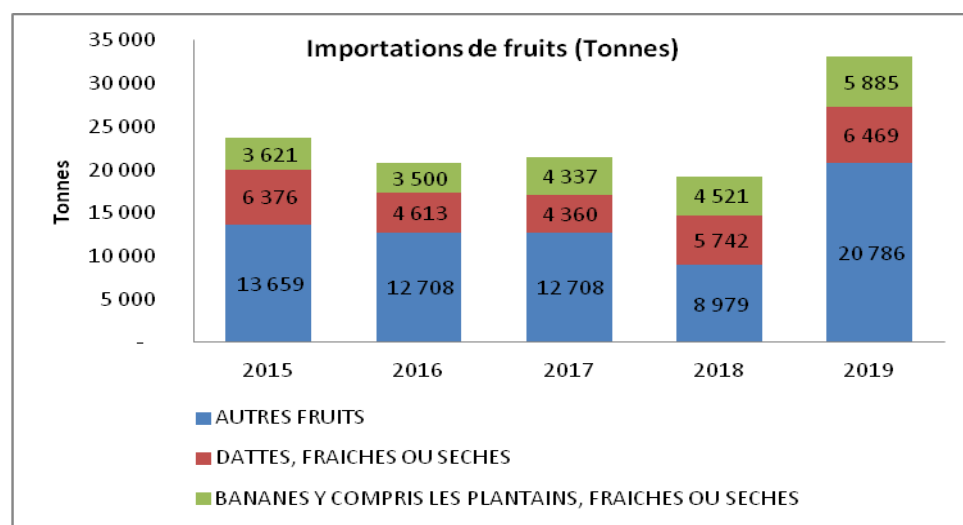
L'évolution des importations des produits maraîchers frais ou réfrigérés, notamment de l'oignon et de la pomme de terre est indiquée dans le graphique qui suit.

Figure 6 : Importation des produits maraîchers frais de 2015 à 2019



Source : ONS et Douane

L'importation de fruits en 2019 a été de 33 140,76 tonnes dont 5 909 de bananes, soit 18%, 6 469 de dattes, soit 20% et 20 762 d'autres fruits, soit 62% (sources: ONS et Douane). Les graphiques qui suivent montrent les volumes des importations de fruits durant les cinq dernières années, ainsi que l'évolution de l'importation des bananes destinées à la consommation nationale.

Figure 7 : Importation de fruits de 2015 à 2019

Consommation – Sur la base des productions de la campagne 2018-2019 et des importations en 2019 de produits maraîchers frais, plus de 186 500 tonnes sont consommées par an avec une moyenne par personne d'environ 53 Kg dont 11 kg d'oignon et environ 6 Kg de pomme de terre.

Tableau 15 - Estimation des besoins des principales spéculations maraîchères (tonnes/an)

Espèces	Campagne 2018-2019				Import 2019
	Superficies exploités (ha)	Rendement (t/ha)	Production (t/an)	Besoins (t/an)	
Oignon	345,62	19,62	6 781,06	46 655,58	39 874,52
Pomme de terre	60,39	22	1 328,58	25 157,68	23 829,10
Autres	1 688,20	15,17	25 610,00	148 406,56	122 796,56
Total	2 094,21		33 719,64	220 219,82	186 500,18

Sources : Elaboration à partir des données de base du MDR (PNDA) pour les productions, de la douane pour les importations, de l'ONS pour la population

Acteurs – Les principaux acteurs de la filière horticole sont indiqués ci-dessous.

Les producteurs qui pratiquent la culture sous formes individuelle ou collective au niveau des oasis et/ou des périmètres maraîchers au long du fleuve. La filière est caractérisée par une multitude de coopératives féminines qui s'occupent tant de la production que de la commercialisation des produits maraîchers.

Les producteurs maraîchers au niveau des zones oasiennes bénéficient de crédits alloués par les Mutuelles d'Investissement et de Crédit Oasien (MICO).

Le commerce se base sur les petits opérateurs informels qui s'occupent de la collecte et du transport des produits vers les centres urbains et de commerçants mieux structurés. Le réseau de distribution urbain comprend: (i) les grossistes qui disposent des dépôts autour des marchés de Nouakchott et Nouadhibou, (ii) les semi-grossistes qui assurent l'approvisionnement des vendeurs détaillants, (iii) les détaillants et commerçants ambulants, qui dominent la filière, et (iv) les épiceries et supermarchés.

Les prestataires de services publics sont la recherche agricole CNRADA et les institutions du

MDR en charge du conseil agricole.

Les principales contraintes de la filière maraîchère sont présentées ci-dessous :

Tableau 16- Principales contraintes de la filière maraîchère

Domaine	Contraintes
Production	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Insuffisante maîtrise de l'eau : disponibilité insuffisante, nouvelles techniques d'irrigation peu diffusée et système d'exhaure assez cher ; ➤ Faible disponibilité/utilisation de semences de qualité répondant aux caractéristiques du milieu et à la demande du marché ; ➤ Faible disponibilité/utilisation et contrôle d'engrais et produits phytosanitaires ; ➤ Insuffisance/absence de produits financiers adaptés ; ➤ Faible connaissance des itinéraires techniques les plus performants ➤ Faible niveau d'encadrement et d'appui-conseil ; ➤ Faible niveau d'organisation des producteurs et des acteurs de la filière
Transport, Conditionnement, stockage, transformation, transport	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faibles connaissances des techniques améliorées de post-récolte (conditionnement, stockage, transformation, transport) ➤ Moyens de transports peu adaptés aux différents produits maraichers , ➤ Insuffisance d'infrastructures de conditionnement ,de stockage et de conservation.
Commercialisation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faible capacité de négociation des producteurs et faible connaissance/maîtrise des circuits commerciaux , ➤ Forte concurrence des certains produits importés
Acteurs de la filière	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Insuffisance dans l'organisation et la coopération entre acteurs de la filière (producteurs, fournisseurs de biens et services, transporteurs, commerçants, structures d'appui conseil, consommateurs).

Enjeux - Les enjeux de la filière maraîchère sont, entre autres, la mise en place de mécanismes de coopération et collaboration entre les acteurs de la filière (publics et privés) et la création d'un environnement institutionnel favorable tout au long de la chaîne de valeur permettant un meilleur accès aux facteurs de production (terres, eaux, intrants, financements) et aux itinéraires techniques performants, Cela pourra se traduire par une augmentation de la production destinée à satisfaire toute l'année la demande du marché national et réduire les importations et en même temps assurer une augmentation des revenus pour les acteurs de la filière.

4.1.1.4.Filière phoenicicole

La phœniciculture, représente la principale activité du système de production oasienne et le palmier dattier demeure une culture importante tant du point de vue économique que culturel. Elle favorise le développement d'un microclimat propice à la culture d'arbres fruitiers, de plantes maraîchères, fourragères ou céréalières au niveau des oasis. Elle reste une culture peu performante et traditionnelle caractérisée par la « Guetna », occasion de fêtes et de rencontre pour les familles durant l'époque de maturité des dattes. Les zones de production sont caractérisées par un fort enclavement et une rareté des ressources en eau consécutive à la sécheresse et à la surexploitation de la nappe phréatique.

Zones de production – La palmeraie mauritanienne est composée de plus de 2,6 millions de palmiers dont plus de 1,8 million productifs répartis sur 352 palmeraies dont 120 oasis

potentielles inventoriées au niveau des wilayas de l'Adrar, du Tagant, de l'Assaba, du Hodh El Gharbi et du Hodh Charghi. (Source : Rapport provisoire du Recensement des palmiers dattiers, novembre 2012 – PDDO et DPCSE/MDR). La superficie totale sous palmier dattier (système de production oasien) est estimée à 19 687 ha (source : PDDO).

Production - Dans la plus grande partie des oasis, les techniques culturales restent encore traditionnelles. Les améliorations techniques adoptées par les producteurs durant ces dernières années, concernent surtout les moyens d'exhaure d'eau dans les oasis de l'Adrar et du Tagant. Cette diffusion non contrôlée amène à une surexploitation de la nappe phréatique dans certaines oasis.

Les variétés utilisées sont très nombreuses. Parmi ces variétés, la variété Ahmar est la plus commercialisée. Les variétés de qualité en Mauritanie sont généralement molles et ont une durée de vie commerciale à l'état frais très courte si elles ne sont pas stockées au froid. Ce manque de variétés adaptées limite le potentiel d'exportation. Un appui à la recherche et à l'amélioration du patrimoine végétale des palmeraies a été donné par certains projets appuyés entre autres par le FADES et le FIDA. Dans ce cadre un laboratoire de phytobiotechnologie, rattaché à la Délégation régionale de l'Agriculture, a été créé à Atar (wilaya de l'Adrar), un conservatoire de biodiversité phoenicicole a été mis en place sur le site de Ain Ehl Taya près d'Atar, et l'Université de Nouakchott a pu répertorier 127 cultivars dont 42 sur les 53 jugés d'importance économique sont caractérisés et décrits de manière détaillée. En plus 1 000 palmiers in vitro importés des Emirats Arabes Unis ont été distribués dans les oasis pour diversifier le patrimoine national.

La production annuelle moyenne de dattes fluctue d'une année à l'autre en raison des conditions climatiques, des variétés et de la qualité des techniques culturales. Les palmiers dattiers en Mauritanie sont en général peu productifs par rapport aux pays de la sous-région, avec des rendements moyens par palmier de 15 à 20 kg par pied sans irrigation, bien que les palmeraies irriguées présentent des rendements de 30 à 50 kg par pied. Les rendements par hectare varient entre une région et l'autre et sont estimés à 0.9 tonnes/ha en Adrar et 1.4 tonnes/ha dans le Tagant (source PROLPRAF). A l'état actuel, il n'y a pas un système permettant de suivre les productions des palmeraies. Sur la base des palmiers productifs recensés en 2012 (plus de 1,8 millions) et en utilisant un rendement moyen par pied et par an de 31,49 Kg, une estimation de la production annuelle peut s'arrêter à plus de 58 870 tonnes de dattes (source : PDDO et DPSSEC/MA). Sur les 58 870 tonnes, un taux de 20% est généralement établi comme perte de post-récolte, de pourriture etc..., soit 11 774 tonnes. La production nationale est donc estimée à un peu plus de 47 000 tonnes, dont environ 30 000 tonnes seulement sont commercialisables (Source PDDO, DPSSEC/MA).

Certaines variétés de dattes mûrissent sur l'arbre, d'autres sont récoltées avant leur maturation. Les dattes pré matures (balah) sont récoltées à partir du mois de juin et traitées selon différentes techniques. Les autres sont récoltées durant les mois de juillet et août. En Mauritanie, les techniques de récolte sont encore traditionnelles.

Accès aux intrants – La filière est confrontée aux problèmes qui affectent les producteurs en général : éloignement du marché et donc des fournisseurs et produits (engrais et produits phytosanitaires) non contrôlés

Stockage et conditionnement – Le conditionnement (triage, traitement et emballage) joue un rôle important dans la conservation de la qualité et donc la valorisation des dattes. En Mauritanie, cette opération est normalement effectuée par les producteurs avec des techniques plutôt élémentaires qui déterminent souvent des altérations du produit. Les dattes fraîches sont

destinées rapidement (après 4-5 jours) à la commercialisation. Par contre les produits séchés sont stockés au niveau des maisons, des hangars, ainsi que dans les boutiques de commerce à température ambiante. La durée de stockage peut s'étendre jusqu'à un an, avec une détérioration graduelle de la qualité.

L'emballage adopté dépend de la qualité du produit. Les dattes de qualité supérieure sont présentées dans des caisses et celles de qualité moyenne ou basse sont mises dans des sacs en plastique, jute ou polyéthylène.

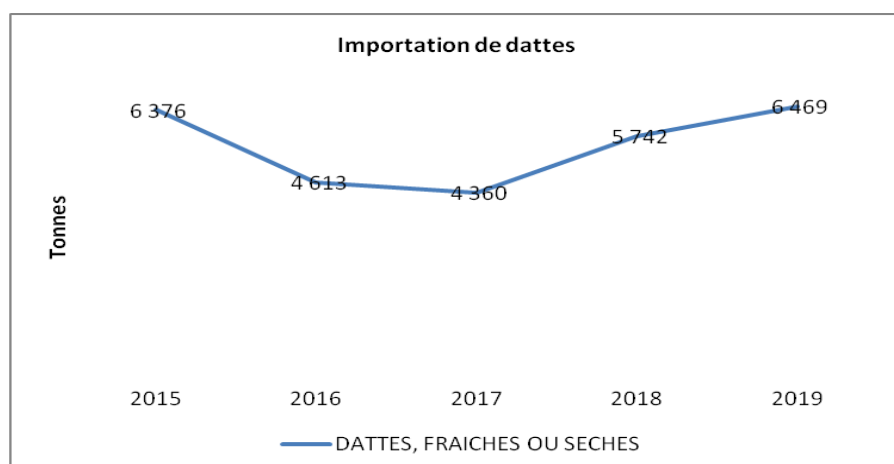
La ville d'Atar (wilaya d'Adrar), dispose depuis 2019 d'une usine de conditionnement de dattes et de légumes d'une capacité de stockage de 500 tonnes. Elle comprend 4 chambres froides, deux chambres de congélation et des ateliers pour le tri et le traitement des dattes. Cette usine est gérée par la Société Toumou Maritania (STM), premier établissement national spécialisé dans la conservation et la commercialisation des dattes et des légumes en Mauritanie. Elle vise à améliorer l'activité économique des populations dans les oasis et à exploiter le produit local pour en tirer le meilleur profit et couvrir en partie les besoins du pays en dattes de qualité concurrençant ainsi les dattes importées, notamment de la Tunisie et de l'Algérie. Cette société d'un capital mixte (Etat et Caisse des Dépôts et de Développement) est sous la tutelle du MDR et envisage à moyen terme intégrer les investisseurs privés dans son capital.

Séchage - Le séchage est l'unique technique utilisée pour la conservation des dattes. Généralement, se sont les écarts de triage et les variétés de moyenne ou médiocre qualité qui sont séchées. Le séchage se fait d'une manière traditionnelle. Après lavage des dattes, le produit est étalé sur une natte et séché directement au soleil sans protection pendant 7 à 8 jours. Les dattes séchées sont conditionnées dans des sacs en plastique ou bien dans des guerba (outre fabriquée à partir de peau de chèvres).

Transformation – La transformation traditionnelle à laquelle sont destinées les dattes de faible qualité, est effectuée généralement par les paysans et les produits transformés sont utilisés au niveau local. Parmi ces produits, il faut citer : (i) le jus de dattes préparé avec les dattes de mauvaise qualité dites taga ; (ii) le robb: pâte visqueuse qui va servir à enduire les parois internes des outres de peau de chèvre utilisées pour le stockage du «d'hane» (beurre salé qui a subi une oxydation); (iii) le «kasra»: pâte obtenue par écrasement des dattes dénoyautées dans un mortier.

Commercialisation / Importation – Les dattes mauritaniennes sont commercialisées essentiellement au niveau national. Les principaux circuits sont : (i) la vente sur pied d'un régime ou plus ou d'un palmier sur place à des familles pour les besoins de la Guetna; (ii) l'expédition par le producteur et par l'intermédiaire vers la ville de destination ou un membre de famille ou un représentant s'occupe de la commercialisation ; (iii) la vente directe du producteur qui se déplace sur le marché local ou des centres urbains; (iv) la vente sur pied à des commerçants intermédiaires. Ces derniers assurent la récolte, le triage, l'emballage, le transport et la commercialisation des dattes, surtout des variétés de dattes de qualité.

Les productions nationales sont insuffisantes et pour satisfaire la demande, la Mauritanie a importé au cours de ces cinq dernières années une moyenne annuelle de 5 512 tonnes de dattes (fraîches et séchées) et environ 6 469 tonnes en 2019. A ce chiffres des circuits commerciaux (sources douane et ONS), il faut ajouter des quantités importantes de dattes qui arrivent en Mauritanie à travers des dons publics (CSA et autres organismes).

Figure 8 : Importations de dattes fraîches et séchées de 2015 à 2019

Sources données : ONS et Douane

Consommation – La consommation de dattes en Mauritanie varie durant l’année. Au moment de la «Guetna» (période de récolte de 2 mois) il est estimé une consommation de 20 Kg par mois et par ménage, soit 5 Kg par semaine, et durant le mois du Ramadan, la consommation augmente à 30 Kg. Par contre durant les neuf mois restants de l’année, le nombre de ménages qui consomment les dattes est réduit et la consommation par mois de ces ménages descend à 8 kg par mois et par ménage (sources DPSSEC MA). Selon le PDDO la consommation moyenne par personne est de 19,79 Kg par an et la demande annuelle est d’environ 82 000 tonnes de dattes.

Les principales contraintes de la filière dattes sont résumées ci-après :

Tableau 17-Principales contraintes de la filière phoenicicole

Domaine	Contraintes
Production	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Insuffisante de la maîtrise de l’eau dans les oasis: gestion inefficace, surexploitation de la nappe phréatiques, et faible diffusion des techniques d’économie d’eau et de systèmes d’exhaure à bas coût. ➤ Insuffisante de la promotion et l’adoption de techniques culturales améliorées. ➤ Faible action de protection contre l’ensablement des oasis. ➤ Faible rendement des palmiers et vieillissement de la plantation. ➤ Appauvrissement du pool génétique de la palmeraie et disparition de certains cultivars. ➤ Faible niveau d’encadrement et d’appui-conseil .
Récolte, conditionnement, stockage, séchage, transformation, transport	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faibles connaissances des techniques améliorées de récolte ; ➤ Faibles connaissances des techniques améliorées de post-récolte : conditionnement, stockage, transformation, transport ; ➤ Insuffisance d’infrastructures de conditionnement et de stockage adaptées
Commercialisation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Forte concurrence (qualité et prix) des dattes en provenance du Maroc,

Domaine	Contraintes
ion	de l'Algérie, de la Tunisie et de l'Arabie Saoudite.
Acteurs de la filière	➤ organisation et coopération insuffisante entre les acteurs de la filière (producteurs, fournisseurs de biens et services, transporteurs, commerçants, structures d'appui conseil, consommateurs)

4.1.1.5.Filière sucrière

La culture de la canne à sucre a été récemment introduite en Mauritanie dans le cadre de la création d'un complexe agro-industriel destiné à la production de sucre. Il s'agit d'une initiative que le Gouvernement a entreprise pour mettre en œuvre des projets de développement structurants, ainsi que pour lancer, entre autres, la production et l'industrialisation d'un produit hautement consommé par la population. A ce propos, l'Etat mauritanien a créé en décembre 2011 la Société d'économie mixte dénommée Société de Sucre de Mauritanie dont le statut a été révisé en 2013 pour devenir une Société anonyme dénommée Compagnie Mauritanienne de Sucre et Dérivés. Dans le cadre de ce partenariat public-privé, l'Etat a mis à la disposition du projet, 17 000 hectares en aval du barrage de Fouta Gleïta et il a entamé plusieurs contacts avec des partenaires privés pour la mobilisation de financements. A l'état actuel, le projet a pu démarrer avec des ressources financières de l'Etat. Des négociations sont en cours avec différents partenaires.

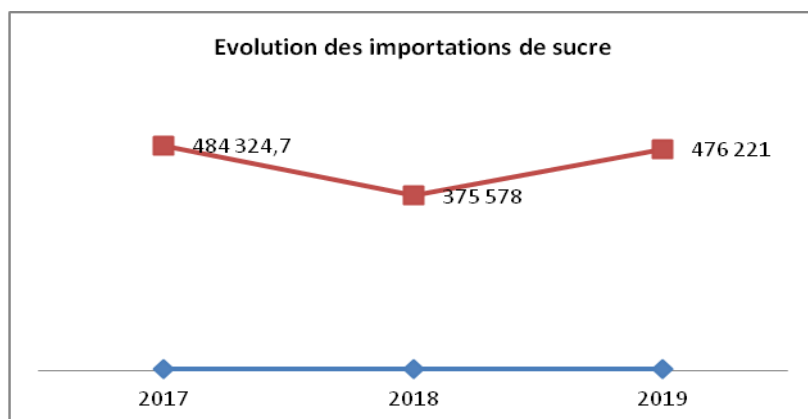
Ce projet prévoit deux composantes : (i) la composante agricole concernant la production de la canne à sucre, et (ii) la composante industrielle qui comprend la sucrerie/raffinerie pour la production de sucre blanc. A partir de la canne à sucre, le projet prévoit ainsi une unité de production d'éthanol d'une capacité de 10 millions de litres par an, une usine d'aliments de bétail d'une capacité de 5 000 tonnes par an et une unité de production de fertilisants, ainsi que la production d'énergie. Il prévoit également la création de 2 000 emplois permanents et 1 000 emplois saisonniers.

Zones de production – La zone de production est celle de Fouta Gleïta dans la Région du Gorgol où l'Etat a mis à la disposition de la Société 17 000 ha des domaines fonciers.

Production – La première pépinière de multiplication de boutures de canne à sucre a été installée en 2012 sur 5 ha à Fouta Gleïta. Actuellement 600 ha de pépinière ont été mis en place pour l'exploitation de 10 000 ha. Les terres destinées à cette production qui doivent être aménagées sont situées en proximité de la retenue du barrage et les caractéristiques topographiques du site constituent des avantages importants pour effectuer l'irrigation gravitaire. Une étude pour l'aménagement des 10 000 ha a été réalisée.

Transformation – L'extraction et la production du sucre à partir de la canne n'a pas démarré. Il est prévu la création d'une raffinerie d'une capacité de 109 000 tonnes de sucre blanc, dont la réalisation est prévue toujours à Fouta Gleïta. Le financement pour cette réalisation est à rechercher.

Commercialisation / Importation - La Mauritanie a importé au cours des trois dernières années une quantité moyenne de 445 375 tonnes de sucre pour satisfaire ses besoins en ce produits. L'évolution des importations est indiquée dans le graphique qui suit :

Figure 9 : Importation de sucre de 2017 à 2019

Consommation – Sur la base des importations de sucre et le nombre d’habitants, le besoin moyen calculé par personne en 2019 se situe aux environs de 114 Kg par an. Cette énorme quantité supposerait que les importations de sucre sont peut-être orientées en partie vers d’autres pays de la sous région.

4.1.1.6. Filière fourragère

La promotion de la pratique des cultures fourragères a été entamée par les pouvoirs publics et ses partenaires au développement au cours des dernières années. Elle vise à atténuer les effets néfastes des sécheresses récurrentes, contribuant ainsi à l’approvisionnement du marché en aliment de bétail et à l’assistance au cheptel et constituant de fait une alternative pour faire face au manque de pâturage. C’est ainsi que les cultures fourragères ont été introduites au niveau de Nbeiket Lehwach au Hodh Charghi par la mise en œuvre d’un projet pilote de production de cultures fourragères sur une superficie de 120 ha. D’autres opérations pilotes ont été lancées au niveau des bassins laitiers du Brakna par l’exploitation d’un périmètre fourrager de 15 ha. Le Projet de Développement de Filières Inclusives (PRODEFI) envisage, lui aussi, développer les cultures fourragères au niveau de sa zone d’intervention.

Les cultures fourragères sont largement pratiquées au niveau de la zone oasienne en association avec le palmier dattier

Les espèces fourragères cultivées sont essentiellement constituées du niébé fourrager, du maïs fourrager, du Maralfalfa, du dolique, du pois d’angole, de l’arachide fourragère, du Panicum maximum, de la luzerne, etc.

Zones de production – Les cultures fourragères sont cultivées au niveau des wilaya du fleuve Sénégal, au niveau de la zone oasienne et au niveau du Hodh Chargui. En effet, les terres les plus favorables au développement des cultures fourragères se retrouvent dans ces zones.

Production – Les productions fourragères sont assez importantes au niveau des sites pilotes du Hodh Chargui et du Brakna, où l’Association des producteurs de lait et de viande (APLV) de Boghé en collaboration avec les ONG OXFAM et AMAD et la coopération espagnole a mis en œuvre le projet "Renforcer la résilience dans les sphères de pauvreté".

Transformation – La transformation du fourrage vert en aliment de bétail concentré est envisagée avec le développement des cultures fourragères. Plusieurs unités de transformation sont à l’étude.

Commercialisation / Importation - La Mauritanie importe annuellement une quantité importante

d'aliments de bétail pour satisfaire les besoins du cheptel en périodes de soudure.

2.2.3. Filières animales

4.1.1.7. Filière bétail sur pied et viandes rouges

☞ Structure de la filière – bétail sur pied

La Mauritanie dispose d'une multitude de marchés à bétail saisonnier, hebdomadaire ou quotidien. Ces marchés structurent les circuits de commercialisation dont ils sont à la base. Du fait de la transhumance entre les zones d'attache et les zones de saison des pluies, les marchés primaires de collecte près des bassins de production ou des zones de transhumance sont marqués par une forte saisonnalité. Les marchés de rassemblement relais et transfrontaliers ou d'exportation ainsi que les marchés urbains de consommation fonctionnent toute l'année

Les échanges de bétail s'effectuent principalement sur deux axes dirigés vers les pôles de consommation du bétail mauritanien sur pied. Le premier pôle est constitué par les pays du Maghreb Arabe vers lesquels se constitue un axe Nord-est d'exportation d'environ 15 000 têtes de camelins et petits ruminants par an. Le deuxième pôle concerne l'axe Sud vers le Mali, le Sénégal et la sous-région ouest-africaine. L'exportation sur cet axe est plus importante avec 20 000 têtes de bovins et petits ruminants par an. Il faut souligner que naguère très important, le commerce vers l'axe sud a diminué d'ampleur du fait des nombreux aléas et risques dans les zones frontalières et reculées, les tracasseries administratives, les concurrences nouvelles par les filières domestiques des pays importateurs.

La filière bétail mobilise de nombreux acteurs permanents ou occasionnels peu organisés ou impliqués dans divers types de réseaux à déterminations multiples. Comme dans toutes les filières traditionnelles du bétail dans le Sahel, les courtiers ou intermédiaires sont des acteurs dont la présence est souvent décriée mais qui jouent un rôle clé en matière de facilitation et la garantie des échanges et transactions entre les offreurs et les commerçants dans les différents types de marché. Malgré la longue tradition d'élevage et l'importance des activités d'élevage et la fréquence des transactions de capital bétail au niveau domestique comme dans la sous-région, la filière reste très peu organisée au niveau de ses différents segments et elle vit les contraintes et risques fréquemment rencontrés dans la commercialisation du bétail au Sahel et à ses franges. Les modes d'intervention individuels ou de groupe restreint restent des contraintes à la fluidité du commerce, la réduction des coûts avec des économies d'échelle et amenuisent les performances et l'efficacité de la filière. Les capacités de la filière en sont autant réduites et ne permettent pas de valoriser les avantages comparatifs de la Mauritanie et la diversité de la demande régionale de son bétail sur pied.

☞ Infrastructures de commercialisation du bétail

La FAO (2016) a procédé à une évaluation exhaustive de la filière bétail viande en Mauritanie qui en plus de l'état des lieux dégage des recommandations spécifiques, proposition de domaines prioritaires et d'action. Le PNDE pour ce qui concerne le bétail et les viandes rouges intègrent entièrement ces recommandations

☞ Exploitation des viandes rouges

Les taux d'exploitation du cheptel sont de l'ordre de 10-12% pour les bovins, 25 % pour les petits ruminants et 9 % pour les camelins. Le poids moyen des carcasses, est estimé à : i) 150 kg pour les bovins ; ii) 15 kg pour les petits ruminants ; iii) 180 kg pour les camelins.

On note l'existence de 9 abattoirs (1 à Nouakchott et 8 dans les wilayas) et de 31 aires d'abattages dont la description et l'analyse on fait l'objet d'une étude détaillée et de recommandation pour une transformation de la filière viandes rouges conforme aux attentes et à ses avantages comparatifs (FAO, 2016). Le PRAPS envisage actuellement de réaliser dans son programme la construction de 25 aires d'abattage et la réhabilitation de 8.

L'abattoir central de Nouakchott (Société des Abattoirs de Nouakchott) a une capacité théorique d'environ 36 tonnes de viande de gros ruminants par jour les besoins de l'agglomération. Cependant de nombreuses contraintes limitent le bon fonctionnement de cet abattoir (règles d'hygiène, transport, chaînes de froid valorisation des sous-produits, etc.) et ne lui permettent pas de jouer un rôle significatif dans la valorisation des viandes rouges. Les perspectives d'exportation de la viande en morceaux de premier choix ou de carcasses congelées vers des niches de marché existent, mais restent conditionnées par l'amélioration de l'état sanitaire des élevages et du contrôle sanitaire ainsi que par des progrès en matière de compétitivité économique.

La production annuelle de la viande a été estimée, selon le Ministère en charge de l'Elevage en 2017 à environ **160 929** tonnes, dont 28 158 tonnes de bœuf, 699 656 tonnes de petits ruminants (mouton essentiellement), 34 976 tonnes de viande caprine et 27 830 tonnes de viande cameline. L'excédent de production de viandes rouges par rapport à la consommation nationale, représente près de 40% de la production nationale totale, soit environ 40.000 tec (tonnes d'équivalent carcasse), l'élevage mauritanien possède un potentiel très important d'exportation.

Tableau 18 - Production de viandes rouges en Mauritanie (en Tonnes)

	2012	2013	2014	2015	2016	Taux évolution (%)
Bovine	26 236	26 603	26 976	27 353	28158	4,23
Ovine	35 975	37 774	39 663	41 646	69965	9,67
Caprine	23 979	25 178	26 437	27 758	34976	9,44
Cameline	37 244	37 504	37 767	38 032	27830	1,64
Total	123 434	127 059	130 843	134 789	160929	7,12

Ministère Elevage, 2017

La consommation par habitant/an est estimée à un niveau élevé par rapport à la moyenne africaine au sud du Sahara (selon les sources 38,1 kg par habitant /an avec des variations

importantes d'une Wilaya à l'autre (30% à Nouakchott). La Mauritanie est autosuffisante en viandes rouges. La consommation de la viande fraîche (non réfrigérée) provenant d'un animal abattu le jour même est préféré.

La commercialisation de viandes rouges réfrigérées et/ou congelées reste marginale limitée aux grandes villes et dans les circuits de vente moderne. La seule forme de transformation de viandes en Mauritanie est le Tischtar (viande séchée).

Un potentiel exportable sur pied d'environ 24 000 tonnes d'équivalentes carcasses par an (vers le Sénégal, Gambie et la Côte d'Ivoire pour les bovins et ovins, et au Maroc pour les(dromadaires).

Concernant les prix, la Mauritanie est à une moyenne actuelle de 1 200 UM/ kg évalué à US\$3,6/kg de 2 00 U/kg évaluée à US \$ 5,4/ kg respectivement pour les prix carcasse bovine et PR quand les principaux exportateurs sont respectivement à US\$3.3/kg pour le bœuf du Brésil et : \$ 7.10 pour la carcasse PR d'Australie (Source : Global beef trading, 2013)

Le tableau ci-dessous montre les avantages comparatifs de la Mauritanie par rapport aux pays européens et dans la sous-région qui lui permettent de proposer un rapport qualité-prix compétitif (FAO, 2015).

Tableau 19 - . Prix au consommateur de la viande rouge (euros/kg) - 2015

Pays	Mauritanie	Tunisie	Algérie	Sénégal
Viande bovine	2,82	5,4	8,78	3,13
Viande ovine	3,39	5,95	8,78	3,28

Source : FAO, 2015

Il faut cependant souligner que les perspectives d'exportation de viandes rouges doivent faire l'objet d'une évaluation fine.

Outre les avantages liés au potentiel en viande du pays, il importe également de tenir compte du fait que le marché international de la viande est soumis à de nombreuses réglementations sanitaires qui en font un marché très soumis aux barrières non tarifaires et de ce fait très compartimentalisé.

Certes, il y a un important potentiel pour la production de viande rouge exportable sous forme de bétail sur pied vers des pays comme le Sénégal, le Mali et la Côte d'Ivoire, suivant des pratiques anciennes.

Toutefois, ce potentiel est difficile à exporter sur le marché mondial à cause de la présence de zoonoses (notamment la Fièvre de la Vallée du Rift) et d'autres maladies contagieuses comme la PPCB, la Fièvre aphteuse et la Peste des Petits Ruminants (Faisabilité d'un projet viande rouge en Mauritanie, SOFRECO/AAAID, juillet 2015).

La création d'une structure pour l'exportation de la viande rouge dans le court terme requiert la création de compartiments (zones exemptes de maladies), agréés par les autorités sanitaires de la Mauritanie et les pays ciblés pour l'exportation.

Il apparaît ainsi que le marché marocain pourrait rester hautement protégé pour des raisons zoosanitaires d'autant plus le Maroc se positionne à moyen terme lui-même comme exportateur de viande rouge. La Tunisie quant à elle constitue un marché relativement étroit à raison de 1000 à 5000 t /an) et elle planifie d'être autosuffisante. Le marché libyen est difficile d'accès à cause de son instabilité. Enfin, le marché algérien reste le plus important avec une demande de 80 000 t, mais ce marché est dominé par des importations de viandes rouges en provenance de l'Inde et du Brésil à des prix hautement compétitifs (SOFRECO/AAID, juillet 2015 ; FAO 2016).

La gestion du petit bétail de case est du ressort des femmes. L'embouche, quand elle peut être pratiquée, procure des revenus importants. Les femmes assurent la traite (bovins), la transformation et la commercialisation du lait issu de la traite du matin (le lait du soir est vendu par les hommes).

4.1.1.8.Filière du lait et produits laitiers

La filière lait local en Mauritanie présente un potentiel de croissance important grâce à la taille du cheptel, au dynamisme du secteur de la transformation (cinq laiteries industrielles collectent du lait local, un nombre croissant de minilaiteries voit le jour) et à des débouchés en forte augmentation, notamment en milieu urbain du fait de la croissance démographique et du niveau élevé de consommation des produits laitiers des Mauritaniens(0,4 à 0,5 litres/habitant/jour, soit presque quatre fois la consommation moyenne par habitant en Afrique Subsaharienne). Le lait local et ses produits dérivés sont un marqueur identitaire dans le pays et sont particulièrement recherchés à cause des qualités gustatives et nutritionnelles reconnues.

En Mauritanie la vocation laitière des élevages est ancienne et historiquement pour l'essentiel vouée à l'autoconsommation (des hommes et des veaux, chamelons, etc.).

Le secteur de l'élevage est majoritairement composé par des systèmes pastoraux mobiles à faible usage d'intrants, avec une valorisation de résidus agricoles dans les zones d'agriculture de décrue et à proximité des aménagements hydro-agricoles. La production laitière, principalement bovine et cameline, est estimée à plus de 500 000 tonnes par an, avec une croissance moyenne annuelle estimée à 1,4 %.

Tableau 20 - Productions laitières (Ministère de l'élevage, 2017)

Espèces	Production (milliers /t)	Auto consommation	Pertes	Ventes usines ou en lait cru
Bovins	197	170 (87%)	10 (5%)	17 (8%)
Camelins	259	128(50%)	128(50%)	2 (1%)

Ovins	14	14 (100%)	0(0%)	0 (0%)
Caprins	91	90 (99%)	0(0%)	1 (1%)
Total	560	402 (72%)	138 (25%)	20 (4%)

La filière lait local a connu une évolution importante ces dernières années grâce aux investissements publics et privés qui ont permis la création de deux pôles laitiers, l'un plus ancien dans le Trarza et le Brakna, où collectent cinq industries privées du pays (TIVISKI, Société Laitière de Mauritanie, TOPLAIT, WATANYA, SAVA et IRIJI), et l'autre de plus récente création dans le Hodh El Chergui autour d'une industrie laitière publique (SMPL). La Mauritanie compte aujourd'hui cinq laiteries industrielles qui proposent une palette diversifiée de produits laitiers (lait longue conservation, lait fermenté, yaourts, fromages, etc.), à partir des laits frais de vache, chèvre et chamelle mais aussi de poudres de lait.

Le secteur de la transformation industrielle nationale montre une certaine résilience (la création des trois majeurs acteurs industriels a eu lieu entre 1987 et 2005). Les industries privées ont investi plus de 2 milliards de MRU (plus de 45 millions d'euros) et l'Etat environ 800 millions de MRU (20 millions d'euros) dans la laiterie publique de Néma. Le secteur industriel génère quelques dizaines de milliers d'emploi directs et indirects. La plupart des laiteries continuent, malgré un recours important à la poudre de lait, à collecter régulièrement du lait local, ce qui en fait une exception au niveau régional.

Cependant, on note également des difficultés croissantes : un plafonnement des quantités de lait frais collectées avec une forte concurrence entre les industriels dont la majorité collecte dans les mêmes bassins du Trarza et du Brakna ; une difficulté à octroyer des services d'intérêt aux éleveurs et à contenir la chute des niveaux de collecte en saison sèche ; l'apparition d'acteurs industriels transformant uniquement de la poudre de lait, etc. Les investissements onéreux consentis sur l'aval de la filière sont en contradiction avec la pauvreté des dispositifs d'appui à la production, à contre-courant des besoins et de la demande des acteurs et de la filière dont le principal problème reste quantitativement liée la matière première.

A côté du secteur industriel, les circuits de la vente directe de lait frais et des produits transformés artisanalement montrent également des signes de dynamisme. Le développement de formes d'élevage périurbaines autour des principales villes en est un exemple intéressant, ainsi que l'expansion rapide du nombre de minilaiteries dans le pays. Toutefois, les élevages périurbains et les circuits de la vente directe en milieu urbain semblent peu investis par l'action publique de développement et les minilaiteries, elles, créées à l'aide de subventions publiques, présentent des difficultés majeures qui demandent de revoir la conception et les conditions de mise en œuvre de ce modèle dans le pays.

La production laitière est saisonnière et atomisée (avec un pic en saison des pluies et une production faible voire insignifiante pendant la saison sèche chaude).

La production locale, bien qu'élevée, reste saisonnière et atomisée. Pendant l'hivernage la production de lait est beaucoup plus importante que celle de la saison sèche. La saisonnalité de la production laitière est caractéristique et s'explique par l'abondance périodique et de la qualité des fourrages et la disponibilité de l'eau. La difficulté de couvrir les besoins alimentaires des laitières et de distribuer des rations en fonction des productions est entretenue par la faible pratique des cultures fourragères.

Les usines de pasteurisation sont approvisionnées grâce à un système de collecte de lait produit par les élevages semi-intensifs et péri-urbain (transhumants ou sédentaires). Ces systèmes de collecte sont organisés avec des moyens modernes (camionnettes, camions-citernes etc.).

La filière lait implique plusieurs acteurs : producteurs, collecteurs, industriels, consommateurs, organisations socio-professionnelles dont la cartographie reste à préciser. Par ailleurs, en vue d'une rationalisation et d'un développement de la production laitière, les usines de pasteurisation ont organisé les éleveurs ; ce qui a permis, outre l'augmentation des revenus des éleveurs, une meilleure gestion des troupeaux qui sont mieux nourris et soignés. Cependant, les importations de lait stérilisé et en poudre sont importantes (133 000 tonnes environ en 2019) et concurrencent la production laitière locale dont 95% était autoconsommée. Pour une consommation individuelle de 5 litres/an, le taux de couverture actuel en lait d'origine locale des besoins de la population (environ 761 000 tonnes) avoisine les 50%.

Les perspectives pour 2025 prévoyaient un développement de la filière permettant une diminution sensible des importations malgré une augmentation attendue de la consommation.

Le développement de cette filière reste conditionné à l'amont par l'amélioration des élevages et de la productivité des troupeaux et à l'aval, par l'amélioration des conditions de collecte, le développement de la chaîne de ramassage/stockage à froid et, la mise en place d'une politique incitatrice pour l'investissement privé.

4.1.1.9. Filière Cuirs et peaux

La filière cuirs et peaux présente un important potentiel de production, mais elle demeure encore embryonnaire cependant ses produits demeurent insuffisamment exploités. Les quantités de peaux et cuirs estimées font état d'un total de 4 936 093 peaux brutes issues des abattages en 2015 (Tableau 5). Le PRAPS a mis en œuvre une action pour la collecte et la préparation des peaux et cuirs à travers une formation qualifiante en tannage avec mise à disposition de Kits et de fonds de roulement.

Tableau 21 - Productions Peaux et cuirs (Ministère de l'Elevage, 2017)

Année	2012	2013	2014	2015
Bovine	174 908	177 356	179 839	182 353
Ovine	2 398 366	2 518 285	2 644 199	2 776 409

Caprine	1 598 582	1 678 511	1 762 436	1 850 558
Cameline	124 148	125 013	125 892	126 773
Total	4 296 004	4 499 165	4 712 366	4 936 093

Les willayas des deux Hodhs, de l'Assaba, du Trarza, du Gorgol et du Brakna sont des zones traditionnelles d'abattage du bétail et de production de cuirs et peaux.

Les tanneries sont polluantes et consomment beaucoup d'eau. La capacité de transformation nationale se limite à l'existence de quelques tanneries modernes installées à Nouakchott avec parmi elles une entreprise commerciale d'une capacité maximale de 100 000 peaux annuellement (qui est loin d'être réalisée), dont la raison sociale est le traitement primaire des peaux. Les amas des cornes et onglons aux environs des abattoirs posent des problèmes de salubrité publique.

Les conditions d'abattage étant généralement déplorables, elles occasionnent des pertes importantes sur la qualité des cuirs et peaux collectés (déchirures, morceaux de chair ou de graisse sur la peau).

De nombreuses dépréciations réduisent la qualité des peaux avant abattage (marquage au feu, gerçures, cicatrices dues aux parasitoses)

La mise en service de l'abattoir de Nouakchott et son extension, l'organisation du dispositif de collecte des peaux et de leur traitement, permet/ permettrait de développer l'exportation de ces sous-produits, à l'heure actuelle nettement sous-valorisés. Il reste à mettre en place une politique d'amélioration de la qualité des peaux au niveau des élevages et de l'abattage, d'élargissement du circuit de collecte et d'investissement dans les unités de traitement.

La collecte de peaux brutes est principalement réalisée à Nouakchott. Le potentiel exportable en peaux équivaut à 185 000 bovins et 4 000 000 petits ruminants. La quasi-totalité de la production est exportée sous forme de cuirs et peaux bruts (lavés et séchés à l'ombre ou au soleil, salés ou sans traitement) vers l'Europe (France, Italie, Espagne), l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Mali, Ghana) et le Maghreb (Maroc). Les exportations mauritaniennes (vers la Chine, l'Espagne et l'Italie) sont négligeables. Elles étaient estimées en 2004 par les services douaniers à 27.000 dollars US sous forme brute au stade de "wet blue".. Les peaux et cuirs des petits ruminants et bovins sont employés par l'artisanat local tandis que ceux des dromadaires ne sont pas utilisés.

Les peaux sont vendues de 100 à 350 MRU pour les petits ruminants à Nouakchott contre 1/3 seulement de ces prix à l'intérieur du pays. 90 % des peaux et cuirs exportés le sont à l'état brut Wetsalted, l'idéal étant de les vendre au stade Wetblue.

La filière concerne plusieurs acteurs que sont les producteurs, collecteurs/ intermédiaires, transporteurs, grossistes, dépeceurs, acheteurs, transformateurs, investisseurs étrangers,

organisations socioprofessionnelles mais l'absence de cadre réglementaire relatif à la filière des cuirs et peaux reste être une contrainte. Les propriétaires des tanneries sont regroupés au sein de la Fédération des Peaux et Cuirs.

La continuation de l'exportation de peaux brutes génère peu de valeur ajoutée alors que les tanneries industrielles n'exploitent que 10% de la production locale des peaux et cuirs et survivent difficilement d'autant plus que les taxes à l'importation des produits chimiques et d'exportation des peaux et cuirs sont jugés élevées.

4.1.1.10.Filière avicole

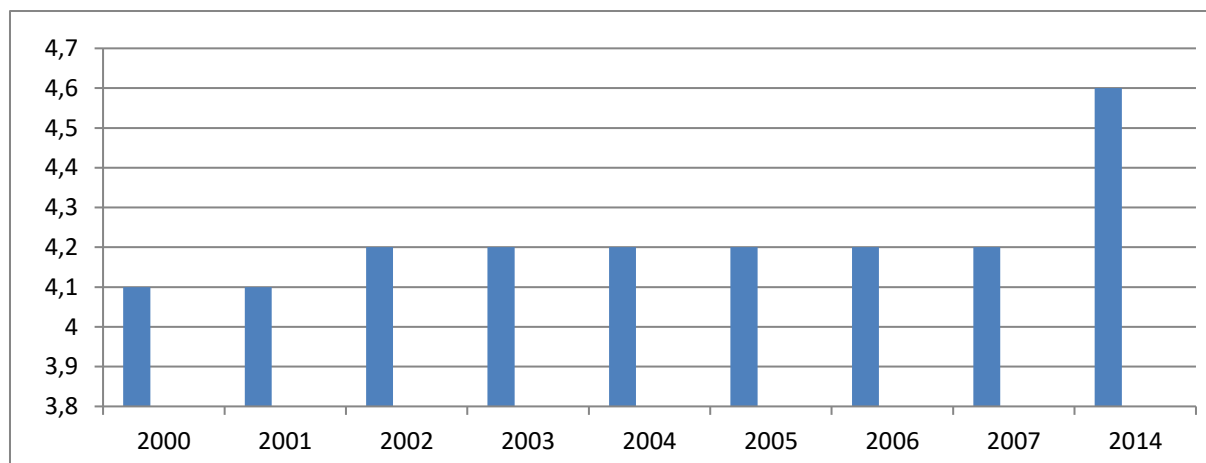
☞ Productions et systèmes de productions Avicoles

Les produits avicoles, aussi bien dans les principaux centres urbains que dans les zones rurales d'extrême pauvreté, jouent un rôle très important dans la sécurité alimentaire et dans la constitution des revenus des ménages. Ils constituent la principale source de protéine animale aux ménages à faible revenu. Ces dernières années, l'urbanisation du pays a entraîné une évolution des modes de consommation qui accordent une place de plus en plus importante aux produits avicoles.

☞ Les effectifs

Plusieurs études et enquêtes ont été effectuées tentant d'évaluer les effectifs de volailles, et actuellement les effectifs totaux sont estimés à 4.6 millions de volailles en 2014 avec un taux de croissance estimé à 2.5% par an depuis l'année 2000.

Figure 10 : Evolution des effectifs volailles



☞ Les races

On rencontre, surtout au niveau des exploitations avicoles modernes, une large gamme de races exotiques provenant de France, Belgique, Sénégal, Espagne, Maroc etc. dont les principales sont : BERCO, VEDETTE, ROSS 206, ISABROWN, ARBORE AERE, COUPE 300, 350 et 500.

Concernant les races locales, il n'existe pas, ou plutôt il est difficile d'avoir une liste exhaustive des races et variétés des poules et poulets utilisés par les petits exploitants ruraux.

☞ Systèmes d'élevage

Différents systèmes avicoles existent aujourd'hui en Mauritanie. Jusqu'aux années 2000 En Mauritanie on rencontrait essentiellement deux types de système d'élevage avicole : L'aviculture « traditionnelle » et L'aviculture dite « moderne ». Au-delà des années 2010, on a noté une évolution au niveau des systèmes avec l'apparition du système semi-intensif auprès des systèmes semi-industriels et traditionnel (aviculture familiale).

Par rapport à la classification de la FAO, on peut considérer que le système semi-industriel correspond au secteur 2, le système semi-intensif au secteur 3 et l'aviculture « traditionnelle » au secteur 4.

Tableau 22 - Principaux acteurs économiques et leurs capacités de production

<i>Acteurs</i>	<i>Date d'autorisation</i>	<i>Couvoir</i>	<i>Parentaux</i>	<i>Chai r</i>	<i>Œuf</i>	<i>Capacité</i>	<i>Aliment Bétail</i>
BARAKA	2012	OUI	OUI	OUI	OUI	38000 / Semaine et 25000 œufs / jour	OUI (2 Tonnes.jo ur
HANEFI ET OUKAHA	2012	EN COURS	NON, IMPORT MAROC	OUI	NON	250000/ semaine	NON, Import Maroc
GLP	2013	NON	NON	OUI	NON	7500/ semaine import du Maroc	NON, Import Maroc
HANEFI	NON	NON	NON	OUI	NON	IMPORT DE BARAKA	NON, Import Grands Moulin
COMPLEXE AVICOLE MAURITANIE	En cours	En cours	En cours	En cours	En cours	En cours	En cours

☞ Productions

Cheptels reproducteurs et œufs à couvrir : En Mauritanie, à la différence des autres pays de la région, jusqu'aux années 2010 il n'existait pas de production locale de poussins de lignées améliorées. Les poussins étaient importés directement en provenance d'Europe (France, Belgique) et/ou du Sénégal, la capacité d'importation de ces unités était estimée dans les dix dernières années à 2.000.000 poussins/an mais elle a enregistré une baisse importante depuis 2005/2006 et des fluctuations depuis lors dus aux conséquences de la grippe aviaire et aux difficultés de disponibilité d'importations

Deus quelques années, il existe des couvoirs qui importent des œufs à couvrir du Brésil, des Pays-Bas ou du Maroc et produisent en moyenne 120 à 140.000 poussins par semaine, pour des prix qui varient de 30 à 35 MRU par unité, à Nouakchott.

Viande de poulets de chair : La production de viande blanche est estimée à près de 7000 tonnes.

Tableau 23 - Productions viandes blanches

	<i>Type d'aviculture</i>	<i>Production (Tonnes)</i>	<i>Valeur (millions MRU)</i>	<i>Autoconsommation</i>	
				<i>Tonnes</i>	<i>%</i>
Poulets de chair	Aviculture traditionnelle	4 833	2 900	2 417	50%
	aviculture intensive	2 100	1 092		
	Total	6 933	3 992	2 417	35%

Œufs de consommation de poules : La production d'œufs de consommation en Mauritanie est difficile à estimer (autoconsommation au niveau de l'élevage traditionnel) et reste très faible. à 10 millions d'œufs/an.

Autres espèces : Au niveau de l'élevage familial traditionnel, en plus des poulets, on rencontre de petites bandes de pintades, pigeons et de canards qui sont élevés dans l'exploitation pour essentiellement une autoconsommation.

☞ Consommation

En Mauritanie, la consommation actuelle de viande blanche est estimée à environ 11.000 tonnes, pour une consommation annuelle par habitant de l'ordre de 3 à 4 kg/habitant/an. La consommation annuelle per capita des Mauritaniens s'avère donc beaucoup moins importante que celle des pays avoisinants.

Cette consommation annuelle de viande blanche est couverte à 58 % par l'aviculture traditionnelle, à 25 % par l'aviculture intensive et à 17 % par les importations. Ainsi, les projections de la FAO sur la demande en viande blanche prévoient pour l'Afrique Subsaharienne un accroissement à l'horizon 2015 d'environ 25 % soit 5 % par an. A ce taux, la demande mauritanienne à l'horizon 2015 serait d'environ 17 à 27.000 tonnes. En outre, il y a une substitution de plus en plus marquée de la viande rouge par la viande blanche.

☞ Commercialisation des produits

Importation Viandes : Les importations de volailles ont connu une augmentation soutenue, de l'ordre de 25% sur les treize dernières années, à savoir entre 2005 et 2017. C'est ainsi que les volumes durant cette période sont passés de 5.500 à 23.300 tonnes.

La valeur CAF de l'ensemble des catégories de viande de volailles importée est en forte augmentation. Celle-ci a évolué de 244,767 millions d'A-UM en 2005 à 6,6 milliards d'A-UM en 2017, soit une progression de 2.596% sur 13 ans correspondant à un taux moyen de croissance de près de 200% par an.

Les importations concernent essentiellement des morceaux et abats de coqs et de poulets congelés,

Importations d'intrants : L'importation d'intrants concerne essentiellement l'aliment, les poussins d'un jour et les œufs fécondés.

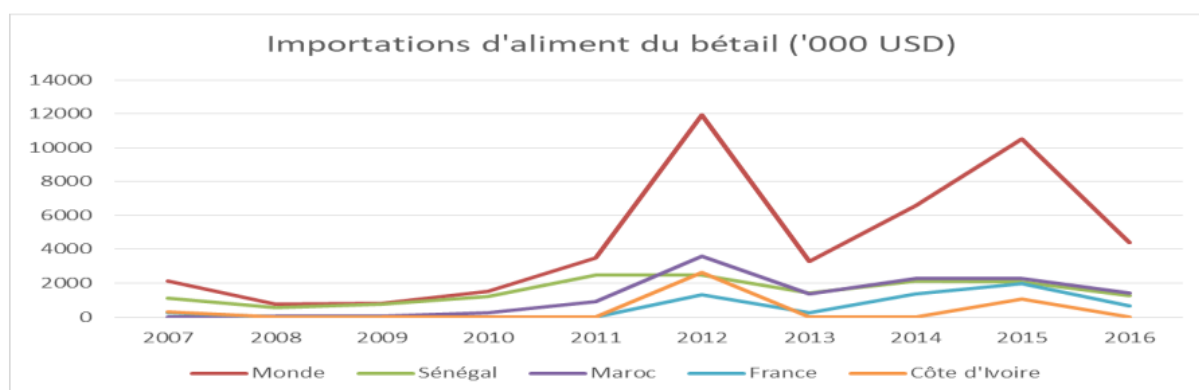
Tableau 24 - Importations de poussins, œufs et aliments en volume sur la période de 2009-2014

<i>Evolution des importations des Poussins/Œufs/Aliment volailles en Poids (Kg)</i>							
Type	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total
Poussins d'un jour	319	60 745	5 521	610	750	117 063	185 008
Œufs à couver	80 045	31 190	188 405	48 840	80 904	219 998	1 378 382
Aliment volaille	579 611	733 696	13 728 014	56 028 534	14 169 863	28 519 968	113 759 686

(MEF, 2017)

Les poussins proviennent essentiellement de l'Europe (France, Pays-Bas) et du Sénégal et du Maroc. Les aliments du Sénégal et du Maroc, et les œufs à couver particulièrement du Maroc.

Figure 11 : Volume et origine des importations de l'aliment de bétail en Mauritanie



Commercialisation intérieure des viandes : L'activité de vente de volailles et/ou d'œufs ne constitue en général pas l'occupation principale des opérateurs existants (même semi-

industriels). Les plus gros opérateurs intervenant sur le marché sont cependant les importateurs de poulets congelés.

Le secteur d'abattage et de préparation des viandes blanches reste le maillon le moins développé de la filière. Il n'existe pas d'infrastructures d'abattage appropriées et aux normes en Mauritanie. Cependant on note une certaine amélioration au niveau des exploitations modernes en système semi-industriel.

Commercialisation en milieu rural : Les producteurs ruraux ont l'habitude de consommer une partie de leur production pour un volume relativement stable, de l'ordre de 2.340 tonnes, l'autre partie passe dans les circuits des marchés villageois et urbains pour un chiffre d'affaires estimés à 280.800.000 A-UM (MEF, 2017). Le prix de revient au producteur, bien que difficilement estimable, peut être évalué à 1.300 A-UM/poulet.

Commercialisation en milieu urbain : La commercialisation de la viande de volaille en milieu urbain est plus diversifiée et intéresse les importateurs et les producteurs en élevage périurbain.

Le circuit de commercialisation et de distribution repose quasi-exclusivement sur les ventes en vif (vente de poulets vivants). Il s'agit donc essentiellement d'activités de commerce de proximité.

Les prix de revient au producteur, bien que difficilement estimables, sont de l'ordre de 900 à 1.000 A-UM/ poulet pour un chiffre d'affaires en 2016 estimé à 3.888.000. 000 A-UM. Le poulet est vendu au revendeur à 1.200 A-UM. La marge bénéficiaire du producteur est d'environ 300 A-UM/poulet.

Pour ce qui est des poulets importés, le circuit de commercialisation fait intervenir des importateurs. Des grossistes distributeurs s'approvisionnent auprès des importateurs, reconditionnent éventuellement en cartons de 10 kg et revendent à des grossistes régionaux polyvalents, généralement à crédit. La commercialisation se fait surtout au niveau des épiceries, des supermarchés, des boucheries, des marchés et boutiques de quartiers. Le prix moyen du Kg de viande de volaille (poulet congelé), varie en moyenne entre 650 et 800 A-UM pour un chiffre d'affaire en 2014 de 9.597.855.150 A-UM. La marge bénéficiaire de l'importateur est d'environ 384 A-UM/kg.

Santé vétérinaire, santé publique, mesures de biosécurité

Aucun cas de grippe aviaire n'est apparu en Mauritanie. Pourtant le risque d'apparition de cette maladie en Mauritanie a depuis et constitue encore une préoccupation majeure des pouvoirs publics.

Le cheptel aviaire souffre des conséquences de l'incidence de plusieurs autres maladies (parasites externes et internes, et surtout de la pseudo-peste aviaire). Les maladies observées peuvent être infectieuses ou non, et causées par une grande variété d'organismes ou de déficiences : (i) Maladies virales parmi les plus meurtrières et comprennent la Maladie de, la Variole aviaire, La Maladie de Marek ; les Maladies mycoplasmales : un syndrome complexe

causé par *Mycoplasma gallisepticum* associé à des bactéries (souvent *E. coli*), des champignons et des virus (souvent celui de la Bronchite infectieuse) ; (iii) les Maladies bactériennes : Choléra aviaire (Pasteurellose) et Salmonellose aviaire ; (iv) les Maladies Parasitaires : Les Coccidioses, les Parasites externes (ectoparasites : Poux ; Acariens, Tiques), et Parasites internes (endoparasites dont les plus importants sont les Helminthes et les Protozoaires ; (v) les Maladies fongiques : Mycotoxicoses et Aspergillose.

On distingue également les Maladies non infectieuses : (i) les Déficiences : Des déficiences et déséquilibres en énergie et protéines ; (ii) les Intoxications : Un excédent de certains nutriments ; (iii) l'ingestion de parties de plantes toxiques telles que feuilles, graines et sève.

La prophylaxie médicale se fait essentiellement au niveau des exploitations modernes qui utilisent des vétérinaires privés et qui disposent d'un programme de vaccination mis en place par les services vétérinaires et concernant les principales maladies (Gumboro, Newcastle, etc.).

Au niveau des élevages avicoles traditionnels, il n'est adoptée aucune mesure de biosécurité requise. Au niveau des élevages semi intensifs de volailles, il est adopté un certain nombre de pratiques de biosécurité qui se font à travers des isolements quand une affection est signalée et de l'application d'actions sporadiques d'assainissements, etc.).

2.3. Cadre institutionnel et parties prenantes

Le cadre institutionnel du secteur rural est constitué d'acteurs publics et non publics nationaux et internationaux qui sont principalement (i) le Ministère du Développement Rural, ses structures centrales et ses délégations régionales, ainsi que les institutions sous tutelle, (ii) les autres Départements ministériels impliqués dans les activités agricoles, (iii) les Organisations de producteurs, communautaires et interprofessionnelles du développement agropastorales, (iv) les ONG intervenant dans le domaine agropastoral, (v) les fournisseurs de services divers (vi) et les partenaires financiers.

Ministère du Développement Rural - Conformément au Décret 315-2018 /PM du 6 décembre 2018 fixant les attributions du Ministre du Développement Rural et l'organisation de l'administration centrale de son Département, le Ministère a pour mission générale de concevoir, exécuter, suivre et évaluer les politiques du Gouvernement en matière du développement rural. Parmi ses missions, on peut citer : l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques relatives au développement rural ;

- la contribution à l'appui technique des agriculteurs et éleveurs;
- la promotion de la structuration du monde rural ;
- la coordination, le suivi et l'évaluation de l'exécution des politiques et des actions de développement et d'aménagement et la réalisation des objectifs fixés en matière de développement rural;

Le Ministère du Développement Rural est organisé en services centraux, déconcentrés et décentralisés techniques.

Les services centraux techniques du Ministère sont :

- La Direction des Stratégies, de la Coopération et du suivi-évaluation qui est chargée des

politiques sectorielles et des stratégies de développement rural, de la mobilisation des financements, et du suivi-évaluation ;

- La Direction des Statistiques et des Systèmes d'Information Agropastorales chargée des enquêtes statistiques et la centralisation des informations relatives aux mercuriales et le suivi des marchés;
- Le Direction de développement des Filières et du Conseil Rural qui est chargée de la mise en œuvre des politiques nationale dans le domaine de la production végétale et la mise en œuvre des programmes de conseil agricole et de l'animation rurale;
- La Direction de l'Aménagement Rural qui est chargée de la planification des aménagements agricoles, les études et le contrôle des normes d'aménagement ainsi que le suivi de l'exécution des travaux et des aspects agro météorologiques ;
- La Direction du Développement des Filières Animales et du Pastoralisme (DDFAP) est chargée de coordonner la mise en œuvre des politiques, des programmes, des projets et des mesures permettant le développement de la production animale.
- La Direction des Services Vétérinaires (DSV) est chargée de coordonner l'ensemble des activités publiques et privées tendant à l'amélioration de la santé animale, du bien-être des animaux, de la qualité, de la sécurité sanitaire des denrées d'origine animale et des produits vétérinaires
- La Direction des Affaires Administratives et Financières qui est chargée, sous l'autorité du Secrétaire Général de la gestion administrative et financière (gestion du personnel, marchés, participation à l'élaboration du budget du budget)

Les Services déconcentrés du Ministère du Développement Rural sont les délégations régionales hissées statutairement et hiérarchiquement au niveau des directions centrales et assurant la coordination des activités et des missions du Département au niveau des wilayas. Ces délégations régionales sont organisées en services représentatifs des directions centrales du Département.

Les services décentralisés techniques sont des établissements publics créés pour assurer des missions techniques spécialisées. Il s'agit pour l'agriculture de :

- La Société Nationale pour le Développement Rural (SONADER) est chargée des missions suivantes (a) la maîtrise d'ouvrage déléguée de l'Etat dans le domaine de l'aménagement (études et travaux réalisés sur fonds publics), (b) la gestion et la maintenance des infrastructures agricoles et hydroagricoles publiques non transférées aux usagers, (c) ainsi que le conseil agricole et suivi-évaluation des Organisations socioprofessionnelles de l'agriculture dans sa zone d'intervention, sans en avoir le monopole.
- La Société Nationale d'Aménagement Agricole et des Travaux (SNAAT) qui est chargée de la conception et de l'aménagement des terres à vocation agricole et des ouvrages hydroagricoles ;
- L'Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole (ENFVA) qui statutairement chargée de la formation et du perfectionnement du personnel technique de l'agriculture. Il convient d'ajouter, qu'à cette écoles sont rattachés deux centre de formation. Notamment le Centre de Formation des Producteurs Ruraux de Boghé (CFPB) et le Centre de Démonstration des Techniques Agricoles de M'Bagne (CDTAM) , qui assurent la formations pour les producteurs privés du secteur agricole.

- Le Centre National de Recherche et de Développement Agricole (CNRADA) qui est chargé notamment d'assurer, organiser, exécuter et diffuser tous les travaux de recherche intéressant l'agriculture entendue de la production végétale et la promotion des productions agricoles. A ce Centre a été rattaché récemment le centre de contrôle de qualité des semences et des plants.
- L'Office National de Recherches et de Développement de l'Elevage (ONARDEL) qui a pour mission d'assurer la mise en œuvre de la politique du pays en matière de Santé et production animales.
- Le Centre National de Lutte Antiacridienne chargé de lutter contre les criquets sur l'ensemble du territoire national. La lutte anti-aviare a été rattachée récemment à ce centre.
- La Ferme de M'Pourié qui sert de champ public d'application des innovations.
- La Société des Abattoirs de Nouakchott (SAN). qui a pour mission la conception, la réalisation, l'exploitation et la gestion des abattoirs et aires d'abattage au niveau de Nouakchott, en observant les règles d'hygiène et de salubrité.
- La Centrale d'Approvisionnement en Intrants d'Elevage (CAIE) qui a pour mission l'approvisionnement des éleveurs en intrants d'élevage. Elle a pour objet l'importation et la vente des produits biologiques et pharmaceutiques vétérinaires, des produits chimiques et drogues destinés aux soins des animaux et des aliments pour bétail.
- Le Centre Mauritanien de développement de l'Elevage Camelin (CMDEC) qui a pour mission le développement des productions camelines.
- L'Union Nationale des Caisses de Crédit et d'Epargne de l'Elevage (UNCECEL) qui est une institution de microfinance dédiée au secteur de l'élevage. Elle regroupe 20 caisses de crédit réparties dans la zone agropastorale du pays.

Les principales forces du Ministère en charge du Développement Rural sont essentiellement (i) l'ancrage des délégations dans tout le territoire ainsi que leur savoir-faire en matière de coordination des programmes et la bonne connaissance du terrain par les différents intervenants.

Par contre les faiblesses de ce département ministériel portent sur les aspects suivants:

- ✓ l'insuffisance des moyens humains par rapport aux besoins à satisfaire, ce qui entraîne des dysfonctionnements importants au niveau des structures centrales, régionales et des institutions sous tutelle,
- ✓ l'insuffisance du niveau de concertation entre les structures de la recherche et celles de la vulgarisation / conseil rural, de la formation et les bénéficiaires, ce qui pose le problème de la pertinence des programmes par rapport aux besoins des producteurs.
- ✓ le bas niveau de fonctionnement des antennes de recherche, la plupart étant pratiquement fermées faute de moyens entraînant ainsi le confinement des activités de la recherche,
- ✓ les faibles capacités des institutions de formation en matière de conception de modules de formation au niveau des institutions de formation,
- ✓ le chevauchement de compétences entre certaines structures étatiques avec celles du Département du Développement Rural
- ✓ la faible coordination entre les différentes institutions de développement ainsi qu'entre

les différents partenaires au développement

Autres Départements ministériels liés aux activités agropastorales – Il s'agit des Ministères suivants :

Le Ministère en charge de l'Economie et de la Promotion des secteurs productifs dont le mandat est de veiller à l'amélioration des grands équilibres macroéconomiques et à la mobilisation des ressources extérieures et des ressources de l'Etat susceptibles de financer les stratégies et programmes d'investissement publics.

Le Ministère chargé de l'Hydraulique et de l'Assainissement en charge de la planification, de la gestion, du suivi et de la protection des ressources en eau y compris les eaux destinées à l'agriculture. Il assure la répartition des usages de l'eau et établit l'ordre des propriétés de l'usage de l'eau en fonction de la vocation des zones.

Le Ministère chargé de l'Environnement et du Développement Durable ayant statutairement une mission générale portant sur la protection de l'environnement. Il est chargé notamment du contrôle de l'utilisation des sols agricoles, des eaux y compris les eaux agricoles et l'utilisation des produits chimiques pour l'agriculture.

Le Ministère de l'Equipement et des Transports chargé de la mise en place des normes de transport des produits agricoles. Il assure une mission de police des transports qui lui permet de contrôler les engins et véhicules de transport des produits agricoles.

Le Ministère chargé du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme qui coordonne la politique de l'Etat dans le domaine du Commerce. Il organise le marché intérieur et contrôle et régule les exportations et les importations du commerce y compris ceux de l'agriculture. Il est chargé de mettre en place et d'exécuter les mesures visant à protéger la production agricole nationale. Il est chargé de même de la normalisation et du suivi des normes de qualités qui s'appliquent aux produits agricoles. Il est enfin chargé du suivi et de la réglementation agroindustriels.

Organisations de producteurs, communautaires et interprofessionnelles du développement agricole – Elles sont caractérisées par la pluralité de leurs statuts juridiques et comprennent :

- les coopératives agricoles et leurs unions dont le nombre excède 22 000 mais dont la fonctionnalité est sujette à caution ;
- les associations dont le nombre dépasse 1 500. Elles comprennent en leur sein des associations de développement qui, dans certaines conditions, peuvent être reconnues d'utilité publique. De manière spécifique, on distingue (i) les associations de développement communautaires (ADC), (ii) les associations pour la gestion participative des oasis (AGPO), (iii) des associations d'usagers des infrastructures et les associations et coopératives pastorales.
- les groupements d'intérêt économique en nombre indéterminé qui, au niveau de la vallée du fleuve Sénégal, sont essentiellement représentés par ceux des femmes, ayant pour mission la commercialisation des produits maraîchers, et, dans une moindre mesure, ceux ayant pour vocation la commercialisation du riz,
- les structures informelles qui jouent néanmoins des rôles importants au niveau de leurs zones d'implantations notamment les comités villageois de Développement (Gorgol/Maghama), les comités d'entretien des barrages et digues, des comités de gestion des clôtures, les Comités de gestion des banques de céréales, les Comités de lutte contre les feux de brousse, les comités de lutte contre les ennemis des cultures,

etc. Ces structures informelles sont souvent créées par des projets mais peuvent survivre après la clôture de ces derniers.

La principale *force* des OSP est due à la pluralité des acteurs de la demande qui se traduit par la diversité et la richesse de leurs expériences. En effet, il existe différentes OSP aux statuts juridiques variés (coopératives, associations, groupements d'intérêt économique, syndicats) qui meublent le paysage agopastorale.

Par contre les organisations d'éleveurs, de producteurs, communautaires et interprofessionnelles du développement agricole sont confrontées à plusieurs *faiblesses* dont :

- ✓ l'insuffisance en matière d'organisation et de gestion ainsi que de connaissance et d'application de techniques de production, de protection, de récolte, et de conservation plus performantes ;
- ✓ l'insuffisance des moyens financiers des unions de coopératives et des associations d'usagers et des fédérations en raison des faibles capacités contributives de leurs membres, ce qui pose le problème de leur bon fonctionnement,
- ✓ l'incapacité à ce jour d'assurer l'entretien régulier et la maintenance des infrastructures des périmètres irrigués et de contribuer au renouvellement des infrastructures publiques structurantes jouant un déterminant dans la desserte ou le drainage des eaux des périmètres,
- ✓ l'existence d'un grand nombre d'OSP en l'absence d'une situation claire de ces organisations au niveau du service concerné du MDR, ce qui rend difficile le choix des partenaires représentatifs et fiables sur le terrain,
- ✓ l'absence d'un cadre juridique pour les OSP informelles qui pose le problème de leur reconnaissance alors qu'elles jouent actuellement un rôle déterminant dans leurs zones d'intervention respectives,
- ✓ la faible perception de la notion de gestion durable des infrastructures, ce qui pose de manière récurrente la problématique de la pérennité des infrastructures sujettes souvent à la dégradation et à l'abandon,
- ✓ l'absence d'une structuration des OSP du niveau local au niveau national en passant par le départemental et le régional.

Syndicats professionnels - Ils sont juridiquement définis comme étant des groupements durables de personnes physiques ou morales exerçant en Mauritanie soit la même profession, soit des professions différentes, mais connexes, dans le cadre de l'une des activités professionnelles suivantes : (a) services publics et organisme de droit public, (b) organisme de droit privé à but non lucratif, professions libérales, banque et assurance, (c) commerce, bâtiment et travaux publics, industrie, transport, autres activités. La principale mission des syndicats agricoles de ses membres.

Dans le domaine de l'Agriculture, les principales organisations de type syndical sont la Fédération des Agriculteurs et Eleveurs de Mauritanie (FAEM) implantée dans tout le pays. Les associations intervenant dans le secteur de l'élevage sont : i) l'Association des Producteurs Laitiers de Mauritanie (APLM); ii) la Fédération Nationale Coopérative des Bouchers de Mauritanie (FNCBM); iii) la Fédération Mauritanienne pour la Promotion de la Viande (FMPVB) ; iv) la Fédération Nationale des Eleveurs (FNEM); v) la Fédération Nationale des Professionnels des Cuirs, Peaux et Dérivés (FNPCPD); vi) le Groupement National des Associations de Coopératives Agro-Sylvo-Pastorales (GNAP) ; vii) le GNAM (Groupement national des aviculteurs de Mauritanie)..

Les principales *forces* des syndicats professionnels résident dans le fait que la direction est assurée généralement par des intellectuels en fonction ou à la retraite qui ont une bonne connaissance de leur mission, et qu'il existe des représentations au niveau local et une structuration au niveau des sièges sociaux, ce qui constitue un atout dans le paysage institutionnel du secteur rural. Ces représentations au niveau central et régional facilitent la communication avec les OSP de base,

Par contre leurs *faiblesses* concernent les équipements, les ressources humaines et financières insuffisants tant au niveau central que régional et le manque de moyens de communication de type journal mensuel ou trimestriel.

Organisations non Gouvernementales (ONG)- Elles sont réparties en deux grandes catégories : les ONG nationales et les ONG internationales.

ONG Nationales – En dépit de leur nombre très important, les ONG nationales actives dans les programmes de développement agricole et rural sont très peu nombreuses. Une étude antérieure montre que certaines d'entre elles conduisent différents programmes de développement et assurent une présence limitée dans l'espace rural. Parmi ces ONG, d'autres sont appuyées par des bailleurs de fonds et mettent en œuvre des activités génératrices de revenus et parfois des programmes de développement communautaires importants.

ONG internationales - Les principales ONG internationales présentes sur le terrain et opérant dans le secteur rural et agricole sont, entre autres, les suivantes : la Fédération Luthérienne Mondiale (FLM), le Groupe de Recherches et de réalisation pour le Développement Rural (GRDR), la Caritas - Mauritanie, l'Action contre la faim (ACF), World Vision (WV), l'Inter Mon l'OXFAM, la Communauté Doulos, CONTREPART, le Secours Direct (le Koweït), International Relief and Développement (Secours International pour le Développement) etc.

La principale *force* des ONG est la prise en compte de thématiques transversales, notamment la dimension genre.

Par contre leurs *faiblesses* se trouvent, entre autres, dans : (i) l'insuffisant niveau et capacité de concertation avec les services publics et les autres intervenants/projets dans la même zone d'action, ce qui entraîne des chevauchements fréquents d'activités au niveau des zones d'intervention, et (ii) l'insuffisance des ressources logistiques et humaines (personnel qualifié) permettant de jouer pleinement leur rôle et mettre en œuvre les activités retenues. Cela amène l'ONG à se rabattre souvent sur les délégations régionales du MDR qui manquent elles-mêmes de personnel qualifié.

Fournisseurs de services privés- Ils interviennent dans le domaine des travaux d'aménagement et de maintenance des infrastructures, la préparation des sols et les opérations de récoltes et post-récoltes, (transport, transformation, commercialisation, etc.), la fourniture d'équipements et d'intrants agricoles, l'entretien et la réparation des équipements agricoles, la fourniture d'intrants d'élevage.... Ces entreprises ont un statut de sociétés commerciales et jouent un rôle important dans le développement du secteur. Elles font face à des problèmes d'organisation et d'environnement et notamment l'environnement fiscal.

La principale *force* des fournisseurs de services privés demeure leur présence au niveau des agglomérations et de certaines zones de production, ainsi que leur aptitude à fournir des services de proximité..

Les *faiblesses* des fournisseurs de services privés se résument comme suit :

- ✓ La fréquence des retards dans la livraison des produits et équipements,

- ✓ L'inexistence de moyens de contrôle de la qualité des intrants par les fournisseurs ce qui a pour effet la mauvaise qualité des fournitures notamment pour les engrais, les produits phytosanitaires, les semences maraîchères, les intrants d'élevage
- ✓ Les fournisseurs ne couvrent pas toutes les zones de production et se limitent souvent aux capitales régionales et cela pose le problème de l'approvisionnement en intrants,
- ✓ Peu d'intérêt des fournisseurs de services vis-à-vis de certaines activités vitales pour le secteur rural,
- ✓ Les fournisseurs n'anticipent pas la demande pour certains intrants stratégiques ce qui pose de sérieux problèmes de retard de démarrage de la campagne et de respect des itinéraires techniques pour l'agriculture et l'approvisionnement du marché en intrants d'élevage.

Partenaires technique et financiers – Ils sont les donateurs et partenaires techniques, les organisations sous régionales et internationales, et en général les projets qui apportent leurs appuis techniques et financiers dans les actions de développement. Plusieurs partenaires se sont engagés aux côtés du Gouvernement mauritanien dans le secteur rural. Il s'agit de partenaires bilatéraux et multilatéraux, tels que la Banque Mondiale, le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), l'Union Européenne, la Banque Islamique pour le Développement (BID), la Banque Africaine de Développement (BAD) le FADES, le FSD, OADA, ACSAD, ICARDA, , ainsi que la Coopération Espagnole (AECID), la GIZ, le KFW, la Coopération italienne, la CFD, l'USAID, la Coopération canadienne, la Coopération brésilienne, la Coopération indienne, la Coopération avec le Koweït, A cela s'ajoutent les ONG internationales.

De plus, le Gouvernement de la Mauritanie bénéficie de l'assistance technique de l'ensemble des agences des Nations Unies actives dans le pays, telles que la le PNUD, la FAO, le FNUAP, le PAM, le HCR et l'UNESCO dans la définition et mise en œuvre de programmes et projets ayant, entre autres, des actions visant le secteur rural.

2.4. Recherche – Formation – Conseil rural

Recherche - Les institutions mauritaniennes chargées de la recherche agropastorale sont: (i) le Centre National de Recherche Agronomique et de Développement Agricole (CNRADA) chargé des recherches portant prioritairement sur la production végétale et son environnement technique (ii) l'Office National de Recherches et de Développement de l'Elevage (ONARDEL) qui intervient pour favoriser toute recherche médicale vétérinaire et zootechnique utile au développement de l'Elevage, (iii) l'Institut Supérieur des Etudes Techniques (ISET) et le Centre de démonstration des techniques d'élevage d'Idini, etc.

Le CNRADA dispose de 10 stations de recherche situées au Gorgol (Bélinabé, Rindiao, Sylla-Semencier, Diéri, Sylla-Embouche), en Assaba (Kankossa, Kiffa, Sani), au Trarza (Rosso). Le personnel de recherche disponible est composé de 9 chercheurs et assistants de recherche, 3 conducteurs d'économie rurale et d'un moniteur d'économie rurale. Par ailleurs, le Département dispose de quelques laboratoires qui nécessitent d'être renforcés.

L'ONARDEL est structuré autour des départements Santé animale et hygiène alimentaire, Amélioration génétique et alimentation, Centre mauritanien de développement de l'élevage camélin, Centre de démonstration des techniques d'élevage. Il dispose aussi d'un laboratoire

d'hygiène alimentaire et d'une cellule management qualité.

Parmi les points faibles, on note essentiellement l'absence d'un statut spécifique du chercheur ce qui a engendré le départ de la quasi-totalité du personnel technique. Par ailleurs, il faut souligner :

- ✓ l'intégration timide de la recherche dans le secteur agropastorales et la réalité socio-économique;
- ✓ l'insuffisance de liens de coordination entre la recherche et les autres acteurs de développement y compris les projets relevant du MDR ;
- ✓ la raréfaction des financements extérieurs.

Formation - Les principaux centres de formation agropastoraux sont le Centre de démonstration des techniques délavage d'Idini, l'Institut Supérieur d'Enseignement Technologique (ISET), l'Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole (ENFVA) qui a repris ses activités depuis 2013 et a déjà mis sur le marché des promotions BT et BTS, le Centre de Formation des Producteurs Ruraux de Boghé (CFPRB) et le Centre de Démonstration des Techniques Agricoles de M'Bagne (CDTAM), qui relèvent de l'ENFVA.

Conseil rural - Le conseil rural est dispensé tant par des structures étatiques que non étatiques. Les structures étatiques sont : (i) la Direction de Développement des Filières et du Conseil Agricole (DDFCA), (ii) la Direction du Développement des Filières Animales et du Pastoralisme (DDFAP); (iii) les Délégations du Ministère du Développement Rural, (iv) la Société Nationale de Développement Rural (SONADER), (v) les Projets publics et (vi) les structures de formation et de recherche. Par contre les structures non étatiques impliquées sont les ONG nationales, les ONG internationales et des partenaires/opérateurs privés (fournisseurs de biens et services).

Le Conseil rural est caractérisé par la diversité des acteurs de l'offre et de la demande, la pluralité des méthodes, des approches et des outils, le manque de coordination et d'harmonisation entre les différents intervenants, l'absence de mutualisation des moyens dans un contexte marqué par la rareté des ressources humaines et matérielles, ainsi que l'inadéquation entre l'offre et la demande débouchant sur des résultats globalement peu satisfaisants. En effet, les acteurs de l'offre, ne se sont pas encore appropriés de l'approche actuelle de développement du secteur rural basée sur les filières tandis que la structuration des acteurs de la demande reste peu adaptée aux nouvelles orientations basées sur la responsabilisation et l'inclusion des éleveurs, producteurs et autres demandeurs de services. Des propositions pour l'amélioration des services de conseil rural ont été formulées en 2011 suite à une étude effectuée par la FAO sur la demande du Ministère en charge du Développement Rural. D'autres propositions ont été données dans le cadre de l'étude financée par l'UE, notamment la Revue Institutionnelle du Secteur Agro Pastoral (RISAP).

2.5.Financement du secteur rural

Le financement du secteur rural vient des ressources mobilisées par (i) la sphère publique c'est-à-dire l'État, ses PTF et d'autres intervenants dans le domaine du développement tels que les ONG, (ii) les opérateurs et investisseurs privés nationaux et internationaux, et (iii) le système

financier national.

Financement de l'Etat – Le budget de l'Etat est focalisé sur le fonctionnement des administrations, les aménagements, la construction et l'entretien des infrastructures. Certaines activités présentant un caractère spécial (approvisionnement en intrants agricoles et d'levage, travaux d'aménagement, ...) sont financés.

Financement des Partenaires Techniques et Financiers - Les appuis des PTF, inscrits dans des approches projet, n'ont pas su ébranler ce mécanisme d'assistanat. Il faut enregistrer une coordination insuffisante entre PTF et un saupoudrage des investissements en projets de faible impact dont les acquis sont difficiles à pérenniser pour certains.

Financement des opérateurs et investisseurs privés- Les investisseurs et opérateurs privés mauritaniens jouent un rôle essentiel dans les avancées réalisées. Par contre les investissements directs étrangers (IDE) sont actuellement très limités.

Système financier national – La Mauritanie dispose essentiellement de 18 banques commerciales et un grand nombre d'institutions mutualistes de microfinance. Cependant les systèmes de crédit ne sont pas souvent à la portée des producteurs, notamment les petits et des autres acteurs. En plus de l'accès difficile, il n'y a pas des produits financiers suffisamment adaptés aux besoins des filières et des exploitations agricoles.

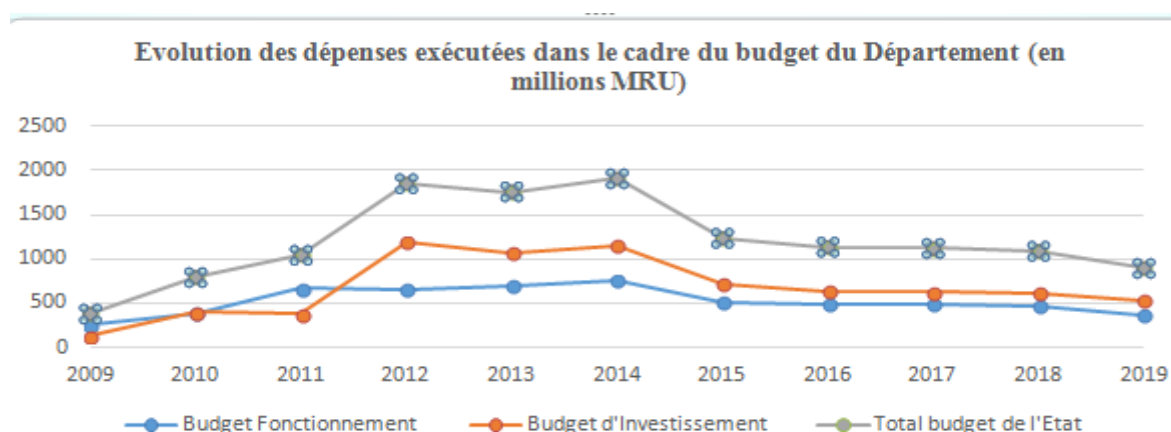
Depuis 2011, l'Etat mauritanien a mis en place la Caisse des Dépôts et de Développement (CDD) (opérationnelle en 2012). C'est un instrument financier de développement qui vise l'accompagnement des politiques sectorielles de l'Etat et fonctionne comme une agence d'appui aux départements ministériels. La CDD est un instrument régalien à vocation multiple. Même si la CDD (Crédit Agricole de Mauritanie) n'est pas un instrument spécifique au secteur du développement rural, il n'en demeure pas moins un instrument d'accompagnement de la SDR. Sa filiale, le Crédit Agricole de Mauritanie (CAM) dédiée au financement de l'agriculture a été mise en place le 29/05/2015 pour accompagner le développement de l'agriculture, notamment l'irrigué. Elle assure actuellement le mandat qui était jadis pris en charge par le réseau de l'Union nationale du crédit agricole et de caisses d'épargne (UNCACEM).

Le système financier existant est donc caractérisé par : (i) une faible contribution du système bancaire au financement du secteur rural (1%), (ii) des structures de financement du secteur rural qui ne contribuent que faiblement au développement du secteur, et (iii) l'insuffisance des réseaux et des fonds alloués au financement des AGR.

Pour pallier ces insuffisances et assurer un développement durable, efficace et efficient de l'agriculture, le Programme Taahoudati place le financement du secteur agricole comme axe prioritaire avec la perspective de création d'une banque agricole, la mise en place d'une assurance agricole ainsi que d'un fonds de garantie et de bonification.

2.6.Contexte financier : Revue des dépenses du secteur rural

Sur la période 2009-2019, plus de 13.2 milliards MRU ont été dépensés dans le secteur rural dans le cadre de la programmation budgétaire de l'Etat directement orientée vers le secteur, soit une dépense moyenne annuelle d'environ 1200 millions MRU courant.

Figure 12 : Evolution des dépenses du secteur rural

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement du secteur rural avaient une tendance structurelle à la hausse jusqu'à 2014. A partir de 2015, le niveau global de l'exécution des dépenses a connu une baisse brutale de 35 % par rapport à celui de l'année 2014. C'est en cette période que le Département du développement rural a été scindé en deux départements d'agriculture et d'élevage. En 2019, les dépenses du secteur rural sont revenues à niveau inférieur à celui de 2011.

Trois types de dépenses ont été orientées vers le secteur rural durant la période 2009-2019 : (i) les dépenses prévues dans le budget de l'Etat et directement orientées vers le Département, (ii) les dépenses effectuées sur le budget de l'Etat mais sous la rubrique « dépenses communes » et (iii) les dépenses effectuées dans le cadre de la mise en œuvre de projets de développement.

Tableau 25 - Evolution des dépenses exécutées dans le cadre du budget du Département sur la période 2009-2019 (en millions MRU)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total
Budget Fonctionnement	255	389	670	662	691	753	512	495	494	468	365	5 754
Budget d'Investissement	126	402	375	1191	1070	1157	724	641	627	621	530	7 464
Total budget de l'Etat	380	792	1044	1853	1761	1909	1236	1136	1121	1089	895	13 216

Il y a lieu de souligner que les dépenses de fonctionnement et d'investissement allouées au secteur rural en 2019 ont représenté environ 2% du budget global de l'Etat, ce qui est largement en dessous de l'objectif de la Déclaration sur l'agriculture et la sécurité alimentaire adoptée par les chefs d'États de l'Union Africaine à Maputo en 2003 qui prévoyait d'allouer au moins 10% des budgets nationaux au secteur agricole.

DEUXIEME PARTIE - LE PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT RURAL

1. VISION

La nouvelle vision du développement du secteur à l'horizon 2025 est de faire de l'agriculture et l'élevage deux des leviers les plus importants de l'économie nationale. Ceci se fera grâce à l'intensification et la diversification de la production agricole ainsi que la promotion de la compétitivité des filières agricoles d'une part, et à la valorisation d'un élevage extensif couplé à l'émergence de filières animales compétitives à forte valeur ajoutée et attractives pour les investissements privés nationaux et internationaux.

Le changement projeté dans le secteur rural devrait lui donner le statut d'un secteur économique catalyseur d'une croissance inclusive, créateur d'emplois et de richesses notamment pour les femmes et les jeunes, respectueux de l'environnement et adapté aux changements climatiques, et stable face aux chocs exogènes de toutes natures.

Ceci se fera à travers l'adoption d'une approche filière dans la mise en œuvre de nouvelles interventions dans le secteur rural, non seulement pour augmenter la production et valoriser les potentiels au niveau des différents systèmes de production, mais aussi pour améliorer la conservation, la transformation et l'écoulement des produits de l'agriculture et de l'élevage

Pour répondre aux besoins alimentaires du pays et assurer une croissance économique satisfaisante du secteur rural, la mise en place d'un plan de développement rural visant à rendre l'agriculture et l'élevage modernes, productifs et compétitifs sur les marchés national, régional et international à l'horizon 2025, devient nécessaire. Conformément aux orientations stratégiques de la SCAPP et de la SDSR, le Plan National de Développement Rural (PRDR) opte pour la mise en place et le développement des filières agricoles et animales jugées stratégiques, à savoir les céréales (riz, blé, céréales traditionnelles), les filières horticoles (légumes et fruits), les filières oasiennes, la filière laitière et les filières viandes rouge et blanche.

Dans ce cadre, il est essentiel que certaines conditions et certains principes soient réunis, à savoir : (i) le renforcement du rôle de l'Etat et de ses PTF, (ii) la promotion de l'investissement privé responsable et solidaire, (iii) la responsabilisation des acteurs et la promotion du Partenariat Public-Privé et (iv) l'assainissement des conditions cadre des systèmes de production et l'amélioration du climat des affaires.

Le Plan National de Développement Rural (PNDR) fondé sur l'ensemble des orientations politiques et stratégiques du secteur rural élaborées par le Gouvernement, constitue la traduction de la Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR) en programme opérationnel pour le secteur rural. Il est en harmonie avec la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) ainsi qu'avec le Programme Taahoudati de son Excellence Monsieur le Président de la République pour le quinquennat 2020-2025. Il intègre également les engagements de la Mauritanie portant sur la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté à l'échelle régionale et internationale.

2. ARTICULATION AVEC LES STRATEGIES NATIONALES

La Mauritanie dispose de plusieurs documents d'orientation politique de référence pour tous les plans et programmes opérationnels. Le Plan National de Développement Rural (PNDR) s'insère et répond, entre autres, à la Stratégie nationale de sécurité alimentaire (SNSA) et à la Stratégie de développement du secteur rural (SDSR) dont il est l'émanation directe pour le secteur rural. Il est en harmonie avec les objectifs de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) ainsi qu'avec le Programme Taahoudati.

En effet, le PNDR partage l'objectif général de la Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR) pour le secteur rural, c'est-à-dire «Promouvoir une agriculture moderne, compétitive, et durable par le développement des filières végétales à fortes potentialités de croissance» d'une part, et «Promouvoir un élevage intensif et compétitif promu par le développement privilégié des filières animales et la valorisation de l'élevage extensif» d'autre part.

En plus, le PNDR dans sa conception intègre les objectifs et les initiatives retenues prioritaires et fonctionnelles au développement rural et incluses dans les autres axes stratégiques et domaines d'appui de la SDSR. Il s'agit notamment des axes stratégiques concernant (i) le développement local, (ii) la gestion des ressources naturelles et (iii) l'adaptation du cadre juridique et institutionnel, et des domaines d'appui suivants : (a) appui aux infrastructures, (b) recherche, (c) conseil rural et formation, (d) appui au financement du développement du secteur rural.

Le tableau ci-dessous résume les objectifs par axe stratégique et domaine d'appui de la SDSR auxquels le développement du secteur rural est étroitement lié.

Tableau 26 - Objectifs généraux des axes stratégiques et domaines d'appui de la SDSR liés au développement rural

Axes stratégiques et domaines d'appui	Objectifs généraux
<i>Axe Stratégique</i>	
Promotion de l'agriculture	Promotion d'une agriculture moderne et compétitive par la promotion et le développement des filières végétales à fortes potentialités de croissance
Promotion de l'élevage	Promotion d'un secteur de l'élevage intensif et compétitif par le développement privilégié des filières animales et la valorisation de l'élevage extensif par la gestion durable des ressources naturelles
Développement local	Appui renforcé au développement local pour passer de l'agriculture de subsistance à des productions animales et végétales compétitives
Gestion des ressources naturelles	Gestion participative des ressources naturelles pour le développement durable des filières végétales et animales
Adaptation du cadre juridique et institutionnel	Mise en place d'un cadre juridique et institutionnel dans le but de lever les obstacles d'ordre juridique et institutionnel à la mise en œuvre de la stratégie et du développement rural d'une manière générale
<i>Domaine d'appui</i>	
Appui aux infrastructures	Les ressources naturelles sont valorisées durablement et contribuent à la réduction de la pauvreté des populations par

	l'amélioration des infrastructures de production, de gestion et de commercialisation
Recherche	Développer, promouvoir et assurer la compétitivité des activités de toutes les zones agro-écologiques et dans tous les systèmes de production dominants
Conseil rural et formation	La formation et le conseil technique et de gestion sont développés afin de promouvoir les filières animales et les filières agricoles porteuses de croissance, génératrices d'emplois et de revenus
Appui au financement du développement du secteur rural	Mise en place d'un financement répondant aux besoins des acteurs des filières végétales et animales
Commerce	Définir et mettre en place une politique commerciale nationale pour l'agriculture et l'élevage visant la priorité donnée aux productions nationales et la réduction de la dépendance aux importations.

Source : rapport définitif SDSR, février 2013

Le PNDR intègre pour sa mise en œuvre les cinq (5) orientations stratégiques (vision 2025) de la SDSR à savoir : (i) le maintien par le Gouvernement de sa politique de libéralisation, (ii) le développement de filières porteuses de croissance, génératrices d'emplois permanents et de revenus incitatifs, (iii) l'intégration du secteur rural au marché national et international, (iv) l'application d'innovations technologiques performantes et adaptées, et (v) le développement intégré et participatif. Il est également fondé sur les mesures et orientations définies par la Loi d'Orientation Agro Pastorale (LOA) qui découle de la SDSR.

Au niveau plus large, la SDSR, ainsi que le PNDR, répondent aux dispositions retenues par le gouvernement en matière de développement économique et social pour le secteur rural,

énoncées dans les objectifs globaux de la Stratégie de croissance accélérée et de partage de la prospérité (SCAPP), à savoir la promotion d'une agriculture moderne, compétitive, et durable par le développement des filières végétales à fortes potentialités de croissance ainsi que la promotion d'un élevage intensif et compétitif promu par le développement privilégié des filières animales et la valorisation de l'élevage extensif.

Toutes les interventions du PNDR s'alignent sur ces objectifs et en particulier, avec les axes dont l'action porte sur les domaines suivants : (i) la promotion des activités économiques en milieu rural, (ii) la réalisation de la sécurité alimentaire dans le cadre d'une politique nationale cohérente couvrant l'ensemble des dimensions de la problématique, (iii) le développement urbain, (iv) la promotion de l'accès des

SNSA - Objectifs spécifiques

OS 1: Promouvoir une économie rurale et périurbaine socio-économiquement rentable, diversifiée, adaptée aux changements climatiques.

OS 2: Améliorer les circuits commerciaux et les échanges intra-nationaux, transfrontaliers et régionaux.

OS 3 : Améliorer durablement l'accès des groupes vulnérables des zones rurales et urbaines à l'alimentation saine et équilibrée.

OS 4: Renforcer les dispositifs de prévention et de gestion des crises alimentaires au niveau central et décentralisé.

OS 5: Promouvoir une bonne gouvernance de la sécurité alimentaire dans un processus de décentralisation et de développement local.

Piliers du PDDA

Pilier 1 : Gestion des terres et des eaux

Pilier 2 : Accès aux marchés

Pilier 3 : Approvisionnement alimentaire

pauvres à des services financiers adaptés et la promotion des MPE, (v) la valorisation de l'environnement comme bien économique pouvant contribuer à la lutte contre la pauvreté, et (vi) la protection sociale qui profitera aux populations les plus défavorisées.

L'autre stratégie à laquelle se lie étroitement le développement rural, est la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA), élaboré en 2012 pour répondre à l'état d'insécurité alimentaire tant structurelle que conjoncturelle qui affecte la Mauritanie.

Cette stratégie multidisciplinaire qui s'inscrit dans le CSLP et dans la SCAPP, a comme objectif général celui de « Permettre aux populations les plus vulnérables, d'avoir à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive ». Elle est déclinée selon cinq objectifs spécifiques et répond aux 4 (quatre) piliers du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) (cf. encadré). Toutes les actions incluses dans le PNDR concourent à atteindre les objectifs spécifiques et l'objectif général de la SNSA et s'inscrivent dans les piliers du PDDAA. Elles concourent aussi à l'atteinte des objectifs de la SCAPP en matière de réduction de la pauvreté et de partage de prospérité à travers la mise en œuvre de ses trois leviers stratégiques.

Levier stratégique	Objectif visé
<i>Levier 1 : Promouvoir une croissance forte, durable et inclusive</i>	Créer les conditions d'une croissance économique forte, durable et inclusive à travers des transformations structurelles qui favorisent a) l'émergence et le renforcement de secteurs créateurs de richesses et d'emplois à même d'assurer l'inclusion sociale et de satisfaire la demande interne, notamment à travers l'initiative privée et l'innovation b) l'amélioration des capacités d'exportation et d'attraction des investissements directs étrangers.
<i>Levier 2 : Développer le capital humain et l'accès aux services sociaux de base</i>	Développer le capital humain à travers le relèvement de la qualité de l'éducation et de la santé, l'accès élargi aux autres services sociaux de base et le renforcement de la protection sociale.
<i>Levier 3 : Renforcer la gouvernance dans toutes ses dimensions</i>	Consolider l'Etat de droit et la démocratie, la cohésion sociale et l'équité, la sécurité, et le respect des droits humains, l'efficacité de la gestion économique, financière et environnementale ainsi que l'approfondissement de la décentralisation.

Les objectifs du PNDR visent, aussi, à atteindre les objectifs de développement durable.

⇒ **Objectif 1** : Eliminer la pauvreté

⇒ **Objectif 2** : Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

⇒ **Objectif 12** : Etablir des modes de consommation et de production durables

⇒ **Objectif 15** : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.

Le PNDR est conçu selon une approche filière, celle-ci étant une priorité pour la mise en œuvre de la SDSR. Il prend en compte les programmes et initiatives du secteur agropastoral, existants dans plusieurs documents programmatiques et plans élaborés au cours de ces dernières années, à savoir :

- L'ébauche du Plan National de Développement de l'Élevage et de l'Agriculture (PNDEA) qui décline la SDSR en 13 plans d'actions opérationnels, en un programme prioritaire dit Programme de développement rural intégré (PDRI) élaboré en 2012 pour la période 2013-2018, ainsi qu'en une batterie de mesures d'accompagnement à entreprendre dans l'immédiat, à court ou à moyen termes pour assurer le maximum d'efficacité et d'efficience dans son processus de mise en œuvre.
- Le Plan d'action 2015-2017 élaboré en septembre 2014 dans le cadre de la SDSR et qui intègre aussi bien le secteur agriculture que celui de l'élevage.
- Le Programme National d'Investissement Agricole et Sécurité Alimentaire (PNIA-SA) élaboré en 2012-2013, issu de la SNSA, qui présente l'ensemble des programmes du Gouvernement en termes de développement rural et agricole, d'élevage, mais également, des programmes relatifs à l'approvisionnement en eau potable et à la pêche.

3. PRINCIPAUX OBJECTIFS DU PNDR

3.1. Objectif général

L'**objectif général** du Programme National de Développement Rural est de « *Promouvoir une agriculture moderne, compétitive, et durable par le développement des filières végétales à fortes potentialités de croissance* » d'une part et de « *Promouvoir un sous secteur de l'élevage intensif et compétitif par le développement des filières animales porteuses et la valorisation de l'élevage extensif par la gestion durable des ressources naturelles* », d'autre part.

Principes fondamentaux du PNDEA :

- (i) le renforcement du rôle de l'Etat et ses PTF
- (ii) la promotion de l'investissement privé et solidaire
- (iii) la responsabilisation des acteurs et la promotion du PPP
- (iv) l'assainissement des conditions cadres et amélioration du climat des affaires

Cet objectif concourt à la réalisation de l'objectif global de la Stratégie nationale du Secteur Rural (SDSR) horizon 2025, ainsi qu'à l'objectif global de la Stratégie Nationale de Sécurité alimentaire (SNSA) vision 2030 et aux objectifs globaux de la SCAPP.

3.2. Objectifs spécifiques

Afin de répondre à l'objectif général, et en tenant compte des orientations stratégiques retenues par la Stratégie de développement du secteur rural (SDSR) pour la promotion de l'agriculture et de l'élevage, quatre objectifs spécifiques sont définis comme suit:

- O.S. 1. Promouvoir l'intensification et la diversification des productions agropastorales pour satisfaire les besoins nationaux (horizon 2025)
- O.S. 2. Promouvoir la compétitivité des filières agropastorales
- O.S. 3. Promouvoir la gestion durable et participative des ressources naturelles
- O.S. 4. Accroître l'opérationnalité des structures d'appui au secteur rural

Ces objectifs spécifiques se traduisent en six programmes principaux, à savoir :

- 1. Programme 1. Intensification et diversification de la production agricole et animale,
- 2. Programme 2. Santé animale et Santé Publique Vétérinaire,
- 3. Programme 3. Développement du pastoralisme et de l'élevage familial
- 4. Programme 4. Promotion de la compétitivité des filières agropastorales,
- 5. Programme 5. Gestion durable des ressources naturelles,
- 6. Programme 6. Amélioration de la qualité des services agricoles et pastoraux.

Chacun de ces programmes est décliné en sous-programmes précisant les objectifs, les résultats attendus et les principales interventions en cours et à prévoir.

4. PROGRAMMES DU PNDR

4.1. Programme 1. Intensification et diversification de la production agricole et animale

L'intensification des productions agricoles et animales se fera à travers l'amélioration de la productivité, le renforcement et l'amélioration de l'accès aux facteurs de production (terres,

eau, aménagements hydroagricoles, équipements, et autres intrants, crédits, ...), par l'amélioration et le perfectionnement des itinéraires techniques culturels et des pratiques pastorales ainsi que par l'augmentation des revenus des éleveurs par un système de commercialisation et de transformation plus efficace.

La diversification va porter dans le domaine de l'agriculture sur la culture de spéculations végétales autres que le riz et les céréales traditionnelles (blé et les cultures horticoles en contre saison, bien indiquées pour l'exploitation du potentiel agricole des zones irriguées y compris les oasis) et dans le domaine de l'élevage, la diversification concernera les systèmes d'élevage traditionnel par l'introduction de l'élevage de basse-cours, l'apiculture et l'élevage de pintade, dinde, Autruche.

Dans certaines zones, les cultures fourragères peuvent aussi être considérées comme facteur de diversification des systèmes de production et d'organisation de l'exploitation agricole. Cela renforce la synergie entre agriculture et élevage dans l'exploitation agricole et contribue à orienter l'élevage vers un élevage semi intensif (stabulation libre et planning fourrager conséquent et rigoureux).

4.2.1. Sous-programme. Intensification et diversification de la production agricole irriguée

Objectif	Résultats attendus	Indicateurs
Augmenter la productivité des zones et des cultures irriguées	<ul style="list-style-type: none"> ● Résultat 1 : La production et la productivité du riz irrigué ont augmenté. ● Résultat 2 : Les superficies emblavées des cultures de diversification (blé, horticoles, sucrières, fourragères et oléagineuses) ont augmenté 	<p>⇒ Rendement par culture (t/ha)</p> <p>⇒ Taux de croissance de la production par culture (%)</p> <p>⇒ Superficies allouées aux cultures de diversification (ha)</p>

4.1.1.11. Filière Riz

Objectif : Atteindre la couverture totale des besoins en riz paddy à l'horizon 2025.

Pour aboutir à cet objectif défini à l'horizon 2025, il sera nécessaire d'agir sur (i) l'augmentation des superficies cultivées, (ii) l'amélioration des rendements, et (iii) l'augmentation de l'intensité culturale.

Pour ce faire, il sera nécessaire de centrer les actions sur : (i) l'amélioration de la qualité des intrants et des équipements agricoles (semences, engrais, produits phytosanitaires, énergie, matériel d'exhaure, matériel de labour, d'entretien et de moisson), ainsi que leurs circuits d'approvisionnements, (ii) l'amélioration de l'accès aux financements pour l'acquisition des différents facteurs de production (aménagements, intrants, matériels...), ainsi que (iii) la professionnalisation des acteurs de la filière (recherche, conseil, production, transformation, commercialisation, etc.).

Les données et les valeurs de référence retenues pour la filière riz et utilisées pour l'élaboration de la projection de 2020 à 2025, sont indiquées dans le tableau qui suit.

Tableau 27 - Données et valeurs de référence retenues pour les projections de la filière riz à l'horizon 2025

Données	Valeurs	Sources
Superficie aménagée brute (SAB) fonctionnelle (ha)	47 682	Superficie totale opérationnelle dédiée au riz (DR)
Taux d'utilisation de SAB	85%	Hypothèse de travail
Superficie Agricole Utile (SAU) (ha) exploitée	40 530	Calculée
Superficie totale moyenne cultivée de référence (ha)	51 157	DPSSEC/MA – moyenne des 3 dernières campagnes agricoles de mise en œuvre du PNDA (2016/2017; 2017/2018, 2018/2019)
Superficie moyenne cultivée en hivernage (ha)	25 554	
Superficie cultivée moyenne en contre saison chaude (CSC) (ha)	25 603	
Rendement moyen de référence (t/ha)	5,30	
Taux de progression du rendement	60 Kg/an	Hypothèse de travail
Intensité culturale de référence	1,26	Calculée sur la base des données moyennes de 5 ans
Progression intensité culturale		
		Ambition pour la période
2020- 2025	0,015	
Populations recensées en 2013	3 537 368	ONS/RGPH 2013
Taux de croissance de la population (% par année)	2,77%	ONS/RGPH 2013
Besoin par habitant et par année (Kg/per/an)	46	Norme consommation adopté par l'Etat mauritanien
Taux visé au 2020-2021	87%	A partir de 2020/2021 on s'oriente surtout vers l'amélioration de la qualité du riz produit et usiné .
Progression du taux de couverture des besoins en riz (% par année)	6%	

Désignation	Ha	Source
Superficie aménagée brute SAB	65 605	MDR
Superficies des périmètres non fonctionnels	14 115	MDR
Superficie aménagée brute fonctionnelle (SABF) dédiée au riz	47 682	MDR
Superficie agricole utile (SAU) (85% de la SABF)	40 530	Calculé
Superficie moyenne cultivée (campagnes 2014 à 2019)		MDR
Intensité culturale	1,26	Calculé

Résultats attendus

- **Résultat 1** : La production et la productivité de la riziculture irriguée ont augmenté.

➤ Indicateurs :

⇒ Rendement riz paddy (t/ha)

⇒ Taux de croissance de la production de riz paddy (%)

Pour obtenir ce résultat, la superficie aménagée (superficie brute) devra évoluer suivant la planification contenue dans le programme Taahoudati qui vise une progression annuelle soutenue des aménagements hydroagricoles destinés à la riziculture. Son évolution dépendra fortement, aussi, de l'intensité culturale adoptée car son augmentation peut réduire le nombre d'hectares à aménager.

Dans cet exercice, il a été retenu une intensité culturale qui passera de 1,26 à 1,352 en 2025/2026. La SAU additionnelle exploitée sera de 16 382 ha, soit une augmentation moyenne de 2 730 ha/an, et la SAB additionnelle nécessaire sera de 20 000 ha soit en moyenne une augmentation de 4 000 ha/an.

En conséquence,

- ✓ la production en riz passera de 1266566 à 414130 tonnes en 2025/2026 pour couvrir les besoins en riz à 118%, soit une croissance de 37%, et
- ✓ le rendement moyen du riz passe de 5,30 t/ha (moyenne période 2016-2019) , prise comme cible de la première année à 5,66 en 2025/2026 soit une augmentation d'environ 11% sur la période 2020-2025.

Le tableau ci-dessous indique l'évolution des différents facteurs, les détails par année étant présentés dans l'annexe 1.

Tableau 28 - Résumé filière riz

Description	Données de référence	Situation à l'horizon 2025	Ecart
Superficie Aménagée Brute fonctionnelle (ha)	47 682	66 965	19 283
Superficie Agricole Utile (ha)	40 530	56 912	16 382
Intensité culturale	1,26	1,352	0,092
Superficie cultivée en Riz (ha)	51 157	76 957	25 800
Hivernage	25 554	42 327	16 773
Contre saison chaude	25 603	34 631	9 028
Rendements Riz Paddy (t/ha)	5,30	5,66	0,36
Production brute Riz paddy (t)	271 126	435 566	164 440
Taux d'extraction (%) y compris les pertes	57,0%	61,2%	4,20%
Production Riz Blanc (t)	154 542	266 566	112 024
Evolution de la population (nombre)	4 167 527	4 909 944	742 417
Evolution des besoins de la population en riz blanc (t)	191 706	225 857	34 151
Total Gap ou Surplus (t)	-37 165	40 709	77 874

Taux de couverture des besoins en Riz blanc	81,00%	118,00%	37,00%
--	---------------	---------	--------

Principales interventions

La filière rizicole a bénéficié d'importantes réalisations au cours des années passées, dont : (i) l'aménagement, sur fonds publics et avec l'appui des PTF, de périmètres irrigués destinés essentiellement à la riziculture au profit des producteurs collectifs (cf. point 2.3 ; source : DAR); (ii) l'encouragement de l'implication des promoteurs privés dans l'agriculture irriguée avec un certain nombre de mesures incitatives durant les premières années qui ont permis l'aménagement de périmètres rizicoles essentiellement dans la wilaya du Trarza et l'implantation de 16 rizeries (cf. point 2.3 ; source : DAR); (iii) la création de structures publiques pour favoriser le développement agricole en général et celui de la riziculture en particulier (CCSQP, CNRADA, ENFVA, SONADER, SNAAT, CDD, LFTP de Boghé, ISET, etc.) ; (iv) la cession aux producteurs d'un important parc de matériel agricole (tracteurs, moissonneuses-batteuses et accessoires) ; (v) la vente des lots de matériels agricoles à des prix subventionnés à 25% (vi) la mise en place d'un système de crédit avec des produits financiers axés sur la riziculture à travers la CDD et sa filiale Crédit agricole de Mauritanie (CAM)

Compte tenu des réalisations et du potentiel actuel, les principales interventions à mettre en place sont les suivantes :

- ✓ Renforcement des investissements hydro-agricoles et de la maîtrise de l'eau.
- ✓ Adoption, diffusion et application d'itinéraires techniques plus appropriés.
- ✓ Sécurisation de la production.
- ✓ Amélioration de l'approvisionnement en semences et engrais de qualité y compris la production des semences.
- ✓ Contrôle de qualité des semences et des intrants (voir programme 4).
- ✓ Promotion des formes de mécanisation adaptées aux différents types d'exploitation.
- ✓ Amélioration de l'accès aux financements pour la riziculture (voir programme 4).
- ✓ Renforcement de l'appui-conseil (technique, organisation et gestion) et de la coopération entre acteurs de la filière (voir programme 4).
- ✓ Facilitation de l'accès à l'énergie, en particulier d'origine éolienne et solaire.
- ✓ Facilitation du raccordement des périmètres au réseau électrique pour les besoins d'irrigation. Ceci aura un impact majeur sur la réduction des coûts de pompage qui constituent un poste important dans le compte d'exploitation des riziculteurs.
- ❖ Renforcement des investissements hydroagricoles et de la maîtrise de l'eau

Le renforcement du potentiel hydroagricole se fera, entre autres, à travers :

- L'appui à l'aménagement, à la réhabilitation et à l'équipement durables de périmètres rizicoles au niveau de la vallée du fleuve Sénégal, principalement sur les axes hydrauliques (fleuve Sénégal, affluents et défluent, chenaux d'amenée d'eau) et en aval du barrage de Fouta Djallon. Sur la base de la variation de l'intensité culturale adoptée (de 1,26 à 1,352), les aménagements additionnels vont concerner 20 000 ha (programme Taahoudati). L'aménagement de ces superficies brutes permettra l'obtention de 16 382 ha de superficie agricole utile (SAU) additionnelle sur la période allant de 2020 à 2025.

La moyenne par année de réhabilitation et/ou de réalisation est estimée à 4 000 ha de superficies brutes.

- L'utilisation de systèmes d'irrigation et de pompage adéquats, durables et rentables sur les mêmes superficies.
- Définition et application des normes techniques pour la réalisation des ouvrages hydrauliques ainsi que leur suivi et contrôle.
- Mise en place de mécanismes de planification et de suivi pour la création/réhabilitation des infrastructures hydrauliques avec l'implication des acteurs y compris les bénéficiaires et les collectivités locales.
- L'amélioration de l'entretien et de la maintenance durable des aménagements hydro-agricoles à travers la mise en place de systèmes de maintenance et d'entretien durables des infrastructures principales des périmètres irrigués, et celles structurantes et /ou d'intérêt public ayant une incidence sur la mise en valeur des terres.
- L'amélioration de la gestion du périmètre et du calendrier de distribution d'eau, à travers la formation des comités ou des responsables de l'entretien / irrigation, des pompistes et aygadiers¹¹ sur la gestion de l'eau (gestion des réseaux d'irrigation et de drainage, respect du tour d'eau, gestion de l'eau à la parcelle, etc.).
- L'amélioration du taux annuel de mise en valeur agricole des périmètres à travers la sensibilisation, l'encadrement et l'application stricte de la réglementation contre les 'mauvais exploitants.
- La mise en place de fonds d'entretien et de maintenance des infrastructures hydroagricoles principales et structurantes ainsi que des infrastructures d'intérêt général ayant une incidence sur l'exploitation des périmètres irrigués et l'amélioration du cadre de vie au niveau des zones de production.
- La construction d'un un chenal liant le fleuve Sénégal au lac d'Aleg. Ce chenal vise l'amélioration de l'hydraulicité des axes ainsi que la disponibilisation de l'eau d'irrigation pour des superficies agricoles supplémentaires pour la riziculture et d'autres spéculations en système irrigué.

❖ Adoption, diffusion et application d'itinéraires techniques plus appropriés

Une augmentation des rendements et des productions, passe par le choix de variétés performantes, l'application d'innovations techniques adaptées à la taille de l'entreprise (petite, moyenne, grande) y compris celle permettant l'amélioration de la fertilité du sol (exemple : éventuels amendements pour les sols alcalins de Fouta Djallon et la salinité pour le bas-delta), le respect du calendrier cultural, l'utilisation de systèmes efficaces de protection des cultures,....

L'action conjuguée des producteurs et des structures de recherche et de conseil agricole, basée sur les pratiques agricoles actuelles permettront de générer et diffuser des technologies performantes en matière de riziculture et d'améliorer ainsi les itinéraires techniques, la productivité des exploitations rizicoles et la qualité du paddy. A cet effet, il faudra prévoir un programme de diffusion qui pourra se baser sur des méthodologies qui se développent autour des problématiques et des besoins manifestés par les producteurs.

¹¹ Personnes chargées de la gestion de l'eau au niveau des périmètres irrigués.

❖ Sécurisation de la production

Il s'agit de (i) la protection des cultures contre la divagation des animaux et les ravageurs, en particulier les oiseaux granivores, (ii) la protection contre les inondations, (iii) la mise en place de moyens de stockage appropriés (voir programme 2), et (iv) la création de fonds de sinistres/calamités et la mise en place d'une assurance agricole (voir programme 4).

En ce qui concerne les ravageurs (oiseaux granivores) et les mauvaises herbes, il s'agira aussi de mettre en place un système de lutte durable basé sur des études fiables et continues en collaboration avec les pays riverains.

❖ Amélioration de l'approvisionnement en semences et engrais de qualité y compris production des semences

L'approvisionnement en semences de qualité devra s'appuyer sur la production en quantité et qualité suffisantes de semences compatibles avec l'impératif de la double campagne. Pour se faire, la production de semences au niveau des producteurs multiplicateurs connaîtra une progression soutenue pour pouvoir faire face à la demande des producteurs. L'action se fera en liaison avec la recherche et le conseil agricole (voir programme 4), en tenant compte des expériences existantes et de l'évolution des besoins en semences.

❖ Le Contrôle de qualité des semences et des intrants (voir programme 4).

Il s'agit de renforcer les capacités des structures de l'Etat existantes et chargées du contrôle de la qualité des semences (CCQSP, CNRADA, SONADER). Par contre, pour le contrôle de qualité des engrais et des produits phytosanitaires, le Département s'attellera à la création d'une structure et d'un mécanisme capable de vérifier ce qui est introduit et vendu sur le marché.

❖ Promotion des formes de mécanisation adaptées aux différents types d'exploitations

Il s'agit de la promotion d'une mécanisation intermédiaire compatible avec les plans parcellaires au niveau des périmètres collectifs par le biais de (i) l'introduction de batteuses/vanneuses au niveau des coopératives villageoises des wilayas du Trarza, du Brakna, du Gorgol et du Guidimagha, (ii) la facilitation de l'accès aux financements (crédit) pour acquérir des décortiqueuses de paddy.

Pour la préparation des sols, les producteurs seront accompagnés dans le choix d'équipements adéquats (largeur de travail/charrues, puissance) en fonction du plan parcellaire, du type de sol et des conditions de travail (hivernage et saison sèche). La relance de la traction animale dans les petites exploitations devra être encouragée sur les sols « fondé » à texture intermédiaire situés sur le bourrelet alluvial du fleuve Sénégal.

❖ Amélioration de l'accès aux financements pour la riziculture (voir programme 4)

L'amélioration de l'accès aux financements pour la riziculture devra en tenir compte dans sa conception : (i) de la promotion d'un système de garantie pour cette culture, et (ii) de la mise en place des systèmes de financement et produits financiers adaptés à la riziculture : crédit d'aménagements, d'équipements, de campagnes (crédit hivernage, crédit CSC et de double culture), avec des facilités pour le remboursement pour permettre la double culture et la possibilité d'augmenter l'intensification culturale.

Pour ce faire, il sera procédé à la mise en place d'un système de financement du secteur agricole à travers la création d'une banque agricole adaptée au développement de l'agriculture en général et de la riziculture en particulier.

❖ Renforcement de l'appui-conseil (technique, organisation et gestion) et de la

coopération entre acteurs de la filière (voir programme 4)

Les capacités productives des exploitations et des exploitants dépendent, entre autres, de l'appui aux systèmes de formation et de conseil agricole existants qui doivent être améliorés et renforcés (voir programme 4). En même temps, les dynamiques existantes de coopération et concertation entre les producteurs et leurs organisations, et entre les différents acteurs de la filière riz, nécessitent d'être appuyées par le renforcement des leurs capacités institutionnelles, techniques, de gestion et d'autofinancement (voir programme 4).

❖ Faciliter l'accès à l'énergie, en particulier d'origine éolienne et solaire, ainsi qu'à l'électricité

Les besoins en énergie des zones de production de riz, sont de plus en plus importants et elles sont essentiellement couvertes par l'utilisation d'énergie thermique (gasoil). Un renforcement du réseau électrique rural et son accès aux exploitations agricoles sera entrepris. L'accès à des sources d'énergie renouvelable, telles que l'éolienne et le solaire (énergie propre) sera privilégié, participant ainsi aux initiatives de lutte contre le réchauffement climatique. Un effort doit aussi être fait au niveau de la tarification. Pour ce faire, il est fondamental de renforcer la collaboration interministérielle entre les départements chargés de l'agriculture, des infrastructures et de l'énergie.

Zones d'intervention prioritaires – En tenant compte des réalisations en cours et programmées, ainsi que des potentialités agro-écologiques, les Wilayas et les zones d'intervention prioritaires sont le Trarza, le Brakna, le Gorgol et le Guidimaha.

4.1.1.12.Filières de diversification : Filière blé

Objectif : Contribuer à la satisfaction des besoins en blé à hauteur de 6% à l'horizon 2025.

A l'instar du riz, pour améliorer la couverture des besoins, il sera nécessaire d'agir sur (i) l'augmentation des superficies cultivées, et (ii) l'amélioration des rendements.

Pour ce faire, la priorité sera accordée à : (i) l'amélioration de la qualité des intrants et équipements agricoles (semences, engrais, produits phytosanitaires, énergie, matériel d'exhaure, matériel de labour, d'entretien et de moisson) et de leurs circuits d'approvisionnements, (ii) l'amélioration de l'accès aux financements pour l'acquisition des différents facteurs de production (aménagements, intrants, matériels, .), ainsi que (iii) la professionnalisation des acteurs de la filière (recherche, conseil, production, transformation, commercialisation, .).

Pour atteindre l'objectif fixé, les superficies additionnelles à aménager à l'horizon 2025 sont les suivantes :

- 5 000 ha en irrigué (85% de la superficie brute) à raison d'environ 1 000 ha par année, ;
- 2 960 ha derrière barrages (95 % de la superficie brute) à raison d'environ 592 ha par année.

Les valeurs de référence et les hypothèses de travail retenues pour la filière blé sont indiquées dans le tableau qui suit.

Tableau 29 - Données et valeurs de référence retenues pour les projections de la filière blé à l'horizon 2025.

Données	Valeur	Source
Superficie de référence aménagée brute (SAB) fonctionnelle (ha)		
• pluvial	1 056	Moyenne des 3 campagnes de CSF (2016-2019)
• Irrigué	247	Partie de la superficie fonctionnelle dédiée au blé
Superficie utiles de référence (ha)		
• pluvial	1 003	
• Irrigué	210	
Rendement moyen de référence	1,78	
• pluvial	1,53	Calculé sur la base moyenne de 3 campagnes
• Irrigué	2,99	
Progression des rendements		
• pluvial	0,02	
• Irrigué	0,10	
Quote part des emblavures en irrigue et en pluvial (%)		
Année 2016-2019		
• pluvial	81	moyenne des 3 dernières campagnes de CSF
• Irrigué	19	
Période 2020- 2025		
• pluvial	69	
• Irrigué	31	
Niveau de perte de référence	6	
Diminution perte		
• 2016-2019	0	
• 2020-2025	1%	
Population recensées en 2013	3 537 368	ONS/RGPH 2013
Taux de croissance de la population	2,77% par an	ONS/RGPH 2013
Besoin /habitant	71 kg/pers	Norme consommation adoptée
Taux couverture des besoins		
1. Taux visé en 2025	6%	
2. Progression 2020 -2025	0,9%	

Résultat 1 : La productivité et la production du blé ont augmenté

➤ Indicateurs :

⇒ Rendement du blé (t/ha)

⇒ Taux de croissance de la production de blé (%)

La projection par année des productions de blé est indiquée en annexe 1.

Ci-dessous, la synthèse des valeurs des années de référence et 2025.

Tableau 30 - Evolution des différents facteurs de la filière blé à l'horizon 2025

Description	Données de référence (2016-2019)	Situation à l'horizon 2025	Ecart
Superficie brute (ha)	1 303	10 855	9 552
Sup. brute derrière barrage/digues (ha)	1 056	7 056	6 000
Sup. brute en irrigué (ha)	247	3 799	3 552
Superficie cultivée totale (en ha)	1 213	9 932	8 719
Sup. cultivée derrière barrage/digues (ha)	1 003	6 703	5 700
Sup. cultivée en irrigué (ha)	210	3 229	3 019
Rendements	1,78	2,28	0,50
Culture derrière barrage/digues (t/ha)	1,53	1,65	0,12
Culture irriguée (t/ha)	2,99	3,59	0,60
Production brute (tonnes)	2 163	22 653	20 490
Culture derrière barrage/digues (t/ha)	1 535	11 060	9 525
Culture irriguée (t/ha)	628	11 593	10 965
Perte	7,00%	3,50%	
Production nette (tonnes)	2 011	21 067	19 056
Culture derrière barrage/digues (t/ha)	1 427	10 397	8 969
Culture irriguée (t/ha)	584	10 897	10 307
Evolution de la population (3 537 368 en 2013)	3 537 368	4 909 944	1 372 576
Evolution des besoins	162 719	348 606	185 887
Total Gap ou surplus	-249 142	-327 539	-78 397
Taux de couverture	0,8%	6,04%	5,24%

Principales interventions

Les principales interventions sont :

❖ Renforcement des investissements hydro-agricoles

Pour la production du blé, le potentiel hydro-agricole sera renforcé entre autres, à travers :

- l'appui à l'aménagement et/ou à la réhabilitation, ainsi qu'à l'équipement de terres dans les wilayas de l'Est (Hodh El Gharbi), du centre (Tagant), du Fleuve (Trarza et Brakna) et du nord (Inchiri, Adrar). Pour le blé en irrigué, il s'agira de l'aménagement et/ou de la réhabilitation d'une superficie brute additionnelle d'environ 5 000 ha pour l'obtention

d'environ 4 250 ha exploitables (85% de la superficie aménagée en irrigué). En système pluvial, les superficies brutes aménagées derrière barrage sont estimées à 2 960 ha, soit environ 2 812 ha exploitable (95% de la superficie derrière barrage. Une accélération à la réalisation des aménagements pourra être assurée entre autres, par une politique d'incitation du secteur privé pour investir dans le développement de la filière ;

- l'utilisation de systèmes d'irrigation et de pompage adéquats, durables et rentables au niveau des périmètres irrigués. A ce propos, une politique d'incitation à l'acquisition du matériel et des équipements nécessaires doit être envisagée ;
- l'amélioration de la gestion des eaux au niveau des périmètres irrigués, des barrages et des digues de retenue des eaux de pluies à travers la formation des comités ou des responsables de l'entretien/irrigation, des pompistes et aygadiers sur la gestion de l'eau (gestion des réseaux d'irrigation et de drainage, respect du tour d'eau, gestion de l'eau à la parcelle);
- l'amélioration de l'entretien et de la maintenance durable des aménagements hydro-agricoles à travers la mise en place de systèmes de maintenance et d'entretien durables;
- la mise en place de fonds d'entretien et de maintenance des infrastructures hydro-agricoles principales et structurantes ainsi que des infrastructures d'intérêt général ayant une incidence sur l'exploitation des périmètres irrigués et des barrages /digues. Une étude sera réalisée pour déterminer le montant de ce fonds, ses sources de financement et son mode de gestion.

❖ Adoption, diffusion et application d'itinéraires techniques plus appropriés

L'adoption, la diffusion et l'application d'itinéraires techniques plus appropriés permettra d'obtenir une augmentation des rendements et des productions à travers le choix de variétés performantes, l'application d'innovations techniques adaptées aux différentes exploitations en irrigué et en décrue (derrière barrages), au respect du calendrier cultural, à l'utilisation de systèmes efficaces de protection des cultures, etc.

La recherche pour l'identification des variétés les plus performantes et des techniques culturales les plus appropriées, en lien avec le conseil agricole favorisant leur diffusion, pourront apporter l'appui nécessaire pour augmenter la productivité de la culture du blé. L'utilisation de l'approche champs école paysans pourra répondre aux problématiques et aux besoins manifestés par les producteurs.

❖ Amélioration de l'approvisionnement en semences et engrais

L'approvisionnement en semences de qualité et compatibles aux deux typologies de culture (irrigué et décrue derrière barrages) devra s'appuyer sur la production en quantité et qualité suffisante. En lien avec la recherche et le conseil agricole, en tenant compte des expériences existantes et de l'évolution des besoins des producteurs, la production de semences pourra être réalisée par des producteurs multiplicateurs.

❖ Promotion de la mécanisation

Il s'agit surtout de la mécanisation des travaux de préparation du sol. Les producteurs seront accompagnés dans le choix d'équipements adéquats (largeur de travail/charrues, puissance) en fonction du plan parcellaire, du type de sol et des conditions de travail. La relance de la traction animale dans les petites exploitations devra être encouragée.

❖ Amélioration de l'accès aux financements (voir programme 4)

L'accès aux financements pour la culture du blé doit être amélioré par la création d'un système et de produits financiers adaptés : crédit d'aménagements, d'équipements, de campagnes. la banque agricole qui sera mise en place pour le financement du secteur agricole sera mise à contribution pour la prise en charges des besoins en crédit de la culture de blé.

❖ *Renforcement de l'appui-conseil et de la coopération entre acteurs de la filière*

Un service de conseil agricole renforcé et efficace pourra favoriser l'amélioration des capacités productives des exploitations et des exploitants tant du point de vue technique, qu'organisationnel et de gestion (voir programme 4). En même temps, seront encouragés les dynamiques de coopération et de concertation entre les producteurs et leurs organisations et entre les différents acteurs de la filière blé (voir programme 4).

Zones d'intervention prioritaires – Wilayas de l'Est (Hodh El Gharbi), du Centre (Tagant) du Fleuve (Trarza et Brakna) et du Nord (Inchiri, Adrar).

4.1.1.13. Filières de diversification: Filière horticole

Objectif : Augmenter la production horticole pour couvrir 39% des besoins en oignon et 22% en pomme de terre, ainsi que 59% des besoins en autres produits de la filière, d'ici 2025.

A l'instar du riz et du blé, pour atteindre l'objectif fixé, il sera nécessaire d'agir sur (i) l'augmentation des superficies cultivées, et (ii) l'amélioration des rendements.

Il est nécessaire d'exploiter en 2025 environ 7.854 ha dont 2.094 ha existants et 5.760 ha de nouvelles terres. Ces dernières proviendront de la réalisation de nouveaux aménagements hydro-agricoles sur une superficie brute totale estimée à 7.200 ha.

Tableau 31 - Evolution des superficies et des productions maraîchères à l'horizon 2025.

Désignation	Oignon	Pommes de terre	Autres
Superficies			
Aménagées			
-référence	432	75	2.110
-2025	1.332	375	8.110
exploitées			
-référence	346	60	1.688
-2025	1.066	300	6.488
Taux de couverture des besoins			
Référence	12%	5%	15 %
Cible 2025	39%	22%	59%
Rendements			
Rendements au départ	19,5	23,6	15,2
Progression	2%	1,2%	2.5%
Perte			
Niveau au départ 2019	15%	14%	18%
Progression	1%	1%	1%

Besoins / consommation			
Besoin pro capita (kg/pers)	11,6	6	34,5
estimation = consommation			
besoin total / population			

Source données de départ : Estimation à partir des données des campagnes agricoles et de suivi du MA

Cet objectif vise une production à l'horizon 2025 d'environ 23.401 tonnes d'oignon, plus de 7.000 tonnes de pomme de terre, et de 114.144 tonnes de produits maraîchers divers. Ces quantités ont été calculées sur la base des données, normes et hypothèses du tableau ci-dessus, qui donne (i) l'augmentation des superficies exploitées, (ii) l'augmentation des rendements, (iii) la réduction des pertes post-récolte (iv) la consommation moyenne par personne, (v) les besoins de la population calculés en appliquant un taux de croissance de 2,77% (moyenne 2000-2013 selon le dernier RGPH).

Les projections de l'évolution des productions d'oignon, pomme de terre et autres spéculations maraîchères à l'horizon 2025 sont indiquées en annexe 1.

Résultats attendus

- **Résultat 1** : Les superficies emblavées et les rendements des cultures maraîchères, notamment ceux de l'oignon et de la pomme de terre ont augmenté.
 - Indicateurs :
 - ⇒ Rendement des différentes spéculations maraîchères par région (t/ha)
 - ⇒ Superficies allouées aux cultures maraîchères par spéculation et par région (ha)

Principales interventions

Pour atteindre les objectifs quantitatifs définis, les principales interventions à développer peuvent se répartir dans les grands groupes d'intervention ci-après :

❖ Renforcement de la maîtrise de l'eau

Le potentiel en terres destinées au maraîchage pourra être renforcé à travers l'aménagement et/ou la réhabilitation et l'équipement des périmètres maraîchers autour des plans d'eau, des barrages de retenue des eaux de ruissellement, des forages ou puits pour faciliter les travaux d'arrosage ou d'irrigation. Pour atteindre la production envisagée, il est prévu d'aménager/réhabiliter 6 000 ha avec une progression de 1 200 ha par année. Ces superficies pour le maraîchage et l'arboriculture vont s'ajouter à celles déjà exploitées pour atteindre en 2025 une superficie totale de terres exploitables de 8.094 ha. Toute action d'aménagement ou réhabilitation sera accompagnée par le renforcement des capacités des exploitants pour l'entretien et la maintenance des aménagements.

Les systèmes d'irrigation efficaces tels que le goutte à goutte, seront diffusés en s'appuyant sur les expériences déjà existantes dans plusieurs zones du pays. Par ailleurs, l'utilisation de l'énergie renouvelable (solaire ou éolienne) sera promue au niveau des petits périmètres maraîchers pour le système d'exhaure d'eau contribuant ainsi aux initiatives de lutte contre le réchauffement climatique.

La sécurisation foncière des nouveaux périmètres maraîchers est un élément essentiel pour encourager les exploitants, surtout les femmes et les jeunes producteurs dans l'investissement et le maintien des aménagements et des équipements, ainsi que dans l'amélioration de leur productivité.

❖ Amélioration de l'accès aux intrants de qualité

Pour faire face aux difficultés que les producteurs rencontrent dans l'accès aux intrants de qualité pour diverses raisons, dont entre autres leurs coûts élevés, l'éloignement des points de distribution et d'approvisionnement par rapport aux zones de production et le manque ou l'insuffisance d'organisations des producteurs dans une dynamique de développement qui lie les marchés d'intrants et ceux des produits agricoles, plusieurs initiatives peuvent être appuyées en fonction du contexte socio-économique. Il s'agit, entre autres, de faciliter :

- la mise en place de petites entreprises commerciales (boutiques villageoises, revendeurs) dans les zones de production. Elles pourront être gérées par des groupements d'intérêt économique en liaison avec les organisations des producteurs pour répondre à la demande et à l'offre du marché local.
- l'organisation des producteurs pour l'achat en commun permettant de réduire les coûts d'achat et de transport et de pouvoir s'adresser à des fournisseurs fiables.
- le contrôle de qualité des intrants introduits sur le marché qui pourra se faire à travers le renforcement des structures de contrôle et de recherche (voir programme 4).

❖ Amélioration de l'accès aux financements agricoles

Un système de crédit et de produits financiers accessibles aux producteurs et appropriés pour l'approvisionnement en matériels, équipements et intrants devra être étudié et mis en place pour répondre aux besoins : crédits de campagne à court terme, ainsi que crédits à moyen terme pour l'acquisition d'équipements et d'infrastructures (voir programme 4). La banque agricole envisagé contribuera au financement de l'horticulture.

❖ Diffusion des itinéraires techniques adaptés aux conditions agro-écologiques

Il s'agira d'accompagner les producteurs dans l'application d'itinéraires techniques et dans le choix des cultures et variétés adaptées aux conditions agro-écologiques et répondant à la demande du marché local, régional ou national. L'oignon et la pomme de terre seront parmi les spéculations les plus concernées. Les itinéraires techniques améliorés prendront en compte, entre autres, la promotion et l'utilisation des méthodes d'irrigation économiques et appropriées à la diversité des produits tout en restant à la portée des petites entreprises. L'approche Champs écoles paysans (CEP) pourra être adoptée pour répondre aux besoins spécifiques des producteurs de chaque zone de production. La recherche et les structures d'appui conseil seront appelées à soutenir l'initiative.

❖ Promotion d'actions spécifiques pour le maraîchage en zone péri-urbaine

Les producteurs qui évoluent dans les zones péri-urbaines jouent un rôle important dans le ravitaillement des marchés de grandes villes, notamment Nouakchott et Nouadhibou, en produits maraîchers. Pour améliorer ces productions, des initiatives seront conduites pour renforcer aussi bien les capacités productives des périmètres (aménagements, utilisation des semences améliorées, calendrier de production, etc.) que l'organisation des producteurs pour les responsabiliser dans la gestion des périmètres. La programmation de zones agricoles dans les plans directeurs des périphéries de certaines grandes villes sera également prévue. La collecte et le traitement des eaux usées peuvent être envisagés pour leur utilisation/valorisation dans l'irrigation.

❖ Promotion d'actions spécifiques pour le maraîchage en zone oasienne

Les zones oasiennes (Adrar, Tagant, Assaba, les deux Hodhs), où les cultures maraîchères sont de plus en plus développées méritent des appuis spécifiques qui répondent aux principales

contraintes, à savoir : (i) la diffusion d'espèces et de variétés améliorées pour diversifier les productions, étaler le calendrier de production et répondre au marché, (ii) la diffusion de systèmes d'irrigation efficaces tels que le goutte à goutte, (iii) des systèmes d'exhaure d'eau à énergie solaire ou éolienne, et (iv) un conseil agricole rapproché.

❖ Renforcement de l'appui-conseil et coopération entre acteurs de la filière

A l'instar des initiatives en cours dans le cadre de certains projets et en adéquation avec les orientations de la SDSR, toutes activités d'échange, de collaboration et de coopération entre acteurs de la filière seront soutenues dans l'esprit d'appuyer la création et/ou la consolidation des interprofessions et des pôles de compétitivité (voir programme 4).

❖ Développement de la production de bananes

Dans le cadre d'un partenariat public-privé, le Gouvernement a signé une convention avec Grand Domaine Mauritanie pour la production de la banane dans la région du Trarza. Le projet objet de la convention a comme objectif de passer d'une production actuelle de bananes de 1 000 tonnes à 16 000 tonnes en 2025 (cf. 3.3). Ce projet devrait concerner à l'horizon 2025 une surface cultivée totale de 420 ha et atteindre la création d'emplois salariés, de l'ordre de 500 emplois dès l'année 2018, et 1 000 emplois à l'horizon 2025. Des initiatives similaires sont à encourager.

❖ Promotion de l'arboriculture fruitière

En plus de la banane, l'arboriculture fruitière mérite d'être promue surtout dans les zones oasiennes, où quelques timides expériences existent. Le choix devra s'orienter vers des espèces adaptées aux conditions agro-écologiques, à la disponibilité d'eau et à la demande du marché. Il s'agit, entre autres, des manguiers, des agrumes et des goyaviers. A cet effet, l'expérience de la station de recherche du CNRADA de Rindiao (Kaédi), doit être renforcée et diffusée.

Zones d'intervention prioritaires – Les terres agricoles à vocation maraîchère dotées et/ou pouvant être dotées d'aménagements hydro agricoles, notamment les périmètres irrigués dans la vallée du fleuve Sénégal, les terres autour des mares, les oasis, et les zones péri-urbaines autour de Nouakchott et les autres villes situées ou alimentées à partir d'importantes nappes (Dhar, Benichab...).

4.1.1.14. Filière sucrière

Objectif : Introduire la culture de la canne à sucre et la transformation de la canne en sucre blanc à l'horizon 2025

Cet objectif défini par la SDSR, vise la culture de la canne à sucre sur 10 000 hectares.

Résultats attendus

- **Résultat 1 :** Les superficies destinées à la culture de canne à sucre ont augmenté.
⇒ Indicateurs : Superficies allouées à la canne à sucre (ha)
- **Résultat 2 :** L'approvisionnement du complexe agro-industriel en canne à sucre est assuré totalement par la production nationale
⇒ Indicateurs : Rendement de la culture de canne à sucre (t/ha)

Principales interventions

La culture de canne à sucre sera développée dans le domaine de l'Etat comme retenu par le projet portant création d'un complexe agro-industriel destiné à la production de sucre.

La composante agricole de ce projet prévoit : (i) l'aménagement d'une superficie de 10 000 ha à l'horizon 2025, (ii) la production de la canne à sucre en utilisant des techniques d'irrigation et culturales appropriées, et (iii) l'acquisition de matériel agricole.

La mise en œuvre de la composante prévoit aussi un programme de formation au profit de techniciens de la canne à sucre et d'ouvriers spécialisés avec l'Ecole de Formation de Kaédi.

Zone d'intervention prioritaire - Les zones de Foum Gleïta et Ganki dans la wilaya du Gorgol.

4.1.1.15.Filière fourragère

Objectif : Améliorer et sécuriser l'alimentation des animaux par l'amélioration de l'offre en fourrage vert à l'horizon 2025

Résultats attendus

- **Résultat 1** : Les superficies destinées aux cultures fourragères ont augmenté.
⇒ Indicateurs : Superficies allouées aux cultures fourragères (ha)
- **Résultat 2** : La fabrication d'aliment de bétail fabrication d'aliments bétail équilibrés
⇒ Indicateurs : Nombre d'unité de fabrication d'aliment bétail

Principales interventions

Les cultures fourragères seront davantage développées des bassins de production du fourrage situées dans les wilayas du Gorgol, du Brakna et du Trarza au niveau de la zone irriguée tout au long de la vallée du fleuve Sénégal.

Il est prévu l'aménagement d'une superficie totale au cours de la période 2020-2025 de 3.000 ha à raison de 500 ha/an. Pour ce faire, le secteur privé sera incité pour participer au développement des cultures fourragères à travers des subventions sur les intrants agricoles, notamment les semences et les engrais.

D'autre part, le développement de la culture fourragère se poursuivra au niveau du Hodh Chargui et de la zone oasienne.

Un programme de formation et d'encadrement sur la gestion et la conduite des cultures fourragères sera mis en œuvre au profit de techniciens et d'opérateurs agricoles.

Zone d'intervention prioritaire - Les bassins de production fourragère au niveau des différentes zones agricoles du pays.

4.2.2.Sous-programme. Amélioration des systèmes de productions pluviales pour la valorisation des cultures traditionnelles

4.1.2.1.Filière : céréales traditionnelles

Objectif : Atteindre environ 46% des besoins alimentaires en céréales traditionnelles d'ici 2025.

Pour renforcer la production nationale en céréales traditionnelles (sorgho, mil, maïs) et atteindre environ 46% des besoins alimentaires, il sera nécessaire, entre autres, d'agir sur (i) l'augmentation des superficies exploitables, notamment celles derrière barrages, et (ii)

l'amélioration des rendements.

Pour ce faire, les actions à mettre en place concerneront : (i) l'amélioration/restauration de la fertilité des sols de diéri (ii) l'amélioration des itinéraires techniques au niveau de toutes les zones de cultures notamment le walo (décrue naturelle et contrôlée), terres derrière barrages, diéri, bas-fonds (iii) l'amélioration de l'accès aux intrants de qualité et aux équipements agricoles et de leurs circuits d'approvisionnements, (iv) l'amélioration de l'accès aux financements, ainsi que (v) la professionnalisation des acteurs de la filière (recherche, conseil, production, transformation, commercialisation,...).

L'objectif fixé peut être atteint, si certaines conditions sont assurées, à savoir : (i) la rigueur dans l'application des itinéraires techniques pour la conduite des différentes cultures, (ii) la mobilisation d'importantes ressources humaines et matérielles en plus des ressources financières, et (iii) la capacité logistique et organisationnelle des différents acteurs dans la mise en œuvre du programme.

Le scénario présenté est caractérisé par :

- ✓ Une augmentation des superficies derrière barrages et une réduction conséquente de la superficie de *diéri*,
- ✓ Un taux d'utilisation de la superficie exploitable (sup. cultivée/sup. exploitable) qui passe de 60% à 69% en 2025.
- ✓ Un rendement moyen qui passe de 0,46 t/ha à 0,659 t/ha en 2025 (tous systèmes de production et céréales confondus) par l'application d'itinéraires techniques performants et un accès plus facile aux facteurs de production,
- ✓ Une superficie cultivée additionnelle derrière barrage de 30 555 ha (voir tableau ci-après). Pour atteindre cette superficie, outre la mise en valeur de barrages existants, la réalisation de barrages permettant de créer/ou réhabiliter chaque année un potentiel additionnel de 1 395 ha est nécessaire.
- ✓ Un taux constant de croissance de la population (2,77% par an), et
- ✓ Des normes fixes de consommation de 59 Kg/habitant/an comme indiqué par l'ONS

L'évolution des différents facteurs est indiquée dans le tableau qui suit. Les données de base correspondent à la moyenne des cinq dernières années.

Tableau 32 - Céréales traditionnelles : situation de référence et finale

Description		Données de base	Situation en 2025		
			2025	Variation	Ecart
Superficie brute	Ha	365 063	365 070		7
Potentiel superficie exploitable (ha) (SDSR) (95%)	Ha	346 810	346 816		6
Dieri	Ha	250 000	242 593	-3%	-7 407
Walo	Ha	20 000	20 000		0
Bas-fonds	Ha	34 310	34 310		0
Derrière barrage/digues	Ha	23 700	31 381	32%	7 681
Décrue contrôlée	Ha	18 800	18 800		0
Taux d'utilisation de la superficie exploitable (sup cultivée/ sup exploitable)	%	60,29%	69,18%		8,88%
Dieri	%	56%	63%	13%	7,08%

Description		Données de base	Situation en 2025		
			2025	Variation	Ecart
Walo	%	42%	48%	13%	5,34%
Bas-fonds	%	98%	110%	13%	12,32%
Derrière barrage/digues	%	82%	97%	19%	15,82%
Décrue contrôlée	%	40%	47%	19%	7,72%
Superficie cultivée totale (ha)	Ha	209 108	240 105		30 998
Dieri	Ha	140 340	153 363		13 023
Walo	Ha	8 460	9 527		1 067
Bas-fonds	Ha	33 504	37 731		4 227
Derrière barrage/digues	Ha	19 326	30 555		11 229
Décrue contrôlée	Ha	7 478	8 930		1 451
Production brute (tonnes)	T	95 283	158 234		62 951
Dieri	T	55 014	80 565		25 551
Walo	T	3 251	4 907		1 655
Bas-fonds	T	19 775	29 843		10 069
Derrière barrage/digues	T	11 913	33 366		21 454
Décrue contrôlée	T	5 331	9 552		4 222
Rendements (t/ha)	t/ha	0,46	0,659		0,20
Dieri	t/ha	0,39	0,53	34%	0,13
Walo	t/ha	0,38	0,52	34%	0,13
Bas-fonds	t/ha	0,59	0,79	34%	0,20
Derrière barrage/digues	t/ha	0,62	1,09	77%	0,48
Décrue contrôlée	t/ha	0,71	1,07	50%	0,36
Production nette (tonnes)	T	80 991	134 499		53 508
Dieri	T	46 762	68 481		21 719
Walo	T	2 764	4 171		1 407
Bas-fonds	T	16 808	25 367		8 558
Derrière barrage/digues	T	10 126	28 361		18 236
Décrue contrôlée	T	4 531	8 119		3 588
Taux de couverture					
Evolution de la population	N	4 167 527	4 909 944	1,0277	742 417
Evolution des besoins de la population (t)	T	245 884	289 687	0,059	43 803
Total Gap ou surplus (t)	T	-164 893	-155 188		9 705
Taux de couverture	%	32,94%	46,43%		13,49%

Les détails de la projection par années sont indiqués en annexe 1.

Résultats attendus

- **Résultat 1** : La productivité et la production des cultures céréalières traditionnelles ont augmenté
 - Indicateurs
 - ⇒ Rendement par culture (t/ha)
 - ⇒ Taux de croissance de la production (%)
- **Résultat 2** : Des itinéraires techniques basés sur des technologies climato-intelligentes sont diffusés et adoptés par les producteurs en vue de faire face aux méfaits des

changements climatiques.

➤ Indicateurs

- ⇒ Taux d'adoption par les producteurs des itinéraires techniques adaptés aux changements climatiques (%)

Principales interventions

Les principales interventions à mettre en place sont les suivantes :

❖ Maîtrise d'eau

Il s'agit de renforcer le potentiel des infrastructures de retenue d'eau (barrages, seuils et autres) ainsi que de faciliter l'infiltration de l'eau et la réduction de l'érosion des sols à travers des techniques appropriées de rétention d'eau.

La réalisation de nouvelles infrastructures de retenue d'eau et la réhabilitation des ouvrages existants constituent un axe déterminant dans l'amélioration des superficies cultivables étant donné le caractère aléatoire des cultures du diéri et leur tendance à diminuer. Comme indiqué plus haut, les superficies exploitées en cultures derrière barrages et digues devront passer de 19 326 ha à 30 555 ha soit une augmentation de 11 929 ha. En tenant compte des superficies existantes, estimées pour les céréales traditionnelles à environ 22 500 ha, cette superficie sera atteinte à travers :

- l'achèvement des travaux de réalisation /réhabilitation d'ouvrages en cours ;
- la réalisation de 60 petits barrages permettant d'irriguer chacun entre 100 et 500 ha;
- la construction de 6 grands barrages dans 5 wilayas (Tagant, Assaba, Gorgol, Brakna et Guidimagha)
- l'étude et la réalisation de nouveaux ouvrages de retenue d'eau y compris ceux déjà programmés pour couvrir le gap.

La plus grande partie de la production reste au niveau des terres de Diéri, qui sont souvent dégradées. Pour améliorer leur fertilité, des actions de Conservation des Eaux et du Sol (CES) pourront être réalisées. Dans ce cadre, des activités de CES sont prévues sur environ 6 000 ha à raison de 1 200 ha par an (voir sous-programme 3.1).

❖ Appui à la protection des cultures

La protection des cultures passe par la mise en place de clôtures et de programme de lutte intégrée et participative contre les ennemis de cultures notamment les oiseaux granivores, les criquets, les sauteriaux, la sésamie et autres ravageurs.

L'appui à l'installation des clôtures pourra se faire, entre autres, à travers la création d'un fonds auquel pourront accéder les producteurs et leurs organisations, ainsi que les collectivités locales.

La protection des cultures contre les ravageurs (lutte anti-aviaire et antiacridienne, contre la sésamie et les sauteriaux,) pourra se faire à travers le renforcement du service de protection des végétaux, et des appuis spécifiques aux producteurs (formation, facilitation de l'accès aux produits et équipements,...).

La lutte contre la sésamie doit bénéficier d'une attention particulière, notamment au niveau du walo où ce ravageur est l'une des principales causes qui ont déterminé la forte réduction des

rendements et l'abandon des terres. Cela pourra se faire, à travers la lutte intégrée, la recherche, l'introduction des variétés résistantes et de techniques culturales adaptées.

❖ Diffusion d'itinéraires techniques améliorés et adaptés aux changements climatiques

Il s'agit de développer des techniques climato-intelligentes adaptées aux contextes et aux changements climatiques auxquels les systèmes de production et les exploitations sont exposés. Cela concerne, entre autres (i) le choix des variétés selon le cycle cultural, (ii) l'introduction de petits équipements (exemple : charrues tractées ou motorisées) pour suppléer aux travaux manuels de sarclage à la daba, (iii) les traitements des cultures contre les maladies cryptogamiques (charbons), les sauteriaux, la sésamie, etc. L'approche Champs écoles paysans pourra être privilégiée pour mieux répondre aux préoccupations et aux besoins manifestés par les producteurs.

Pour faciliter la diffusion d'itinéraires techniques plus performants, on fera appel aux structures chargées du conseil agricole (Délégations du Ministère en charge de l'Agriculture, SONADER, ainsi que projets, organisations socioprofessionnelles, ONG dûment mandatées) en liens avec la recherche (CNRADA).

Les données du suivi météorologique doivent être mises à contribution, ce qui nécessite un partenariat entre le MDR et l'Office national de la météorologie (ONM).

❖ Développement de la filière semencière au niveau paysan

Le renforcement de la filière semencière pour la production de variétés améliorées, certifiées et adaptées aux contextes et aux changements climatiques peut s'appuyer sur (i) la recherche-développement au niveau du CNRADA par la création d'une banque de conservation des écotypes, l'équipement du laboratoire de semences et plants, la production de semences pré-base (voir programme 4), et (ii) sur l'organisation de la chaîne de production et distribution des semences.

La production/multiplication des semences auprès de producteurs formés à cet effet devra être encouragée.

❖ Amélioration de l'accès aux facteurs de production (semences, fertilisants,)

Pour les semences, il s'agit de mettre en place (i) des stocks suffisants au niveau des moughataas pour garantir la disponibilité des semences au début des campagnes, (ii) un mécanisme de gestion transparente de ces stocks par les organisations des producteurs formées à cet effet, (iii) un mécanisme facilitant l'accès aux semences sous formes de crédit, subventions, etc. et qui dépendra de la situation du contexte socio-économique.

Les sols destinés aux céréales traditionnelles sont souvent fragiles et sujets à la dégradation par les agents climatiques (érosion éolienne et/ou hydrique). En plus des actions physiques de restauration des sols, la récupération pourra être soutenue par l'interaction entre les activités agricoles et pastorales. Cette interaction permettra; d'une part, l'enrichissement du sol par le fumier et, d'autre part, l'alimentation du bétail par les résidus des cultures.

Des tests sur les méthodes de fumures organiques et chimiques en milieu paysan seront également réalisés avec l'appui de la recherche.

❖ Promotion des formes de mécanisation adaptées aux différents types d'exploitations

Dans le cadre des initiatives de « Diffusion d'itinéraires techniques améliorées », la mécanisation trouve sa place. En particulier, des technologies adaptées aux différents types d'exploitations seront diffusées. La mécanisation doit être à la portée des exploitants tant du

point de vue technique (utilisation et entretien) qu'économique (rentabilité et coûts limités d'acquisition et de maintenance). A titre d'exemple, la diffusion de petites charrues pourrait être encouragée.

❖ Accès à la micro-finance rurale (voir programme 4)

Les cultures des céréales traditionnelles devront bénéficier de la mise en place des systèmes de financement et produits financiers adaptés : crédit de campagne, crédit pour achat de petit matériel et mécanisation.

Zone d'intervention prioritaire - Toute la zone sahélienne caractérisée par le diéri est concernée par les actions d'intensification des céréales traditionnelles. Les wilayas du Centre et de l'Est sont celles intéressées par la création des nouveaux barrages.

4.2.3. Sous-programme. Appui au développement des cultures oasiennes

Objectif : Améliorer le taux de couverture totale des besoins en dattes à l'horizon 2025

Pour atteindre cet objectif défini par la SDSR, les interventions devront concerner, entre autres, l'augmentation de nouvelles plantations, l'augmentation des rendements des anciennes plantations par l'adoption d'itinéraires techniques plus performants, ainsi que la réduction des pertes post-récolte.

Ci-dessous, le tableau qui résume l'évolution de la filière. La projection par année est indiquée en annexe 1.

Tableau 33 - Evolution de la filière phoenicicole

Description	Données départ	2025	Ecart
Superficie anciennes plantations (PDDO)	19 687	19 687	0
Superficie nouvelles plantations (ha)	262	812	550
Superficie total palmeraie (ha)	19 949	20 499	550
Rendement anciennes plantations (t/ha)	2,99	3,89	0,90
Rendement nouvelles plantations (t/ha)	0	0,5	0,5
Production total dattes fraîches (t)	58 864	76 988	18 124
Production net (- 30% pertes) (t)	47 091	61 591	14 499
Besoin (t) : calcul sur besoin pro capita)	82 475	97 168	14 692
Population	3537368	4909944	1372576
Besoin pro capita (kg/pers) dattes calculé	19,79	19,79	0
Gap = Importations (tonnes)	35 384	35 577	193
Taux de couverture des besoins (%)	57%	63%	6%

Source des données : PDDO et DSCSE/MDR

Les besoins totaux se basent sur les productions nationales, ainsi que sur les importations. A partir de ces données et de l'évolution de la population avec un taux de croissance de 2,77% (moyenne 2000-2013 du dernier RGPH), la consommation moyenne par personne et par année est estimée à environ 20 Kg.

Résultats attendus

- **Résultat 1** : Les superficies destinées aux cultures oasiennes, notamment les palmiers

dattiers ont augmenté

➤ Indicateurs :

⇒ Superficies destinées aux palmiers dattiers (ha) : nouvelles et anciennes plantations

- **Résultat 2 :** Les productions oasiennes, notamment en dattes ont augmenté

➤ Indicateurs :

⇒ Taux de croissance de la production de dattes (%)

Principales interventions

Pour atteindre l'objectif, les principales interventions à développer, peuvent se décliner comme suit :

- ✓ Maîtrise de l'eau
- ✓ Appui à la protection des cultures
- ✓ Renforcement des capacités des laboratoires de production des cultures in vitro
- ✓ Régénération du patrimoine phoenicicole
- ✓ Amélioration des itinéraires techniques

❖ Maîtrise de l'eau

L'amélioration de la maîtrise de l'eau portera sur des appuis aux investissements innovants pour la réalimentation de la nappe (barrages et ouvrages de recharge de la nappe (seuils)) et pour aussi les équipements et infrastructures d'exhaure et de distribution (forages avec débit supérieur à 20 m³ et puits équipés avec des pompes fonctionnant avec l'énergie solaire), ainsi que sur l'accompagnement et la formation à la bonne gestion des équipements (entretien) et de la ressource « eau » (calendrier de distribution..).

En termes de technologies, la priorité sera donnée aux systèmes goutte-à-goutte et d'exhaure à énergie renouvelable (solaire et éolienne) qui contribueront à une utilisation plus efficace de l'eau ainsi qu'à une baisse des coûts surtout d'exploitation.

❖ Appui à la protection des cultures

Pour faire face au phénomène de l'ensablement dans certaines oasis, des actions de protection seront envisagées. La technique à adopter dépendra du contexte de la zone à protéger. La protection contre les ennemis de cultures sera poursuivie.

❖ Renforcement des capacités des laboratoires de production des cultures in vitro

Le travail d'amélioration du matériel végétal conduit ces dernières années par le laboratoire de patho-biotechnologies d'Atar et l'Université de Nouakchott, va être renforcé. Afin de diffuser auprès de producteurs des variétés plus productives, adaptées à la demande du marché et performantes par rapport aux conditions agro-écologiques des différentes zones, la production de plants in vitro sera consolidée au niveau du laboratoire d'Atar.

❖ Régénération du patrimoine phoenicicole : nouvelles plantations et régénération des anciennes.

Il est estimé qu'environ 50% des palmeraies dépassent l'âge de 70 ans. En conséquence, un renouvellement progressif des palmeraies devient nécessaire. La création de nouvelles plantations pourra se faire sur environ 500 ha en raison de 50 ha par année. Pour la réalisation des nouvelles plantations, le contexte agro-écologique, économique et social des oasis sera combiné avec les nouvelles techniques de plantation et de conduite des palmeraies.

❖ Amélioration des itinéraires techniques

Une augmentation de la production des anciennes plantations sera possible à travers l'utilisation

d'itinéraires techniques adaptés et la connaissance de la qualité du produit demandé par le marché.

Les producteurs individuels ainsi que les Associations de Gestion Participative des Oasis (AGPO) seront accompagnés par le conseil agricole. L'adoption de méthodologies d'apprentissage, telle que les Champs Ecoles Paysans (CEP), se basant sur les principales préoccupations des producteurs, sera privilégiée.

Les échanges entre producteurs et entre les différents acteurs de la filière seront encouragés pour obtenir un produit plus compétitif et des revenus plus intéressants. C'est ainsi que toutes activités visant la création et/ou la consolidation des interprofessions et des pôles de compétitivité seront recherchées (voir programme 4).

Zones d'intervention prioritaires – Les oasis dans les Wilayas de l'Adrar, du Tagant, de l'Assaba et des deux Hodhs.

4.2.4.Sous programme. Valorisation du bétail sur pied, Production de viandes rouges et sous-produits d'abattage

Objectif général : Promouvoir les filières animales intensives pour augmenter les productions en quantité et en qualité et assurer ainsi un meilleur accès des produits aux marchés nationaux et internationaux. Augmenter les productions animales à travers l'amélioration de la productivité des espèces et le perfectionnement des pratiques pastorales d'une part, et l'augmentation des revenus des éleveurs par un système de commercialisation et de transformation plus efficace.

Objectifs spécifiques :

- Valoriser les produits issus des filières porteuses : lait, viandes, volailles et peaux.
- Améliorer la compétitivité des filières animales grâce à la promotion de l'investissement privé en direction des élevages intensifiés à haute productivité et forte valeur ajoutée

Les actions porteront essentiellement sur:

- Mise en place de 100 fermes modernes d'élevage bovin, ovin, caprin et camélin (
- Mise en place d'unités d'embouche des animaux de boucherie ;
- Construction de complexes frigorifiques d'abattage régionaux (2) ;
- Réhabilitation d'abattoirs ;
- Mise en place de 45 boucheries modernes répondant aux normes de qualité requises avec des ateliers de transformation des viandes ;
- Mise en place de 2 complexes moderne d'abattage, de découpe et de conservation pour la grande consommation ;
- Renforcement de l'infrastructure de transport réfrigéré des viandes (engins de 10 T) ;
- Renforcement des Infrastructures de commercialisation : aménagement de 8 marchés à bestiaux ;
- Etude sur les marchés potentiels de produits transformés ;
- Etude sur l'organisation des circuits commerciaux internes et externes.
- Installation de tanneries et mégisseries modernes (2 unités) (500 000 pièces/an/unité) ;
- Mise en place d'un réseau de collecte (6 points de ramassage et de conservation des peaux selon les normes en vigueur) ;
- Renforcement et amélioration des conditions de transport des peaux (16 engins) ;
- Mise en place de points de ventes de produits artisanaux de cuir local aux profits de femmes et jeunes ;
- Mise en place au niveau des abattoirs d'espaces dédiés au lavage et nettoyage de peaux avant livraison aux points de collecte ;
- Mise en place de systèmes appropriés de traitement et de recyclage des effluents de tannage;
- Renforcement du contrôle et surveillance des tanneries (normes écologiques, conditions de traitement, etc.) ;
- Renforcement du cadre réglementaire régissant la filière peaux et cuirs ;

- Mise en place d'un centre de formation et perfectionnement en technique de transformation de peaux et de valorisation de cuirs ;
- Renforcement des compétences et des ressources humaines et formation des opérateurs en matière de dépeçage, de collecte, et de conservation des peaux ;
- Etude des marchés potentiels de peaux et cuirs et de l'organisation des circuits commerciaux internes et externes ;
- Réalisation d'actions de promotion pour les produits de la filière à l'échelle nationale et internationale
- Mise en place de six fermes expérimentales
- Mise en place de dix Haltes repos

Indicateurs

- Nombre des tanneries et mégisseries modernes installées
- Nombre d'unités de fabrication artisanale de semelles de chaussures mises en place
- Pourcentage des bénéficiaires des formations professionnelles par rapport au public cible
- Centre de formation et perfectionnement en technique de transformation de peaux et de valorisation de cuirs ouvert

4.2.5.Sous-programme Développement de la Filière Laitière

Développement durable de la filière lait pour accroître ses productions de qualité et compétitives, et consolider ainsi sa contribution à l'assurance de la sécurité alimentaire du pays et à la lutte contre la Pauvreté. A travers la définition d'une Stratégie nationale de Développement du Lait Local ayant comme axes : la promotion de l'élevage laitier à haute productivité/valeur ajoutée, l'amélioration du niveau génétique des races bovines mauritaniennes, l'amélioration des conditions de collecte, de transformation et de commercialisation des productions de lait et des produits dérivés, la mise en place d'un cadre de concertation élargie entre tous les intervenants, et la définition et mise en œuvre d'un Programme Laitier National (avec tous les aspects d'amont en aval), le renforcement des services vétérinaires et zootechniques et l'Amélioration des conditions cadres de la filière.

Les actions envisagées sont:

- Installation de 67 fermes modernes spécialisées en lait (fermes bovines, fermes camelines et fermes caprines) ;
- Installation de centres de collecte et réhabilitation de l'existant ;
- Construction et équipement de 19 minilaiteries villageoises locales (de 200 à 1000 l) ;
- Construction et équipement de deux unités de fabrication de lait en poudre
- Renforcement de l'infrastructure de transport réfrigéré des productions laitières (engins) ;
- Renforcement de l'amélioration génétique ;
- Mise en place d'usines de fabrication d'aliments de bétail ;

- Renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des Organisations de producteurs, de professionnels et des interprofessions ;
- Mise en place de six Centre de certification et de contrôle et ses antennes régionales
- Amélioration des itinéraires techniques et l'accès aux intrants d'élevage ;
- Etude sur les marchés potentiels de produits transformés ;
- Etude sur l'organisation des circuits commerciaux internes et externes

Les interventions qui seront menées au niveau de la filière lait permettront à moyen terme d'améliorer le taux de couverture des besoins de la population à l'horizon 2025. Avec un accroissement annuel de la production totale en lait de 9%, une consommation individuelle de 0,5 l/jour, le taux de couverture à l'horizon 2025 serait de 82% environ (voir annexe tableau projection lait).

4.2.6.Sous-programme Développement de la filière Avicole

Objectif global : Développement durable de la filière avicole avec des productions de qualité et compétitives, et contribution augmentée à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la lutte contre la pauvreté et la croissance économique.

Objectifs spécifiques

Le potentiel de la filière avicole est basé sur les évolutions de chacune de ses deux composantes que sont l'aviculture familiale ou traditionnelle et l'aviculture moderne (semi-intensive et intensive), à savoir :

- Accroissement des productions de viandes blanches et d'œufs de consommation pour couvrir la demande nationale ;
- Promotion de l'aviculture villageoise à travers le développement d'élevages familiaux améliorés ;
- Diversification de la production (élevage de pintade, dinde, Autriche, ...) ;
- Amélioration des conditions et techniques d'élevage et de la biosécurité et développement d'infrastructures adaptées aux conditions d'élevage tropical ;
- Amélioration génétique par l'introduction de coqs améliorés (issus de races à double fin et acclimatés aux conditions d'élevage tropical) ;
- Accroissement des sources de revenus des familles pauvres en milieu rural et promotion d'activités spécifiques aux femmes et aux jeunes.

Les actions prévues concernent :

- La Mise en place de deux complexes modernes de production avicole ;
- La Mise en place de dix unités modernes d'élevage villageois ;
- La Mise en place d'usines de fabrication d'aliments de volailles (100 000 T de capacité/an) ;

- La Construction et équipement d'abattoirs spécialisés (abattage + découpe + emballage) ;
- La Mise en place de points de vente spécialisés répondants aux normes de qualité requises ;
- La Construction et équipement d'unités de fabrication de charcuteries de volailles ;
- Le Renforcement des infrastructures de transport frigorifiques et d'animaux vivants ;
- La Promotion du rationnement pour volailles ;
- La Diversification de la production (élevage de pintade, dinde, autruche, ...) ;
- Le Recensement général et identification des élevages et unités de production ;
- Le Renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des Organisations de producteurs, de professionnels et des interprofessions ;
- L'Amélioration des itinéraires techniques et l'accès aux intrants d'élevage ;
- L'Etude sur les marchés potentiels de produits transformés ;
- L'Amélioration de la recherche notamment sur la génétique et l'alimentation ;
- L'Etude sur l'organisation des circuits commerciaux internes et externes ;
- La Réalisation d'actions de Promotion pour la filière (Promotion des produits avicoles et développement d'un label mauritanien, organisation de foires (régionales et/ou nationales, etc.) ;
- La Promotion d'activités génératrices de revenus et d'emplois spécifiques aux femmes et aux jeunes.

La mise en œuvre des actions programmées permettra d'assurer à moyen l'approvisionnement du marché en poulet de chair d'origine locale. Le taux de couverture projeté à l'horizon 2025 se situe aux environs de 48% des besoins nationaux en poulets de chair (voir annexe sur projection filière aviculture).

4.2. Programme 2.Santé animale et Santé Publique Vétérinaire

Objectif général : améliorer la santé animale et la santé publique vétérinaire en vue d'améliorer la productivité du cheptel et contribuer au bien-être des consommateurs. Concerne le contrôle voire l'éradication des maladies animales prioritaires notamment les maladies transfrontalières et les zoonoses et ce par la diminution de l'incidence et de la prévalence de ces maladies ainsi qu'une maîtrise des facteurs de risques d'émergence et de propagation de leur pathogènes. En plus, de la maîtrise des facteurs de risque liés à la contamination des humains à partir d'animaux ou des produits alimentaires d'origine animale.

Objectifs spécifiques :

- Renforcer la capacité technique et opérationnelle des SV.
- Redynamiser le système de surveillance épidémiologique.
- Augmenter la couverture vaccinale du cheptel national.
- Maintenir l'assurance qualité et salubrité des produits alimentaires d'origine animale

4.2.7.Sous-programme Renforcement des capacités des services vétérinaires et zootechniques

Ce sous-programme se concrétisera par:

- le Renforcement de la capacité technique et opérationnelle des SV avec des dotations en ressources humaines ;
- la Redynamisation du système d'Epidémiosurveillance ;
- la Renforcement des capacités de diagnostic de l'Office National de Recherche et Développement de l'Elevage (ONARDEL) ;
- la Dotation des services de terrain en moyens logistiques adéquats pour assurer la mobilité des agents ;
- la Mise en place d'un Centre de certification et de contrôle avec 8 antennes régionales ;
- le Recrutement de personnel qualifié : techniciens, vétérinaires, ingénieurs et para-professionnels vétérinaires ;
- la Définition d'une politique de maillage du territoire et de délégation au secteur privé sur la base d'une démarche de délégation des opérations de prophylaxie collective à travers la délivrance du mandat sanitaire sous le contrôle et la supervision de l'Etat ;
- la promulgation des décrets d'application du code de l'élevage et veiller à faire appliquer les textes. Il est également important d'actualiser la législation vétérinaire dans le cadre de la nouvelle Loi d'Orientation Agropastorale et dans un souci d'une plus grande conformité avec la législation internationale ;
- l'Actualisation de la législation vétérinaire et lapromulgation des décrets d'application du code de l'élevage loi N° 2004-024.

Indicateurs

- Nombre d'antennes régionales du Centre de certification et de contrôle mis en place
- Nombre de véhicule 4x4 et motos acheté
- Nombre de vétérinaires privés engagés par la délégation de service recruté par corps

- % des textes juridiques actualisé et/ou promulgué.

4.2.8. Sous-programme Amélioration de la santé publique vétérinaire:

Elle vise:

- le Renforcement du laboratoire existant (aménagements nécessaires, équipements appropriés et formation du personnel) pour réaliser les analyses élémentaires sur les aliments;
- l'Elaboration et application des programmes de promotion et d'information sur les BPH/BPF/normes / nouvelles réglementations ;
- l'Elaboration d'un plan d'accompagnement des unités modernes et PME d'élevage en vue d'obtenir leur conformité réglementaire ;
- le Renforcement du contrôle des denrées alimentaires d'origine animale entrées des frontières et sur le marché (effectifs, compétences, équipement de laboratoires,) ;
- l'Elaboration et vulgarisation des normes sanitaires des denrées alimentaires d'origine animale ;
- la Consolidation des capacités de contrôle vétérinaire aux postes frontaliers terrestres, aériens et portuaires et développer les capacités des SV pour la certification de tous les animaux et produits d'origine animale.

Indicateurs

- Taux de progression en termes de contrôle vétérinaire aux frontières.
- % de techniciens formé.
- Nombre des missions de contrôle des denrées alimentaires d'origine animale.
- Nombre de certifications effectué.

4.2.9. Sous-programme Amélioration de la couverture vaccinale contre les maladies prioritaires

Elle se fera à travers:

- l'Aménagement de parcs de vaccination ;
- l'Acquisition de vaccins contre les maladies ciblées ;
- le Renforcement des capacités de laboratoire de l'ONARDEL pour le titrage des vaccins ;
- le Renforcement de la chaîne de froid et de distribution des vaccins ;
- le Recrutement de vaccinateurs.

Indicateurs

- Nombre de parcs de vaccination aménagé.
- Nombre de doses vaccinales administrées contre les maladies principales.
- Nombre de chaîne de froids rénové.
- Nombre de vaccinateurs recruté.

4.3. Programme : Développement du Pastoralisme et de l'Elevage Familial

La Mauritanie est un pays d'élevage par vocation. Elle dispose d'importants troupeaux dont les effectifs de bétails ont été évalués à 18 millions d'ovins et de caprins, 1,9 million de bovins et 1,4 million de camelins en plus d'un effectif important de poules locales, d'asins et d'équidés. L'élevage extensif (ou transhumant) est le système d'élevage dominant en Mauritanie, il est caractérisé par des déplacements alternatifs et saisonniers et des pratiques ancestrales. Les activités de l'élevage, qui restent informelles, pâtissent de plusieurs contraintes qui limitent sa contribution à la formation du PIB et sa durabilité.

Il s'agit de :

- ⇒ l'extension accélérée des cultures au détriment des droits d'usage pastoraux,
- ⇒ la surexploitation des pâturages et la dégradation de leur qualité,
- ⇒ les maladies transfrontalières et les crises sociales et foncières,
- ⇒ la faiblesse du cadre institutionnel,
- ⇒ la quasi absence de mécanismes de financement et de formation appropriés,
- ⇒ le déficit d'infrastructures hydrauliques, de passage, de repos du bétail,
- ⇒ le déficit d'infrastructures d'accès au marché et à la commercialisation,
- ⇒ la précarité de l'élevage traditionnel des poulets de races locales et la faiblesse de sa productivité,
- ⇒ la forte variation saisonnière de la production laitière et la faible productivité en lait des races locales,
- ⇒ l'absence d'infrastructures et équipements adéquats pour la conservation et la commercialisation de la viande, et le manque de professionnalisme de la plupart des acteurs.

Objectif global : Développer de façon durable les systèmes d'élevage pastoraux et le petit élevage traditionnel et familial en mettant l'accent sur la gestion rationnelle des ressources pastorales, la valorisation des systèmes et des savoirs traditionnels et la diversification des petits élevages.

Objectifs spécifiques :

- Assurer une gestion durable et rationnelle des ressources pastorales naturelles (eaux, pâturages et produits de forêt).
- Valoriser le bétail sur pied et intégrer le système de production pastorale et les filières compétitifs.
- Renforcer la capacité d'adaptation des systèmes pastoraux d'élevage extensif aux milieux difficiles, à travers : (i) La valorisation des ressources zoogénétiques locales et l'amélioration des races locales, (ii) La diversification des systèmes d'élevage traditionnel par l'introduction de l'élevage de basse cours, l'apiculture, (iii) Le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des Organisations de producteurs, de professionnels et des interprofessions, (iv) L'amélioration des itinéraires techniques et l'accès aux intrants d'élevage, (v) La promotion d'activités génératrices de revenus et d'emplois spécifiques aux femmes et aux jeunes, et (vi) La valorisation et la promotion des savoirs traditionnels liés à l'élevage.

4.2.10. Sous-programme Amélioration de la gestion des ressources pastorales et hydrauliques

Cette amélioration portera sur: (i) le Développement des parcours naturelles : création des pistes de désenclavement, ensemencement et protection des parcours ; (ii) le Développement du système de gestion durable et intégré des ressources en eau : Aménagement de points d'eau pour l'abreuvement : Installation de forages et puits pastoraux, surcreusement de marres ;(iii) la Mise en place d'un système d'alerte précoce sur les crises pastorales ; et (iv) l'Elaboration et diffusion des textes d'application du code pastoral : décrets et arrêtés seront élaborés, traduits en langues nationales et diffusés dans 20 sessions de Sensibilisation au bénéfice de 1000 participants.

Indicateurs :

- Nombre de parcours naturels réalisés (en km/par zone),
- Nombre de forages et puits pastoraux installés,
- Textes juridiques élaborés et diffusés,
- Nombre de bénéficiaires des campagnes de sensibilisation.

4.2.11. Sous-programme Appui aux populations pastorales et aux petits éleveurs :

Cet appui portera sur: (i) le Renforcement des capacités des organisations de pasteurs : création, formation et soutien logistique à des associations locales ; (ii) la Promotion d'activités génératrices de revenus et d'emplois spécifiques aux petits éleveurs : appui à des groupes et/ou unité d'élevage familial ; (iii) l'Appui à la transformation traditionnelle des produits et sous-produits de l'élevage : séchage des viandes, tannage traditionnel; (iv) l'Amélioration de l'autonomisation économique des femmes dans le milieu rural ;(v) le Développement des caisses d'épargne et des crédits adaptées à l'élevage (inclusivité financière); et (vi) l'Appui aux activités culturelles valorisant les savoirs traditionnels.

Indicateurs : 1.Nombre des associations locales renforcées, 2.Nombre des AGR financées, 3.Nombre des ateliers de transformation, appuyées, 4.Niveau d'épargnes collectées et de crédits accordés.

4.2.12. Sous-programme Développement de l'élevage de basse cours et la diversification

Le développement de l'élevage de la basse-cour conduira à la Promotion de l'aviculture traditionnelle à travers le développement d'unités élevage familiales améliorées : plusieurs unités avicoles, et quant à la Diversification de la production elle portera sur l'élevage de pintade, dinde, Autruche, et l' Installation et accompagnement d'unités d'élevage apicole.

Indicateurs :

- Nombre d'unités avicoles améliorées,
- Nombre d'unités d'élevage de pintade créés,
- Nombre d'unités d'élevage de dinde (ou d'autruches) créés,

- Nombre d'unités d'élevage apicole créés.

4.4. Programme 4. Promotion de la compétitivité des filières agricoles et animales

Un paquet de technologies améliorées, un environnement juridique facilitant l'accès aux facteurs de productions et l'investissement aussi bien au niveau des petits que des grands producteurs, un système de financement adapté aux spécificités des différentes filières, ainsi que la structuration des acteurs d'une même filière, représentent des éléments pouvant augmenter la quantité et la qualité des productions agricoles et animales. Celles-ci peuvent accroître leurs valeurs tant sur le marché national que régional et assurer une certaine compétitivité surtout vis-à-vis des produits largement importés et consommés par la population.

En Mauritanie, les techniques et les systèmes de gestion dans la phase post-récolte et les phase production et collecte des denrées animales (stockage, conditionnement, transformation, commercialisation) doivent être renforcées pour améliorer la qualité et la valeur ajoutée des produits agricoles et animaux. Tous les investissements dans ce domaine, aussi bien que dans la phase de production, doivent être objet d'étude d'impact environnemental et social, ainsi que d'analyse de rentabilité et compétitivité pour définir leur faisabilité et durabilité.

4.2.13. Sous-programme. Amélioration des infrastructures et des équipements de stockage, transformation, de conditionnement

Objectif	Résultats attendus	Indicateurs
Améliorer les moyens et conditions de conservation des produits agricoles frais et transformés	Les pertes de post-récolte sont réduites. La quantité de produits agricoles stockés, transformés et conditionnés a augmenté	Réduction du taux des pertes de post-récolte (%) Augmentation des produits stockés, transformés et conditionnés (% ou tonnes)

Principales interventions

STOCKAGE ET CONDITIONNEMENT

- ❖ Amélioration des techniques de conditionnement des différents produits agricoles et animaux (céréales, maraîchers, datte, lait, viandes rouges et blanches, œufs, peaux et cuirs)

La diffusion/vulgarisation de techniques de conditionnement adaptées aux caractéristiques des différents produits agricoles (résistance, fragilité, périssabilité) sera promue afin de réduire les pertes et la dépréciation de leur valeur. Cela pourra se faire à travers : (i) la formation des producteurs et de tous les acteurs de la filière qui manipulent les produits sur les normes, les matériels et les techniques pour sauvegarder la qualité et la valeur du produit, (ii) la diffusion et l'amélioration de l'accessibilité sur le marché de petits matériels de conditionnement à bas coût, autres que les sacs, adaptés aux différents produits et adaptés au transport, (iii) la mobilisation de produits financiers permettant l'acquisition de matériels de conditionnement.

Le recyclage de certains emballages a des conséquences néfastes sur la santé ainsi que sur la valeur ajoutée des produits et le marketing. Des études, des campagnes d'information et des mesures d'accompagnement devront être mises en place pour réduire cette pratique et arriver à son interdiction.

- ❖ Renforcement des capacités de stockage pour les filières céréalières (riz, blé et céréales traditionnelles)

Après les récoltes des productions céréalières (riz, blé et céréales traditionnelles), les paysans sont confrontés aux difficultés liées aux conditions de stockage pour une conservation de longue durée leur permettant d'une part de garantir leur stock de sécurité et d'autre part de valoriser leur produit à des prix rémunérateurs au déstockage. Pour le riz et pour les céréales traditionnelles, le renforcement des capacités de stockage des petits producteurs consistera à améliorer les infrastructures et la capacité de gestion des stocks. Les solutions à adopter dépendent du produit à stocker, ainsi que du contexte socio-économique de la zone de production.

Les infrastructures et équipements peuvent être renforcés à travers :

- (i) la réalisation et/ou réhabilitation des greniers existants au niveau des ménages et leurs équipements ;

- (ii) la construction/réhabilitation de magasins de stockage du riz et du blé à répartir en fonction des capacités de production des différentes zones de production ;
- (iii) la mise en place de banques de céréales ou de magasins villageois pour les céréales traditionnelles en tenant compte de différentes expériences de partenaires, en particulier les SAVS mis en place par le CSA, les banques de céréales y compris celles basées sur le warrantage ; et
- (iv) la formation et l'accompagnement des producteurs dans l'amélioration des normes de construction des greniers traditionnels existants (stockage villageois).
- (v) la construction de silos et de magasins de stockage au niveau des centres de commercialisation

La création et la réhabilitation des infrastructures sont accompagnées, entre autres, par :

- (vi) le renforcement des capacités (formation) des petit(e)s producteurs/trices sur les thématiques liées au stockage, à la conservation des produits vivriers et à la bonne gestion des greniers villageois, à travers entre autres la production et la diffusion des fiches techniques de protection et de conservation des produits,
- (vii) la création d'instances de gestion formelles, genre coopératives qui intègrent les producteurs céréaliers et le renforcement de leurs capacités (formation) et leur suivi sur les thématiques liées au stockage, à la conservation des produits vivriers et à la gestion des stocks villageois, à travers entre autres la production et la diffusion des fiches techniques de protection et de conservation des produits, et
- (viii) la mise en place d'un système de crédit et de produits financiers adaptés pour la création et/ou la gestion des stocks.

❖ Amélioration du stockage, de la conservation et du transport des produits horticoles

Les investissements prévus pour augmenter les productions horticoles rendent nécessaire l'amélioration des conditions de stockage et de transport de ces produits qui, par ailleurs, restent actuellement assez limités. Les interventions sur le stockage et la conservation des produits horticoles, associées à la diffusion de techniques de conditionnement performantes, portent sur (i) la création et la réhabilitation d'infrastructures, ainsi que sur (ii) l'accompagnement des producteurs et acteurs concernés dans l'application des bonnes techniques.

Les infrastructures à créer ou à réhabiliter, sont des magasins adaptés aux produits maraîchers, des hangars avec clayettes ainsi que des centres de conditionnement et des chambres froides.

Les magasins de stockages familiaux ou collectifs (niveau groupement ou village) des produits maraîchers doivent suivre les normes permettant la bonne conservation des produits jusqu'au moment de la vente. Des magasins pourront être réalisés dans les zones de production à vocation maraîchère.

L'installation de centre de conditionnement, et/ou centre de collecte, et/ou chambre froide près des marchés principaux, constitue un investissement intéressant pour le secteur privé. Cependant, plusieurs facteurs doivent être réunis pour en assurer la rentabilité dont les flux d'approvisionnement et d'écoulement des produits. Par contre, la réalisation dans les zones de production de ces types d'infrastructures est fortement conditionnée par la disponibilité des services de base (énergie, eau, viabilité.), ainsi que le maintien de la chaîne du froid jusqu'au moment de la vente au détail.

❖ Renforcement des équipements de transformation du paddy en riz blanc au niveau industriel

Au niveau industriel, une amélioration et une augmentation des équipements des rizeries doivent être prévues pour répondre à l'augmentation de la demande d'usinage et aux besoins de qualité d'une part et au renouvellement de l'existant d'autre part. Il s'agit d'un investissement qui revient au secteur privé. Un renforcement du savoir-faire des gestionnaires et techniciens des rizeries et unités de transformation des denrées animales permettra une augmentation sensible du taux d'extraction du riz paddy en riz blanc et du taux d'usinage des denrées animales (lait). Ce taux estimé à 57% en 2014 pourra atteindre environ 61,2% en 2025 pour le riz, quand au lait le taux d'usinage de 10-15 % en 2014 pourra passer à 30-40 % en 2025 en 2025. Les équipements d'usinage du paddy utilisés doivent être agréés (texte réglementaire) pour garantir une qualité répondant aux normes en vigueur.

❖ Renforcement des équipements des petits producteurs pour la transformation du paddy en riz blanc

Il s'agit d'appuyer la mise en place de petites unités de décortilage et de mini-rizeries permettant aux producteurs de vendre leur production en riz blanc et non en paddy et de bénéficier d'une partie de la plus-value de la transformation. L'intervention prévoit : (i) l'acquisition de décortiqueuses de paddy, et (ii) la formation des producteurs pour améliorer leurs capacités techniques et de gestion des unités de transformation, ainsi que de compréhension des tests déterminant la qualité du paddy.

❖ Renforcement des équipements des petits producteurs pour la transformation du lait

Ceci consistera à promouvoir l'installation, avec un maillage approprié, de minilaiteries aux normes dans les bassins de production. Cette implantation doit au préalable être assujétie à une étude de faisabilité financière et économique assurant sa rentabilité.

❖ Renforcement des équipements des producteurs pour la transformation des peaux et cuirs

A travers l'installation de tanneries et mégisseries modernes, la mise en place d'un réseau de collecte (points de ramassage et de conservation des peaux selon les normes en vigueur), le Renforcement et amélioration des conditions de transport des peaux, et ce accompagné par la mise en place d'un centre de formation et perfectionnement en technique de transformation de peaux et de valorisation de cuirs ;

❖ Renforcement des équipements des producteurs avicoles

En mettant en place des complexes modernes de production avicole et des unités modernes d'élevage villageois, l'installation d'usines de fabrication d'aliments de volailles, la Construction et équipement d'abattoirs spécialisés (abattage + découpe + emballage), la Mise en place de points de vente spécialisés répondants aux normes de qualité requises, la Construction et équipement d'unités de fabrication de charcuteries de volailles, et le Renforcement des infrastructures de transport frigorifiques et d'animaux vivants

❖ Renforcements des équipements des producteurs de viandes:

A travers la mise en place d'unités d'embouche des animaux de boucherie, la Construction ou réhabilitation de complexes frigorifiques d'abattage régionaux (abattoirs), la Mise en place d'un complexe moderne d'abattage, de découpe et de conservation pour la grande consommation, le

Renforcement de l'infrastructure de transport réfrigéré des viandes ,et le Renforcement des Infrastructures de commercialisation : aménagement de marchés à bestiaux, boucheries modernes

❖ Renforcement des équipements des petits producteurs pour la transformation des céréales traditionnelles

Dans le cadre des initiatives de promotion des formes de mécanisation adaptées aux différents types d'exploitations, les équipements des petits producteurs pour la transformation des céréales traditionnelles trouvent leur place. Il s'agit de faciliter:

- (i) l'introduction et la promotion de batteuses-vanneuses pour se substituer au battage aux fléaux fastidieux et occasionnant d'importantes pertes,
- (ii) l'acquisition de moulins pour réduire les temps de travaux et alléger le fardeau des femmes (dotations, crédit à l'équipement.), et
- (iii) la formation des producteurs sur la gestion et l'utilisation des batteuses vanneuses

Cette mécanisation doit être à la portée des exploitants tant du point de vue technique (utilisation et entretien) qu'économique (rentabilité et coûts limités d'acquisition et de maintenance).

❖ Promotion de la transformation des produits maraîchers

La transformation des produits maraîchers reste assez limitée en Mauritanie et les expériences mises en œuvre jusqu'à présent n'ont pas ressorti les résultats espérés à cause de la non disponibilité des équipements et matériels nécessaires, de la médiocrité de la qualité des produits finis, ainsi que de la concurrence et de la compétitivité des produits importés. Actuellement, les quantités à transformer sont limitées, mais le besoin de transformation des produits maraîchers pourra se poser suite à l'augmentation des productions.

En s'appuyant sur les expériences passées, ainsi que sur les études menées par différents projets tels que (ProLPRAF, PRODEFI) des recherches approfondies sont nécessaires pour mieux cibler les techniques de transformation. Néanmoins il faut prévoir, (i) l'appui à l'émergence de petites et moyennes entreprises de traitement et transformation, des unités de séchage en utilisant des énergies à bas coûts (exemple : séchoirs solaires), des unités agroindustrielles et, (ii) la formation des opérateurs du secteur.

❖ Promotion de la transformation des dattes

Pour valoriser l'importante production de dattes, en profitant des expériences de différents projets et programmes, en particulier le PDDO, il s'agit d'appuyer :

- (i) l'émergence des structures de conditionnement (triage, emballage, traitements, fumigation, ...) ainsi que la commercialisation des dattes en étroite collaboration avec le secteur privé (notamment grossistes et importateurs);
- (ii) le développement des créneaux innovants, par exemple à travers des partenariats avec des entreprises privées (supermarchés, usines de transformation, ateliers de conditionnement et de stockage).

❖ Production de sucre

Dans le cadre d'un partenariat public-privé (cf. voir sous- programme 2.3), il est prévu la mise en place d'un Complexe agro-industriel de production de sucre dans la zone de Fouta el Djall (Région du Gorgol) où l'Etat a mis à sa disposition de la Compagnie Mauritanienne de Sucre

et Dérivés (COMASUD) 10 000 ha du domaine foncier pour la production de canne à sucre (cf. programme 1). Ce complexe devrait contribuer à moyen terme à la satisfaction d'une partie des besoins du pays en sucre blanc.

❖ Production et transformation de fourrage

Dans ce cadre, des études de faisabilité technico-économique sur la rentabilité d'unités de production fourragère seront conduites et des bassins de production du fourrage seront créés.

Zones d'intervention prioritaires : En tenant compte du potentiel productif de chaque zone, ainsi que du niveau de couverture en termes d'infrastructures, les zones prioritaires seront celles des oasis pour les dattes, toutes les zones concernées par le maraîchage et le Gorgol pour le sucre.

4.2.14. Sous-programme . Amélioration de la commercialisation des produits de l'agriculture et de l'élevage

Objectif : Améliorer les conditions de commercialisation des produits agricoles et d'élevage pour tous les acteurs des filières.

Résultats attendus

- **Résultat 1 :** La quantité de produits agricoles et d'élevage commercialisés a augmenté
➤ Indicateurs :
⇒ Quantité de produits commercialisés par filière (t)
- **Résultat 2 :** L'accès au marché est amélioré pour les producteurs et les consommateurs
➤ Indicateurs :
⇒ Distance de la zone de production au marché le plus proche (Km)

Principales interventions

❖ Réalisation des pistes de désenclavement

L'écoulement des produits d'origine végétale et animale de leurs zones de production, nécessite un réseau de pistes de production et axes routiers permettant d'accéder aux marchés. Dans cette optique, un programme de désenclavement des zones de production comprenant la réalisation ou réfection de pistes de production et d'ouvrages de passage, ainsi que la mise en place de mécanisme pour leur entretien sera lancé. Il s'inscrit dans le volet désenclavement des zones de production du Programme Taahoudati qui vise à faciliter l'accès aux exploitations agropastorales.

❖ Renforcement des marchés hebdomadaires

- ❖ Les marchés hebdomadaires existants seront renforcés par (i) l'amélioration des conditions de vente à travers la création d'infrastructures (hangars, points de vente de denrées animales, bancs de vente.), (ii) la dotation de services de base (puits/forages/branchement aux réseaux d'eau, branchement au réseau électrique, toilette.), et (iii) l'amélioration des systèmes de gestion en impliquant aussi bien les autorités compétentes que les utilisateurs. Il est à prévoir la réhabilitation de marchés hebdomadaires et la construction de nouveaux marchés. Les infrastructures destinées à la commercialisation seront renforcées pour accompagner les besoins croissants des zones de production.

❖ Appui au système d'information sur les prix de marché des produits agricoles

Les échanges à l'intérieur du pays et avec les pays limitrophes peuvent être redynamisés par des systèmes fiables d'information sur les marchés nationaux et transfrontaliers.

Dans le cadre du suivi de la sécurité alimentaire, un système de collecte des prix des céréales est mis en place, entre autres, par le CSA à travers l'Observatoire de la Sécurité Alimentaire (OSA), le MDR à travers son SIM, le PAM, FEWS-NET, certaines ONG dont Action Contre la Faim (ACF) et de manière sporadique, par le Ministère du Développement Rural. Cela intéresse seulement une partie des marchés mauritaniens. Ce système de collecte pourra être étendu sur l'ensemble du territoire et élargi à des produits agricoles autres que les céréales. En plus, un mécanisme de diffusion de l'information devra être mis en place pour permettre la transmission des prix de marché ainsi que des indications sur l'offre et la demande à tous les acteurs de la filière.

Dans cette logique, il est envisagé la mise en place d'un observatoire permettant aux professionnels du secteur rural d'avoir des informations quotidiennes sur les prix, la disponibilité des produits et les opportunités de marché. Il serait placé au sein du Ministère en charge du Développement Rural travaillant en étroite collaboration avec la chambre de commerce et d'agriculture et les autres acteurs qui interviennent dans le domaine de la sécurité alimentaire.

❖ Facilitation de l'accès aux moyens de transports adaptés aux produits

Un meilleur accès aux crédits durant les campagnes de commercialisation permettra de faciliter l'accès aux moyens de transports adaptés aux différents produits et aux conditions d'écoulement (voir programme 4).

Zones d'intervention prioritaires : Les zones retenues prioritaires pour les pistes de production sont dans la Wilaya du Trarza, et autres wilayas de la vallée du fleuve et des wilayas agropastorales. Les principaux marchés hebdomadaires réhabilités ou nouveaux seront dans les Wilayas agropastorales.

4.2.15. Sous-programme. Appui à la mise en place d'un environnement favorable à la compétitivité du secteur

Objectifs : Faciliter la mise en place d'initiatives privées dans le secteur agricole

Résultats attendus

- **Résultat 1 :** Les investissements publics ont augmenté
- **Résultat 2 :** Les investissements privés ont augmenté
- **Résultat 3 :** Le partenariat public-privé s'est accru
 - Indicateurs :
 - ⇒ Taux de croissance des investissements publics (%)
 - ⇒ Taux de croissance des investissements privés (%)
 - ⇒ Nombre d'accord partenariat public- privé

Principales interventions

- ✓ Mise en place d'un environnement institutionnel attractif pour les investisseurs privés :
 - Mise en place d'un système de taxation attractif pour les investisseurs privés
 - Mise en place de systèmes de financement adaptés aux différentes filières
 - Mise en place de conditions favorables à l'accès au foncier (voir programme 3)
- ✓ Mise en œuvre de partenariats public-privé :
 - Mise en place d'un Complexe agro-industriel de production de sucre
 - Mise en place d'unités de transformation de denrées animales
 - Mise en place de partenariats pour le développement du maraîchage et des cultures fourragères.

❖ Mise en place d'un environnement institutionnel attractif pour les investisseurs privés

Une impulsion à la croissance du secteur agricole peut se déterminer entre autres, par l'implication des investisseurs. La création de partenariats entre l'Etat et le secteur privé est un

outil pour encourager les investisseurs aussi bien nationaux qu'étrangers.

Les investisseurs doivent être incités par un environnement favorable concernant:

- la mise en place d'un système de taxation attractif pour les investisseurs privés
- la mise en place de systèmes de financement adaptés aux différentes filières (
- la mise en place de conditions favorables à l'accès au foncier

❖ Mise en œuvre de partenariats public-privé

Plusieurs initiatives ou projets dans le cadre de partenariats public-privé ont été mis en place ces dernières années avec l'implication des investisseurs mauritaniens et étrangers. Certains projets ont déjà démarré et d'autres sont en phase de négociation et/ou d'élaboration.

Il s'agira donc de poursuivre les négociations en cours et de rechercher des nouveaux cadres de collaboration

Zone d'intervention prioritaire : Toutes les zones ayant un potentiel hydro-agricole important.

4.2.16. Sous-programme Renforcement des capacités techniques, organisationnelles, managériales et de négociation des acteurs des filières

Objectif : Accroître la participation, la concertation et la coopération des acteurs dans la gestion des filières

Résultats attendus

- **Résultat 1 :** Des interprofessions fonctionnelles gèrent efficacement les filières agricoles et animales
- **Résultat 2 :** La chaîne de valeur est mieux intégrée
 - Indicateurs :
 - ⇒ Bénéficiaires des services de l'interprofession (nombre)
 - ⇒ Marges bénéficiaires générées par la filière

Principales interventions

- ✓ Appui à la structuration des organisations des acteurs des filières
- ✓ Appui à la coopération interprofessionnelle entre acteurs (producteurs, fournisseur, commerçants, transformateurs, etc.) au sein des filières
- ✓ Renforcement des capacités en gestion, marketing, négociation des acteurs

❖ Appui à la structuration des organisations des acteurs des filières

Il existe un certain nombre d'organisations de producteurs, ou transformateurs, ou villageois réunis autour de la gestion d'une filière. Les organisations existantes, ainsi que celles qui pourront se créer, nécessitent un appui pour renforcer leurs capacités d'organisation interne.

❖ Appui à la coopération interprofessionnelle entre acteurs (producteurs, fournisseurs, commerçants, transformateurs, ...) au sein des filières

En cohérence avec les orientations de la SDSR qui prévoient la naissance de pôles de compétitivité et d'associations des bassins de production, et en adéquation avec les initiatives promues par certains programmes et projets prévus par le PNIA-SA, la mise en place de cadres de concertation interprofessionnels et la consolidation de ceux existants, seront encouragées et

soutenues pour chacune des filières.

Ces cadres permettront le dialogue, l'échange d'informations et de connaissances entre acteurs, ainsi que l'analyse des problématiques des filières, tant du point de vue technique que législatif. Cette concertation permettra aux acteurs de prendre en commun des décisions en faveur du développement du secteur et de formuler des recommandations à l'Etat.

Ce processus sera soutenu par le conseil agricole apporté tant par l'Etat que par des ONG. Les réunions entre acteurs permettront de capitaliser les acquis et d'identifier les contraintes de développement. Elles seront accompagnées par la réalisation d'études sur l'état des lieux des filières permettant de formuler des recommandations sur les améliorations à apporter à l'environnement politique, législatif et réglementaire en vue de favoriser le développement des filières.

❖ Renforcement des capacités en gestion, marketing, négociation des acteurs

La compétitivité d'une filière dépend aussi de la capacité de gestion de ses différents acteurs. Les cadres de concertation entre acteurs de la filière sont une opportunité pour renforcer leurs capacités en gestion, marketing, et négociation des acteurs. Ce type de formation devra toucher les organisations à tous niveaux : des groupements de producteurs de base à leurs organisations faîtières, à leurs interprofessions...

Zone d'intervention prioritaire - Toutes les zones de production.

4.5. Programme 5 Amélioration de la gestion durable des ressources naturelles

Il existe une étroite corrélation entre les capacités productives des différentes zones agro-écologiques, les ressources naturelles et leurs systèmes d'exploitation.

Bien qu'il y ait plusieurs causes naturelles (sécheresse, érosions,...) déterminant la perte de la qualité des sols ou la réduction des disponibilités en eau, certains facteurs anthropiques affaiblissent les ressources naturelles, notamment : le surpâturage, les mauvaises pratiques culturales, la déforestation, les feux de brousse, la surexploitation de la nappe phréatique,... Il est donc nécessaire que tous les plans ou programmes d'intensification ou de diversification des activités agricoles tiennent compte de l'impact sur les ressources naturelles et l'environnement en général, et rationalisent l'exploitation des ressources à travers des outils et des techniques appropriés à la promotion d'un développement économique et social durable.

Dans cette optique, la planification et mise en œuvre d'actions dans les zones caractérisées par un équilibre agro-écologique fragile, demandent une forte implication des acteurs et surtout des communautés locales et une étroite collaboration entre différents Départements ministériels, notamment le développement rural, l'environnement, les ressources hydriques, la gestion du territoire,... Par ailleurs, une harmonisation entre les différentes interventions et entre les acteurs doit être assurée.

4.2.17. Sous-programme Amélioration de la gestion foncière, protection et réhabilitation des terres agricoles

Objectif : Faciliter l'attribution des terres agricoles aux producteurs, ainsi que la récupération participative des sols dégradés.

L'objectif et le sous-programme en général est lié à l'aspect productif des filières, notamment celles des céréales traditionnelles et des cultures fourragères.

Résultats

- **Résultat 1 :** L'accès aux terres de culture est amélioré pour les producteurs en particulier les jeunes et les femmes et les exploitations familiales

- **Indicateurs**

- ⇒ Superficie moyenne par bénéficiaire (ha)

- **Résultat 2 :** Les terres dégradées réhabilitées et récupérées ont augmenté.

- **Indicateurs**

- ⇒ Superficies réhabilitées et récupérées (ha)

Principales interventions

Pour atteindre l'objectif fixé, les principales interventions sont réparties en deux groupes, à savoir :

- ✓ Conduite d'une réforme foncière juste et équitable pour favoriser le développement économique
- ✓ Etude, élaboration et mise en œuvre de plans directeurs régionaux pour la gestion du foncier
- ✓ Récupération des terres agricoles dégradées

- ❖ Réforme foncière juste et équitable pour favoriser le développement économique

L'accès au foncier ainsi que la sécurisation foncière constituent de sérieuses entraves au développement de l'agriculture et de l'élevage. Pour pallier à cette difficulté et permettre au secteur rural de jouer pleinement le rôle qui lui est dévolu par les pouvoirs publics en tant que levier pour le développement économique et social, le Gouvernement envisage de mener une réforme foncière juste et équitable pour tous les acteurs intervenants dans l'agriculture et l'élevage. Cette réforme aboutira à une meilleure gouvernance foncière ainsi qu'à l'adaptation et/ou l'élaboration d'un arsenal juridique adéquat au développement de l'activité agricole et pastorale. Elle s'inscrit dans le cadre du Projet de gouvernance du secteur public (PGSP - financement Banque mondiale).

En effet, le Gouvernement a engagé depuis 2016 avec ses partenaires techniques et financiers (Banque mondiale, Union européenne, FAO) le processus de réforme foncière. Dans ce cadre, il a mis en place un Comité Interministériel de la Réforme Foncière (CIREF), structure de pilotage du processus, qui est chargé de définir, de suivre et de piloter la politique du gouvernement en matière foncière. Le CIREF est doté d'une commission technique (CORTEF). Aussi, une plateforme nationale de dialogue regroupant les acteurs concernés par la gestion du foncier en Mauritanie a été mise en place. Le Ministère du Développement rural est membre du Comité de pilotage de la réforme foncière.

- ❖ Etude, élaboration et mise en œuvre de plans directeurs régionaux pour la gestion du foncier

L'attribution et la sécurisation de terres agricoles et pastorales demeurent une contrainte majeure pour les producteurs, notamment pour les jeunes, les femmes et les exploitations familiales qui veulent s'investir dans l'activité agricole et pastorales ainsi que pour les investisseurs privés. L'étude, l'élaboration et la mise en œuvre de plans directeurs régionaux pour la gestion du foncier, s'avèrent nécessaires.

Ces plans deviennent indispensables dans les zones où la pression anthropique peut avoir des

effets néfastes sur les ressources naturelles et dont le changement climatique accroît la vulnérabilité. Dans ce cadre, la collaboration et la synergie avec les initiatives des Ministères en charge de l'environnement, de la gestion des ressources en eau, de la gestion du territoire et des collectivités locales sont indispensables.

Une analyse de vulnérabilité climatique du secteur rural peut aider à la définition des plans directeurs régionaux qui pourront également prendre en compte les acquis de certaines expériences mises en œuvre en matière de gestion du territoire et des bassins versants.

❖ Récupération des terres agricoles dégradées

La récupération de terres dégradées à travers des petits ouvrages facilitant l'infiltration de l'eau et la réduction de l'érosion des sols, de techniques appropriées de rétention d'eau / fertilisation (basses, micro-bassins, *zai*, ...) est étroitement liée aux actions d'intensification des cultures pluviales, notamment les céréales traditionnelles et des cultures fourragères, pour lesquelles des terres de Diéri seront visées par la construction de barrages ou autres ouvrages de retenue d'eau (

L'évaluation des impacts environnementaux pour tout projet susceptible de nuisances environnementales devra se faire afin d'identifier précocement les mesures à prendre en matière d'atténuation des effets négatifs et de renforcement des effets positifs.

L'action de récupération des terres dégradées demande une forte participation et implication des producteurs, éleveurs et des villageois en général pour en assurer la pérennité. Ils doivent être associés de l'identification des terres à récupérer, à la réalisation, ainsi que dans la mise en place d'un système de gestion intégrée, participative et durable des sols, des eaux et du couvert végétal. Avec la récupération de 3 000 ha par année en moyenne, la superficie totale concernée sera d'environ 30 000 ha.

Ces techniques de récupération des sols font partie des actions d'une agriculture et d'un élevage intelligents face au climat qui doit être diffusée et encouragée pour permettre d'augmenter la productivité et la résilience (adaptation) des cultures de manière durable. Les expériences existantes et promues par plusieurs projets méritent d'être diffusées et multipliées.

4.2.18. Sous-programme - Amélioration de la gestion et mise en valeur des zones humides

Objectifs : Valoriser de manière durable le potentiel agro-écologique des zones humides

Résultats attendus

- **Résultat 1 :** Les productions de blé et autres céréales traditionnelles ont augmenté et les cultures maraîchères et fourragères sont introduites dans ses zones
- **Résultat 2 :** Des plans de gestion durable sont élaborés et mis en œuvre au niveau des zones humides

➤ **Indicateurs**

⇒ Plans de gestion élaborés (nombre)

⇒ Superficies récupérées au niveau des zones humides (ha)

⇒ Taux de croissance des productions de blé, céréales et produits maraîchers et de fourrages au niveau des zones humides (%)

Principales interventions

Les interventions qui seront réalisées concerneront la mise en œuvre des plans élaborés pour le développement et la gestion des zones humides ci-après :

- ✓ Le développement et la gestion de la zone autour de la dépression du Tamourt N'Aaj,
- ✓ Le développement et la gestion de la zone de Wenjé
- ✓ Le développement et la gestion de la zone de Mahamouda
- ✓ Le développement et la gestion de la zone autour de la mare de Kankossa

Ces zones humides disposent d'un considérable potentiel de ressources en eau qui encouragent des actions d'exploitation et de développement. Elles sont également caractérisées par des équilibres agro-écologiques fragiles. Ceci justifie l'importance qu'il faut accorder à l'analyse de vulnérabilité climatique du secteur agricole, à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans de développement et de gestion participative appropriés. Ceci permettra à la fois de valoriser et de sauvegarder les ressources existantes dans le respect du contexte socio-économique en impliquant tous les acteurs agissant dans la zone. Ces plans devront encourager le développement d'activités pour une agriculture et un élevage intelligents face au climat.

La valorisation des zones humides occupe une place importante à travers des projets de développement au niveau de la dépression de Tamourt Naaj dans la Wilaya du Tagant, et dans les zones de Wenjé et de Mahmouda dans le Hodh Chargui pour un total d'environ 24 000 ha. Cette valorisation nécessite la mise en œuvre des plans élaborés.

A ces zones, il faut ajouter la mare de Kankossa sur laquelle plusieurs initiatives sont à l'étude pour étendre les programmes déjà mis en œuvre.

Les synergies avec les programmes sous tutelle d'autres ministères, sont à rechercher, notamment avec le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.

❖ Mise en oeuvre du Plan de développement et de gestion de la zone autour de la dépression du Tamourt Naaj

La dépression de Tamourt en Naaj est une dépression d'environ 103 590 ha située à la bordure Ouest du plateau du Tagant, près de Moudjéria à environ 500 km à l'Est de Nouakchott. Selon l'étude réalisée par le bureau Mauritanian Consulting Group (MCG) pour le compte du MDR, plus de 15 000 ha peut être aménagés au niveau des mares (environ 13 000 ha) et au niveau de la décrue (1 500 ha), et par des puits et forages.

❖ Mise en œuvre du Plan de développement et de gestion de la zone de Wenjé

Il s'agit de la zone située à la limite de la commune de Vassala dans la Moughataa de Bassiknou à 60 km environ vers le sud et qui s'étend sur une longueur de 70 km à partir de Vassala vers le nord dans sa partie amont. Les localités riveraines concernées sont : Vassala, M'Treiwagh, Beretouma, Bentia, Terbenkou, Kleiva, Douweinka, Medalla et Kendialek. Bien que la zone soit intéressée surtout par les pâturages et donc l'élevage, elle montre un potentiel agro-pastoral qui peut être exploité à travers la réalisation d'ouvrages de retenue d'eau (barrage, etc.) et le développement de petites unités d'irrigation.

❖ Mise en œuvre du Plan de développement et de gestion de la zone de Mahmouda

Cette zone est visée pour des travaux d'aménagements hydroagricoles et pour la fourniture d'équipements destinés à l'amélioration des cultures irriguées et de décrue : blé, céréales traditionnelles, maraîchage et cultures fourragères.

❖ Mise en œuvre du Plan de développement et de gestion de la zone autour de la mare de

Kankossa

La mare de Kankossa située dans la Wilaya de l'Assaba, dispose de caractéristiques naturelles et socio-économiques, ainsi que d'un potentiel de terres exploitables qui encouragent l'investissement.

4.6. Programme 6. Amélioration de la capacité des services agricoles et pastoraux

La réussite d'investissements et d'initiatives productives dans le secteur agricole, dépend entre autres, d'un environnement institutionnel favorable à leur réalisation. Il est nécessaire que l'Etat mette en place un cadre législatif et des services d'appui techniques et financiers performants et accessibles aux producteurs et aux acteurs des filières agricoles en général.

La pérennisation des actions résulte de l'implication et de la capacité de gestion des acteurs directement concernés. A cet effet, leur structuration et leurs compétences doivent être renforcées.

Objectif : Accroître l'opérationnalité des structures d'appui au secteur rural.

➤ Indicateurs :

- ⇒ Taux de croissance du budget de l'Etat destiné aux structures chargées de l'appui au secteur agricole (%)
- ⇒ Taux de croissance des effectifs opérant dans le secteur de l'agriculture (public + privé) (%)

Ce programme comprend trois grands sous programmes, à savoir : (i) le renforcement des capacités institutionnelles des services publics du secteur rural, (ii) le renforcement des capacités institutionnelles des producteurs et de leurs organisations, et (iii) le développement des systèmes d'assurance agricole et de produits financiers adaptés au monde rural.

4.2.19. Sous-programme : Renforcement des capacités institutionnelles des services publics du secteur rural

La qualité des services publics intervenants dans le secteur rural souffre de nombreuses contraintes, notamment : (i) le faible niveau de connaissance des ressources agropastorales du pays qui ne facilite pas la planification du développement de l'Agriculture et de l'élevage par les décideurs et opérateurs nationaux, (ii) l'insuffisance, au niveau de ses structures centrales et régionales, des moyens humains et matériels, (iii) l'absence de structure chargée du contrôle de la qualité des fertilisants et des pesticides, et de moyens de contrôle (laboratoires) (iii), les faiblesses fonctionnelles des institutions sous tutelle du Ministère chargé du Développement rural, en l'occurrence la SONADER, le CNRADA, l'ENFVA et la SNAAT (ambiguïté de leurs missions, conflits de compétences, ancrage institutionnel, insuffisance de la qualité et de la quantité des ressources humaines, insuffisance des moyens matériels et logistiques, instabilité institutionnelle du Ministère chargé du Développement rural).

Objectif : Renforcer la réponse des institutions publiques aux besoins des acteurs du secteur rural

Résultats attendus :

- **Résultat 1 :** Des services publics de recherche, de conseil rural, de planification, de suivi évaluation, de contrôle et de réglementation sont fonctionnels et répondent aux besoins des populations rurales.
- Indicateurs :
 - ⇒ Politiques et stratégies élaborées, actualisées et appliquées

Les interventions porteront sur cinq volets principaux: (i) le renforcement des capacités des services centraux, décentralisés et déconcentrés du Ministère du Développement rural, (ii) la

mise en œuvre de mesures spécifiques visant à renforcer la recherche agricole en relation avec les besoins du dispositif national de conseil agricole, (iii) le renforcement du dispositif de conseil rural, (iv) l'amélioration du dispositif de formation agropastorale, et (v) l'appui à l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes.

4.4.1.1 VOLET : RENFORCEMENT DES CAPACITES DES SERVICES CENTRAUX, DECENTRALISES ET DECONCENTRES DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Objectif : Améliorer les capacités du Ministère en charge du Développement rural en termes de programmation, coordination et suivi-évaluation des programmes et d'appui technique aux acteurs du secteur rural.

Résultats attendus :

- **Résultat 1 :** Les structures de planification, de programmation, et de suivi évaluation des politiques et programmes du Ministère (Directions centrales et services déconcentrés au niveau des délégations régionales) sont fonctionnelles
 - Indicateurs :
 - ⇒ Régularité/fréquence de publication des produits de suivi évaluation
- **Résultat 2 :** Les structures d'appui technique (contrôle, certification, protection des végétaux...) sont fonctionnelles
 - Indicateurs :
 - ⇒ Quantité de semences certifiées par an (t/an)
 - ⇒ Superficies protégées par culture (ha/an)

Principales interventions

Les principales interventions sont les suivantes :

❖ Mise en œuvre d'un plan de gestion prévisionnelle des ressources humaines.

Il s'agit de définir des plans de carrière, ainsi que les motivations salariales, avec une base de données fonctionnelle, un plan de formation des agents du Ministère et un plan de redéploiement éventuel.

Un programme de formation continue devrait porter sur les thématiques d'intérêt global et prioritaires (gouvernance, processus de décentralisation, changements climatiques, agriculture intelligente face au climat, etc.). Cela permettra d'accroître les capacités opérationnelles des services publics aussi bien au niveau centrale que décentralisé et déconcentré (Délégations/inspections).

❖ Allocation d'un budget de fonctionnement et d'équipement

Cela concerne l'allocation d'un budget en adéquation avec les missions imparties au Ministère permettant d'assurer l'opérationnalité des services publics décentralisés et déconcentrés (Délégations/inspections).

❖ Mise en place d'un système de planification et de programmation du secteur rural

Un système de planification et de programmation du secteur rural va se mettre en place en s'appuyant sur la préparation et la mise en œuvre de schémas directeurs pour le développement des zones de production (vallée, décruée, pastorale) ainsi que la signature et la mise en œuvre de contrats - programmes avec la SONADER, le CNRADA, l'ENFVA, et la SNAAT pour

améliorer leur efficacité à travers une meilleure qualité de leurs services.

Les institutions sous tutelle du Ministère chargé du Développement rural, en l'occurrence la SONADER, le CNRADA, l'ENFVA et la SNAAT, sont depuis quelques années dans un état de fonctionnement déficient qui ne leur permet pas d'assumer convenablement leurs missions. Dans le cadre de la mise en œuvre du PNDR en cohérence avec la SDSR, il convient de redynamiser ces institutions à travers des contrats-programmes signés avec l'Etat et qui permettront de (i) recentrer leurs missions et préciser les activités qui y sont liées afin d'éviter tout chevauchement avec d'autres institutions, (ii) fixer leurs programmes pour la période de validité du contrat-programme, (iii) déterminer les moyens humains, financiers et logistiques nécessaires pour la conduite de ces missions dans de bonnes conditions, (iv) préciser leurs obligations mais aussi les engagements (financiers, juridiques, institutionnels) de l'Etat pour les appuyer dans la mise en œuvre desdits contrats-programmes, (v) proposer une revalorisation du travail rural à travers la mise en place d'un statut particulier en faveur des employés du secteur rural (rémunération, formalisation des contrats, sécurité sociale, hygiène...).

Dans ce contexte devront être renforcées la synergie et de la coordination entre les différentes structures du ministère chargé du Développement rural (Directions, projets et délégations régionales, etc.). Des cadres de concertation devront être créés pour favoriser, entre autres, des programmations et des évaluations périodiques conjointes.

❖ Mise en place d'un système de suivi évaluation et d'informations performant et fonctionnel

Un système de suivi évaluation et d'informations performant et fonctionnel au niveau du Ministère est nécessaire pour faciliter les échanges entre les services de terrain et les services centraux d'une part, et avec les partenaires et usagers d'autre part. Ce système va se baser sur un recensement général de l'agriculture et de l'élevage à réaliser et sur la mise en place d'un observatoire du secteur rural. Le recensement permettra pour l'agriculture d'établir une véritable cartographie des ressources en terres agricoles, de mieux caractériser les systèmes de production, de circonscrire les bassins de production, et d'identifier les filières porteuses au niveau de chaque bassin. Pour l'élevage, il permettra de connaître de façon plus approfondie le cheptel du pays ainsi que les ressources pastorales. L'Observatoire du secteur rural sur la base des résultats du recensement général permettra d'assurer la collecte, le traitement et la diffusion des informations nécessaires pour l'amélioration de la connaissance des potentialités, des productions, des marchés, des changements climatiques ainsi que l'amélioration de la gestion des risques de vulnérabilité.

❖ Réalisation d'études stratégiques prioritaires

Pour la mise en œuvre de certaines dispositions de la SDSR et du PNDR, des études spécifiques pourront s'avérer nécessaires, en plus de celles déjà spécifiées dans les différents programmes du Plan.

Dans ce cadre, il est nécessaire, entre autre la réalisation et/ou actualisation des inventaires des périmètres agricoles, des retenues d'eau, ainsi que des organisations socioprofessionnelles existent.

Compte tenu de l'importance et des effets du changement climatique sur les productions agricoles une analyse de vulnérabilité climatique du sous-secteur agricole en général et du système pluvial en particulier est nécessaire.

❖ Renforcement du Centre de contrôle de qualité des semences et des plants et de la filière semencière

Le Centre de Contrôle de Qualité des Semences et Plants, sera renforcé en équipements de laboratoires (Kaédi, Boghé et Rosso), équipements de post contrôle, matériel de conditionnement et conservation des semences, magasins de stockage et matériel de manutention et de contrôle de qualité, ainsi qu'en moyens de locomotion pour la mobilité des agents de contrôle.

❖ Création d'un centre/laboratoire de contrôle de qualité des engrais

Il n'existe en Mauritanie aucune structure chargée d'effectuer le contrôle de la qualité des engrais malgré les multiples plaintes des producteurs. Pour sa mise en place, une étude sera nécessaire pour en déterminer les équipements et les ressources humaines, financières et matérielles nécessaires pour son bon fonctionnement.

❖ Renforcement des services de protection des cultures

La protection des cultures demeure une des majeures préoccupations des producteurs. Le renforcement des services et des structures chargés de la protection des végétaux est nécessaire (ex : service au sein de la Direction chargée du développement des filières agricoles). Une étude permettra de déterminer les ressources humaines, financières et matérielles nécessaires pour son bon fonctionnement aussi bien au niveau central que local.

❖ Elaboration de manuels de procédures techniques

Il s'agit de concevoir et de mettre en place des recueils de procédures techniques basées sur des textes en vigueur pour faciliter la multiplication des bonnes pratiques et la capitalisation des expériences dans les domaines techniques. Les différentes directions pourront y consulter les approches, les méthodes, les outils, et bonnes pratiques régissant les activités des directions.

Ce recueil contribuera à l'application des textes relatifs aux normes pour la réalisation des infrastructures de base, ainsi que à leur suivi et contrôle (réception et remise des ouvrages) avec l'implication des collectivités locales et des bénéficiaires directs.

❖ Opérationnalisation de la loi d'orientation agricole.

Il s'agit notamment de l'élaboration, adoption et mise en œuvre de 22 décrets et 6 arrêtés qui permettront d'opérationnaliser la loi d'orientation agropastorale en matière d'agriculture.

4.4.1.2 VOLET : RENFORCEMENT DES CAPACITES DU SYSTEME DE RECHERCHE AGRICOLE ET ANIMALE

Objectif : Promouvoir une recherche ciblée répondant aux besoins des acteurs dans toutes les zones agro-écologiques, tous les systèmes de production et toutes les filières végétales et animales.

Résultats attendus :

- **Résultat 1 :** Des itinéraires techniques innovants et des semences améliorées sont disponibles pour les acteurs des différentes filières agricoles
 - Indicateurs
 - ⇒ Itinéraires techniques / innovations adaptées aux conditions de production, développés par la recherche (nombre)
 - ⇒ Quantités de semences pré-base produites par an et par spéculation (t/ha)

- **Des modes de production pour l'amélioration des performances de l'élevage**

Principales interventions : les principales interventions à développer porteront essentiellement sur la réorganisation du système de recherche ainsi que le renforcement de ses capacités humaines, logistiques et financières. Cette intervention passe par :

- Le renforcement des capacités des ressources humaines du CNRADA et de l'ONARDEL à travers la mise en place d'un statut du personnel de recherche,
- La réhabilitation de 6 stations de recherche selon les règles de l'art. Le CNRADA dispose de 10 stations et sous-stations expérimentales situées au Gorgol (Bélinabé, Rindiao, Sylla-Semencier, Diéri, Sylla-Embouche), en Assaba (Kankossa, Kiffa, Sani), au Trarza (Rosso) et à Nouakchott (Ten-Soueilim). Ces stations sont actuellement dans un état de dégradation prononcée qui menace la survie et la viabilité technique des programmes prioritaires de recherche dans les différentes zones agro-écologiques du pays,
- Le renforcement de la filière semencière pour la production de variétés améliorées et certifiées à travers : (i) l'équipement du laboratoire semences et plants (voir CCQSP), (ii) la production de semences de pré-base de riz et de blé, (iii) la caractérisation et multiplication des écotypes des céréales traditionnelles existants et cultivés et (iv) la mise en place d'une banque de conservation des écotypes.
- L'augmentation du budget de fonctionnement,
- Le renforcement des mécanismes de communication des acquis auprès des producteurs, des éleveurs et des structures de conseil rural,
- L'équipement du laboratoire protection des végétaux et pédologie
- La fourniture de matériel et outils de recherche (

Zones d'intervention prioritaires

En général, l'activité de recherche intéresse toutes les zones agro-écologiques et tous les bassins de production du pays.

4.4.1.3 VOLET : AMELIORATION DU DISPOSITIF DE CONSEIL RURAL

Objectif : Renforcer le dispositif de conseil rural pour répondre à la demande des acteurs des filières et des exploitations en général

Résultats attendus

- **Résultat 1 :** Les producteurs reçoivent le conseil rural nécessaire à l'amélioration de leur exploitation et les acquis de la recherche sont valorisés

➤Indicateur

⇒ Taux d'adoption des conseils ruraux diffusés (%)

Principales interventions

Elles porteront sur la réorganisation du dispositif de conseil rural (Etat, ONG, autres) incluant le renforcement des capacités des ressources humaines, logistiques et financières, ainsi que le recrutement et redéploiement du personnel existant.

A cet effet en 2011, une étude a été réalisée avec l'appui de la FAO pour la formulation d'une proposition d'un dispositif national de conseil agricole. Cette étude avait traité les aspects suivants : (i) le diagnostic de la situation du conseil agricole (acteurs de l'offre et acteurs de la demande), (ii) l'amélioration de la formulation de la demande (mécanismes, outils), (iii) l'amélioration de l'offre en service d'appui conseil (rôle des acteurs, dispositif

institutionnels....), (iv) l'opérationnalisation du dispositif d'appui-conseil (ressources humaines, logistiques et matérielles), et (v) l'amélioration du financement du dispositif de conseil agricole

La réorganisation du dispositif de conseil rural (Etat, ONG, autres) devient une nécessité impérieuse et pourra se faire suivant trois étapes, à savoir : (i) l'actualisation de l'étude réalisée en 2011, (ii) la présentation et validation du nouveau dispositif proposé et (iii) la mise en place du nouveau dispositif de conseil agricole.

Zones d'intervention prioritaires - L'activité de conseil agricole s'étendra sur l'ensemble du territoire national dans les 15 wilayas du pays. Elle ouvrira ainsi toutes les zones agro-écologiques et tous les bassins de production du pays.

4.4.1.4 VOLET : RENFORCEMENT DU SYSTEME DE FORMATION AGROPASTORALE

Objectif : Accroître les capacités du système de formation agropastorales

Pour atteindre l'objectif, il s'agira d'appuyer le renforcement des écoles de formation en agriculture et élevage et d'établir des contrats-programmes entre les structures de formation sous tutelle du MDR et l'Etat.

Résultats attendus

- **Résultat 1 :** Un dispositif de formation technique et professionnel adapté aux besoins du secteur est opérationnel
 - Indicateurs
 - ⇒ Professionnels sur le terrain répondant aux besoins des producteurs en fonction des filières (nombre)

Principales interventions

- ❖ Renforcement du dispositif de formation en rapport avec les besoins des producteurs et des éleveurs

Le renforcement du dispositif de la formation devra s'adapter à la diversité des besoins des producteurs, eux-mêmes dépendants des différentes filières, des zones agro-écologiques du pays, et des bassins de productions. Il s'agit notamment du renforcement des capacités des structures de formation diplômante (ENFVA) et qualifiante (ENFVA, CFPR, Centre Idini et autres). Cela nécessite :

- La révision des programmes d'enseignement agricole de manière à obtenir au bout des formations, non pas des fonctionnaires uniquement, mais aussi et surtout des entrepreneurs et des techniciens de terrain qui permettront de satisfaire la demande des producteurs, toutes catégories confondues. Parmi ces besoins, on retiendra particulièrement : (i) l'approche de développement par les filières, (ii) la gestion durable des infrastructures hydroagricoles et équipements liés à la mise en valeur des aménagements, (iii) l'adaptation des systèmes de culture aux changements climatiques et la gestion décentralisée des ressources naturelles, (iv) le renforcement des capacités des producteurs et des OP, (v) le renforcement des capacités des employés des OP, (vi) la formation des prestataires de services (puisatiers, mécaniciens,) et des artisans ruraux, et (vii) la formation des techniciens spécialisés dans les domaines divers (aménagistes et topographes, production et de protection des cultures, technologies alimentaires, économie, sociologie, gestion des écosystèmes...).
- La réhabilitation et restructuration des établissements de formation sous tutelle, notamment l'ENFVA à travers un contrat – programme dont le but sera de : (a) recentrer ses missions et adapter son organisation à la formation des jeunes ruraux et des étudiants aux métiers agricoles conformément aux besoins des filières, (b) fixer ses objectifs ainsi que les résultats attendus, (c) identifier ses besoins en ressources humaines (recrutement des formateurs), financières et matérielles (équipement de travail, laboratoire, atelier, ...), et (d) définir ses obligations ainsi que les engagements de l'Etat .
- La mise en œuvre de mesures d'accompagnement, notamment des mécanismes permettant aux producteurs une meilleure formulation de leurs besoins et leur prise en compte par les structures de formation.

Zones d'intervention prioritaires

Ce programme de « renforcement du système de formation agricole » intéresse l'ENFVA de Kaédi mais son impact couvre tout le territoire national étant donné que cette institution formera des techniciens de niveau moyen, rompus dans les métiers et l'entrepreneuriat agricoles, et qui seront utilisés par les producteurs de toutes les filières dans toutes les zones agro-écologiques de la Mauritanie.

4.2.20. Sous-programme . Renforcement des capacités institutionnelles des producteurs et de leurs organisations

Objectifs : Améliorer les capacités institutionnelles, de planification et de gestion des organisations des producteurs et éleveurs .

Résultats attendus :

- **Résultat 1 :** Les organisations de producteurs sont en mesure d'élaborer leurs plans stratégiques et leurs business plans
 - Indicateurs :
 - ⇒ Nombre de plans stratégiques et business plans élaborés
- **Résultat 2 :** Les organisations de producteurs sont bien gérées et de manière participative
 - Indicateurs :
 - ⇒ Fréquence de renouvellement des instances
 - ⇒ Niveau de représentativité des femmes dans les organes de direction des OP
- **Résultat 3 :** Les jeunes et les femmes sont mieux intégrés dans les filières agropastorales
 - Indicateur
 - ⇒ Emplois créés pour les jeunes et les femmes dans les filières (nombre et type)

Principales interventions

❖ Renforcement des capacités institutionnelles, techniques et de gestion et d'autofinancement

Le renforcement des capacités des producteurs et de leurs organisations sera axé sur les actions suivantes :

- L'Assainissement de la situation des OP à travers un recensement qui précisera entre autres, leur situation juridique, leurs vocations, leur fonctionnalité, ainsi que leur existence réelle sur le terrain, et un assainissement juridique des OP informelles fonctionnelles.
- L'actualisation de la loi sur les sociétés coopératives et leurs unions afin de la conformer aux réalités du secteur, sur la base de laquelle se fera l'assainissement. La responsabilisation des producteurs et de leurs organisations dans le processus de formulation de leurs besoins en appui-conseil, la gestion des infrastructures à travers la redynamisation des associations des usagers et la délégation de gestion de certaines infrastructures dans un cadre juridique clair assorti de cahiers de charges acceptés par toutes les parties, qui précisent entre autres les obligations de l'Etat et celles des délégataires, et les conditions techniques pour une gestion durable desdites infrastructures.

- La mise en place d'un environnement financier favorable (crédit pour l'entretien et la réparation des infrastructures, microcrédits de proximité, dotations financières),
- La promotion de mécanismes d'incitation à la performance à travers la mise en place d'un système de motivation des meilleurs producteurs en fonction de critères judicieusement choisis et ayant trait à leurs aptitudes en matière de production, de diversification, de gestion et maintenance des ouvrages collectifs, de bonne gouvernance, etc.
- La formation et l'appui-conseil des OP en matière d'organisation et de gestion et dans les techniques de production, de protection des cultures, de récolte et post-récolte,
- La création des conditions favorisant la diversification des activités des OP notamment à travers la mise en place de microcrédit et d'AGR, en particulier pour les OP féminines et des jeunes.
- La réalisation d'un diagnostic sur la situation des GIE de commercialisation du riz et ceux des légumes et la dotation de fonds d'appui aux GIE des femmes chargés de commercialisation des légumes (mise en place de programmes à coûts partagés) ainsi que la réalisation d'audits annuels sur leur fonctionnement et leur gestion.
- L'appui à l'implantation au niveau régional et à l'équipement des organisations syndicales ;
 - ❖ Mise en place participative des cadres de concertation entre les producteurs, éleveurs et les organisations socioprofessionnelles, à tous les niveaux

Il s'agira d'appuyer la structuration des organisations des producteurs au niveau des Moughataas (niveau local) et des Wilayas (niveau régional) afin d'améliorer le processus de formulation de la demande des producteurs et de leurs organisations, de les impliquer dans l'identification des besoins d'appui, l'élaboration des programmes, leur mise en œuvre et leur évaluation. En définitive, il s'agira d'inverser l'approche classique (descendante) d'appui-conseil en partant de la base pour définir les programmes proposés par les producteurs eux-mêmes.

Les échanges entre acteurs seront promus davantage à travers de forums, foires, festivals, etc.

❖ Appui à l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes

L'appui à l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes passe par l'amélioration de leur employabilité aux différents niveaux des filières génératrices de revenus à travers (i) une formation appropriée et (ii) le soutien pour la mise en place de projets novateurs.

Les principaux défis de la formation professionnelle par rapport à l'insertion des jeunes et des femmes sont liés à la diversité de l'offre d'emploi générée par les différents systèmes de production eux-mêmes fortement dépendants des zones agro-écologiques du pays et des différentes filières. Pour relever ces défis, la formation professionnelle doit privilégier, entre autres (i) la formation des jeunes et des femmes aux métiers et à l'entrepreneuriat agricoles et para-agricoles de manière à favoriser la création de microprojets générateurs d'emplois et de satisfaire la demande qui sera générée par le développement des filières et (ii) la récupération des jeunes sans formation professionnelle et sortis des systèmes scolaires et universitaires grâce à des programmes adaptés. Cette activité sera faite en collaboration avec le ministère chargé de la formation professionnelle et de l'emploi.

L'appui financier consiste en la mise en place d'un fonds spécifique pour le financement des projets novateurs proposés par les jeunes et les femmes, et liés au développement des filières agropastorales.

L'insertion des jeunes et des femmes pourra se faire au niveau des bassins de production et dans le cadre des filières, en impliquant tous les acteurs publics et non gouvernementaux, les communes, les structures relais chargées de la défense des intérêts des jeunes (ANAPEJ) et des femmes (Condition féminine) en mobilisant des moyens disponibles (propres ou mutualisés). Ceci permettra (i) d'offrir un ensemble de prestations aux jeunes depuis l'information en matière d'emploi, (ii) de proposer des cursus de formation par apprentissage en s'appuyant sur des référentiels faisant appel à l'approche par les compétences (APC) et répondant aux problématiques des filières au niveau du bassin de production ; (iii) d'accompagner la conception, le financement, la mise en œuvre de projets novateurs susceptibles d'élargir le champ d'action des femmes et des jeunes et d'augmenter sensiblement leurs revenus.

Zones d'intervention prioritaires - Toutes les wilayas sont concernées.

4.2.21. Sous-programme. Développement des systèmes d'assurance agricole et de produits financiers adaptés au monde rural

Objectif : Concevoir et promouvoir un système de garantie pour les cultures irriguées et des systèmes de financement des filières agroapstoraes.

Il s'agira de mettre en place des mécanismes d'assurance et fonds de calamité et de créer des produits financiers adaptés aux différentes filières agricoles et animales. Ceci se fera à travers le développement d'un système de financement du secteur rural (banque agricole, assurance agricole, fonds de garantie et de bonification) adapté et en mesure de créer une dynamique pour un essort durable de l'agriculture et de l'élevage.

Résultats attendus

- **Résultat 1 :** Les acteurs du secteur rural ont accès à un système d'assurance agricole adapté à leur condition de production
 - Indicateurs
 - ⇒ Bénéficiaires par genre ayant accès à l'assurance agricole (nombre)
- **Résultat 2 :** Les produits financiers diversifiés sont développés et accessibles
 - Indicateurs
 - ⇒ Bénéficiaires par genre ayant accès au financement rural par filière (nombre)

Principales interventions

- ✓ Etude et mise en place d'un système d'assurance agricole pour les cultures irriguées.
- ✓ Mise en place d'un fonds de calamités pour les cultures pluviales
- ✓ Accès au crédit rural et au microcrédit
- ✓ Mise en place d'un financement adapté au développement des filières agropastorales
- ❖ Etude et mise en place d'un système d'assurance agricole pour les cultures irriguées.

Approfondir l'étude et la discussion en collaboration avec les agriculteurs sur les modalités de mise en œuvre du système d'assurance agricole pour les cultures irriguées en particulier pour le riz. Cette étude permettra de définir : (i) le contexte et la justification de l'assurance agricole, (ii) la structure d'assurance la plus adaptée au contexte mauritanien, (iii) les champs d'action de l'assurance agricole, (iv) les éléments du contrat d'assurance et la tenue des comptes, (v) la diffusion du contrat et la mise en place de commissions d'expertise, et (vi) l'application

conjointe de l'assurance et des calamités agricoles.

❖ Mise en place d'un fonds de calamités pour les cultures pluviales

Le système de cultures pluviales est caractérisé par l'ampleur de ses aléas qui compromettent sérieusement la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, la mise en place d'un fonds de calamités semble être la forme la plus indiquée pour limiter l'impact de ces phénomènes causés par les calamités naturelles dues aux changements climatiques (sécheresse excessive, inondations, désertification, abaissement des nappes phréatiques....) et aux fléaux naturels (criquets, sauteriaux, oiseaux granivores, sésamie). Ce fonds pourrait être alimenté par une dotation budgétaire annuelle, des contributions des exploitants agricoles, des compagnies d'assurance ou de système d'aménagement des crédits. La gestion de ces dispositifs doit se faire dans le cadre d'un partenariat public–privé.

En tout état de cause, une étude sera réalisée pour en définir les contours et le champ d'action (assiette financière, modalités de mobilisation des fonds, conditions d'accès, moyens de contrôle...). Cette étude pourrait également analyser la faisabilité de l'utilisation de l'assurance indiciaire pour les cultures pluviales. Ce genre d'assurance peut être envisageable compte tenu du progrès en suivi météorologique. Elle est plus indiquée vu l'impact important des changements climatiques sur les campagnes agricoles.

❖ Accès au crédit rural et au microcrédit

Le crédit et le microcrédit sont une nécessité pour le développement de l'agriculture et de l'élevage. Aussi, les conditions à leur accès doivent-elles être allégées sans remettre en cause la viabilité financière des institutions concernées. Parmi les facilités à l'accès au crédit et microcrédit, on peut citer : (i) l'allègement des taux d'intérêts qui pour l'heure sont plutôt prohibitifs, (ii) la multiplication des sources de crédit et leur rapprochement des zones de productions, (iii) la diversification de leurs produits afin de toucher le maximum d'activités, (iv) la création d'un réseau d'Institutions de micro finance au niveau national, (iiv) la création d'une banque agricole.

L'accès à ces financements permet aux producteurs et aux productrices, d'accéder aux intrants nécessaires pour la réussite de leurs campagnes, d'assurer les travaux agricoles de maintenance et d'entretien des infrastructures, de préparation des sols, de récolte, et post-récolte, d'améliorer l'écoulement des produits vers les marchés (transport), d'entreprendre des activités génératrices de revenus (AGR) à travers l'élaboration et la mise en œuvre de mini-projets agricoles dans le cadre des filières prioritaires définies dans la SDSR. Des facilitations d'accès à un crédit annuel pourraient être envisagées pour les producteurs qui pratiquent la double culture.

L'accès au crédit dépend aussi de l'accès physique aux banques et aux institutions de micro finance. A ce propos, des mesures seront prises pour la mise en place d'une banque agricole et pour faciliter la diffusion et l'établissement des réseaux des institutions de micro finance au niveau de tout le territoire national et en particulier des zones de production. En particulier il s'agira de faciliter l'élargissement du réseau des institutions de micro finances oasiennes et pluviales (MICO, CECA, ...) à d'autres interventions et/ou à d'autres zones en tenant compte que.

❖ Mise en place d'un financement adapté au développement des filières agropastorales

Le financement du secteur rural se caractérise par (a) la faiblesse de la contribution du système bancaire au financement du secteur rural (1%), (b) la faiblesse du rôle des structures de financement du secteur rural dans le développement du secteur, (c) les difficultés d'accès aux financements à la CDD eu égard aux conditions d'éligibilité au crédit (titre foncier, ...), (d)

l'insuffisance des fonds alloués au financement des AGR, (e) et l'inexistence de financements spécifiques adaptés aux exigences des différentes filières.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PNDR en cohérence avec la SDSR, la mise en place d'un système financement adapté au développement des filières agropastorales sera effectuée afin de mieux répondre à leurs exigences et spécificités. Les institutions financières (banques primaires et autres) seront autoriser et inciter à cet effet. Une étude sera réalisée afin de définir, entre autres les types et modes de financements, les conditions d'accès (éligibilité), l'ancrage institutionnel, les dimensionnements ...

Des systèmes de crédit seront développés après des études préalables de faisabilité et durabilité par filière (mise en place d'une banque agricole).

Zones d'intervention prioritaires - Toutes les zones agro-écologiques

5. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PNDR

Le Plan national de développement du secteur rural (PNDR) est mis en œuvre pour répondre aux préoccupations du secteur rural, conformément aux stratégies et politiques nationales. La performance du PNDR dépendra en grande partie de la pertinence, de l'opérationnalité et de la mise en œuvre effective du dispositif institutionnel de coordination, d'appui technique et de suivi - évaluation.

Le dispositif institutionnel du PNDR prendra en compte les diverses parties impliquées dans le secteur rural et les différents niveaux : national, régional et local. Cela nécessitera un réseau efficient et des cadres de concertation et de coordination tant au niveau national qu'au niveau régional et local pouvant faciliter et assurer la participation de tous les acteurs impliqués, la synergie entre les différentes interventions, ainsi que le suivi-évaluation et la capitalisation des initiatives.

Le dispositif est bâti sur la proposition de montage institutionnel et des orientations stratégiques définies par la stratégie de développement du secteur rural (SDSR - février 2013), la Loi d'Orientation Agropastorale (LOA), ainsi que le Décret fixant les attributions du Ministre du Développement Rural et l'organisation de l'administration centrale de son Département (Décembre 2018).

Ce dispositif, repose aussi sur : (i) la mise en œuvre de l'approche filière qui est la cheville ouvrière de la SDSR ainsi que du PNDR, (ii) le processus participatif de programmation des actions de développement à l'initiative des producteurs et éleveurs, comme de l'ensemble des acteurs des filières, et (iii) les procédures de mobilisation des financements du Plan.

5.1.Rôles des acteurs dans la mise en œuvre du PNDR

Les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PNDR peuvent se réunir essentiellement en trois groupes: (i) les populations et les collectivités territoriales, (ii) les structures d'appui-conseil/accompagnement de l'Etat et de la société civile, le secteur privé et les institutions de micro-finance, (iii) les partenaires techniques et financiers.

Population et collectivités territoriales

Les producteurs et les éleveurs, leurs organisations professionnelles (OP) et leurs faitières, ainsi que les interprofessions à la fois acteurs et bénéficiaires des initiatives, assurent la maîtrise d'ouvrage de leurs projets et participent à la planification des actions prioritaires dans leurs terroirs.

Les collectivités territoriales assurent la maîtrise d'ouvrage des projets relevant de leurs attributions, la planification locale, l'identification des zones d'intervention avec les services techniques et les populations sur la base des potentialités agropastorales.

Structures d'accompagnement

Les services techniques de l'Etat tant au niveau central que déconcentré, assurent le suivi évaluation, le contrôle et l'élaboration de politiques favorables au développement rural. Il s'agit des services du Ministère en charge du Développement Rural, ainsi que des services des départements ministériels chargés de l'hydraulique, de l'environnement, des finances, des affaires économiques et de développement, et du CSA avec lesquels une synergie est indispensable pour la réalisation de certaines initiatives.

Les établissements sous tutelle du Ministère en charge du Développement Rural, notamment la Société Nationale de Développement Rural (SONADER), la Société Nationale des

Aménagements et des Travaux (SNAAT), la Ferme de M'Pourié, l'Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole (ENFVA), le Centre de M'Bagne, le Centre National de Lutte Antiacridienne (CNLA), la Compagnie Mauritanienne de Sucre et Dérivés (COMASUD), la Société Toumour, la Société des Abattoirs de Nouakchott (SAN), le Centre de démonstration des techniques délavage d'Idini, la Centrale d'Approvisionnement en Intrants d'Elevage (CAIE), l'Union Nationale des Caisses de Crédit et d'Epargne de l'Elevage (UNCECEL) et la Société Mauritanienne des Produits Laitiers (SMPL) assurent leur mission d'impulsion et d'accompagnement du développement agropastoral dans leurs domaines de compétence.

Les institutions de recherche, formation et conseil rural supportent les aspects techniques, organisationnels et de gestion dans la mise en œuvre des actions facilitant la diffusion des itinéraires techniques de production et de valorisations des produits, les plus performants et adaptés au contexte.

Les opérateurs du secteur privé, notamment les fournisseurs de biens et services, les commerçants, les systèmes financiers décentralisés et les banques, appuient la mise en œuvre du PNDR selon leurs domaines d'action et compétences.

La société civile, notamment les réseaux des ONG et des associations de femmes, accompagnent la mise en œuvre du PNDR au travers du conseil rural et de la mobilisation des ressources (humaines, matérielles et financières) pour la mise en œuvre des initiatives/projets/programmes.

Les investisseurs du secteur privé interviennent en amont et en aval de la production, dans la valorisation des chaînes de valeurs et le financement.

Les consommateurs déterminent la demande des produits d'origine animale et végétale sur le marché.

Partenaires techniques et financiers

Les donateurs et partenaires techniques, les organisations sous-régionales et internationales, et en général les projets, apportent leurs appuis techniques et financiers.

5.2. Dispositif institutionnel de coordination de la mise en œuvre du PNDR

Le cadre institutionnel du PNDR est composé des organes suivants :

Organes d'orientation

- ❖ Conseil National d'Orientation Agropastoral (CNOA), présidé par le Président de la République
- ❖ Comité interministériel du cadre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) présidé par le Premier Ministre

Organes de coordination et de concertation

- ❖ *au niveau national* : Comité National de Coordination et de Concertation du PNDR (CNCC-PNDR) présidé par le Ministre chargé du Développement rural
- ❖ *au niveau régional (Wilaya)* : Cadre de concertation régional du PNDA (CCR-PNDR) présidé par le Waly
- ❖ *niveau local* : Cadre de concertation local du PNDA (CCL-PNDR) présidé par le Hakem

Organes d'appui technique et de suivi – évaluation

- ❖ *au niveau central* : Comité technique multisectoriel logé au niveau de la Direction des Stratégies , de la Coopération et du Suivi Evaluation (DCSE) du Ministère du Développement rural, créé par Arrêté conjoint des différents départements ministériels membres du CNCC-PNDR
- ❖ *au niveau régional* : Comité technique régional logé au niveau de la Délégation du Développement rural, créé par Arrêté du Wali
- ❖ *au niveau local* : Comité technique départemental logé au niveau de l'Inspection de du Développement rural, créé par Arrêté du Hakem

Rôles des différents organes

- Organes d'orientation

Le **Conseil National d'Orientation Agropastoral (CNOA)**, présidé par le Président de la République, est chargé d'assurer le suivi de l'application de la loi d'orientation agropastorale et de donner des directives et des instructions pour la mise en œuvre de ses orientations politiques et de ses dispositions juridiques. Ce Conseil comprend outre le Premier Ministre, les Ministres chargés de l'Économie et de la Promotion des Secteurs Productifs, de l'Intérieur et de la Décentralisation, de l'Education Nationale, du Développement rural, de l'Hydraulique, de l'Aménagement du Territoire, du Commerce et de l'Industrie, de l'Artisanat, de l'Environnement et du Développement Durable, de la Santé, de la Formation Professionnelle et de la Fonction Publique.

Le **Comité interministériel** du cadre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) présidé par le Premier Ministre, fixe les grandes lignes de la politique nationale en matière de lutte contre la pauvreté auxquelles se réfèrent toutes les stratégies et tous les plans d'action sectoriels y compris la SDSR et son Plan de développement rural(PNDR), ainsi que la SNSA et son PNIA-SA.

- Organes de coordination et de concertation

- ❖ Niveau national

Le **Comité National de Coordination et de Concertation du PNDR (CNCC-PNDR)** représente le cadre de dialogue et de coordination des activités de tous les acteurs impliqués dans le secteur agricole. Il regroupera (i) le SG et toutes les Directions du Ministère en charge du Développement rural, (ii) les secrétaires généraux de Départements ministériels chargés de l'Economie et de la Promotion des Secteurs Productifs , de l'hydraulique, de l'environnement, et du commerce et de l'industrie et de la sécurité alimentaire, (iii) les représentants des producteurs (iv) les représentants des interprofessions, (v) la société civile intervenant dans le secteur de l'agriculture notamment les réseaux des ONG et des femmes et (vi) le secteur privé (chambre de l'agriculture). Il sera également élargi aux partenaires techniques et financiers (voir arrêtés sur la SDSR)

Le CNCC-PNDR est présidé par le Ministère en charge du Développement rural et son secrétariat est assuré par le DSCSE. Il a pour mission de faciliter la gouvernance globale, la coordination interministérielle et de veiller à l'application des orientations de la SDSR. Il examine les rapports de programmation et de suivi-évaluation relatifs à la mise en œuvre du PNDR. Il adopte les rapports techniques et financiers du PNDA après études. Le CNCC-PNDR se réunit semestriellement de manière ordinaire et peut se réunir de manière extraordinaire en

cas de besoin pour examiner toutes questions relatives à la coordination du PNDR.

❖ Niveau régional

Au niveau des régions (Wilayas), le Ministère en charge du Développement rural pourra s'appuyer sur les **Cadres de concertation régionaux (CCR)** présidés par le Wali, pour assurer (i) la concertation et le dialogue entre acteurs (acteurs des filières, organisations professionnelles, représentants des wilayas, des collectivités territoriales, des PTF,...), (ii) l'harmonisation entre les différentes interventions, (iii) l'information sur les programmes et projets du PNDR, ainsi que (iv) le contrôle de la pertinence des projets par rapport à la demande des bénéficiaires.

Les autres instances de concertation existantes, telles que les groupes régionaux de travail et les groupes thématiques existants au niveau régional, doivent travailler sous le couvert du CR et contribuer à la réussite de sa mission.

Les Délégations régionales du Développement rural se chargent d'animer cette instance pour tout ce qui concerne le secteur rural et en assurent le secrétariat.

En plus, le Conseil régional pourra disposer de certains outils opérationnels prévus par la SDSR, à savoir : (i) les **pôles de compétitivité**, dont le rôle est d'assurer les services techniques et de conseil de gestion auprès des acteurs des filières et (ii) les **associations des bassins de production** qui prennent en charge les plans d'actions communales.

❖ Niveau local

Le CR-PNDR aura des antennes départementales.

Au niveau départemental, le CR va s'appuyer sur les Commissions départementales (CODEP) existantes. Chaque commission englobe le Hakem, les services techniques départementaux, les maires et la société civile et tous les acteurs intervenant dans les domaines liés au développement rural. Cette Commission sera présidée par le Hakem, et son secrétariat sera assuré par l'Inspecteur du MDR et aura pour mission de valider les projets à l'échelle départementale et d'en assurer le suivi et l'évaluation.

Structures d'appui technique et de suivi – évaluation

❖ Niveau national

Le Comité National de Coordination et de Concertation du PNDA (CNCC-PNDR) est assisté par un **Comité technique multisectoriel** qui s'appuiera sur les outils mis en place par la DSCSE pour le suivi et l'évaluation.

Il s'agit d'un dispositif opérationnel qui sera créé par arrêté du Ministre chargé du Développement rural et placé au niveau de la Direction des Stratégies, de la Coopération et du Suivi-Evaluation (DSCSE) du MDR.

Le comité technique a comme mandat d'accompagner la mise en œuvre du PNDR en assurant la synergie et la complémentarité des initiatives promues dans le secteur rural, aussi bien les programmes et projets de l'Etat, des PTF, des ONG que les investissements du secteur privé. Il doit veiller à la réalisation des objectifs annuels du PNDR en favorisant la synergie et la complémentarité des actions des différents intervenants. **Il doit instaurer et animer des concertations entre les acteurs pour une évaluation et une programmation annuelle.** Il se chargera de l'élaboration des rapports de programmation, puis de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PNDR qui seront soumis semestriellement pour approbation au Comité National de Coordination et Concertation du PNDR.

Il sera dirigé par un coordonnateur qui travaillera sous l'autorité du DSCSE du MDR et en étroite collaboration avec les services de suivi-évaluation de l'ensemble des départements ministériels membres du CNC et de tous les autres intervenants : organisations des producteurs, promoteurs privés, société civile et PTF. Tous les acteurs seront appelés à contribuer et répondre aux enquêtes et mécanismes de suivi-évaluation qui seront mis en place.

En ce qui concerne les aspects liés à l'application de la LOA, le CNCC devra se concerter aussi avec le **Comité Technique chargé du suivi de l'application de la Loi d'Orientation Agropastorale**, présidé par un conseiller du Ministre, déjà prévu par la LOA (article 78) et qui devra être créé par décret. Le mandat de ce Comité est de donner son avis sur toutes les questions en rapport avec la mise en œuvre de la Loi d'orientation Agropastorale et d'une manière générale sur toutes les questions soumises à son examen par le Conseil National d'Orientation Agropastorale et le Ministre chargé du Développement rural.

La participation du coordinateur du Comité technique aux réunions du Groupe Sectoriel Développement Rural et Sécurité alimentaire (GS-DRSA) permettra de maintenir le dialogue régulier avec les intervenants dans le secteur rural (départements ministériels, PTF, ONG).

❖ Niveau régional

Au niveau de chaque Wilaya, des Comités techniques régionaux seront logés au niveau des Délégations du MDR et seront chargés : (i) de jouer le rôle de coordonnateurs/facilitateurs des réunions des Cadres de concertation concernant l'agriculture, (ii) d'apporter leurs appuis techniques régaliens, (iii) de veiller à la réelle synergie et complémentarité des actions sur le terrain et (iv) de faciliter la collecte des données dont auront besoin les cadres de concertation régionaux, le comité technique national et le service suivi-évaluation du MDR. A cet effet, les Délégations Régionales seront renforcées pour assurer le suivi-évaluation des activités agricoles exécutées dans les Wilayas.

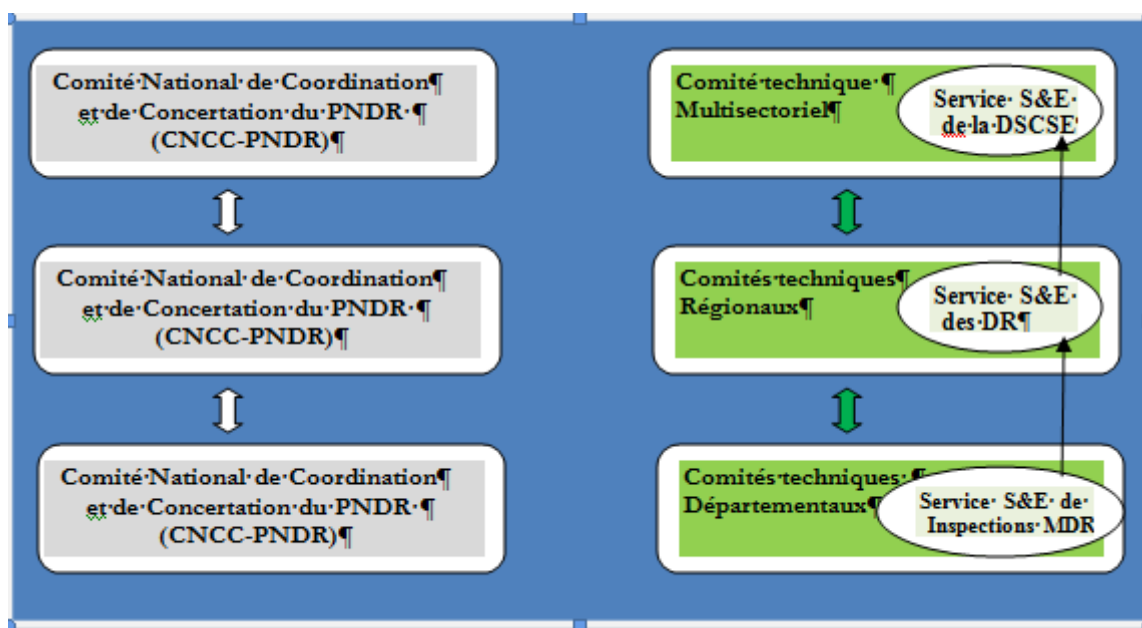
Ils seront appelés à interagir aussi avec les pôles de compétitivité et les associations des bassins de production existants dans le Wilayas.

❖ Niveau local

Des Comités techniques départementaux logés au niveau des inspections du Développement rural seront chargés d'animer les comités locaux de concertation dans l'identification et la priorisation des activités, ainsi que dans le suivi et l'évaluation des projets.

Ci-dessus un schéma du dispositif institutionnel de coordination et mise en œuvre du PNDR.

Figure 13 : Synthèse du dispositif de coordination et de mise en œuvre du PNDR



5.3. Suivi et évaluation du PNDR

L'appréciation globale du Plan National de Développement Rural est menée en fonction des critères habituels de pertinence, d'efficacité, d'impact et de viabilité.

Le mécanisme de suivi et d'évaluation du Ministère en charge du Développement Rural s'inscrit dans le dispositif national de suivi - évaluation de la SCAPP qui englobe le suivi-évaluation de la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA) et du PNIA-SA.

- Principes de base du suivi –évaluation

Les principes directeurs devant guider le dispositif de suivi – évaluation du PNDR sont:

- L'ancrage du dispositif au niveau des structures administratives existantes telles que les Directions techniques des Ministères impliquées dans le PNDR tant au niveau central que décentralisé.
- L'implication de tous les acteurs dans le processus de suivi - évaluation, en particulier ceux de la Société Civile (ONG, organisations de producteurs, organisations de femmes), en vue de renforcer la concertation sur la préparation et la mise en œuvre des actions/projets d'une part, et d'initier progressivement la mise en place d'un système opérationnel de contrôle d'autre part.
- L'importance à accorder au processus de redynamisation et de renforcement des capacités des services de la statistique agropastorale nationale.
- La mise en place d'un système harmonisé de production de données pour le suivi permanent des progrès enregistrés dans la mise en œuvre du plan d'actions du PNDR.

- Rôle du suivi-évaluation

Le dispositif de suivi-évaluation du PNDR devra permettre : (i) d'assurer la cohérence globale du processus, (ii) d'évaluer régulièrement les progrès accomplis dans la réalisation des différents actions/projets/ programmes du PNDR sur la base des indicateurs définis au départ,

(iii) d'apporter à temps les corrections nécessaires pour la bonne mise en œuvre du Plan, et (iv) de contribuer à l'intégration des données du suivi au sein du dispositif national de la SCAPP et de SNSA.

- Eléments du suivi-évaluation

Le suivi-évaluation portera essentiellement sur: (i) la programmation des activités (calendrier, chronogramme, utilisation des ressources....) ; (ii) le suivi des réalisations à travers les activités de coordination et de visite de terrain (fonctionnement des cellules techniques et des autres organes du Plan); (iii) l'impact du Plan et des programmes sur les bénéficiaires (satisfaction des attentes des bénéficiaires) sur la base des indicateurs définis au départ.

- Fonctionnement du dispositif de suivi – évaluation

La DSCSE mettra en place un dispositif permettant la collecte, le traitement et l'analyse des données quantitatives et qualitatives afin de vérifier si les résultats escomptés sont atteints. A cet effet, le manuel de suivi-évaluation existant sera adapté au PNDR.

Ce manuel définit les rôles et les responsabilités des acteurs du suivi-évaluation, les procédures et les outils nécessaires à la collecte des données au niveau des différents intervenants (services de l'Etat, projets, PTF), ainsi que la méthodologie à adopter pour en assurer l'harmonisation.

- Rapports

En ce qui concerne la production des rapports, le Comité d'appui technique du PNDR va suivre les procédures du Ministère du Développement Rural. Néanmoins, des rapports de suivi et d'évaluation semestriels et annuels seront produits pour apporter l'information sur les différentes activités programmées et réalisées, les problèmes rencontrés et les solutions apportées ainsi que sur les dépenses effectuées. Le Coordonnateur du comité technique aura la responsabilité sous l'autorité du Directeur de la DSCSE, de préparer les différents rapports nécessaires pour le suivi et l'évaluation du PNDR qui seront soumis au Comité national de coordination par la DSCSE.

- Evaluation

Des évaluations intermédiaires seront réalisées tous les trois ans et permettront d'analyser et de dresser un bilan objectif des programmes, des interventions menées et des résultats, afin de procéder aux éventuels recadrages qui peuvent s'avérer nécessaires. Ces évaluations permettront en particulier la formulation d'un ensemble de recommandations notamment sur les actions à mener en matière de consolidation des résultats intermédiaires et acquis. Les évaluations des résultats et des impacts seront effectuées par une équipe d'experts désignés par l'Etat, les différents partenaires techniques et financiers du Plan ainsi que les bénéficiaires.

Une évaluation finale sera réalisée afin de vérifier les résultats obtenus et les impacts réels des différents programmes et de capitaliser l'expérience.

6. COUTS ET FINANCEMENT DU PNDR

Le coût estimatif global du PNDR est de 37,75 Milliard d'ouguiyas (MRU) à l'horizon 2025, soit *environ 1,019 milliard de dollars USD*.

Tableau 34 - Synthèse des besoins de financement du PNDR par programme en millions d'ouguiyas (MRU) et en millions de dollars des Etats Unis (USD)

Désignation	Total (x 1 000 000 MRU)	Total (x 1 000 000 USD)	%
Programme 1. Intensification et diversification de la production agricole et animale	32 880	892,3	87,56%
Programme 2. Santé animale et Santé Publique Vétérinaire	1 391	37,8	3,71%
Programme 3. Développement du pastoralisme et de l'élevage familial	1 197	32,5	3,19%
Programme 4. Promotion de la compétitivité des filières agropastorales	596	16,2	1,59%
Programme 5. Gestion durable des ressources naturelles	69	1,9	0,18%
Programme 6. Amélioration de la qualité des services agricoles et pastoraux	1 416	38,4	3,77%
Total Coût de base	37 550	1 019	100%

Les coûts détaillés par programme, sous-programme, et principales interventions sont indiqués dans l'annexe 2.

7. HYPOTHESES ET RISQUES

7.1.Hypothèses

La réussite du PNDR est assurée par un contexte global caractérisé par un certain nombre de conditions/hypothèses, dont les principales sont indiquées ci-dessous.

- ⇒ Le contexte socio-politique et économique stable ;
- ⇒ L'appui continu du Gouvernement au PNDR;
- ⇒ La bonne gouvernance des programmes et projets caractérisées par la mise en place du cadre institutionnel et des cadres de concertation entre les acteurs impliqués tant au niveau central que locale ;
- ⇒ La mobilisation des ressources financières nécessaires, à travers : (i) une augmentation du budget de l'Etat destiné au secteur rural, (ii) une contribution effective et importante des PTF, et (iii) l'investissement du secteur privé soutenu, entre autres, par la promotion du partenariat public-privé ;
- ⇒ La mobilisation des ressources humaines suffisantes et compétentes pour assurer le conseil rural ;
- ⇒ La participation active des producteurs, des éleveurs et de leurs organisations faîtières, des différents acteurs tout au long de la chaîne de valeur, ainsi que de la société civile et des collectivités locales, pour un secteur agropastoral durable et compétitif ;
- ⇒ La collaboration entre les départements ministériels ayant des forts liens avec les activités rurales : environnement, hydraulique, gestion du territoire, commerce, emploi, promotion féminine, etc. ;
- ⇒ L'opérationnalisation de la loi d'orientation agropastorale LOA à travers l'élaboration et l'application des textes réglementaires et administratifs nécessaires ;
- ⇒ Sécurisation de la production par différents instruments, en particulier l'assurance agricole.

7.2. Risques

Les risques potentiels liés à la mise en œuvre du PNDR sont essentiellement d'ordre institutionnel, social, économique, financier et environnemental.

- Risques d'ordre institutionnel et liés à la gouvernance

Les risques institutionnels sont liés essentiellement à l'insuffisance des mécanismes de concertation, de coordination et de suivi tant au niveau central que local entre les parties concernées, ce qui pourrait avoir comme conséquences des impacts limités sur la durabilité des initiatives. La lourdeur des procédures administratives peut également entraîner des retards et/ou des blocages dans la mise en œuvre et la gestion des initiatives.

Enfin, l'insuffisance des ressources humaines au niveau du Ministère en charge du Développement rural et des structures d'appui technique (recherche, conseil rural, formation) constitue un risque important pour la coordination, le suivi et, d'une manière générale, la mise en œuvre du PNDR.

- Risques d'ordre social

Le faible niveau d'appropriation et de participation des producteurs, des éleveurs et des autres acteurs du secteur rural aux initiatives de promotion de l'agriculture et de l'élevage peut se traduire par des niveaux de production végétale et animale faible et de compétitivité réduite.

- Risques d'ordre économique

L'augmentation du coût de la vie, la flambée des prix des denrées alimentaires et de première nécessité, la hausse des produits pétroliers et de l'énergie, des engrais sont autant de risques qui ont un impact négatif sur les productions et les capacités d'exploitation des producteurs. Ces risques touchent plus particulièrement les petits producteurs, les petites entreprises, les femmes et les jeunes qui veulent s'investir dans le secteur rural. Des mesures d'atténuation pourront être entre autres, la création d'assurance, des fonds et/ou lignes de crédit adaptées aux conditions des petits agropasteurs.

- Risques d'ordre financier

L'insuffisance des ressources financières de l'Etat pour soutenir et/ou participer à la réalisation des programmes, nécessite le recours à des sources complémentaires et/ou alternatives de financement. Le plaidoyer et l'organisation d'une table ronde des PTF peuvent augmenter l'enveloppe financière pour la mise en œuvre du PNDR. La mise en place des mesures incitatives pour le secteur privé, la création d'un environnement juridique et fiscal favorable aux investissements agricoles et la possibilité de mettre en place des partenariats public-privé, peuvent également attirer les investisseurs privés nationaux et étrangers.

- Risques d'ordre environnemental

Le caractère répétitif des sécheresses, l'insuffisance ou la mauvaise répartition des pluies et/ou d'autres catastrophes naturelles comme les inondations, les attaques des criquets, liées aux changements climatiques et à la forte dégradation des ressources naturelles ainsi que les épizooties, ont des conséquences importantes sur les productions agricoles et animales et, d'une manière générale, sur le niveau de développement économique du secteur et du pays. Pour faire face à l'aggravation du phénomène du changement climatique, l'application de stratégies et pratiques culturelles d'adaptation, ainsi que la mise en œuvre du Plan national d'action environnemental peuvent être pris en compte parmi les mesures d'atténuation.

8. CADRE DE RESULTATS DU PNDR

8.1 Cadre de résultats du PNDR 2020-2025 / Agriculture

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs	Situation de référence 2019	Cible 2025		
Impact	Une agriculture moderne, compétitive et durable promu par le développement des filières végétales à fortes potentialités de croissance	Taux de croissance annuel du PIB agricole (%) Taux d'amélioration de la balance commerciale agricole (%) ¹² Taux de couverture des besoins alimentaires d'origine végétale (%) - Riz - Blé - Maraîchage (oignons, pomme de terre et autres) - Céréales traditionnelles - Dattes	5,3 ¹³ % 81 0,7 12; 5; 15 33 57	6,5% ¹⁴ 118 6 37; 22; 59 46,5 63	Bilan du Ministère des Finances Statistiques Agricoles / DSCSE /MDR Evaluations intermédiaires du PNDA Mécanisme de S&E de la SNSA et de la SCAPP	<u>Risques:</u> - Insuffisance de l'appui continu du Gouvernement à la mise en œuvre du PNDA Insuffisance des Ressources humaines et financières <u>Mesures d'atténuation :</u> - Mise en place par le Gouvernement de mesures d'appui continu au PNDA - Ressources humaines et financières disponibles et suffisantes - Implication et participation active de toutes les parties prenantes
Effets	Un accroissement des superficies exploitables	Accroissement des superficies agricoles par filière (ha) - Filière riz - Filière blé - Filière maraîchage - Filière céréales traditionnelles	51 157 1 213 2 094 209 108	+25 800 +8 719 +6 000 +30 998	Rapports Enquêtes EMEA/ DSSIA Rapports et bilans MDR	<u>Risques:</u> - Aléas climatiques - Manque d'application de la LOAP - manque de performance des services de vulgarisation <u>Mesures d'atténuation</u> - Application de la Loi d'orientation Agropastorale - Application des textes sur le foncier - Prise en compte de la dimension genre - Participation active des producteurs et leur OP, des associations des femmes, des jeunes,

¹² Produits alimentaires : Déficit balance commerciale 2018 de -494,7 millions USD

¹³ Rapport annuel 2019_BCM

¹⁴ Evolution du PIB de l'agriculture de 0,2% par an (SDSR horizon 2025)

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs	Situation de référence 2019	Cible 2025		
						de la société civile et des collectivités locales - Application d'itinéraires techniques performants et de stratégies et pratiques culturelles adaptées aux effets du changement climatique.
	Un accroissement des productions des différentes cultures	Taux d'augmentation des productions agricoles par filière (%) - <i>Filière riz</i> - <i>Filière céréales traditionnelles</i>		72% 66%	Rapports Enquêtes EMEA/ DSSIA Rapports et bilans MDR	Idem
Programme 1. Intensification et diversification de la production agricole						
Produits	Sous-programme 1.1 Intensification et diversification de la production agricole irriguée	Filière Riz				
		– Accroissement du Rendement du riz (tonnes/ha)	5,30	5,66	Rapports Enquêtes EMEA/ DSSIA Rapports et bilans MDR	<u>Risques:</u> - Aléas climatiques - manque de performance des services de vulgarisation Mesures d'atténuation - Participation active des producteurs et leur OP, des associations des femmes, des jeunes, de la société civile et des collectivités locales <u>Mesures d'atténuation</u> - Application d'itinéraires techniques performants et de stratégies et pratiques culturelles adaptées aux effets du changement climatique (sécheresses, l'insuffisance ou la mauvaise répartition des pluies et/ou inondations, Attaques des criquets, oiseaux granivores, sésamie et autres fléaux. - Flambée des prix des facteurs de production.
		– Accroissement de la Production en riz paddy (tonnes)	271 126	435 566		
		Filière Blé				

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs	Situation de référence 2019	Cible 2025		
		– Accroissement du Rendement blé (tonnes/ha)	1,78	2,28	Rapports Enquêtes EMEA/ DSSIA Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> - Manque de disponibilité d'intrants de de qualité <u>Mesures d'atténuation</u> - Application d'itinéraires techniques performants et de stratégies et pratiques culturales adaptées aux effets du changement climatique (sécheresses, l'insuffisance ou la mauvaise répartition des pluies et/ou inondations, Attaques des criquets, oiseaux granivores, sésamie et autres fléaux.
		– Accroissement de la Production en blé (tonnes)	2 163	22 653		
		Filière Horticole/fruitière				
		– Accroissement du Rendement maraîchage (t/ha)			Rapports Enquêtes EMEA/ DSSIA Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> - Manque de disponibilité d'intrants de de qualité <u>Mesures d'atténuation</u> - Application d'itinéraires techniques performants et de stratégies et pratiques culturales adaptées aux effets du changement climatique (sécheresses, l'insuffisance ou la mauvaise répartition des pluies et/ou inondations, Attaques des criquets, oiseaux granivores, sésamie et autres fléaux.
		Oignon	19,5	22,0		
		Pomme de terre	22	23,6		
		Autres produits maraîchers	15,2	17,6		
		– Accroissement des superficies maraîchage (ha)				
		Oignon	346	3 341		
		Pomme de terre	60	2 019		
		Autres produits maraîchers	1 688	2 495		
		Filière Fourragère				
		– Accroissement des superficies fourragères (ha)	120	3 120	Rapports de suivi DDFCA Rapports MDR	<u>Risques :</u> - Manque d'intérêt des opérateurs privés - Manque d'intrants de qualité <u>Mesures d'atténuation</u>

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs	Situation de référence 2019	Cible 2025		
						- Accompagnement des pouvoirs publics
	Sous-programme 1.2. Amélioration des systèmes de productions pluviales pour la valorisation des cultures traditionnelles	Filière Céréales traditionnelles				
		– Accroissement du Rendement par système (t/ha)			Rapports Enquêtes EMEA/DSSIA/MDR	<u>Risques :</u> - Sécheresses, insuffisance ou mauvaise répartition des pluies et/ou inondations, Attaques des criquets, oiseaux granivores, sésamie et autres fléaux. <u>Mesures d'atténuation</u> - Application d'itinéraires techniques performants et de stratégies et pratiques culturales adaptées aux effets du changement climatique
		Diéri	0,39	0,53		
		Walo	0,38	0,52		
		Bas-fond	0,59	0,79		
		Derrière barrage	0,62	1,09		
		Décruée contrôlée	0,71	1,07		
		– Accroissement de la Production par système (tonnes)				
		Diéri	46 762	68 481		
		Walo	2 764	4 171		
		Bas-fond	16 808	25 367		
		Derrière barrage	10 126	28 361		
		Décruée contrôlée	4 531	8 119		
	Sous-programme 1.3. Appui au développement des cultures oasiennes	– Accroissement des superficies des palmeraies (ha)	19 949	20 499	Enquêtes dans les oasis Rapports des Délégations régionales ONS	<u>Risques :</u> - Manque de renouvellement des palmeraies - Faibles capacités des producteurs <u>Mesures d'atténuation</u> - Renouvellement des palmeraies - Application d'itinéraires techniques adaptés - Renforcement des capacités
		– Accroissement de la Production en dattes (tonnes)	58 864	76 998		
	Programme 2. Promotion de la compétitivité des filières agricoles					
	Sous-programme 2.1. Amélioration des infrastructures et des équipements de stockage, transformation, de conditionnement	– Amélioration du taux d'extraction du Riz (%) – Réduction du taux des pertes de post-récolte Maraîchage (%)	57% 15%	61,2% 9%	Rapports Délégations régionales Rapports DDFCA	<u>Risques :</u> - Manque d'intrants de qualité - Manque d'infrastructures de conditionnement et de stockage <u>Mesures d'atténuation</u>

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs	Situation de référence 2019	Cible 2025		
						- Disponibilité d'intrants de qualité - Développement des infrastructures
	Sous-programme 2.3. Appui à la mise en place d'un environnement favorable à la compétitivité du secteur	– Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans les dépenses publiques totales (%) ⁱ (Prévisions)	8,06	10	Rapports MEPI, MF, MDR	<u>Risques :</u> - Insuffisance des ressources allouées au secteur - Désintrêts des PTF <u>Mesures d'atténuation</u> - Allocation suffisantes au secteur - Plaidoyer en faveur du secteur
	Sous-programme 2.4. Renforcement des capacités techniques, organisationnelles, managériales et de négociation des acteurs des filières	– Réseaux de filières constitués/consolidés (nombre) – Bénéficiaires des services de l'interprofession (nombre)			Rapports Délégations régionales Rapports DDFCA	<u>Risques :</u> - Manques de programmes de formation - Manque d'intérêt des opérateurs agricoles <u>Mesures d'atténuation</u> - Mise en œuvre de programme de renforcement
Programme 3 : Gestion durable des ressources naturelles						
	Sous-programme 3.1 Amélioration de la gestion foncière, protection et réhabilitation des terres agricoles	– Superficies de terres dégradées récupérées (ha)	0	15 000	Rapports Délégations régionales Rapports DDFCA	<u>Risques :</u> Faible ou manque de participation et implication des producteurs et des villageois dans la récupération des terres dégradées <u>Mesures d'atténuation</u> - Campagne de sensibilisation - Renforcement des capacités techniques sur la gestion des terres
	Sous-programme 3.2 Amélioration de la gestion et mise en valeur des zones humides	– Pourcentage des terres agricoles sous les pratiques de gestion durable des terres (%) ⁱⁱ		30		
Programme 4. Amélioration de la qualité des services agricoles						
	Sous-programme 4.1. : Renforcement des capacités institutionnelles des services publics du secteur agricole	– Régularité/fréquence de publication des produits de suivi- évaluation sur le PNDA (semestriel et annuel)	0	2 par an	DSCSE Rapports trimestriel et annuel par exercice du PNDA	<u>Risques :</u> - Mises en place des dispositifs de pilotage et de concertation du PNDA <u>Mesures d'atténuation</u> Mise en place des dispositifs - Mise en place d'allocations budgétaires pour leur fonctionnement



8.2 Cadre de résultats du PNDR 2020-2025 / Elevage

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs de résultats	Situation de référence 2019	Cible 2025		
Effets Impact	Un élevage intensif et compétitif promu par le développement privilégié des filières animales et la valorisation de l'élevage extensif	Taux de croissance annuel du PIB élevage (%)	10 ¹⁵ %	11,5% ¹⁶	Bilan du Ministère des Finances Statistiques Agricoles / DSCSE /MDR Evaluations intermédiaires du PNDE Mécanisme de S&E de la SNSA et de la SCAPP	<u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de l'appui continu du Gouvernement à la mise en œuvre du PNDE - Insuffisance des Ressources humaines et financières <u>Mesures d'atténuation :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place par le Gouvernement de mesures d'appui continu au PNDE - Ressources humaines et financières disponibles et suffisantes - Implication et participation active de toutes les parties prenantes
		Taux de couverture des besoins alimentaires d'origine animale (%)			Rapports Enquêtes EMEA/ DSSIA/DDFAP/DSV Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Aléas climatiques - existence maladies, sécheresse - Manque d'application de la LOAP - manque de performance des services de vulgarisation <u>Mesures d'atténuation</u> <ul style="list-style-type: none"> - Application de la Loi d'orientation Agropastorale - Surveillance et lutte contre les principales maladies - Prise en compte de la dimension genre - Participation active des producteurs et leur OP, des associations des femmes, des jeunes, de la société civile et des collectivités locales - Amélioration des compétences des acteurs, Encadrement et Conseil pastoral
		Lait	55,80%	81,55%		
		Poulets de chair	42%	47,50%		
		Emploi dans l'élevage, en proportion de l'emploi total (%)				
		Réduction du taux annuel de mortalité du cheptel (%)		3%		
	Un accroissement des productions animales	Taux d'accroissement de la production laitière (%)	0%	68%	Rapports EMEA/DDFAP Enquêtes	<u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> -Aléas climatiques

¹⁵ Rapport annuel 2019_BCM¹⁶ Evolution du PIB Elevage de 0,3% par (SDSR horizon 2025)

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs de résultats	Situation de référence 2019	Cible 2025		
					Rapports et bilans MDR	-disponibilité fourragères et hydriques -Faiblesses productivité - Existence de maladies -faiblesses capacités de Conduite de l'élevage <u>Mesures d'atténuation :</u> -valorisation et gestion des ressources naturelles (amélioration des parcours et de l'hydraulique pastorale, disponibilité aliments de bétail de qualité) - Amélioration des performances (amélioration génétique) - surveillance et lutte contre les principales maladies, prophylaxie sanitaire -maîtrise de la conduite de l'élevage - implication des parties prenantes
		Taux d'accroissement de la production de poulets de chair (%)	0%	16%	Rapports EMEA/DDFAP Enquêtes Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> -Aléas climatiques -disponibilité d'intrants (poussins d'un jour, aliments) -Faiblesses productivité -faiblesse capacités de Conduite de l'élevage <u>Mesures d'atténuation :</u> -valorisation et gestion des ressources naturelles (amélioration des parcours et de l'hydraulique pastorale, disponibilité aliments de bétail de qualité) - Amélioration des performances (races adaptées) -maîtrise de la conduite de l'élevage - surveillance et lutte contre les principales maladies, prophylaxie sanitaire -maîtrise de la conduite de l'élevage -implication des parties prenantes
Produits	Programme 1. Gouvernance du secteur de l'élevage					

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs de résultats	Situation de référence 2019	Cible 2025		
	Action 1.1 Appui aux Services et aux Organisations des Eleveurs et Professionnels de l'Elevage	Nombre d'Organisations des Eleveurs et Professionnels de l'Elevage appuyés			Rapports /DDFAP/Projets et programmes Rapports des délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques</u> : -Absence de structuration -Manque d'application de la LOAP - manque de performance des services de vulgarisation - faiblesse adhésion des éleveurs <u>Mesures d'atténuation</u> -application LOAP - Renforcement organisation et structuration des éleveurs -Mobilisation, adhésion formation des éleveurs
	Action 1.2 Système d'information intégré sur le l'élevage	Nombre d'enquêtes réalisées sur l'élevage	0	10	Rapports Enquêtes EMEA/DDFAP/DSV/ONARDEL Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques</u> : -faiblesses dans la collecte et analyse des données - faiblesses et qualité ressources humaines - faiblesse adhésion des éleveurs <u>Mesures d'atténuation</u> -redynamisation et Renforcement du SIM bétail -Formation du personnel -Mobilisation, adhésion formation des éleveurs
	Action 1.4 Renforcement des capacités professionnelles	Nombre de formations dispensées		20	Rapports Enquêtes EMEA/DDFAP/DSV/projets et programmes Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques</u> : -Absence de plan de formation -faiblesse ressources humaines et financières <u>Mesures d'atténuation</u> -mise en place plan et programmes adaptés de formation -renforcement et redéploiement des effectifs
		Nombre de personnes formées		200	Rapports Enquêtes EMEA/DDFAP/DSV/Projets et programmes Rapports et bilans MDR	Idem
	Programme 2 : Développement du pastoralisme et de l'élevage familial					
		- Nombre de parcours naturels réalisés (en km/par zone)			Rapports Enquêtes EMEA/DDFAP/Projets et programmes	<u>Risques</u> : -aléas climatiques, sécheresse -Disponibilité ressources en eau

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs de résultats	Situation de référence 2019	Cible 2025		
					Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	-faiblesse capacités de régénération et valorisation - Faiblesses ressources humaines et financières <u>Mesures d'atténuation</u> -mise en place plan et programmes adaptés -Renforcement disponibilité ressources hydriques -mobilisation et adhésion des éleveurs
	Action 2.1 : Amélioration de la gestion des ressources pastorales et hydrauliques	Nombre de forages et puits pastoraux installés		70	Rapports EMEA/DDFAP/ Projets et programmes Rapports Direction de l'Hydraulique(MHA) Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> -aléas climatiques, sécheresse -Disponibilité ressources en eau -mauvaises implantation et gestion des infrastructures - Faiblesses ressources financières <u>Mesures d'atténuation</u> -mise en œuvre de stratégie concertée et adaptée d'Hydraulique pastorale
		- Nombre de bénéficiaires des campagnes de sensibilisation		1000	Rapports EMEA/DDFAP/Projets et programmes Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> -Absence de structuration des éleveurs -Manque Plan de communication - faiblesse adhésion des éleveurs <u>Mesures d'atténuation</u> -Elaboration et mise en œuvre de plan de communication adapté - Renforcement organisation et structuration des éleveurs -Mobilisation, adhésion formation des éleveurs
	Action 2.2 : Appui aux populations pastorales et aux petits éleveurs	- Nombre des associations locales renforcées		90	Rapports EMEA/DDFAP/Projets et programmes Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> -Absence de structuration -Manque d'application de la LOAP - manque de performance des services de vulgarisation - faiblesse adhésion des éleveurs <u>Mesures d'atténuation</u> -application LOAP - Renforcement organisation et structuration des éleveurs -Mobilisation, adhésion formation des éleveurs

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs de résultats	Situation de référence 2019	Cible 2025		
	Action 2.3 : Développement de l'élevage de basse cours et la diversification	- Nombre d'unités d'élevage de pintade et de dinde (ou d'autruches) créés		70	Rapports EMEA/DDFAP/Projets programmes Enquêtes et Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> - capacités ressources humaines et financières - acquisition de races performantes - faiblesse adhésion des éleveurs <u>Mesures d'atténuation</u> - mise en place de programmes adaptés de conduite d'élevage - formation, encadrement et Conseil pastoral - suivi sanitaire et prophylaxie - mobilisation et adhésion des éleveurs
		- Nombre d'unités d'élevage apicole créés		20	Rapports EMEA/DDFAP/Projets programmes Enquêtes et Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> - capacités ressources humaines et financières - acquisition de races performantes - faiblesse adhésion des éleveurs <u>Mesures d'atténuation</u> - mise en place de programmes adaptés de conduite d'élevage - formation, encadrement et Conseil pastoral - suivi sanitaire et prophylaxie - mobilisation et adhésion des éleveurs
	Programme 3 : Développement des filières animales intensives					
	Action 3.1 : Valorisation du bétail sur pied et la production des viandes rouges et les sous-produits d'abattage	- Nombre de marchés aménagés et mis aux normes		8	Rapports EMEA/DDFAP/Projets programmes Enquêtes et Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> - mauvaise implantation et conception - absences d'informations statistiques sur les mouvements de bétail et mercuriales - faiblesse professionnalisation et adhésion des éleveurs <u>Mesures d'atténuation</u> - mise en place de programmes adaptés de maillage et de conception - formation, encadrement et Conseil pastoral - suivi sanitaire et prophylaxie - formation, mobilisation et adhésion des éleveurs

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs de résultats	Situation de référence 2019	Cible 2025		
						-Connaissance des circuits de commercialisation -implantation SIM bétail
		Nombre abattoirs régionaux construits ou réhabilités		7	Rapports EMEA/DSV/Projets programmes Enquêtes et programmes Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> - mauvaise implantation et conception - Faiblesses ressources humaines pour l'inspection des viandes - gestion et maintenance - faiblesse adhésion des éleveurs <u>Mesures d'atténuation</u> - mise en place de programmes adaptés de maillage et de conception - formation et renforcement personnel d'inspection - gestion adaptée Mobilisation et adhésion des éleveurs
		Nombre de boucheries modernes installées		48	Rapports EMEA/DDFAP/Projets programmes Enquêtes et programmes Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> - mauvaise implantation et conception - Faiblesses capacités et maîtrise des techniques de découpe - gestion et maintenance - faiblesse adhésion des professionnels <u>Mesures d'atténuation</u> - mise en place de programmes adaptés de maillage et de conception - formation et encadrement des professionnels - gestion adaptée - Mobilisation et adhésion des professionnels
		Nombre de complexes modernes d'abattage et de découpe installés		1	Rapports Enquêtes EMEA/DSV Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> - mauvaise implantation et conception - Faiblesses ressources humaines qualifiées - gestion et maintenance - faiblesse adhésion des professionnels <u>Mesures d'atténuation</u> -implantation et conception adaptés

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs de résultats	Situation de référence 2019	Cible 2025		
						<ul style="list-style-type: none"> - formation et renforcement personnel technique et des professionnels - gestion adaptée
		Nombre d'étables spécialisés installés (fermes bovines, camelines, petits ruminants)		17	Rapports EMEA/DDFAP/Projets et programmes Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR Enquêtes et	<u>Risques</u> <ul style="list-style-type: none"> - Implantation et conception - capacités ressources humaines et financières - acquisition de races productives - manque Maitrise de la conduite d'exploitation - faiblesse adhésion des éleveurs - Problèmes de santé animale <u>Mesures d'atténuation</u> <ul style="list-style-type: none"> - implantation et conception adaptées - Programme d'amélioration génétique - Disponibilité d'alimentation équilibrée (fourrages +aliments de bétail de qualité - mise en place de programmes adaptés de conduite d'élevage - formation, encadrement et Conseil pastoral - suivi sanitaire et prophylaxie - mobilisation et adhésion des éleveurs
		- Nombre des tanneries et mégisseries modernes installées		2	Rapports EMEA/DDFAP/Projets et programmes Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR Enquêtes et	<u>Risques</u> <ul style="list-style-type: none"> - impacts environnementaux - Implantation et conception - capacités ressources humaines - acquisition de peaux de qualité - manque Maitrise des techniques de préparation des peaux - faiblesse adhésion des professionnels - Problèmes de santé animale - Manque de débouchés <u>Mesures d'atténuation</u> <ul style="list-style-type: none"> - implantation et conception adaptées - Organisation de la collecte de peaux de qualité

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs de résultats	Situation de référence 2019	Cible 2025		
						- mise en place de programmes adaptés de conduite d'élevage - formation, encadrement et Conseil pastoral - suivi sanitaire et prophylaxie - mobilisation et adhésion des professionnels Commercialisation : recherche de débouchés
		Nombre de centres de certification installés	0	6	Rapports Enquêtes EMEA/DSV Direction de la Normalisation (M. commerce) Rapports et bilans MDR	<u>Risques</u> - Implantation et conception - capacités ressources humaines et financières <u>Mesures d'atténuation</u> - implantation et conception adaptées - recrutement et formation personnel - ressources financières adéquates
	Action 3.2 : Développement de la filière laitière	- Nombre de fermes modernes spécialisées en lait installées	0	20	Rapports Enquêtes EMEA/DDFAP/Projets et programmes Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques</u> - Implantation et conception - capacités ressources humaines et financières - acquisition de races productives - manque Maitrise de la conduite d'exploitation - faiblesse adhésion des éleveurs - Problèmes de santé animale <u>Mesures d'atténuation</u> - implantation et conception adaptées - Programme d'amélioration génétique - Disponibilité d'alimentation équilibrée (fourrages + aliments de bétail de qualité) - mise en place de programmes adaptés de conduite d'élevage - formation, encadrement et Conseil pastoral - suivi sanitaire et prophylaxie - mobilisation et adhésion des éleveurs
		Nombre de centres de collecte et d'usine de transformation de lait installés(usines et minilaiteries		19	Rapports Enquêtes EMEA/DDFAP/Projets et programmes	<u>Risques</u> - Implantation et conception - capacités ressources humaines et financières

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs de résultats	Situation de référence 2019	Cible 2025		
					Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	- faiblesses d'approvisionnement en lait - faiblesse adhésion des professionnels et investisseurs <u>Mesures d'atténuation</u> - implantation et conception adaptées - Organisation de la collecte et de l'approvisionnement - formation, encadrement et Conseil pastoral - mobilisation et adhésion des éleveurs et Attraction des investisseurs nationaux et étranger - organisation des circuits de commercialisation
		Nombre de vaches améliorées (amélioration génétique)	1937	4000	Rapports Enquêtes EMEA/DDFAP/ONARDEL Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques</u> - - capacités ressources humaines et financières - faiblesses d'approvisionnement en semences de qualité - faiblesse adhésion des professionnels et investisseurs <u>Mesures d'atténuation</u> - Organisation l'approvisionnement et du contrôle de qualité des semences - formation, encadrement et Conseil pastoral - mobilisation et adhésion des éleveurs
		Nombre usines aliments bétail construites	7	2	Rapports Enquêtes EMEA/DDFAP Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques</u> - Implantation et conception - capacités ressources humaines et financières - faiblesses d'approvisionnement en intrants de qualité - faiblesse adhésion des professionnels et investisseurs <u>Mesures d'atténuation</u> - implantation et conception adaptées - Organisation de l'approvisionnement d'intrants de qualité - formation, encadrement et Conseil pastoral - mobilisation et adhésion des éleveurs et Attraction des investisseurs - organisation des circuits de commercialisation

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs de résultats	Situation de référence 2019	Cible 2025		
		Nombre de Centres d'insémination artificielle implantés	8	13	Rapports EMEA/DDFAP/ONARDEL Enquêtes Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques</u> <ul style="list-style-type: none"> - Implantation et conception - capacités ressources humaines et financières - faiblesses d'approvisionnement en semences de qualité - faiblesse adhésion des professionnels et investisseurs <u>Mesures d'atténuation</u> <ul style="list-style-type: none"> - implantation et conception adaptées - Organisation l'approvisionnement et du contrôle de qualité des semences - formation, encadrement et Conseil pastoral - mobilisation et adhésion des éleveurs et Attraction des investisseurs
	Action 3.3 : Développement de la culture fourragère et production d'aliments concentrés	Superficies en Ha exploitées par les cultures fourragères	500	3000	Rapports EMEA/DDFAP/DA Enquêtes Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Aléas climatiques - manque de performance des services d'encadrement et de vulgarisation - Adhésion des producteurs <u>Mesures d'atténuation</u> <ul style="list-style-type: none"> - Participation active des producteurs et leur OP, des associations des femmes, des jeunes, de la société civile et des collectivités locales - Application d'itinéraires techniques performants et de stratégies et pratiques culturelles adaptées aux effets du changement climatique (sécheresses, l'insuffisance ou la mauvaise répartition des pluies et/ou inondations, Attaques des criquets, oiseaux granivores, sésame et autres fléaux. - Flambée des prix des facteurs de production. - Organisation de la commercialisation
	Action 3.4 : Développement de la Filière Aviculture	- Nombre de complexes modernes de production avicole mis en place		3	Rapports EMEA/DDFAP/Projets Enquêtes et programmes	<u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> - mauvaise implantation et conception

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs de résultats	Situation de référence 2019	Cible 2025		
					Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	- Faiblesses ressources humaines - faiblesse adhésion des éleveurs <u>Mesures d'atténuation</u> - mise en place de programmes adaptés de maillage et de conception - formation et renforcement personnel - Santé animale et prophylaxie - Mobilisation et adhésion des éleveurs
		Nombre unités élevages parentaux installées		2	Rapports Enquêtes EMEA/DDFAP/ Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>idem</u>
		Nombre unités élevages pondeuses installées		2	Rapports Enquêtes EMEA/DDFAP/ Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Idem</u>
		Nombre abattoirs avicoles modernes installés		2	Rapports Enquêtes EMEA/DDFAP/ Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques</u> : - mauvaise implantation et conception - Faiblesses ressources humaines pour l'inspection des viandes - gestion et maintenance - faiblesse adhésion des éleveurs <u>Mesures d'atténuation</u> - mise en place de programmes adaptés de maillage et de conception - formation et renforcement personnel d'inspection - gestion adaptée - Mobilisation et adhésion des éleveurs
		- Nombre de points de vente spécialisés répondants aux normes de qualité requises mis en place		12	Rapports Enquêtes EMEA/DDFAP Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques</u> - mauvaise implantation et conception - Faiblesses capacités et maîtrise des techniques de découpe - gestion et maintenance

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs de résultats	Situation de référence 2019	Cible 2025		
						- faiblesse adhésion des professionnels <u>Mesures d'atténuation</u> - mise en place de programmes adaptés de maillage et de conception - formation et encadrement des professionnels - gestion adaptée - Mobilisation et adhésion des professionnels
Programme 4 : Santé animale et Santé Publique Vétérinaire						
Action 4.1 : Renforcement des capacités des services vétérinaires et zootechniques	- Nombre d'antennes régionales du Centre de certification et de contrôle mis en place			5	Rapports EMEA/DSV/ONARDEL Direction de la normalisation (M. Commerce) Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques</u> - Implantation et conception - capacités ressources humaines et financières <u>Mesures d'atténuation</u> - implantation et conception adaptées - recrutement et formation personnel - ressources financières adéquates
Action 4.2 : Amélioration de la santé publique vétérinaire	Nombre de programmes de promotion et d'information sur les BPH/BPF/normes / nouvelles réglementations élaborés			5	Rapports EMEA/DDFAP/ONARDEL/DSV Direction de la Normalisation (M. Commerce) Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> - Absence de programmes clairement définis - faiblesse ressources humaines et financières <u>Mesures d'atténuation</u> - mise en place de programmes adaptés - renforcement et formation des ressources humaines - élaboration et mise en œuvre de plan d'information
Action 4.3 : Amélioration de la couverture vaccinale contre les maladies prioritaires	Taux de couverture vaccinale (%)	90	100		Rapports EMEA/DSV/ONARDEL Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques :</u> - connaissances des effectives - faiblesses ressources humaines, matérielles et financières <u>Mesures d'atténuation</u> - Financement et mise en œuvre des PNS PPCB et PNS PPR
	Nombre de doses vaccinales administrées contre les maladies principales/taux couverture vaccinale	2 000 000	3 000 000		Rapports EMEA/DSV/ONARDEL/CAIE Enquêtes	<u>Risques :</u> - disponibilité temps et en nombre suffisant de vaccins de qualité

Chaîne de résultats		Indicateurs de performance			Sources / Moyens de vérification	Risques / Mesures d'atténuation
		Indicateurs de résultats	Situation de référence 2019	Cible 2025		
					Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	- <u>Mesures d'atténuation</u> -financement et mise en œuvre des PNS PPCB et PNS PPR
	Programme 5 : Recherche & Développement, formation et conseil					
	Action 5.1 : Développement de programme national d'amélioration génétique	- Nombre de centre de production et de contrôle des semences animales mis en place		1	Rapports Enquêtes EMEA/DSV/ONARDEL Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques</u> -Implantation et conception - capacités ressources humaines, matérielles et financières <u>Mesures d'atténuation</u> - implantation et conception adaptées - recrutement et formation personnel -ressources financières adéquates
	Action 5.2 : Renforcement des capacités d'appui conseil des services de l'élevage et des capacités techniques et professionnels	- Nombre de cadres techniques d'élevage formés			Rapports Enquêtes EMEA/DSV/DAF/DDFAP Rapports délégations régionales Rapports et bilans MDR	<u>Risques</u> : -Absence de plan de formation -faiblesse ressources humaines et financières <u>Mesures d'atténuation</u> -mise en place plan et programmes adaptés de formation -renforcement et redéploiement des effectifs -financement et mise en œuvre des PNS PPCB et PNS PPR

ANNEXES

ANNEXE 1 – PNDA - Situation prévue en 2025 et projections par filière

Tableau 35 - Evolution de superficies exploitées, rendements, productions et taux de couverture des besoins par culture à l'horizon 2025 Cibles visés en 2025 et conditions d'exploitation

Filière	Superficies exploitée (ha)		Rendements (t/ha)		Productions (tonnes)		Taux de couverture des besoins (%)	
	Année ou période de référence	2025	Année ou période de référence	2025	Année ou période de référence	2025	Année ou période de référence	2025
Riz	51.157	76.957	5,30	5,66	202.869	271.126	81	121
<i>Riz hivernage</i>	25.554	42.327						
<i>Riz contre saison chaude</i>	25.603	34.631						
Blé	1.213	9.932	1,78	2,28	2.163	22.653	0,7	6,04
<i>Blé irrigué</i>	210	3.229	2,99	3,59	628	11.593		
<i>Blé derrière barrage</i>	1.003	6.703	1,53	1,65	1.535	11.060		
Céréales traditionnelles	209.108	240.105	0,46	0,659	95.283	158.234	32,94	46,43
<i>Dieri</i>	140.340	153.363	0,39	0,53	55.014	80.565		
<i>Walo</i>	8.460	9.527	0,38	0,52	3.251	4.907		
<i>Bas-fonds</i>	33.504	37.731	0,59	0,79	19.775	29.843		
<i>Derrière barrage</i>	19.326	30.555	0,62	1,09	11.913	33.366		
<i>Décrue contrôlée</i>	7.478	8.930	0,71	1,07	5.331	9.552		
Cultures maraichères	2.094,2	7.854	16,1	21	33.720	164.960	13	50

Filière	Superficies exploitée (ha)		Rendements (t/ha)		Productions (tonnes)		Taux de couverture des besoins (%)	
<i>Oignon</i>	345,62	1.066	19,6	22	6.740	23.401	12	37
<i>Pomme de terre</i>	60	300	22,0	23,6	1.329	7.099	5	22
<i>Autres produits maraîchers</i>	1.688	6.488	15,2	17,6	25.610	114.144	15	59
<i>Palmier dattier</i>	19.949	20.499	2,99	3,89	58.864	76.988	57	63

* Calculé sur la base des moyennes mises en référence

Tableau 36 - Résumé des objectifs visés en 2025

Filière	Superficies exploitée (ha)		Rendements (t/ha)		Productions (tonnes)		Taux de couverture des besoins (%)		
	2020	2025	2020	2025	2020	2025	2020	2025	
Riz	51.157	76.957	5,30	5,66	202.869	271.126	81	121 (riz blanc)	Intensité culturale au départ = 1,26 sur une superficie agricole utile exploitée de 40.530 ha; Intensité culturale en 2025 = 1,35 sur une superficie agricole utile exploitée de 56.912 ha
<i>Riz hivernage</i>	25.554	42.327							
<i>Riz contre saison chaude</i>	25.603	34.631							
Blé	1.213	9.932	1,78	2,28	2.163	22.653	0,7	6,04	Les superficies, les productions de départ ainsi que les rendements se réfèrent à la moyenne des campagnes 2016-2019.
<i>Blé irrigué</i>	210	3.229	2,99	3,59	628	11.593			
<i>Blé derrière barrage</i>	1.003	6.703	1,53	1,65	1.535	11.060			
Céréales traditionnelles	209.108	240.105	0,46	0,659	95.283	158.234	32,94	46,43	1) Les rendements en 2025 sont estimés sur la base d'une progression annuelle de: 2,0% pour le diéri, 2,0% pour le walo, 2,0% pour les bas-fonds, 3,0% pour la culture derrière barrage et de 3% pour la décrue contrôlée. 2) Les productions seront possibles avec un taux d'utilisation de la superficie exploitable de 69,18 % (sup cultivée/sup. exploitable) contre un taux de départ de 60,29%. Il s'agit d'un
<i>Dieri</i>	140.340	153.363	0,39	0,53	55.014	80.565			
<i>Walo</i>	8.460	9.527	0,38	0,52	3.251	4.907			
<i>Bas-fonds</i>	33.504	37.731	0,59	0,79	19.775	29.843			
<i>Derrière barrage</i>	19.326	30.555	0,62	1,09	11.913	33.366			

<i>Filière</i>	<i>Superficies exploitée (ha)</i>		<i>Rendements (t/ha)</i>		<i>Productions (tonnes)</i>		<i>Taux de couverture des besoins (%)</i>		
Décrue contrôlée									taux moyen entre dieri, walo, bas-fonds, derrière barrages, décrue contrôlée ; 3) Les superficies, les rendements et les productions de départ se réfèrent à la moyenne des dernières 4 années de la période 2016-2019 4) Les projections pour les céréales traditionnelles seront revues à la hausse suite à la priorité accordée au sous secteur pluvial (construction de barrages, introduction de la mécanisation...)
	7.478	8.930	0,71	1,07	5 331	9 552			
Cultures maraichères					33.720	164.960	13	50	
Oignon	345,62	1.066	19,6	22	6.740	23.401	12	37	
Pomme de terre	60	300	22,0	23,6	1.329	7.099	5	22	
Autres produits maraîchers	1.688	6.488	15,2	17,6	25.610	114.144	15	59	
Palmier dattier	2.094,2	7.854	16,1	21	33.720	164.960	57	63	
Cultures sucrières	5	8 000			0	109000	0	40	

Tableau 37 - Cibles visés en 2025 et conditions d'exploitation

Cultures	SAU additionnelle (ha)		Rdt moyen (t/ha)	Conditions d'exploitation
	Total	Moyenne par année		
Irriguée	42.500	7.009		
Riz	25.800	4.300	5,66	I.C. =1,35
Blé	6.000	1.000	3,59	
Oignon	1.100	193	22	
Pomme de terre	500	83	23,6	
Autres produits maraîchers	5.600	933	17,6	
Fourrage	3.500	500		
Derrière barrages	11.922	1.987		
Céréales traditionnelles	8.370	1.395		
Blé	3.552	592	1,65	
TOTAL	54.422	8.996		

Tableau 38 - Riz: projection à l'horizon 2025

Description	Moyenne 3 campagnes (2016- 2019)	Variation par an	2020 /2021	2021 /2022	2022 /2023	2023 /2024	2024 /2025	2025 /2026	Ecart
Superficie Aménagée Brute fonctionnelle (ha)	47 682		51 083	54 405	57 650	60 822	63 923	66 955	19 273
Superficie Agricole Utile (ha)	40 530		43 420	46 244	49 003	51 699	54 335	56 912	16 382
Intensité culturale	1,26	0,01	1,277	1,292	1,307	1,322	1,337	1,352	0
Superficie cultivée en Riz (ha)	51 157		55 457	59 757	64 057	68 357	72 657	76 957	25 800
Hivernage	25 554		30 502	32 867	35 232	37 597	39 962	42 327	16 773
Contre saison chaude	25 603		24 956	26 891	28 826	30 761	32 696	34 631	9 028
Rendements Riz Paddy (t/ha))	5,30	0,06	5,36	5,42	5,48	5,54	5,60	5,66	36%
Production brute Riz paddy (t)	271 126		297 242	323 875	351 024	378 689	406 869	435 566	164 441
Taux d'extraction (%) y compris les pertes	57,0%	0,01	57,7%	58,4%	59,1%	59,8%	60,5%	61,2%	4%
Production Riz Blanc (t)	154 542		171 509	189 143	207 455	226 456	246 156	266 566	112 025
Evolution de la population (nombre)	4 167 527		4 282 967	4 401 605	4 523 530	4 648 832	4 777 604	4 909 944	742 417
Evolution des besoins de la population en riz blanc (t)	191 706		197 016	202 474	208 082	213 846	219 770	225 857	34 151
Total Gap ou Surplus (t)	-37 165		-25 508	-13 331	-627	12 610	26 386	40 709	77 874
Taux de couverture des besoins en Riz blanc	81%		96%	101%	106%	111%	116%	121%	40%

- Intensité culturale évoluant de 0.999 à 1,5
- SAU exploitée additionnelle est de 10776 ha soit une moyenne de 1078 ha /an (10 ans)
- SAB nécessaire est de 12677 ha soit en moyenne 1268 ha /an (10 ans)

Tableau 39 - Blé: projection à l'horizon 2025

Description	Moyenne 3 campagnes (2016-2019)	Variation par an	2020 /2021	2021 /2022	2022 /2023	2023 /2024	2024 /2025	2025 /2026	Ecart
Superficie brute (ha)	1 303		2 895	4 487	6 079	7 671	9 263	10 855	9 552
Sup. cultivée derrière barrague (ha)	1 056		2 056	3 056	4 056	5 056	6 056	7 056	6 000
Sup. cultivée en irrigué (ha)	247		839	1 431	2 023	2 615	3 207	3 799	3 552
Superficie cultivée totale (ha)	1 213		2 666	4 120	5 573	7 026	8 479	9 932	8 719
Sup. cultivée derrière barrage (ha)	1 003		1 953	2 903	3 853	4 803	5 753	6 703	5 700
Sup. cultivée en irrigué (ha)	210		713	1 216	1 720	2 223	2 726	3 229	3 019
Rendements	1,78		1,96	2,05	2,11	2,17	2,23	2,28	0,50
Culture derrière barrage/digues (t/ha)	1,53	0,02	1,55	1,57	1,59	1,61	1,63	1,65	0,12
Culture irriguée (t/ha)	2,99	0,10	3,09	3,19	3,29	3,39	3,49	3,59	0,60
Production brute (tonnes)	2 163		5 231	8 438	11 784	15 268	18 891	22 653	20 490
Culture derrière barrage (t)	1 535		3 027	4 558	6 127	7 733	9 378	11 060	9 525
Culture irriguée (t)	628		2 204	3 880	5 657	7 535	9 514	11 593	10 965
Perte	7,00%		6,00%	6,00%	6,00%	5,00%	4,00%	3,50%	0
Production nette (tonnes)	2 011		4 865	7 848	10 959	14 199	17 569	21 067	19 056
Culture derrière barrage/digues (t)	1 427		2 846	4 285	5 759	7 269	8 815	10 397	8 969
Culture irriguée (t)	584		2 071	3 647	5 318	7 083	8 943	10 897	10 307
Evolution de la population (3 537 368 en 2013)	4 167 527		4 282 967	4 401 605	4 523 530	4 648 832	4 777 604	4 909 944	742 417
Evolution des besoins	295 894		304 091	312 514	321 171	330 067	339 210	348 606	52 712
Total Gap ou surplus	-293 883		-299 226	-304 666	-310 212	-315 868	-321 641	-327 539	-33 656
Taux de couverture	0,7%		1,6%	2,5%	3,4%	4,3%	5,2%	6,04%	5,36%

Tableau 40 - Céréales traditionnelles: projection à l'horizon 2025

Description	Moyenne 3 campagnes (2016-2019)	Variation par an (%)	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Ecart
Superficie brute	365 063		433 369	433 301	433 313	433 406	433 586	433 855	68 792
Potentiel superficie exploitable (ha) (90% de la superficie brute)	346 810		346 695	346 641	346 650	346 725	346 869	347 084	274
Dieri	250 000	-0,50%	248 750	247 506	246 269	245 037	243 812	242 593	-7 407
Walo	20 000		20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	0
Bas-fonds	34 310		34 310	34 310	34 310	34 310	34 310	34 310	0
Derrière barrage/digues (*)	23 700	4,79%	24 835	26 025	27 271	28 578	29 947	31 381	7 681
Décrue contrôlée	18 800		18 800	18 800	18 800	18 800	18 800	18 800	0
Taux d'utilisation de la superficie exploitable (sup cultivée/sup exploitable)	60,29%		61,67%	63,08%	64,54%	66,04%	67,58%	69,18%	8,88%
Dieri	56%	2%	57%	58%	60%	61%	62%	63%	7,08%
Walo	42%	2%	43%	44%	45%	46%	47%	48%	5,34%
Bas-fonds	98%	2%	100%	102%	104%	106%	108%	110%	12,32%
Derrière barrage/digues	82%	3%	84%	87%	89%	92%	95%	97%	15,82%
Décrue contrôlée	40%	3%	41%	42%	43%	45%	46%	47%	7,72%
Superficie cultivée totale (ha)	209 108		213 796	218 660	223 711	228 961	234 421	240 105	30 998
Dieri	140 340		142 431	144 553	146 707	148 893	151 112	153 363	13 023
Walo	8 460		8 629	8 801	8 977	9 157	9 340	9 527	1 067
Bas-fonds	33 504		34 174	34 857	35 554	36 265	36 991	37 731	4 227
Derrière barrage/digues	19 326		20 859	22 514	24 300	26 228	28 309	30 555	11 229
Décrue contrôlée	7 478		7 703	7 934	8 172	8 417	8 669	8 930	1 451
Production brute (tonnes)	95 283		103 305	112 153	121 935	132 776	144 820	158 234	62 951
Dieri	55 014		58 625	62 474	66 575	70 945	75 602	80 565	25 551
Walo	3 251		3 482	3 729	3 994	4 278	4 582	4 907	1 655
Bas-fonds	19 775		21 179	22 682	24 293	26 018	27 865	29 843	10 069
Derrière barrage/digues	11 913		14 144	16 792	19 937	23 671	28 103	33 366	21 454
Décrue contrôlée	5 331		5 875	6 475	7 136	7 864	8 667	9 552	4 222
Rendements (t/ha)	0,46		0,48	0,51	0,55	0,58	0,62	0,659	0,20
Dieri	0,39	5,0%	0,41	0,43	0,45	0,48	0,50	0,53	0,13
Walo	0,38	5,0%	0,40	0,42	0,44	0,47	0,49	0,52	0,13

Description	Moyenne 3 campagnes (2016-2019)	Variation par an (%)	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Ecart
Bas-fonds	0,59	5,0%	0,62	0,65	0,68	0,72	0,75	0,79	0,20
Derrière barrage/digues	0,62	10,0%	0,68	0,75	0,82	0,90	0,99	1,09	0,48
Décrue contrôlée	0,71	7,0%	0,76	0,82	0,87	0,93	1,00	1,07	0,36
Production nette (tonnes)	80 991		87 809	95 330	103 645	112 859	123 097	134 499	53 508
Dieri	46 762		49 832	53 103	56 589	60 303	64 262	68 481	21 719
Walo	2 764		2 960	3 170	3 395	3 636	3 894	4 171	1 407
Bas-fonds	16 808		18 002	19 280	20 649	22 115	23 685	25 367	8 558
Derrière barrage/digues	10 126		12 022	14 273	16 946	20 120	23 888	28 361	18 236
Décrue contrôlée	4 531		4 994	5 504	6 065	6 685	7 367	8 119	3 588
Taux de couverture									0
Evolution de la population	4 167 527	1,0277	4 282 967	4 401 605	4 523 530	4 648 832	4 777 604	4 909 944	742 417
Evolution des besoins de la population (t)	245 884		252 695	259 695	266 888	274 281	281 879	289 687	43 803
Total Gap ou surplus (t)	-164 893		-164 886	-164 365	-163 244	-161 422	-158 782	-155 188	9 705
Taux de couverture	32,94%		34,75%	36,71%	38,83%	41,15%	43,67%	46,43%	13,49%

Cultures maraîchères projection à l'horizon 2025

Tableau 41 - Oignon: projection à l'horizon 2025

Description	Données (campagne 2018-2019)	Variation par an	2020-2021	2021 - 2022	2022 - 2023	2023 - 2024	2024 - 2025	2025 - 2026	Ecart
Superficie aménagée (ha)	432	150	582	732	882	1 032	1 182	1 332	900
Superficie exploitée (ha)	346	120	466	586	706	826	946	1 066	720
Rendement moyen (t/ha)	19,5	2,0%	19,9	20,3	20,7	21,1	21,5	22,0	2,5
Production total (tonnes)	6 740		9 261	11 881	14 602	17 427	20 359	23 401	16 662
Perte (%)	15%	1%	14%	13%	12%	11%	10%	9%	-6%
Production net total estimée (tonnes)	5 729		7 965	10 336	12 850	15 510	18 323	21 295	15 566
Importation (données 2013)	42 739,39								
Besoin total (tonnes)	48 468		49 811	51 190	52 608	54 066	55 563	57 102	8 634
Population	4 167 527	2,77%	4 282 967	4 401 605	4 523 530	4 648 832	4 777 604	4 909 944	742 417
Besoin pro capita (kg/pers) estimation	11,63		11,63	11,63	11,63	11,63	11,63	11,63	
Gap importations (tonnes)	42 739		41 846	40 854	39 759	38 556	37 240	35 807	-6 932
Taux de couverture des besoins (%)	12%		16%	20%	24%	29%	33%	37%	25%

Tableau 42 - Pomme de terre: projection à l'horizon 2025

Description	Données (campagne 2018-2019)	Variation par an	2020-2021	2021 - 2022	2022 - 2023	2023 - 2024	2024 - 2025	2025 - 2026	Ecart
Superficie aménagée (ha)	75	50	125	175	225	275	325	375	300
Superficie exploité (ha)	60	40	100	140	180	220	260	300	240
Rendement moyen (t/ha)	22	1,2%	22,3	22,5	22,8	23,1	23,4	23,6	2
Production total (tonnes)	1 329		2 235	3 163	4 113	5 086	6 081	7 099	5 770
Perte (%)	14%	-1%	13%	12%	11%	10%	9%	8%	-6%
Production net total estimée (tonnes)	1 143		1 945	2 784	3 661	4 577	5 533	6 531	5 388
Importation (données 2013)	23 829								
Besoin total (tonnes)	24 972		25 663	26 374	27 105	27 856	28 627	29 420	4 449
Population (augmentation 2,77% par an)	4 167 527	2,77%	4 282 967	4 401 605	4 523 530	4 648 832	4 777 604	4 909 944	742 417
Besoin pro capita (kg/pers) estimation	5,99		5,99	5,99	5,99	5,99	5,99	5,99	
Gap importations (tonnes)	23 829		23 719	23 591	23 444	23 279	23 094	22 889	-940
Taux de couverture des besoins (%)	5%		8%	11%	14%	16%	19%	22%	18%

Tableau 43 - Autres produits maraîchers: projection à l'horizon 2025

Description	Données (campagne 2018-2019)	Variation par an	2020-2021	2021 - 2022	2022 - 2023	2023 - 2024	2024 - 2025	2025 - 2026	Ecart
Superficie aménagée (ha)	2 110	1 000	3 110	4 110	5 110	6 110	7 110	8 110	6 000
Superficie exploité (ha)	1 688	800	2 488	3 288	4 088	4 888	5 688	6 488	4 800
Rendement moyen (t/ha)	15,17	2,5%	15,5	15,9	16,3	16,7	17,2	17,6	2
Production total (tonnes)	25 610		38 689	52 407	66 786	81 852	97 629	114 144	88 534
Perte (%)	18%	-1%	17%	16%	15%	14%	13%	12%	-6%
Production net total estimée (tonnes)	21 000		32 112	44 022	56 768	70 393	84 937	100 447	79 446
Importation (données 2013)	122 796,56								
Besoin total (tonnes)	143 797		147 780	151 873	156 080	160 404	164 847	169 413	25 616
Population (augmentation 2,77% par an)	4 167 527	2,77%	4 282 967	4 401 605	4 523 530	4 648 832	4 777 604	4 909 944	742 417
Besoin pro capita (kg/pers) estimation	34,50		34,50	34,50	34,50	34,50	34,50	34,50	
Gap importations (tonnes)	122 797		115 668	107 851	99 312	90 011	79 910	68 967	-53 830
Taux de couverture des besoins (%)	15%		22%	29%	36%	44%	52%	59%	45%

Tableau 44 - Dattes : projection à l'horizon 2025

Description	Données départ	Variation par an	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Ecart
Superficie anciennes plantations (PDDO)	19 687		19 687	19 687	19 687	19 687	19 687	19 687	0
Superficie nouvelles plantations (ha)	262	50	562	612	662	712	762	812	550
Superficie total palmeraie (ha)	19 949		20 249	20 299	20 349	20 399	20 449	20 499	550
Rendement anciennes plantations (t/ha)	2,99	0,28	3,14	3,29	3,44	3,59	3,74	3,89	0,90
Rendement nouvelles plantations (t/ha)	0,00	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,50	0,50
Production total dattes fraîches (t)	58 864		61 817	64 770	67 723	70 676	73 629	76 988	18 124
Production net (- 20% pertes) (t)	47 091		49 454	51 816	54 179	56 541	58 904	61 591	14 499
Besoin (t) : production + import + dons	82 475		84 760	87 108	89 521	92 000	94 549	97 168	14 692
Population	4 167 527		4 282 967	4 401 605	4 523 530	4 648 832	4 777 604	4 909 944	742 417
Besoin pro capita (kg/pers) dattes calculé	19,79		19,79	19,79	19,79	19,79	19,79	19,79	
Gap = Importations (tonnes)	35 384		35 306	35 292	35 342	35 459	35 645	35 577	193
Taux de couverture des besoins (%)	57%		58%	59%	61%	61%	62%	63%	6%

Produits d'élevage projection à l'horizon 2025

Tableau 45 - Lait : projection à l'horizon 2025

Description	Données de référence (2019)	Variation par an	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Ecart
Production laitière (t)	563 200	9%	613 888	669 138	729 360	795 003	866 553	944 543	303 353
Qté autoconsommée (t)	404 321	71,79%	440 710	480 374	523 608	570 732	622 098	678 087	217 777
Perte (%)	138 772	24,64%	138 984	151 493	165 127	179 989	196 188	213 844	57 415
Qté lait vendue (t)	20 106	3,57%	34 202	37 281	40 636	44 293	48 279	52 625	28 173
Qté lait importé (t)	133 133		382000	382000	382000	382000	382000		
Population (RGPH 2013) (projection 2019)	4 167 527	2,77%	4 282 967	4 401 605	4 523 530	4 648 832	4 777 604	4 909 944	610 078
Consommation individuelle par an (t)	0,1825		0,1825	0,1825	0,1825	0,1825	0,1825	0,1825	
Besoin total population (t)	760 574		781 641	803 293	825 544	848 412	871 913	896 065	111 339
Total Gap ou surplus (par rapport besoin population) tonnes	-336 146		-167 753	-134 155	-96 184	-53 409	-5 360	48 478	330 786
Taux de couverture (par rapport besoin population)	55,80%		60,76%	64,44%	68,35%	72,49%	76,88%	81,55%	21,08%

Tableau 46 - Poulets de chair : projection à l'horizon 2025

Description	Données de référence (2019)	Variation par an	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Ecart
Production poulets de chair- Aviculture traditionnelle (t)	4 833	2,5%	4 954	5 078	5 205	5 335	5 468	5 605	635
Production poulets de chair- Aviculture industrielle (t)	2 100	10%	2 310	2 541	2 795	3 075	3 382	3 720	1 282
Qté autoconsommée-Aviculture traditionnelle (t)	2 427	35%	2 542	2 667	2 800	2 943	3 098	3 264	671
Qté poulets de chair importée (t)	31 045								
Population (RGPH 2013) (project. 2019)	4 167 527	2,77%	4 282 967	4 401 605	4 523 530	4 648 832	4 777 604	4 909 944	610 078
Consommation individuelle par an (t)	0,004		0,004	0,004	0,004	0,004	0,004	0,004	0,000
Besoin total population (t)	16 670		17 132	17 606	18 094	18 595	19 110	19 640	2 440
Total Gap ou surplus (par rapport besoin population) tonnes	-9 737,106		-9 868,043	-9 987,751	-10 094,407	-10 185,988	-10 260,250	-10 314,699	-523,143
Taux de couverture (par rapport besoin population)	41,59%		42,40%	43,27%	44,21%	45,22%	46,31%	47,48%	4,72%

ANNEXE 2-Coûts du PNDR par programmes et sous programmes à l'horizon 2025

Tableau 47 - Coûts du PNDR par programme et sous-programmes à l'horizon 2025 (x 1 000 000 MRU)

PNDR 2020-2025	Total (x 1 000 000 MRU)	Répartition par année (x 1 000 000 MRU)					
		2020	2021	2022	2023	2024	2025
Programme 1. Intensification et diversification de la production agricole et animale	32 880	5 152	5 111	5 321	5 549	5 788	5 959
Sous-programme 1.1. Intensification et diversification de la production agricole irriguée	26 137	4 095	4 063	4 230	4 411	4 601	4 737
<i>Filière riz</i>	7 975	1 250	1 240	1 291	1 346	1 404	1 445
<i>Filière blé</i>	5 437	852	845	880	918	957	985
<i>Filière horticoles</i>	2 258	354	351	365	381	398	409
<i>Filière sucrière</i>	9 793	1 534	1 522	1 585	1 653	1 724	1 775
<i>Filière fourragère</i>	673,68	105,5	104,8	109,0	113,7	118,6	122,1
Sous-programme 1.2. Amélioration des systèmes de productions pluviales pour la valorisation des cultures traditionnelles	2 451	384	381	397	414	432	444
<i>Filière céréales traditionnelles</i>	2 451	384	381	397	414	432	444
Sous-programme 1.3. Appui au développement des cultures oasisiennes	1 500	235	233	243	253	264	272
<i>Filière phoenicicole</i>	1 500	235	233	243	253	264	272
Sous-programme 1.4. Valorisation du bétail sur pied et la production des viandes rouges et les sous produits d'abattage	1 375	215	214	223	232	242	249
Sous-programme 1.5. Développement de la filière laitière	689	108	107	112	116	121	125
Sous-programme 1.6 Développement de la Filière Aviculture	728	114	113	118	123	128	132
Programme 2. Santé animale et Santé Publique Vétérinaire	1 391	218	216	225	235	245	252
Sous-programme 2.1 Renforcement des capacités des services vétérinaires et zootechniques	541	84,8	84,1	87,6	91,5	95,3	98,2

PNDR 2020-2025	Total (x 1 000 000 MRU)	Répartition par année (x 1 000 000 MRU)					2025
		2020	2021	2022	2023	2024	
Sous-programme 2.2 Amélioration de la santé publique vétérinaire	358	56,2	55,6	58,0	60,5	63,1	65,0
Sous-programme 2.3 Amélioration de la couverture vaccinale contre les maladies prioritaires	491	77,0	76,3	79,5	83,0	86,5	89,1
Programme 3. Développement du pastoralisme et de l'élevage familial	1 197	187	186	194	202	211	217
Sous-programme 3.1 Amélioration de la gestion des ressources pastorales et hydrauliques	651	101,7	101,1	105,5	109,8	114,7	118,1
Sous-programme 3.2 Appui aux populations pastorales et aux petits éleveurs	287	44,8	44,5	46,5	48,4	50,5	52,0
Sous-programme 3.3 Développement de l'aviculture traditionnelle (familiale)	259	40,5	40,3	42,0	43,8	45,7	47,1
Programme 4. Promotion de la compétitivité des filières agropastorales	596	93	93	96	101	105	108
Sous-programme 4.1. Amélioration des infrastructures et des équipements de stockage, transformation, conditionnement, conservation	569	89	89	92	96	100	103
<i>Stockage et conditionnement</i>	56	9	9	9	10	10	10
<i>Transformation</i>	513	80	80	83	87	90	93
Sous-programme 4.2. Amélioration de la commercialisation des produits de l'agriculture et de l'élevage	24	3,7	3,7	3,8	4,0	4,1	4,3
Sous-programme 4.3. Appui à la mise en place d'un environnement favorable à la compétitivité du secteur	1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Sous-programme 4.4. Renforcement des capacités techniques, organisationnelles, managériales et de négociation des acteurs des filières	3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
Programme 5 : Gestion durable des ressources naturelles	69	11,0	11,0	11,0	12,0	12,0	12,4
Sous-programme 5.1 Amélioration de la gestion foncière, protection et réhabilitation des terres agricoles	68	10,8	10,8	10,8	11,8	11,8	12,1

PNDR 2020-2025	Total (x 1 000 000 MRU)	Répartition par année (x 1 000 000 MRU)					
		2020	2021	2022	2023	2024	2025
Sous-programme 5.2 Amélioration de la gestion et mise en valeur des zones humides	1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Programme 6. Amélioration de la qualité des services agricoles	1 416	222	220	230	239	249	256
Sous-programme 6.1. Renforcement des capacités institutionnelles des services publics du secteur rural	1 184	186	184	192	200	208	214
<i>Volet : Renforcement des capacités des services centraux, décentralisés et déconcentrés du Ministère du Développement Rural</i>	315	49,22	48,84	51,35	52,89	55,40	57,04
<i>Volet: Renforcement des capacités du système de recherche agropastorale</i>	255,0	40,03	39,64	41,28	43,15	44,79	46,12
<i>Volet : Développement de programme national d'amélioration génétique</i>	257,7	40,47	40,07	41,66	43,64	45,23	46,57
<i>Volet :Amélioration du dispositif de conseil agropastorale</i>	298,5	46,83	46,38	48,36	50,47	52,45	54,00
<i>Volet: Renforcement du système de formation agropastorale</i>	43,5	6,8	6,8	7,2	7,3	7,7	7,9
<i>Volet : Amélioration du système d'informations agropastorales</i>	14,5	2,3	2,3	2,4	2,4	2,6	2,6
Sous programme 5.2. Renforcement des capacités des producteurs et de leurs organisations	78	12	12	13	13	14	14
Sous-programme 5.3. Mise en place de produits financiers adaptés au secteur rural et développement des systèmes d'assurance agricole	154	24	24	25	26	27	28
TOTAL COUTS DE BASE	37 550	5 883	5 837	6 077	6 338	6 610	6 805
Répartition par année en %	100,00%	15,67%	15,54%	16,18%	16,88%	17,60%	18,12%
COUT TOTAL PNDR (USD) (x 1000 000)	1 019	160	158	165	172	179	185
Taux de change 1 USD (06 octobre 2020) =	36,85						

ANNEXE 3 – Projets du Développement Rural

Tableau 48 - Projets du Développement rural

Projet	Sous secteur	Objectifs	Période	Source de Financement	Montant (M.MRU)
Programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2RS)	Agriculture/ Elevage	Contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des zones ciblées/Accroître, sur une base durable, la productivité et les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques en Mauritanie.	2015-2019	BAD	553.94
Programme de Développement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire en Mauritanie au Sahel (PDRIANSM)	Agriculture/ Elevage	Conjurer l'impact de la sécheresse et la famine qui accablent les populations s'une part et permettre le retour de l'essor économique et social en assurant les moyens de subsistance de la population rurale qu'il cible, de développer ses capacités d'adaptation aux changements climatiques et d'aider les décideurs d'avoir les informations nécessaires pour gérer les crises alimentaires d'autre part.	2014-2020	BID	811.21
Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS)	Elevage	Améliorer l'accès à des moyens et services de production essentiels et aux marchés pour les pasteurs et agro-pasteurs dans des zones transfrontalières et le long des axes de transhumance des 6 pays Sahéliens et améliorer la capacité des gouvernements de ces pays à répondre à temps et de manière efficace en cas de crise pastorale ou d'urgence éligibles	2016-2021	BM	1 519.16
Renforcement de Systèmes de Surveillance en Afrique de L'ouest en Mauritanie (REDISSE III –MR)		Vise vise le renforcement des capacités intersectorielles nationales et régionales pour la surveillance collaborative des maladies et la préparation aux épidémies en Afrique de l'Ouest ; et en cas d'urgence éligible, fournir une réponse immédiate et efficace à cette urgence éligible.	2018-2024	BM	730
Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel (PARIIS)	Agriculture	Améliorer la capacité des parties prenantes à développer et gérer l'irrigation et d'accroître les superficies irriguées en suivant	2018-2024	BM	930.83

Projet	Sous secteur	Objectifs	Période	Source de Financement	Montant (M.MRU)
		une approche régionale basée sur les « solutions » dans les six pays membres de cette initiative dite 2iS.			
Projet de Gestion Intégré des Ressources Eau (PGIRE II)	Agriculture	Renforcer l'intégration régionale entre les pays riverains du Bassin du fleuve Sénégal à travers l'OMVS pour le développement des usages à buts multiples des ressources en eau du bassin du fleuve Sénégal et d'impulser la croissance et l'amélioration des moyens de subsistance des communautés.	2014-2021	BM	2 113.10
Amélioration de la résilience agropastorale à travers l'amélioration des rendements des ovins et caprins (ARARCOC)	Elevage	Promotion de la pratique de l'élevage du petit bétail, notamment les caprins et les ovins	2019-2021	Espagne	30.66
Projet de développement des filières inclusives (PRODEFI)	Agriculture/ Elevage	Améliorer les revenus et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales pauvres dans ses zones d'intervention. Son objectif spécifique est d'inclure les ruraux pauvres dont les femmes et les jeunes dans des filières rémunératrices et résilientes.	2017-2025	FIDA	755.6
Projet de gestion durable des ressources naturelles, d'équipement communal et de structuration des producteurs ruraux (PROGRES)	Agriculture/ Elevage	Intensification des activités agropastorales, promotion de la production, de la productivité et de l'emploi rural	2020-2025	FIDA	1 850
Etude d'aménagement Infrastructures hydrauliques générales Koundi 1 à 5	Agriculture	Mettre en place les conditions pour l'exploitation rationnelle de la zone du Koundi 1 à 5	2018-2021	FSD	370
Projet d'Aménagement de la cuvette orientale du Lac R'Kiz	Agriculture	Aménagement d'un périmètre hydro-agricole de 2400 ha	2015-2020	FSD	1 062.50
PDRI- Protection des Végétaux	Agriculture	Appui à la protection des végétaux	2017-2020	RIM	16.5
PDRI-Développement des Filières et du Conseil Agricole	Agriculture	Appui au développement de filières agricoles	2014-2019	RIM	86.7
PDRI-Infrastructures et Aménagement Rural	Agriculture	Appui à l'aménagement rural	2014-2019	RIM	1 840.42
Projet Développement Infrastructures de Base en Zones Rurales Arides/Volet Phase II	Agriculture	Développement des infrastructures de base dans les zones rurales arides	2014-2018	RIM	58.01

Projet	Sous secteur	Objectifs	Période	Source de Financement	Montant (M.MRU)
Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale (RIMRAP)	Agriculture/ Elevage	Ambition de fédérer l'ensemble des acteurs du secteur tout en renforçant les structures de l'Etat, tant au niveau central que régional dans un objectif global d'amélioration de la résilience des populations les plus vulnérables.	2016-2021	UE-CE	922.51
Programme de "Renforcement des investissements productifs et énergétiques en Mauritanie pour le développement durable des zones rurales (RIMDIR)	Agriculture/ Elevage	Améliorer durablement et équitablement l'accès aux services et infrastructures productives et énergétiques des populations les plus vulnérables	2018-2023	UE-CE	1 456, 35
Promotion du développement de filières agricoles et pastorales durables (RIMFIL)	Agriculture/ Elevage	Renforcement des capacités techniques des agriculteurs / éleveurs.		UE-CE	774

ANNEXE 4 - Glossaire de la terminologie utilisée

Filière : C'est la succession d'actions menées par des acteurs pour produire, transformer, vendre et consommer un produit. Ce produit peut être indifféremment agricole, industriel, artistique, informatique.... Pour un produit agricole, il s'agit des actions et des acteurs opérant (i) en amont de la production, (études, travaux, crédit, approvisionnement en intrants, etc.), (ii) au niveau du processus de production, (iii) en aval du processus de production : transformation, transport, stockage, conditionnement, conservation, transformation, commercialisation....

Intensité culturale : C'est le rapport en valeur absolue de la superficie cultivée dans l'année agricole sur la superficie agricole utile de la même année. Correspond au nombre de fois qu'une même terre est cultivée en une année.

Potentiel en terres irrigables : Superficie potentiellement irrigable, c'est-à-dire disponible pour un développement de l'irrigation.

Superficie aménagée brute (SAB) : C'est la superficie totale de l'aménagement y compris l'emprise des infrastructures (digues de protection, diguettes, canaux, drains, pistes, aires de stockage et de battage), et les superficies non dominées...

Superficie aménagée brute (SAB) fonctionnelle : C'est la superficie aménagée brute qui peut être utilisée, c'est-à-dire la superficie aménagée brute déduite de celle abandonnée ou non utilisée.

SAU (Superficie Agricole Utile) : C'est la superficie cultivable/exploitable qui correspond à la superficie aménagée brute moins les superficies correspondant (a) à l'emprise des infrastructures (digues de protection, diguettes, canaux, drains, pistes, aires de stockage et de battage), (b) aux zones non dominées à l'intérieur de l'aménagement, (c) aux périmètres non fonctionnels.

Taux d'utilisation des superficies exploitables : il s'agit du rapport (en %) des superficies cultivées sur les superficies exploitables. Correspond à la partie cultivée d'une superficie exploitable.

Taux de couverture des besoins d'un produit : Rapport (en %) de la quantité produite d'un bien (dans notre cas un produit agricole) sur la quantité du même bien pour satisfaire les besoins de la population. Les besoins sont estimés sur la base de quantité moyenne par personne et par an multiplié par le total de la population.

Superficies aménagées en maîtrise totale de l'eau : Ensemble des superficies aménagées et équipées pour l'irrigation. Il s'agit des périmètres irrigués destinés à la culture du riz, du blé, et autres cultures de diversification en irrigué. Le terme ne comprend ni les superficies ayant été équipées pour la conservation des eaux et des sols (CES) ni les superficies de collecte des eaux pluviales de ruissellement, ou de rétention de la crue provenant du fleuve.

Terres de décrue naturelle : superficie des zones de décrue non équipée : Superficies le long des cours d'eau et qui sont inondées pendant l'hivernage et exondées après l'hivernage pour y pratiquer les cultures de décrue et où rien ou pratiquement rien n'est fait pour retenir l'eau de l'inondation. Cela comprend les terres du walo (oualo) y compris les berges et des bas-fonds.

Walo ou oualo : terres humides qui bordent le fleuve Sénégal, propices à la culture de décrue, à la pisciculture et à la culture irriguée. Il couvre les zones du delta, de la basse vallée et une partie de la haute vallée.

Bas-fonds : terres basses humides souvent inondées par les pluies et situées hors des terres alluviales inondables par la crue du fleuve Sénégal.

Terres de décrue contrôlée: superficie des zones de décrue équipée (ha) : Superficies le long des cours d'eau (fleuve Sénégal, et autres cours d'eau) qui sont équipées d'ouvrages de retenue et de contrôle/régulation des eaux d'inondations ou de ruissellement afin de retenir les eaux pendant l'hivernage et les vidanger pour y pratiquer des cultures de décrue. En Mauritanie, cela comprend, entre autres, les terres du walo (oualo)

équipées notamment le oualo de Maghama, le oualo du Brakna ouest, et dans une certaine mesure une partie du oualo du Gorgol en amont du pont-vanne.

Diéri : terres non inondables de la vallée d'un fleuve. Dans ces zones les cultures pratiquées sont les cultures sèches dépendantes de la pluviométrie (cultures pluviales). Éloignées du fleuve, jamais inondées, elles sont cependant propices à l'élevage et aux cultures maraîchères.

Conservation de l'eau, des sols : Il s'agit de techniques d'ordre mécanique, cultural, biologique et agro-forestier, pour améliorer et/ou restaurer la fertilité des sols et lutter contre la désertification, à savoir :

Techniques mécaniques : elles sont destinées à gérer les flux hydriques à travers la mise en place de fossés antiérosifs, de diguettes antiérosives, de demi-lunes, de cordons pierreux, seuils,...

Techniques culturales : ensemble des techniques de travail du sol consistant à augmenter la porosité maximale des horizons superficiels du sol (sous-solage, scarifiage, labour, buttage, billonnage,...

Techniques biologiques : par exemple, consistant à recouvrir le sol d'une mince couche d'herbes, de branchages ou de résidus culturels de façon à stimuler l'activité des termites pour casser la croûte superficielle du sol en creusant des galeries : il en résulte un ameublissement du sol et une augmentation de sa porosité qui permettent une meilleure infiltration de l'eau dans le sol.

Techniques de rotation/assolement : succession de plusieurs cultures sur la même surface et dans le temps. Les avantages de cette pratique sont : a) l'amélioration de la structure et de la fertilité du sol alors que la monoculture constitue un danger pour la fertilité du sol car la même couche du sol est exploitée chaque année par la même culture; b) la réduction de la pression des mauvaises herbes : en effet, planter la même culture à chaque occasion encourage le développement de certaines mauvaises herbes ; c) la réduction de la pression parasitaire : les insectes et maladies spécifiques à une culture voient leur cycle se briser par la plantation d'une autre culture. Une bonne succession des cultures permet de mieux améliorer la fertilité du sol qu'une jachère de courte durée.

Zones agro-écologiques : Espaces géographiques ayant des caractéristiques bioclimatologiques et agricoles homogènes.

Systèmes de cultures : Ensemble de pratiques culturales et d'itinéraires techniques empruntés pour conduire les cultures dans des contextes agro-pédologiques et climatiques spécifiques.

Déclaration de Maputo sur l'Agriculture et la sécurité alimentaire : Elle a été adoptée lors de la session ordinaire des chefs d'État et de gouvernement tenue à Maputo du 10 au-12 juillet 2003. En vue de la réduction de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté et de la faim avant 2015, la Déclaration engage tous les États membres de l'Union africaine à accroître leurs investissements dans le secteur de l'agriculture, en lui allouant au moins 10% de leur budget national avant 2008.

Irrigation par aspersion : L'irrigation par aspersion (arrosage en pluie) est une méthode d'irrigation par application de l'eau sous pression. L'eau y est répandue sous la forme de pluie artificielle au moyen de rampes portant des organes de distribution : asperseurs rotatifs, diffuseurs à jets fixes, tuyaux perforés.

Irrigation goutte à goutte : L'irrigation goutte à goutte est une irrigation localisée s'inscrivant dans le cadre des systèmes à basse pression où n'est humidifiée qu'une partie du sol dans le champ, notamment la partie du sol située à la base de la plante (rhizosphère).

Irrigation par pompage : L'irrigation par pompage est une irrigation basée sur des dispositifs d'élévation de l'eau (exhaure) à partir des stations de pompage, des groupes motopompes, des pompes solaires ou éoliennes. L'irrigation par gravité à partir d'une retenue d'eau (barrage) n'est pas incluse.

EMEL ou Espoir en arabe: Programme alimentaire mis en place par le gouvernement pour contrer la situation de crise alimentaire en Mauritanie.

CAF (Currency Adjustment Factor) : Facteur d'ajustement monétaire. Surcharge appliquée au fret de base destinée à compenser la variation de la devise de tarification par rapport à la monnaie nationale de l'opérateur ou à un panier de monnaies dans le cas d'un accord international.

ⁱ Indicateur de la Revue Biennale (RB), Déclaration de Malabo

ⁱⁱ Déclaration de Malabo